

## TABLE ALPHABÉTIQUE DES ORATEURS ET AUTEURS

## A

**Aerbeydt**, sénateur de Roulers-Thielt.

*Ann.* — Budget de la défense nationale pour 1932. Discussion générale. Discours : Défend les intérêts des invalides; demande que les formalités pour l'obtention d'une pension soient modifiées et parle également de la question des chevrons de front, p. 368, 369. — Observations, p. 369. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. N'ayant pas obtenu du ministre les réponses détaillées qu'il attendait, répète les différentes questions qu'il lui avait adressées concernant les invalides, les prisonniers de guerre et les combattants, p. 415. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 423.

Projet de loi complétant la loi relative aux chevrons de front. Discussion générale. Discours : Proteste contre les conditions trop radicales auxquelles est soumise l'obtention du chevron accordé aux prisonniers de guerre et défend l'amendement qu'il a présenté avec MM. Gravez et Lebon, afin de modifier les conditions exigées, p. 1170.

**Asou**, sénateur provincial du Hainaut.

*Doc.* — Proposition de loi interprétative de l'arrêté royal du 25 novembre 1815. Développements et proposition de loi, n° 9.

Projet de loi concernant l'incinération facultative des cadavres humains. Rapport, n° 44.

*Ann.* — Fixation de l'ordre du jour : Observations au sujet du moment où les commissions pourront se réunir, p. 6.

Proposition de loi interprétative de l'arrêté royal du 25 novembre 1815. Dépose cette proposition de loi, p. 60. — Discussion générale. Discours : Rappelle les rétroactes de la question de la restitution des tableaux de Rubens et de Jordaens par le musée de Bruxelles, à la ville de Tournai, et développe à nouveau devant le Sénat le bien-fondé de la réclamation, qui a donné lieu à sa proposition de loi, p. 525, 526. — Observations, p. 527, 578, 579, 582, 584, 592. — Par motion d'ordre il annonce que des pourparlers sont engagés entre M. Petitjean, m. s. a., M. Leduc et lui-même au sujet de l'arrangement à l'amiable que pourrait avoir la question des tableaux de Tournai et espérant, vu la bonne volonté qui se manifeste de part et d'autre, que l'on arrivera à une solution satisfaisante, propose la remise à huitaine de la discussion, p. 685.

— Discours : Bien que persistant à croire que les réclamations de la ville de Tournai étaient justifiées, la discussion à laquelle sa proposition de loi a donné lieu ayant démontré que cette proposition soulevait des questions juridiques délicates et menaçait de provoquer entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif un conflit que les difficultés de l'heure rendaient particulièrement inopportun, annonce au Sénat que, répondant aux dispositions conciliantes de M. Petitjean, m. s. a., ils sont, M. Leduc et lui-même, entrés en pourparlers avec lui; que ces pourparlers ont abouti, les compensations obtenues étant de nature à donner satisfaction à la ville de Tournai et déclare, d'accord avec M. Leduc et les autres signataires de la proposition de loi, que celle-ci est retirée, p. 555.

Proposition de loi relative à la police du roulage. M. Hans, rapp., estimant que des amendements qu'il a présentés sont devenus inutiles, déclare que ces amendements étaient justifiés par des considérations émises par le Touring Club, mais déclare, à la suite des explications données par le rapporteur, être d'accord avec lui, et retirer ses amendements, p. 597.

Projet de loi concernant l'incinération facultative des cadavres humains. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 361. — Par motion d'ordre demande que ce projet soit porté à l'ordre du jour du jeudi suivant, p. 660. — Discussion générale. Discours : Rappelle non seulement les rétroactes du projet en discussion, mais les rétroactes plus anciens de la question de l'incinération; fait ensuite remarquer que le texte soumis aux délibérations du Sénat semble tenir compte de toutes les conditions et précautions nécessaires; ne discute pas l'objection la plus grave : l'objection religieuse, mais déclare qu'il ne peut admettre que, tout en repoussant eux-mêmes la crémation, ses adversaires la refusent à ceux qui en sont partisans, p. 723, 724.

Budget de la justice pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 877. — Discours : Formule certains desiderata en ce qui concerne les choses judiciaires, notamment en ce qui

## Asou (suite)

concerne la signification du jugement d'appel réformant une décision judiciaire antérieure et au sujet de la réorganisation du conseil de législation; parle ensuite de la question de la circulation automobile et de la protection des animaux, p. 886, 887. — Observations, p. 892.

Budget des postes, télégraphes et téléphones pour 1932. Discussion générale. Discours : Rappelle l'état déplorable du bureau central des postes à Tournai, p. 973.

Motion d'ordre de M. Digneffe qui, à l'occasion des incidents d'Anvers, suggère que le bureau du Sénat prie la Chambre de hâter l'examen du projet relatif aux outrages au drapeau et aux armes du royaume. Fait remarquer que la commission de la justice a été saisie plusieurs années auparavant d'un projet similaire, et que M. le baron Meyers avait été nommé rapporteur, p. 1297.

Projet de loi relatif au régime linguistique de l'enseignement primaire et moyen. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1367.

## B

**Barnich**, sénateur provincial d'Anvers.

*Doc.* — Proposition de loi organisant, en Belgique, un enseignement moyen du degré supérieur, pour jeunes filles (cosign.), n° 107.

*Ann.* — Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 87.

Proposition de loi relative à la police du roulage. Discussion tant au sujet du fond du projet que sur la proposition d'ajournement. Observations, p. 164.

Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 201.

Budget des affaires étrangères et interpellation de M. Mullie relative à l'accord commercial de 1928 avec la France. Discussion générale. Discours : Rappelle les mesures qu'il avait préconisées, mesures à prendre dans l'intérieur du pays, en dehors de la politique extérieure, afin de permettre aux entreprises belges d'exportation d'abaisser leurs prix de façon à mieux défendre la situation belge sur les marchés étrangers; constate à regret qu'il n'a pas été tenu compte de ses suggestions, puis expose la politique qu'il estime devoir être suivie pour aider le pays à surmonter la crise et éviter l'augmentation rapide du nombre de chômeurs, p. 556 à 561. — Observations, p. 563, 564.

Budget de l'agriculture pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 656, 658.

Interpelle M. le ministre des transports sur l'inexistence, alors que le pays traverse une crise grave, d'une politique des transports conforme aux contingences économiques. Discours : Développe son interpellation et fait l'ébauche de ce qui, à son avis, constituerait une politique gouvernementale des transports, p. 696 à 700. — Observations, p. 702 à 706. — Discours : Répond au discours du ministre, estime que celui-ci a peu ou point répondu aux questions qu'il lui a posées, qu'il n'a nullement exposé ses principes en matière de politique des transports, que le ministre ne tient nullement compte, ni à ce moment de crise, ni en d'autres temps, des besoins de l'agriculture et des industries vitales, mais constate cependant la bonne volonté du ministre, p. 707.

Budget extraordinaire pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 814.

Projet de loi sur la protection morale de l'enfance. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 932.

Budget des transports pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1048. — Discours : Tout en exprimant ses félicitations à M. Waucquez sur son rapport, exprime le regret qu'il ne se soit pas suffisamment attardé au problème capital du moment, celui de l'adaptation urgente du réseau et des autres moyens de transport aux nécessités tragiques de l'heure, c'est-à-dire sur le moyen de sauver les industries belges, le commerce et l'agriculture belges de la ruine; traite donc la question des tarifs, celle de la réorganisation des services et termine en déclarant que, à son avis, le seul moyen

## Baraëch (suite)

- de doter la Belgique d'une coordination des diverses activités qui concernent les transports, comme d'une politique des transports que les circonstances requièrent, c'est de réunir tous les services relatifs aux transports dans un même ministère et sous une même direction, p. 1065 à 1070. — Observations, p. 1073, 1074, 1080, 1081, 1102 à 1106, 1108.
- Projet de loi relatif à l'emploi des langues en matière administrative. Discussion générale. Observations, p. 1134.
- Projet de loi approuvant la convention pour le règlement, par voie de compensation, des créances commerciales entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Hongrie. Discussion générale. Discours : Indique les motifs pour lesquels, bien que le projet puisse paraître à première vue d'une importance secondaire, il ne pourra émettre un vote affirmatif, estimant que ce projet peut devenir le point de départ d'une politique commerciale qui, si elle peut procurer quelques avantages immédiats, semble dangereuse pour l'avenir économique du pays; termine en estimant que la politique du département des affaires étrangères est en opposition avec celle préconisée par le Roi, p. 1232 à 1234. — Fait encore diverses observations en réponse à celles présentées par MM. Beauduin et Segers, en attirant à nouveau l'attention sur les dangers que cette convention présente selon lui, p. 1235. — Observations, p. 1236. — Observations au sujet de la façon dont ce projet a été examiné en commission, p. 1236.
- Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque nationale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1413.
- Projet de loi relatif au paiement des marchandises provenant de pays ayant établi un contrôle des devises. Discussion générale. Discours : Commence par rappeler que, à la Chambre, aucune discussion n'a été possible sur ce projet; proteste contre la manière dont il est soumis au Sénat, puis développe les conditions dans lesquelles son groupe pourra s'abstenir au vote; prie le ministre de lui dire l'interprétation exacte de sa déclaration quant à l'usage qu'il fera des pleins pouvoirs, p. 1534-1535. — Observations, p. 1535, 1536. — Discours : Renouvelle ses protestations et déclare que, « si le ministre s'en tient à la déclaration telle qu'il l'a libellée, son groupe votera contre le projet, p. 1537. — Observations, p. 1537.
- Projet de loi autorisant certaines opérations d'emprunt et de trésorerie. Discussion générale. Discours : Déclare être d'accord avec les critiques générales formulées par M. de Brouckere, mais estime que des précisions supplémentaires doivent être apportées, en ce qui concerne la position du gouvernement, dans l'assainissement des finances du pays vis-à-vis de sa majorité; s'explique, comme mandataire de la classe ouvrière, sur l'inquiétude que lui cause le désarroi qui règne au sein de la majorité, estimant que ce désarroi peut avoir les plus graves conséquences pour ceux qu'il représente et termine en formulant le vœu que les démocrates chrétiens disent aux réactionnaires du parti catholique : « Vous ne toucherez pas aux droits acquis et sacrés de la classe ouvrière », p. 1567 à 1569.

## Beauduin, sénateur coopté.

- Doc.** — Projet de loi prorogeant les lois antérieures qui autorisent le gouvernement à s'opposer à l'exploitation excessive de certains bois et de certaines forêts appartenant à des particuliers. — Rapport, n° 16.
- Budget extraordinaire pour 1932. — Rapport n° 72.
- Projet de loi revisant et complétant la loi du 29 mars 1929, ayant modifié celle du 20 mai 1846, sur les ventes publiques, en détail, de marchandises neuves. — Rapport, n° 171.
- Ann.** — Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 30, 46 à 48, 55, 57, 58, 99. — A la suite de diverses observations relatives à la suite du débat, estime qu'il serait mieux de renvoyer la question visée par l'article 19 à la commission, le cas des quatre fonctionnaires en question ne devant pas nécessairement être discuté en séance publique, la réunion en commission permettant au ministre d'exposer en détail le cas de chacun d'eux, la décision prise par la commission serait ensuite exposée au Sénat qui se prononcerait alors en connaissance de cause, p. 107. — Discussion des articles. Art. 104 et 139. Observations, p. 126.
- Projet de loi prorogeant la loi de cadenas pour la protection des bois et forêts. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 117. — A la suite d'observations de M. Volckaert, qui insiste sur le vote immédiat du statut définitif dont la discussion est en cours, estime que, ainsi que le dit l'exposé des motifs, ce projet serait annulé par le vote d'un statut définitif, p. 118.
- Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. Discussion, tant au sujet de la suite du débat qu'au sujet du renvoi à la commission. Observations, p. 118.
- Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion des articles. Art. 151. Observations, p. 306.

## Beauduin (suite)

- Budget de la défense nationale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 379.
- Budget des finances : Interpelle le gouvernement, au cours de la discussion de ce budget, au sujet de l'application de l'accord belgo-luxembourgeois relatif au régime des alcools. Développe son interpellation et la termine en priant le ministre des finances de prendre en mains les intérêts de l'industrie belge et de chercher une entente avec le grand-duché de Luxembourg qui mette fin à l'invasion d'alcool luxembourgeois en Belgique, p. 441, 442. — Discussion des articles du budget des finances. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 492, 493.
- Projet de loi autorisant le gouvernement à emprunter deux milliards de francs pour compte commun de l'Etat et de la colonie du Congo belge. Discussion générale. Observations, p. 629.
- Budget extraordinaire pour 1932. Dépose le rapport sur ce budget, p. 660.
- Budget de l'agriculture pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 657 à 660, 736.
- Interpellation de M. Barnich sur l'inexistence d'une politique des transports conforme aux contingences économiques. Observations, p. 705.
- Projets de loi portant : 1<sup>o</sup> création de l'ordre des médecins; 2<sup>o</sup> institution de chambres des professions médicales. Discussion générale. Observations, p. 947. — Demande si la discussion générale est déclarée close, malgré le renvoi du projet à la commission, p. 961. — Fait encore des observations, p. 961.
- Interpellation de M. Ronvaux au sujet du retard apporté à l'examen des dossiers et au paiement des pensions de vieillesse et des allocations aux estropiés. Observations, p. 997 à 999, 1002.
- Déclaration du gouvernement après la reconstitution du cabinet présidé par M. Renkin le 23 mai. Observations, p. 1024, 1036.
- Projet de loi approuvant la convention pour le règlement des créances commerciales entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Hongrie. Discussion générale. Observations, p. 1232. — Discours : Commence par s'étonner que ce projet soit venu en ordre utile, alors qu'on devait attendre le retour du ministre pour l'examiner; exprime son regret de ce que les conventions de ce genre parviennent toujours au Sénat de façon qu'on ne puisse pas les amender; estime qu'on aurait pu, en discutant, arriver à une meilleure solution, mais, étant donné les conditions spéciales dans lesquelles on se trouve et la convention ne valant que pour trois mois, déclare qu'il serait bon, vu l'urgence, de la voter, p. 1234, 1235. — Le renvoi à la commission étant proposé et le ministre s'opposant à cette demande, prie le Sénat d'admettre la demande du ministre tendant au vote immédiat, étant donné qu'il a été reconnu que le projet n'a pas la portée générale qui lui avait été attribuée primitivement et fait remarquer que chaque jour perdu pour l'approbation du projet expose les exportateurs à des pertes très sérieuses, p. 1251.
- Projet de loi modifiant les lois relatives à l'impôt sur le revenu ainsi que celles relatives à la propriété industrielle. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 1435.
- Projet de loi relatif au paiement des marchandises provenant de pays ayant établi un contrôle des devises. Discussion générale. Discours : Fait remarquer que la question en discussion n'est plus ce qu'elle était à l'origine, la demande étant limitée à la période des vacances, puis préconise certaines mesures qu'il considère comme efficaces, p. 1536. — Observations, p. 1536, 1537. — Discours : Commente le discours prononcé par M. Ferminne, estimant que celui-ci fait erreur, la portée du projet permettant des mesures qui seront favorables à l'agriculture, p. 1537.
- Beckers, sénateur provincial du Limbourg.**
- Ann.** — Budget de la défense nationale pour 1932. Discussion générale. Discours : Critique le régime linguistique existant à l'armée; réclame de nouvelles mesures pour la séparation linguistique à l'armée et la création d'une école militaire flamande, p. 362.
- Beosier, sénateur provincial du Brabant.**
- Ann.** — Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 201.
- Projet de loi sur la protection morale de l'enfance. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 932.
- Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque nationale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1413.
- Berryer (vicomte), sénateur de Liège.**
- Ann.** — Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. Observations au sujet de la fixation de la discussion, p. 20.

**Berreyer (vicomte) (suite)**

- Proposition de loi prorogeant certaines dispositions relatives aux baux à loyer. Observations à l'occasion d'une demande d'urgence, p. 110.
- Motion d'ordre de M. Lafontaine au sujet d'une adresse qu'il propose d'envoyer à la délégation belge à la conférence du désarmement : M. le président déclarant que cette adresse doit être soumise à une commission à nommer au sein du Sénat, propose MM. Segers et Van Overbergh, respectivement président et vice-président de la droite, comme mandataire de ce groupe, p. 461.
- Budget des affaires étrangères et interpellation de M. Mullie relative à l'accord commercial de 1928 avec la France. Discussion générale. Observations, p. 536.
- Proposition de loi relative à la police du roulage. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Discours : Salue l'introduction du sens unique, demande que l'on réglemente la circulation des cyclistes et se déclare partisan de la peine de prison pour les récidivistes, p. 545, 546.
- Proposition de loi instituant un fonds national de la mutualité. Discussion générale. Observations, p. 615.
- Budget de l'agriculture pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 714.
- Fixation de l'ordre du jour : Par motion d'ordre, proteste contre la remise, par décision du bureau, d'une réunion de commission, et contre la façon dont il a été averti de cette remise, p. 812. — M. Ronvaux faisant remarquer que la remise a été décidée d'accord avec le Sénat, estime que l'assemblée ne peut s'arroger le droit qu'elle n'a jamais eu et qu'une décision de ce genre ne peut être prise après cinq heures du soir, p. 812. — A la suite d'observations diverses, reconnaît que les explications sont d'excellente qualité, puisqu'on invoque la galanterie vis-à-vis M<sup>me</sup> Spaak, mais insiste pour que cela ne constitue pas un précédent, p. 813, 814.
- Projet de loi établissant des mesures temporaires destinées à maintenir l'équilibre budgétaire. Discussion générale. Observations, p. 846.
- Annonce le décès de M. Martens, sénateur provincial de la Flandre occidentale. Discours, p. 912.
- Projet de loi instituant des sociétés privées à responsabilité limitée. Discussion générale. Observations, p. 930.
- Budget des transports pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1065. — Discours : Se plaint des transformations apportées à l'indicateur des chemins de fer, qui le rendent à son avis incompréhensible; parle ensuite de la gare de Pepinster, puis attire l'attention du ministre sur la difficulté que l'on éprouve pour arriver à Spa et demande qu'on réalise la voie directe Spa-Liège-Bruxelles, p. 1074, 1075.
- Projet de loi relatif à l'emploi des langues en matière administrative. Discussion générale. Observations, p. 1117. — Discussion des articles. Art. 2, § 5. Observations, p. 1149. — S'abstient au vote sur l'ensemble de la loi, p. 1178.
- Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1190, 1217. — Discours : Annonce que, ayant constaté que le gouvernement n'était pas d'accord au sujet de l'amendement qu'il a signé avec M<sup>me</sup> Spaak, il se voit obligé d'abandonner celle-ci en ce qui concerne la défense et le vote de cet amendement, p. 1241.
- Projet de loi relatif à l'émission des emprunts autorisés. Observations au sujet des motifs d'abstention indiqués par M. Van Dieren, p. 1290.
- Projet de loi relatif au régime linguistique de l'enseignement primaire et moyen. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1367.
- Demandes de naturalisation transmises par la Chambre : Discussion sur les propositions de discussion d'urgence ou d'ajournement. Observations, p. 1413.

**Boël (baron), sénateur de Mons et Soignies.**

- Ann.* — Proposition de loi relative à la police du roulage. Au moment où la discussion doit être abordée, et après des observations de M. le président au sujet du retard apporté au dépôt du rapport complémentaire, déclare, en sa qualité de président de la commission des travaux publics, que la commission a fait preuve d'une grande activité ayant, ainsi que les fonctionnaires, travaillé, même pendant les vacances de Noël; que les questions du permis de conduire et de l'assurance obligatoire, ont pris beaucoup de temps, mais que, le rapport étant prêt, la commission étant convoquée pour entendre lecture du rapport et procéder, éventuellement, à son adoption, il prie le Sénat de fixer cette discussion au dernier mardi de février, p. 438. — Insiste sur sa demande, p. 438. — Discussion générale. Discours : Commence par prier le Sénat d'excuser certaines erreurs qui se sont glissées dans les textes distribués au Sénat, par suite de la façon hâtive dont ils ont été imprimés et rappelle que les modifications à y apporter ont dû être distribuées le matin même aux membres de l'assemblée, puis, à la demande de la commission et de son rapporteur, M. Hans, développe, en sa qualité de président de la commission, les directives qui ont été suivies dans l'élaboration du nouveau texte soumis aux délibérations de l'assemblée; estime que ce texte remédie aux lacunes exist-

**Boël (baron) (suite)**

- antes et rendra légale une police de la circulation qui doit s'imposer à tous les usagers de la route, y compris les piétons, p. 504 à 506. — Observations, p. 513, 514. — Répond brièvement aux observations présentées par MM. le baron de Dorlodot, Lebon et le comte de Brouhoven de Bergeyck, p. 514, 515. — Rectification, 555. — Avant que la discussion des articles ne soit abordée, déclare que la commission des travaux publics était dessaisie du projet, qu'elle n'a donc pas pu proposer de nouveaux amendements, mais que, au cours d'une réunion entre le président de la commission et le rapporteur, ceux-ci se sont mis d'accord sur les amendements proposés par le gouvernement, p. 544. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 544, 545. — Art. 3. Observations au sujet du permis de conduire, en ce qui concerne les étrangers, p. 547. — Art. 4. Fait des observations en ce qui concerne le degré de responsabilité des patrons propriétaires de véhicules automobiles, p. 548. — Art. 6. Observations au sujet de l'assurance en ce qui concerne l'assurance des personnes transportées le dimanche par des camions industriels, p. 549. — Art. 8. En qualité de président de la commission, déclare que la responsabilité du retard des amendements du gouvernement est un peu de la faute de la commission, 552. — Observations, p. 552. — Art. 14. Observations concernant la surveillance des routes, p. 555. — Art. 18. Fait diverses observations et suggestions en réponse aux questions soulevées relativement à la manière dont il serait procédé pendant la période transitoire, p. 555. — A la suite d'observations de M. le président, qui propose, pour divers motifs, la remise au lendemain du second vote de ce projet, déclare que la commission s'est réunie et qu'elle est d'accord sur les amendements présentés, mais accepte la remise au lendemain, afin que ses collègues puissent prendre connaissance du rapport et des amendements, p. 581. — Vote en seconde lecture. Art. 7. MM. Lebon et Cocq, m. j., estimant préférable de maintenir le mot « infractions » fait certaines observations, mais déclare être d'accord, p. 600. — Art. 8. Demets proposant de remplacer, au 6<sup>e</sup> alinéa, le mot « devra » par le mot « pourra », fait remarquer que la commission a été unanime à proposer le mot « devra »; que c'est après un amendement de M. le duc d'Ursel que le mot « devra » a été adopté par le Sénat, p. 600. — Discussion au sujet de l'interprétation des termes : « en état d'ivresse ». Discours, p. 601.
- Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1932. Vote sur l'article 33 : S'abstient au vote sur un amendement de M<sup>me</sup> Spaak, p. 1250.
- Projet de loi revisant et complétant la loi du 29 mars 1929 ayant modifié celle du 20 mai 1846 sur les ventes publiques, en détail, de marchandises neuves. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1358.

**Bössuyt, sénateur de Courtrai-Ypres.**

- Ann.* — Projet de loi concernant l'étude des langues modernes dans l'enseignement moyen du degré supérieur. Discussion générale. Observations, p. 11.
- Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion générale. Discours : Commence par parler de la liquidation des pensions de vieillesse, puis traite la question du chômage et celle des ouvriers frontaliers travaillant en France, p. 32, 33. — Observations, p. 47, 59, 90, 102.
- Budget de la défense nationale pour 1932. S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 423.
- Projet de loi établissant des mesures temporaires destinées à maintenir l'équilibre budgétaire. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Discours : Demande quelle est l'interprétation exacte du § 2 en ce qui concerne la réduction du traitement des agents mariés-jouissant d'un traitement de moins de 20,000 fr. et indique l'interprétation qu'il donne lui-même à ce paragraphe, p. 864.
- Interpellation de M. Ronvaux au sujet du retard apporté dans l'examen des dossiers et dans le paiement des pensions de vieillesse et des allocations aux estropiés. Observations, p. 995, 1000 à 1002.
- Par motion d'ordre, attire l'attention sur certaines mesures défavorables prises à l'égard des ouvriers frontaliers, en ce qui concerne les allocations familiales, mesures prises par la Caisse de compensation du Nord de la France et par la Fédération patronale des Chambres lainières de Roubaix-Tourcoing; prie le ministre des affaires étrangères d'insister auprès du gouvernement français pour que l'injustice commise soit réparée, p. 1369.
- Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi relative aux pensions de vieillesse. Discussion générale. Observations, p. 1507. — Discours : Déclare que c'est dans l'esprit indiqué par le rapporteur qu'il votera la loi, le rapporteur déclarant que celle-ci n'a pas pour but de retirer les avantages accordés aux personnes âgées qui sont dans la misère, mais bien de réprimer les abus en ce qui concerne les bénéficiaires qui sont en mesure de pourvoir à leur entretien, puis plaide la cause de ceux qui, par erreur, ne se sont pas mis en règle en temps utile, p. 1514.

**Bovesse**, ministre des postes, télégraphes et téléphones.

*Ann.* — Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et des téléphones pour l'exercice 1932-1933. Discussion générale. Discours : Commence par déclarer qu'il est un peu pris au dépourvu par la discussion de ce projet, puis répond brièvement aux observations présentées par M. de Spot dans son rapport : 1° relatives à un amendement qu'il admet avoir été déposé un peu tardivement par le gouvernement et qui a pour but, en ce qui concerne son département, de hâter la solution de la crise; 2° concernant les travaux de la régie des télégraphes et téléphones, p. 594. — Répond brièvement au discours de M. De Bruyn, p. 595.

Budget des postes, télégraphes et téléphones pour 1932. Discussion générale. Discours : Donne au Sénat un aperçu de la situation de son budget ainsi qu'une appréciation générale de ses services; parle notamment de la question du service des colis postaux, p. 962 à 965. — Discours : Répond aux observations présentées par MM. De Bruyn et Waucquez en ce qui concerne l'affaire du domaine de Marneffe et celle des colis postaux, p. 965 à 967. — Observations, p. 973, 974. — Répond aux nouvelles observations présentées, p. 975 à 977.

Rapport et documents relatifs à la gestion et à l'activité de l'Institut national belge de radio-diffusion pendant l'exercice 1931. Dépose ces documents, p. 1356.

Projet de loi autorisant la conclusion à l'étranger de l'emprunt à contracter par la régie des télégraphes et des téléphones. Au début de la séance du 14 septembre, avant que de terminer le projet relatif aux opérations d'emprunt et de trésorerie, demande qu'on donne un tour de faveur à ce projet et qu'on en aborde immédiatement la discussion, p. 1562. — A la suite d'observations de M. de Brouckere, qui fait remarquer que les deux projets ont de grandes affinités, estime que ces deux projets ne sont pas aussi liés que M. de Brouckere le suppose, puis indique brièvement l'économie du projet; fait remarquer, en terminant, qu'il ne s'agit que d'une pure application d'une loi antérieure, p. 1562. — M. de Brouckere, persistant dans sa manière de voir, déclare ne pas insister, p. 1562. — A la suite d'un discours de M. le baron de Dordodot, demande la parole, mais, devant les protestations que cette demande soulève, déclare y renoncer, p. 1576.

**Broeckx**, sénateur coopté.

*Doc.* — Projet de loi ayant pour objet de modifier certaines dispositions de la loi du 14 juillet 1930, relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. — Rapport, n° 166.

*Ann.* — Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 47, 56. — Discours : Commence par exprimer sa satisfaction au sujet des déclarations faites à la Chambre par des membres du gouvernement, concernant les grands travaux qui vont être entrepris pour combattre la crise, ainsi que des déclarations faites concernant l'aide aux chômeurs; traite ensuite particulièrement la question du chômage et celle des ouvriers étrangers, ainsi que celle de la journée de huit heures, p. 79, 80. — Observations, p. 95, 104, 106.

Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 286. — Discours : Répond au discours de M. Diriken; déclare que le Limbourg est une province religieuse et qu'elle veut un enseignement catholique; estime que la liberté de conscience doit être respectée et que les petits différends locaux ne sont pas à leur place au parlement, p. 288. — Observations, p. 288.

Projet de loi ayant pour objet de modifier certaines dispositions de la loi du 14 juillet 1930 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1369. — Discussion générale. Observations, p. 1508, 1509, 1513.

**Bruneel de la Warande**, sénateur de Courtrai-Ypres.

*Ann.* — Budget des finances et interpellation de M. Beauduin sur la question des alcools luxembourgeois. Discussion générale. Discours : Traite la question de la thésaurisation, estime qu'il est excusable de thésauriser, que ceci n'est certes pas un acte de défiance en ce qui concerne la valeur de la monnaie, au contraire, et que les thésaurisateurs reprendraient confiance s'ils se trouvaient devant un cours stable; termine en appuyant les observations présentées par MM. Mullie et le baron de Moffarts en ce qui concerne la péréquation cadastrale et sa répercussion sur l'impôt foncier, p. 477, 478. — Discussion des articles du budget des finances. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 487.

Budget des travaux publics pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 637, 639. — Discours : Appuie les observations faites par M. Mullie en ce qui concerne l'urgence d'exécuter les travaux de réfection de la route Ypres-Neuve-Eglise, p. 642, 643.

Budget de l'agriculture pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 715.

Budget des transports pour 1932. Discussion générale. Discours : Commence par féliciter M. Waucquez de son rapport, qui comprend une étude instructive des moyens de transport

**Bruneel de la Warande** (suite)

en usage en Belgique; déclare que ce rapport le dispense de rien y ajouter; se contente donc de faire deux observations : l'une sur la question des transports par autobus, ceux-ci ne comportant qu'une seule classe, ce qui donne lieu à de sérieux inconvénients, l'autre concernant l'indicateur des chemins de fer, auquel on fait sans considération paraître des suppléments étendus dès le lendemain de sa publication, p. 1055.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1932. Discussion générale. Discours : Demande au ministre de faire une déclaration interprétative de la circulaire envoyée aux gouverneurs de province, priant ceux-ci de veiller à la répression des dépenses exagérées des administrations provinciales et de certaines administrations communales, notamment en ce qui concerne certains avantages donnés aux députés permanents et aux greffiers provinciaux, p. 1217.

C

**Calonne**, sénateur de Tournai-Ath.

*Ann.* — Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 201.

Budget de la défense nationale pour 1932. Discussion générale. Discours : Rappelle que, à la commission de la défense nationale, il a vivement insisté auprès de M. Lekeu, président, afin que le budget de la défense nationale soit discuté avant la conférence du désarmement, puis déclare qu'il estime qu'il faut, à l'occasion de cette discussion, faire un examen de conscience, et appuie le réquisitoire qui vient d'être prononcé par M. Pierlot; développe notamment les motifs pour lesquels il estime qu'il faut que, en toute amitié, on renonce à l'accord franco-belge de 1920, et termine en déclarant que ceci amènera l'apaisement des esprits et permettra à la Belgique d'être bien qualifiée pour défendre à Genève le désarmement et la paix, p. 359 à 361.

Projet de loi sur la protection morale de l'enfance. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 932.

**Carnoy**, sénateur de Bruxelles.

*Doc.* — Budget des sciences et des arts pour 1932. — Rapport, n° 14.

*Ann.* — Budget des sciences et des arts pour 1932. Dépose le rapport sur ce budget, p. 74. — Discussion générale. Observations, p. 230. — Discours : Fait remarquer qu'il a évité, dans son rapport, les questions de caractère politique; exprime le vœu que le ministre tienne compte de ses observations en ce qui concerne les réformes pédagogiques, puis insiste notamment pour que l'on développe la coopération entre les parents et les professeurs et attire particulièrement l'attention du gouvernement sur ce point, p. 247, 248. — Observations, p. 299.

Déclaration du gouvernement après la reconstitution du cabinet présidé par M. Renkin, le 23 mai. Observations, p. 1040.

Budget des transports pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1074.

Projet de loi portant création de l'ordre des médecins. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Discours : Rappelle en commençant que, lorsqu'il était ministre de l'intérieur et de l'hygiène, il avait formé le vœu de doter le corps médical de deux réformes qui lui paraissaient particulièrement urgentes : 1° la création d'une chambre flamande à l'académie de médecine; 2° un statut nouveau; puis développe les motifs pour lesquels il estime que le projet en discussion met en équilibre les différentes tendances qui se sont manifestées et qu'il constitue un tout logique, solide et durable, p. 1248.

Projet de loi apportant des modifications à la classification des communes. Discussion générale. Discours : Fait diverses observations afin d'obtenir que l'on adopte la nouvelle orthographe des communes dans ce projet, p. 1430. — Observations, p. 1430. — Discours : Répond aux discours du ministre et de M. Demets, p. 1431, 1432.

Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi relative aux pensions de vieillesse. Discussion générale. Observations, p. 1513.

**Carton**, nommé ministre de l'intérieur et de l'hygiène le 22 février 1932, démissionnaire le 22 octobre 1932.

*Ann.* — Interpellation de M. Dochen sur la situation difficile créée à bon nombre de communes par la circulaire ministérielle du 18 février 1932 envoyée à MM. les gouverneurs de province. Observations, p. 682. — Discours : Répond à l'interpellation, p. 682 à 684. — En réponse à M. Van Overbergh, qui demande à connaître l'avis du gouvernement sur l'ordre du jour présenté par MM. Dochen et consorts, déclare que le gouvernement ne voit aucun inconvénient à l'adoption de cet ordre du jour, p. 687.

## Carton (suite)

Annnonce du décès de M. Martens, sénateur provincial de la Flandre occidentale. Discours, p. 912.

Projets de loi portant : 1° création de l'ordre des médecins; 2° institution de chambres de professions médicales. Discussion générale. Observations, p. 921, 922. — M. le président annonçant que le débat sera repris le mardi suivant, annonce qu'il sera retenu à la Chambre par une interpellation, p. 926. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 944. — Discours : commence par faire remarquer qu'il semble qu'il est un point sur lequel tout le monde, partisans comme adversaires de l'ordre des médecins, est d'accord, c'est la nécessité d'une réforme sérieuse et même profonde de l'organisation disciplinaire en vigueur, en ce qui concerne la profession médicale, puis démontre au Sénat la nécessité de cette réforme; termine en faisant remarquer que, s'élevant au-dessus des querelles et rivalités de groupes, la plupart des médecins voient le danger qui les entoure et, avec le gouvernement, demandent que l'on protège leur profession, afin que celle-ci conserve la haute tenue morale qu'elle avait antérieurement, p. 946 à 948. — Observations, p. 949, 956, 958, 959. — Se rallie à la proposition de renvoi à la commission faite par M. Vinck, dans le but de faire la toilette du projet et dans l'espoir d'arriver à un accord général, p. 961. — Insiste, au moment de la reprise de la discussion pour que l'on passe immédiatement à l'examen des articles, p. 1246. — Discussion des articles du projet instituant l'ordre des médecins : Art. 1<sup>er</sup>. Discours : Afin de réfuter immédiatement les arguments produits par M. Nolf, attire l'attention sur la différence des intérêts des diverses professions qui ont été réunies dans le projet Beco; estime qu'il n'est pas possible d'organiser un ordre où chaque intérêt aurait une représentation adéquate à son importance; termine en déclarant qu'il est bien convaincu être d'accord avec le rapporteur et avec le Sénat pour créer la base de l'édifice dans lequel entreraient, par d'autres projets, les pharmaciens, en priant l'assemblée d'adopter le projet créant l'ordre des médecins, tel que celui-ci lui est soumis, p. 1248. — Art. 2. Observations au sujet des amendements présentés, p. 1254. — Art. 3. Observations, p. 1255. — Discours : Donne quelques explications au sujet du nouvel article 4, explications qu'il estime devoir militer en faveur des suppléants, p. 1255, 1256. — Observations, p. 1256. — Estime que les observations de M. Dierckx, qui déclare ne pouvoir retirer son amendement, ne sont pas pertinentes, p. 1256. — M. Dierckx, motivant sa proposition de suppression de l'alinéa 4, insiste pour que le texte proposé par la commission soit maintenu, p. 1257. — Tout en estimant que sa proposition n'est pas très régulière, propose à ce moment une modification à l'alinéa 1<sup>er</sup>, estimant que la rédaction de cet alinéa n'est pas claire, p. 1257. — Fait encore des observations à ce sujet, p. 1257, 1258. — Propose une modification de rédaction et prie M. Moyersoën de ne pas insister pour la modification que celui-ci proposait, p. 1258, 1259. — Art. 4. Propose une modification de texte qu'il estime devoir amener un accord, p. 1259. — § 1<sup>er</sup>. Observations au sujet de l'interprétation, p. 1260. — Nouvelles observations au sujet de l'ensemble de l'article, p. 1260 à 1262. — Le renvoi à la commission étant proposé, demande que l'on n'accepte pas le renvoi et que, au contraire, le Sénat fasse un effort pour terminer l'examen du projet pendant la séance en cours, p. 1263. — Art. 5. Accepte l'amendement qui vient d'être proposé par M. Dierckx, p. 1263. — Art. 6. Demande qu'il ne soit pas, dans cet article, parlé du conseil supérieur, p. 1264. — Art. 7. M. Vinck, estimant qu'il faut prévoir, à cet article, l'adjonction d'un magistrat, déclare être d'accord, p. 1264. — Observations, p. 1264. — M. Jaumiaux demandant si c'est à cet article que se rattache la proposition du ministre disant que le conseil supérieur peut être consulté par les conseils de l'ordre, déclare que cet amendement n'est pas abandonné, p. 1264. — Après le vote de l'article 7, M. le baron Delvaux de Fenffe indiquant un texte qu'il y aurait lieu de réintroduire à cet article, estime qu'il serait préférable de dire « relevant de leur compétence » et fait remarquer que son projet a été complètement bouleversé, p. 1271. — Se déclare d'accord au sujet du texte indiqué pour cette disposition qui formera un 4<sup>e</sup> alinéa à l'article 7, p. 1271. — Art. 8. Discours : Répond à M. Goffin, p. 1265. — Répond à M. Vinck, p. 1266. — Démontre au Sénat que MM. Goffin et Jaumiaux obtiennent satisfaction, les intéressés se trouvant devant une triple garantie, p. 1266. — Prie le Sénat d'admettre l'article tel qu'il est proposé par la commission, p. 1267. — Déclare être d'accord avec le baron Delvaux de Fenffe, qui indique une modification à apporter au premier alinéa de l'article 8, p. 1271. — Admet la proposition de M. Vinck tendant à ajouter à l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 8 la mention : « ainsi qu'à toutes les questions intéressant la profession médicale », p. 1271. — Art. 13. A la suite d'observations de M. le baron Delvaux de Fenffe, rapp., fait remarquer que l'on a modifié le texte sans l'avoir entendu, ayant dû quitter avant la fin de la délibération dont parle le rapporteur, puis développe les motifs pour lesquels il prie le Sénat de s'en tenir au texte qu'il avait proposé et suggère d'ajouter que, pour les médecins, les délibérations auront lieu en chambre de conseil, p. 1269-1270. — Demande que l'on adopte le texte : « devant la Cour d'appel du ressort, qui statuera en chambre de conseil »,

## Carton (suite)

p. 1271. — Art. 13bis. Combat cette disposition ainsi que les amendements qui s'y rattachent, estimant que la Cour judiciaire d'appel donne toute garantie et rend l'amendement inutile, p. 1272.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues en matière administrative. Discussion générale. Observations, p. 1116, 1118, 1136. — Discours : Défend le projet, en indique les principes et souhaite que, dans les dispositions votées et l'esprit dans lequel il semble qu'elles soient comprises, on découvre l'aurore de temps nouveaux qui, loin d'affaiblir l'unité du pays, la consolideront en consacrant la défaite de ceux qui veulent à ce moment sa ruine, p. 1143 à 1146. — Discussion des articles. Art. 2, § 1<sup>er</sup>. Estime que le mot « ou » que MM. Huysmans et Dierckx proposent de remplacer par le mot « et », a, dans le texte du projet, la même signification que le mot « et », p. 1148. — Art. 4, § 3. Observations, p. 1158, 1159. — Discours : Exprime son regret que l'important amendement présenté par M. Segers ait été présenté aussi tardivement, puis, tout en estimant qu'il aurait été bon d'admettre cet amendement dans la loi, estime que M. Segers dramatise un peu les choses, et développe les motifs pour lesquels il estime qu'il faudrait que le projet fût voté tel qu'il est transmis par la Chambre, afin de donner une solution rapide à cette question à un moment où d'autres préoccupations exceptionnelles graves doivent retenir l'attention de tous, p. 1160 à 1162. — Art. 11. A la suite d'une question de M. Lebon, relative à la Cour des comptes, déclare que, ni le gouvernement, ni la Chambre, ne veulent, par la loi en discussion, modifier le statut organique de la Cour des comptes, p. 1168. — Fait encore des observations à ce sujet, p. 1168. — Art. 13. Observations, p. 1169. — Discours : Après les discours de M. Van Hoestenbergh, rapp., déclare qu'il se borne à rappeler les dispositions du § 4 de l'article en discussion et déclare que l'application de la loi doit correspondre aux intentions qui l'ont inspirée et que, dans la mesure où les circonstances feront qu'il sera personnellement appelé à veiller à l'exécution de la loi, il s'en acquittera en toute loyauté, p. 1170.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène. Se déclare d'accord au sujet de la fixation de la discussion, p. 1172. — Discussion générale. Observations, p. 1191, 1192, 1195, 1197 à 1200. — Discours : Répond aux observations présentées, p. 1206 à 1212. — Observations, p. 1221, 1222, 1224 à 1226. — Le président lui demandant s'il compte répondre immédiatement aux dernières observations présentées, estime, vu l'heure avancée, qu'il serait préférable qu'il réponde l'après-midi, p. 1227. — M<sup>me</sup> Spaak faisant remarquer qu'il lui sera impossible d'assister à la séance de l'après-midi et désirant cependant entendre sa réponse, fait des observations à ce sujet, p. 1227. — M. Vande Moortele demandant, par motion d'ordre, que le ministre donne quelques renseignements au sujet d'une décision qui aurait été prise au conseil des ministres, la veille au soir, décision relative aux indemnités de chômage, déclare être à la disposition du Sénat, mais fait remarquer que la demande introduite par M. Vande Moortele ne constitue pas une motion d'ordre, p. 1230. — Reprise de la discussion générale. Observations et discours : Répond aux observations qui viennent d'être formulées par M. Van Roosbroeck, en ce qui concerne les indemnités des chômeurs, puis répond aux dernières observations qui ont été présentées, p. 1237 à 1240. — Observations, p. 1241. — Observations au sujet de l'amendement de M<sup>me</sup> Spaak et de l'Œuvre nationale de l'enfance, p. 1242.

Projet de loi portant agrandissement de la ville de Bruges. Dépose ce projet de loi, p. 1217.

Projet de loi approuvant la convention pour le règlement des créances commerciales entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Hongrie. Discussion générale. Observations, p. 1235. — Discours : Répond brièvement aux observations faites par M. Beauduin, notamment en ce qui concerne l'urgence de la convention, ainsi qu'aux observations faites par M. Barnich, p. 1236. — Le renvoi à la commission étant proposé, déclare que ce projet ne constitue pas un précédent et insiste pour que la proposition de renvoi introduite par M. Volckaert ne soit pas admise par l'assemblée, p. 1251.

Motion d'ordre de M. Digneffe au sujet des incidents qui se sont produits, à Anvers, lors du défilé des Fraternelles, et qui exprime le vœu de voir le ministre établir le dossier de cette affaire : Déclare être à la disposition du parlement et du Sénat, immédiatement si celui-ci le désire, p. 1252.

Proposition de loi autorisant la Compagnie intercommunale des eaux à remplacer par des griffes les signatures devant figurer sur ses emprunts. Au moment où la discussion générale va être ouverte, commence par rappeler qu'il a conseillé à M. Huysmans de faire de l'objet en discussion une proposition d'initiative parlementaire, mais estime qu'il serait prudent d'ajourner au lendemain l'examen de cette proposition de loi, afin d'éviter un précédent fâcheux et afin qu'aucune objection ne puisse naître postérieurement au vote, p. 1252. — Discussion générale. Déclare que le gouvernement accepte l'amendement proposé par M. Huysmans, p. 1282.

Projet de loi portant interprétation des lois coordonnées sur la réparation des dommages de guerre. Discussion générale. Discours : Commence par faire remarquer que les observations de M. de Dorlodot n'ont rien à voir avec le projet en discussion; rappelle que, dix ans auparavant, il a, avec

**Carton (suite)**

avec M. Digneffe, signalé le danger qui pourrait se présenter pour les derniers bénéficiaires, par suite de la dépréciation des indemnités: fait remarquer qu'il est impossible pour le gouvernement de suivre l'interprétation de la Cour de cassation, qui déclare que les sinistrés doivent être payés en francs-or, ceci entraînant l'Etat dans des décaissements ruineux et prie le Sénat d'admettre le projet tel qu'il lui est transmis par la Chambre, p. 1283. — Discours: Indique les motifs pour lesquels, tout en estimant que la justice absolue n'a pas été rendue, on se trouve devant une loi indispensable si l'on ne veut pas accentuer l'injustice et ruiner les finances publiques. p. 1285.

Projet de loi apportant des modifications à la classification des communes. Discussion générale. Discours: Rappelle, en réponse à M. Carnoy, ce qui s'est passé à la Chambre et indique l'avis des savants qui s'occupent de toponymie; déclare qu'il laisse le Sénat libre de modifier le projet transmis par la Chambre, dans le cas où un amendement dans ce sens serait présenté, p. 1430, 1431. — Observations, p. 1431. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Discours: Déclare qu'il ne peut garantir que la Chambre se prononcerait à nouveau avant les vacances, ainsi que M. de Kerchove d'Exaerde en désire la certitude, que, quant à l'amendement de MM. Van Stappen en Van Cauteren, il estime qu'il n'y a pas lieu de l'admettre et que, en tout cas, la faveur demandée ne devrait être maintenue que pour la ville de Termonde, celle-ci étant la seule localité qui l'ait sollicitée, p. 1432, 1433.

Projet de loi modifiant les lois relatives à l'impôt sur les revenus ainsi que celles relatives à la propriété industrielle. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. MM. Mullie et Ferminne posant des questions au sujet de l'application de l'impôt foncier en matière de terres en jachère, déclare que, dans les cas cités par MM. Mullie et Ferminne, l'impôt sera proportionnel, p. 1434, 1435. — Fait remarquer, au moment où il répond à ces questions, que l'article 13 visé par MM. Mullie et Ferminne n'est pas en discussion, mais qu'il a pourtant répondu à la question posée, p. 1435. — Art. 2. Déclare que le gouvernement ne peut accepter l'amendement de M. Mullie et motive son opposition, p. 1456. — Art. 5. Répond aux observations de MM. Demets, le vicomte Simonis et Moyersoen, rapp., en ce qui concerne l'interprétation et l'application de cet article, p. 1437 à 1439.

**Casier (baron), sénateur de Gand-Eclou.**

**Ann.** — Budget de la défense nationale pour 1932. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 411, 412.

Budget des travaux publics pour 1932. Discussion générale. Discours: Demande où en sont les pourparlers concernant la construction de la nouvelle grande écluse de Terneuzen; fait remarquer que l'avenir du port de Gand est lié à cet important travail: demande ensuite le remplacement du pont de la Barge et termine en demandant que l'on examine en même temps, à nouveau, la question du carrefour de Mariakerke, p. 643.

Déclaration du gouvernement après la reconstitution du cabinet présidé par M. Renkin. Observations, p. 1026.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues en matière administrative. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1178.

Projet de loi relatif au régime linguistique de l'enseignement primaire et moyen. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1367.

Projet de loi complétant les dispositions de l'article 5 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 sur la collation des grades académiques. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1368.

Projet de loi complétant l'article 1<sup>er</sup> de la loi organique du fonds des mieux dotés. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1369.

**Casterman, sénateur provincial du Hainaut.**

**Ann.** — Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 29, 75.

Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts: statut définitif. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 201.

Proposition de loi interprétative de l'arrêté royal du 25 novembre 1815. (Tableaux de Tournai). Discussion générale. Observations, p. 588, 593.

Proposition de loi instituant un fonds national de la mutualité. Discussion générale. Observations, p. 612.

Interpellation de M. Dochen sur la situation difficile créée aux communes par une circulaire ministérielle du 18 février écoulé. Observations, p. 683.

Projet de loi concernant l'incinération facultative de cadavres humains. Discussion des articles. Art. 2. Observations, p. 731.

Interpellation de M. Ronvaux au sujet du retard apporté dans l'examen des dossiers et dans le paiement des pensions de vieillesse et des allocations aux estropiés. Observations, p. 995 à 1002.

**Casterman (suite)**

Déclaration du gouvernement après la reconstitution du cabinet présidé par M. Renkin, le 23 mai. Observations, p. 1023.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1212.

Projet de loi autorisant certaines opérations d'emprunt et de trésorerie. Discussion générale. Observations, p. 1565, 1566.

**Clesse, sénateur d'Arion-Marche-Bastogne et Neufchâteau-Virton.**

**Doc.** — Proposition de loi destinée à venir en aide aux producteurs de froment (cosign.), n° 137.

**Ann.** — Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts: statut définitif. M. Van Dievoet, m. a., demandant l'ajournement du projet, admet la remise, mais seulement jusqu'à la semaine suivante, p. 19. — Discussion générale. Observations, p. 113. — Discours: En sa qualité de délégué de l'ancien « département des forêts » débaptisé en 1830 pour devenir le Luxembourg, développe certaines critiques, estimant que plusieurs articles demandent à être interprétés et modifiés; termine en parlant de la commission d'appel et de la composition du conseil supérieur des forêts et en déclarant que la loi de cadenas en vigueur qui reconnaissait l'administration forestière constituée de techniciens de premier ordre comme seule qualifiée, était préférable, à son avis, au régime que l'on veut instituer, p. 114, 115. — Observations, p. 117. — Observations au sujet de la suite de la discussion, p. 119. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 120, 146, à 148, 151. — Discours: Exprime le regret que les amendements du gouvernement, amendements qui modifient toute l'économie du projet, aient été déposés si tardivement, puis rencontre certaines observations formulées par le baron de Moffarts, avec lequel il se déclare d'accord, p. 151. — Observations, p. 152. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Discours: Estime que le texte nouveau est incohérent, que le ministre, en substituant un autre texte à celui proposé par la commission, a sacrifié l'intérêt général à des intérêts particuliers; demande que l'on boise les terrils de charbonnages et que l'on applique dans cette question la loi du 12 août 1911, p. 195, 196. — Observations, p. 196, 197. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 201.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 44, 45, 61.

Projet de loi prorogeant la loi de cadenas pour la protection des bois et forêts. Discussion au sujet de l'opportunité de poursuivre la discussion du projet relatif au statut définitif, du renvoi de ce projet à la commission et du vote éventuel de la loi de cadenas. Observations, p. 119.

Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 243, 282, 285.

Budget de la défense nationale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 388, 389. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 407, 408, 413, 414.

Budget des finances pour 1932. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 489, 492.

Proposition de loi instituant un fonds national de la mutualité. Discussion générale. Observations, p. 617.

Budget de l'agriculture pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 658, 659, 714 à 716, 719 à 721, 744, 746, 748. — Discours: Proteste contre les avis émis tendant à assurer que des mesures protectionnistes sauveraient l'agriculture, et déclare qu'il faut une structure nouvelle à la société afin de libérer les travailleurs des champs de la tutelle des grands agriculteurs; indique les mesures qui devraient, selon lui, être prises pour sauver l'agriculture, notamment en ce qui concerne les baux à ferme et les fermages; estime en terminant qu'il faut trouver des moyens pour décharger les femmes du travail trop lourd qu'elles font à la campagne, travaux qui les incitent à l'abandonner, p. 749 à 753. — Observations, p. 759, 763 à 765.

Projet de loi sur la protection morale de l'enfance. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 932.

Déclaration du gouvernement après la reconstitution du cabinet présidé par M. Renkin, le 23 mai. Observations, p. 1037, 1038, 1043, 1046.

Budget des transports pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1070, 1071, 1081.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues en matières administratives. Discussion générale. Observations, p. 1135.

Budget métropolitain des colonies pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1305.

Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque nationale. Discussion générale. Observations, p. 1389. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1413.

Projet de loi approuvant certains arrangements entre l'U. E. belgo-luxembourgeoise et la France. Discussion générale. Observations, p. 1531.

Projet de loi autorisant certaines opérations d'emprunt et de trésorerie. Discussion générale. Observations, p. 1566.

**Cocq**, ministre de la justice, démissionnaire le 22 octobre 1932.

**Ann.** — Projet de loi concernant la répression des fraudes commises dans le commerce et la vente du charbon. Dépose ce projet de loi, p. 155.

Projet de loi modifiant l'article 38, 2° et 3°, de la loi du 29 juin 1929 sur l'assistance judiciaire et la procédure gratuite. Dépose ce projet de loi, p. 155.

Projet de loi modifiant les lois d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure. Reprise de la discussion des articles. Art. 8. Déclare se rallier à la proposition de la commission tendant à la modification de l'article 15 du Code de procédure civile, article dont la Chambre a voté l'abrogation, adoptant une proposition de loi due à l'initiative de M. Sinzot, p. 158.

Proposition de loi prorogeant certaines dispositions relatives aux baux à loyer. Discussion générale. Discours : Indique la portée exacte du projet, puis développe les motifs pour lesquels, quel que soit le désir du gouvernement de voir rétablir au plus tôt la stricte règle des conventions librement consenties, il a cru devoir, devant la crise économique qu'on subit à ce moment, se rallier aux conclusions du rapport de M. Ligy et admettre la nouvelle prorogation de certaines mesures exceptionnelles en matière de baux à loyer, p. 270. — Observations, p. 272, 275. — Déclare que la question de la réévaluation du revenu cadastral sera examinée, p. 275. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Répond à la question de M. Segers, qui désire savoir quelles sont les intentions du ministre quant aux enquêtes et si les avis déjà donnés seront suivis, p. 276, 277. — Déclare que le gouvernement n'accepte pas l'amendement de MM. Moyersoen et De Clercq, p. 277. — Art. 3. Déclare être d'accord avec M. Ligy, rapp., qui demande que la date du 1<sup>er</sup> février soit remplacée par celle du 1<sup>er</sup> mars 1932, p. 277.

Projet de loi interdisant temporairement l'admission de nouveaux agents de change. Discussion générale : Déclare que le gouvernement se rallie au texte amendé par la commission, p. 278.

Interpellation de M. de Brouckere au sujet de l'activité, en Belgique, de policiers dépendant de gouvernements étrangers. Discours : Répond à l'interpellation; déclare que le gouvernement est au courant de l'airaire développée, avec son talent habituel, par M. de Brouckere; indique l'article de la loi de 1927, qui n'a pas permis au gouvernement de procéder, contre Salvatore Addis, à une mesure d'expulsion, ainsi que les motifs pour lesquels cet homme doit rester à la disposition de la justice belge pour répondre à la prévention de bigamie; déclare que, à l'issue de cette affaire, le gouvernement aura à s'occuper de la demande d'extradition dont Addis fait l'objet, p. 405, 406.

Proposition de loi relative à la police du roulage. Discussion des articles. Art. 3. Demande à développer à ce moment les amendements qu'il présente aux divers articles du projet, puis, M. le duc d'Ursel le priant de les développer au fur et à mesure de la discussion de chacun des articles, défère à ce désir et développe son amendement à l'article en discussion, p. 547. — Art. 4. Observations en ce qui concerne le degré de responsabilité des patrons propriétaires de véhicules automobiles, p. 548. — Art. 7. Motive l'amendement du gouvernement qui tend à la suppression du 3° de cet article, p. 550. — Art. 8. Motive les amendements du gouvernement, p. 552. — Observations, p. 552, 553. — Art. 11. Indique la portée des amendements du gouvernement, p. 554. — M. le duc d'Ursel demandant pourquoi le taux des amendes n'est pas indiqué au taux exact sans multiplication, estime qu'il faut que la loi en discussion soit en harmonie avec les dispositions légales existantes, p. 554. — Vote en seconde lecture. — Art. 7. Estime qu'il vaudrait mieux, comme le demande M. Lebon, maintenir le mot « infractions »; même au prix d'une répétition, p. 600. — Art. 8. Déclare être d'accord au sujet du remplacement, au sixième alinéa, du mot « devra » par le mot « pourra », p. 600. — Discussion au sujet de la définition des termes « en état d'ivresse ». Observations, p. 601. — Déclare admettre la proposition de M. Moyersoen, qui présente un amendement au § 4 afin de rendre le texte plus clair, p. 603. — Art. 11. M. Demets estimant qu'il y a lieu de préciser que l'amende de 50 francs indiquée à cet article ne sera pas multipliée par 7, déclare qu'il ne peut être question de la multiplier, p. 604.

Projet de loi concernant l'incinération facultative de cadavres humains. Discussion générale. Discours : Déclare que l'attitude prise à la Chambre par le gouvernement, qui a voulu laisser à chacun de ses membres la faculté de se prononcer selon ses convictions, n'a pas varié depuis le vote du projet par la Chambre, puis rappelle les rétroactes du projet, qui remonte à près d'un quart de siècle; termine en déclarant qu'il se réfère à l'appréciation du Sénat, estimant que le projet paraît respectueux de la conviction de chacun, p. 722, 723. — Discussion des articles. Art. 2. Discours : M. Tschoffen défendant un amendement qu'il présente avec M. Moyersoen, tout en ne voulant pas prendre position dans le débat, rappelle ce qui s'est passé à la Chambre et pourquoi cette assemblée a admis le texte qu'elle a transmis au Sénat; termine son dis-

**Cocq** (suite)

cours en attirant l'attention du Sénat sur le point de savoir s'il ne serait pas préférable d'adopter le texte transmis par la Chambre, car en adoptant l'amendement qui entraînerait le renvoi à cette assemblée, l'irritant débat sur l'incinération serait prolongé de plusieurs semaines, p. 730, 731.

Budget de la justice pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 873, 876. — Discours : Tout en estimant que le Sénat reconnaît les efforts faits par son administration pour accomplir, le mieux possible, son devoir et répondre aux vœux du parlement, répond brièvement à quelques-uns des points traités par le rapporteur, M. le baron Meyers, dans son rapport si précis et complet, puis par les divers orateurs; termine son discours en rendant hommage à tous les collaborateurs de son département, tant dans le domaine judiciaire que dans les œuvres sociales et philanthropiques privées, p. 888 à 892.

Projet de loi sur la protection morale de l'enfance. Discussion générale. Discours : Estime que les abus signalés par M. Van Fleteren, en ce qui concerne les œuvres d'art publiques, ne sont pas à craindre, p. 896. — Appuie les observations du R. P. Rutten et prie le Sénat de ne pas admettre l'amendement de M. Gravez, p. 897. — Discussion de l'article unique. A la suite d'observations de M. Van Fleteren, déclare qu'il considère comme impossible que la reproduction d'une œuvre d'art aux environs d'une école entraîne des poursuites, mais qu'il ne peut prévoir les cas qui peuvent se présenter, p. 897.

Projet de loi instituant des sociétés privées à responsabilité limitée. M. le président proposant de fixer la discussion à la semaine suivante (26-28 avril), déclare qu'il fera en sorte de se tenir à la disposition du Sénat la semaine suivante, p. 892. — Reprise de la discussion. Estime que la discussion qui vient de se produire se rapporte plutôt à l'examen des articles; estime que, en tout cas, aucune des appellations proposées pour servir de titre ne réalise la perfection et déclare que, comme il ne désire pas improviser en cette matière, il répondra donc dans une huitaine de jours, au moment de la reprise du débat, et donnera, à ce moment, l'avis du gouvernement sur le titre à donner au projet, p. 936. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Intitulé. Discours : Motive l'avis du gouvernement, qui demande le maintien du titre transmis par la Chambre et demande, dans le cas où ce titre ne serait pas maintenu, qu'on prenne l'intitulé suggéré par le conseil de législation : « Sociétés privées à responsabilité limitée des associés », p. 978, 979. — Art. 103<sup>er</sup>, al. 1<sup>er</sup>. Le gouvernement proposant de fixer à trente le nombre maximum des associés, déclare que le gouvernement estime que la limitation à trente affirme mieux le caractère privé de la société, p. 980. — Après avoir à nouveau motivé la modification proposée par le gouvernement, déclare ne pas insister, p. 981. — Art. 103<sup>er</sup>. Déclare que, en présence des explications du rapporteur, le gouvernement se rallie à l'amendement de la commission, p. 982. — Alinéa 4. Motive l'amendement du gouvernement et fait remarquer qu'il est de pure forme, p. 982. — Art. 103<sup>er</sup>. Motive l'amendement du gouvernement, qu'il estime être de pure forme, étant uniquement destiné à mettre les mots en concordance avec l'article 79 des lois coordonnées, p. 985. — Art. 103<sup>er</sup>. Déclare se rallier à l'amendement de la commission, mais y propose une ajoutée, p. 986. — Déclare être d'accord avec M. Tschoffen, rapp., au sujet de la rédaction que celui-ci estime devoir être admise, p. 906. — Art. 103<sup>er</sup>. Déclare que l'amendement du gouvernement est de pure forme, p. 1003. — Déclare être d'accord sur l'interprétation donnée par M. Tschoffen, rapp., en ce qui concerne un texte visé par une question de M. Vancoillie, p. 1004. — Art. 103<sup>er</sup>. Déclare que l'amendement du gouvernement est de pure forme, p. 1004. — Art. 103<sup>er</sup>. Discussion au sujet de l'interprétation : Motive l'amendement du gouvernement, qu'il déclare être de pure forme, et fait remarquer que, d'accord avec le rapporteur, le gouvernement abandonne le mot « versé », qui figurait dans son amendement, p. 1005. — Fait remarquer, avant le vote, que la commission s'est ralliée à l'amendement du gouvernement et déclare être d'accord sur le texte modifié dont M. Tschoffen vient de donner lecture, p. 1005. — Déclare être d'accord sur l'amendement de la commission tendant à supprimer le dernier alinéa, p. 1005. — Art. 103<sup>er</sup>. Discours : Rappelle la discussion qui s'est produite à la Chambre; cite l'avis émis par M. Janson (alors ministre de la justice) et insiste pour que l'article 78 de la loi sur les sociétés soit maintenu dans l'énumération, p. 1006. — Art. II : Art. 1<sup>er</sup>. Déclare que tout le monde est d'accord au sujet des amendements présentés, p. 1007. — Art. 4. Demande qu'on maintienne le texte transmis par la Chambre; rappelle que cette disposition a fait l'objet d'un débat important à la Chambre et que le texte de la Chambre a été admis d'après l'avis de M. Janson, alors ministre de la justice, et de M. Brunet, p. 1007. — Art. 10. Déclare être d'accord en ce qui concerne un amendement proposé par M. Tschoffen, rapp., et modifié par M. Lebon, p. 1009. — Art. 73, dont le gouvernement propose la suppression. Fait remarquer que le gouvernement propose cette suppression parce que la doctrine et la jurisprudence ont fixé l'interprétation de cette disposition, p. 1009. — Art. 177. Déclare que le gouvernement n'insiste pas sur l'adoption de cette nouvelle disposition, dans le cas où la

## Cocq (suite)

commission ne serait pas d'accord, puis, à la suite d'observations de M. Tschoffen, rapp., déclare y renoncer, p. 1009. — Art. V nouveau, présenté par le gouvernement : Fait remarquer qu'il n'a été averti que le jour même par le département des finances de la présentation de cette disposition, p. 1010. — Disposition transitoire proposée par M. Vancoillie. Demande que cet amendement soit réservé, p. 1010.

Projet de loi modifiant la compétence des juges de paix en matière de dégâts miniers. Discussion générale. Discours : Indique les motifs pour lesquels il estime que le Sénat, dans le même esprit transactionnel que celui de la Chambre, devrait voter le projet tel qu'il lui est transmis par cette assemblée, p. 1286. — M. Croquet demandant le renvoi à la commission, déclare qu'il laisse évidemment le Sénat juge de savoir si la proposition de renvoi doit être admise; fait remarquer que le projet du gouvernement n'a pas été adopté par la Chambre dans sa forme primitive et déclare que, s'il défend devant le Sénat le projet de la Chambre, c'est dans le but d'arriver à une solution rapide; souhaite donc que le renvoi ne soit pas admis, p. 1289. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Fait remarquer qu'on est arrivé à une transaction sur les bases qui ont été indiquées par le rapporteur, p. 1391. — Fait remarquer que, ayant été retenu à la Chambre la veille, c'est M. Van Dievoet, m. a., qui l'a remplacé au Sénat pour l'examen du projet en cours; que celui-ci pourra donc indiquer au Sénat le résultat de ses négociations, p. 1391.

Proposition de loi étendant aux sociétés coopératives certaines dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Discussion générale. Discours : Commence par déclarer qu'il lui semble inutile d'exposer au Sénat les motifs qui ont déterminé le dépôt des propositions de loi en discussion, tout le monde sachant qu'elles ont pour but d'empêcher des abus trop fréquents qu'on peut considérer comme une sorte d'escroquerie au cautionnement, puis développe les motifs pour lesquels, si le gouvernement est d'accord sur le but poursuivi, il ne l'est pas entièrement sur les textes proposés par la commission; termine en déclarant que, en résumé, le gouvernement accepte les articles 2 et 3, avec les modifications qui y sont proposées par M. Lebon, rapp., et propose la suppression de l'article 1<sup>er</sup>; suggère la remise du vote à la semaine suivante, pour donner au Sénat le temps de la réflexion, p. 1291 à 1293. — Observations, p. 1293, 1294. — Discours : Déclare qu'il ne lui semble pas impossible que, avant la semaine suivante, on trouve une rédaction qui puisse concilier l'avis du gouvernement avec celui du rapporteur, p. 1294. — Observations au sujet de la suite de la discussion, p. 1294. — Des observations étant faites au sujet d'un amendement (art. 2 nouveau) que le gouvernement vient de présenter, déclare qu'il a proposé ce texte afin de donner, ainsi qu'il l'avait promis, satisfaction à la commission de la justice; que M. Lebon, rapp., lui a marqué son accord et que, dans ces conditions, il pensait rencontrer également l'approbation du Sénat; déclare pourtant ne pas s'opposer au renvoi à la semaine suivante, p. 1300. — Marque l'accord du gouvernement au sujet de la procédure qui sera suivie pour le vote, p. 1300. — Donne lecture du nouveau titre de la loi, p. 1300.

Projet de loi concernant l'exception de jeu en matière d'opérations de bourse. L'ajournement étant proposé par certains membres et combattu par d'autres, déclare se rallier aux observations faites par M. Ligy, rapp., et par M. Huisman Van den Nest et prie le Sénat de passer à la discussion du projet, p. 1407. — Déclare se rallier à la modification de titre indiquée par M. Ligy, rapp., p. 1407.

Projet de loi réglant au point de vue de la pension la situation d'anciens magistrats chargés d'une fonction permanente aux administrations centrales de l'Etat. Discussion générale : Discours : Déclare que le gouvernement l'a chargé de combattre la proposition de M. Segers à cause des conséquences financières que son admission entraînerait et prie donc le Sénat de se rallier aux conclusions du rapport de M. Meyers, p. 1524. — Déclare qu'il ne peut que réclamer le rétablissement du projet primitif, que, quant au renvoi en commission, il ne prendra pas parti, laissant le Sénat, s'il juge n'être pas assez éclairé, décider comme il lui plaira, p. 1425.

## Coolé (J.), sénateur de Courtrai et Ypres.

Ann. — Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion générale. Discours : Tout en estimant que les observations présentées n'auront pas grand résultat pratique, tous les budgets devant être comprimés, déclare que, suivant la tradition parlementaire, il présente pourtant quelques observations : 1° relatives au Fonds des mutilés et des estropiés; 2° relatives aux allocations familiales; 3° sur l'application de la journée de huit heures, termine en parlant de l'inspection du travail, p. 49 à 52. — Observations, p. 55, 56, 83, 84, 86, 90, 100.

Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 247. — Discours : Attire l'attention du ministre sur différents points qu'il avait précédemment signalés à M. Vauthier, son prédécesseur, en ce qui concerne l'enseignement à Courtrai, p. 248, 249. — Observations, p. 300.

## Coolé (J.) (suite)

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1932. Observations à l'occasion d'une motion d'ordre de M. Vande Moortele relative aux indemnités de chômage, p. 1230.

Cools, sénateur suppléant d'Anvers, appelé à faire partie du Sénat comme membre effectif, le 19 janvier 1932, en remplacement de M. Spillemaeckers, décédé.

Ann. — Vérification complémentaire de ses pouvoirs, p. 349. — Prête serment, p. 359.

Projet de loi sur la protection morale de l'enfance. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 932.

Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque nationale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1413.

Crokaert, sénateur de Bruxelles, ministre des colonies, déchargé de ses fonctions de ministre des colonies le 23 mai 1932, nommé ministre de la défense nationale le 23 mai 1932, démissionnaire de ses fonctions de ministre de la défense nationale le 22 octobre 1932.

Ann. — Budget de l'agriculture pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 665, 666.

Proposition de loi concernant le traitement des miliciens refusant le service militaire. Discussion sur la prise en considération : Déclare que le gouvernement, tout en ne s'opposant pas à la prise en considération, fait les réserves les plus formelles sur le fond de la proposition de loi, p. 1108.

Projet de loi complétant la loi relative aux chevrons de front. Discussion générale. Discours : Déclare qu'il entre dans plus de détails qu'il n'en avait eu l'intention, étant donnée l'ampleur imprévue prise par le débat, commence par définir ce qu'est le chevron de front, estime que, bien que des exceptions aient été apportées aux principes fondamentaux depuis la guerre, il faut s'en tenir pourtant au principe du chevron de front, indique la jurisprudence qui sera suivie, déclare qu'il se refuse à répondre en ce qui concerne les cas spéciaux et termine en priant le Sénat de ne pas admettre les amendements qui sont présentés et d'adopter le projet tel qu'il a été transmis par la Chambre, p. 1180, 1181. — Observations, p. 1181, 1182.

Budget métropolitain des colonies pour 1932. Par motion d'ordre, ayant été retenu la veille éloigné du Sénat par les devoirs de sa charge et ayant été mis personnellement en cause par M. Dochen au sujet de la communication qu'il a faite à M. Vandervelde du rapport de M. Jungers, président de la Cour d'appel de Léopoldville, au sujet des troubles du Kwango, indique au Sénat les circonstances dans lesquelles il a communiqué ce rapport dans l'intérêt des personnes et des organismes mis en cause, déclare ensuite que jamais un fonctionnaire du ministère des colonies n'a pris la responsabilité de faire la communication de ce dossier, qu'il a été seul à prendre, saisit cette occasion pour dire à nouveau son estime pour les fonctionnaires du département des colonies et remercie M. Tschoffen, m. c., de la netteté avec laquelle il a, la veille, réduit l'incident à ses exactes proportions, remercie aussi M. Dochen de lui avoir donné l'occasion de s'expliquer, p. 1317.

Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi du 18 juin 1930 relatives à l'assurance vieillesse et décès prématuré, marque l'accord du gouvernement sur les amendements présentés par la commission, p. 1538.

## Croquet, sénateur de Charleroi et Thuin.

Ann. — Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 150.

Budget des affaires étrangères et interpellation de M. Mullie relative à l'accord commercial de 1928 avec la France. Discussion générale. Discours : Examine les conclusions du rapport, particulièrement en ce qui concerne la situation économique et commerciale belge à l'extérieur et termine en déclarant qu'il devra concrétiser son opinion en émettant un vote négatif sur l'ensemble du budget, p. 531 à 533. — Observations, p. 561, 562. — S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 581.

Budget de l'agriculture pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 757, 758.

Projet de loi modifiant la compétence des juges de paix en matière de dégâts miniers. Discussion générale. Discours : Commence par déclarer qu'il considère comme mauvais le projet voté par la Chambre, que, selon lui, le projet primitivement présenté par le gouvernement était le meilleur, puis indique des modifications qu'il voudrait voir apporter; propose notamment la création d'une jurisprudence avec le concours du corps des mines, estime que toutes ces questions devraient être examinées en commission et propose que le projet lui soit renvoyé, p. 1288, 1289. — M. le président lui demandant s'il propose formellement le renvoi à la commission, déclare qu'il demande ce renvoi pour une mise au point, p. 1289.

## D

**Damas**, sénateur de Liège.

- Ann.* — Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion générale. Discours : Critique l'attitude du gouvernement à ce moment de crise, estimant qu'il n'a rien fait pour diminuer le nombre des chômeurs, notamment en veillant strictement à l'application de la loi de huit heures et en limitant le nombre des ouvriers étrangers, critique également les mesures prises pour empêcher les communes d'entreprendre des travaux pour venir en aide aux chômeurs, termine en demandant que l'on ne rétrécisse pas l'application de la loi créant un fonds en faveur des estropiés et des mutilés, p. 24 à 26. — Observations, p. 55, 56, 58, 100.
- Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 196. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 201.
- Accident mortel de mines de Monceau-Fontaine, à Marchienne. Discours : S'associe aux sentiments qui viennent d'être exprimés par le président et par M. Heyman, m. i. t. p. s., demande que les mesures nécessaires soient prises pour venir en aide aux victimes et à leurs familles et exprime l'espoir que les conflits entre patrons et ouvriers ne se renouvellent pas, p. 484.
- Déclaration du gouvernement après la reconstitution du cabinet présidé par M. Renkin, le 23 mai. Observations, p. 1038.
- Budget des transports pour 1932. Discussion générale. Discours : Attire l'attention sur un appareil qui réduirait la fréquence et la gravité des accidents de roulage, fait remarquer que le brevet déposé en Belgique est à l'examen de plusieurs pays étrangers et termine en exprimant le vœu que l'on n'attende pas que le brevet soit acheté et exploité par l'étranger, étant convaincu que l'on pourrait, grâce à ce brevet, créer une puissante industrie qui occuperait d'innombrables ouvriers belges atteints par le chômage, p. 1073, 1074.
- Projet de loi relatif à l'emploi des langues en matière administrative. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1178.
- Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque nationale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1413.
- Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi relative aux pensions de vieillesse. Discussion des articles. Art. 8. Observations au sujet de la pension des estropiés, p. 1523.

**Danhier**, sénateur provincial du Hainaut.

- Ann.* — Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion des articles. Art. 19. Observations, p. 132.
- Projet de loi établissant des mesures temporaires destinées à maintenir l'équilibre budgétaire. Discussion générale. Observations, p. 859.
- Projet de loi relatif à l'emploi des langues en matière administrative. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1178.
- Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1194.
- Projet de loi relatif à une convention entre l'Etat et la Banque nationale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1413.

**de Broqueville (comte)**, sénateur coopté, nommé premier ministre, ministre de l'agriculture et des classes moyennes, le 22 octobre 1932.

- Ann.* — Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. Discussion générale. Observations, p. 154.
- Budget de la défense nationale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 367, 377 à 380, 383. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 409.
- Budget de l'agriculture pour 1932. Discussion générale. Observations à l'occasion d'un discours de M. Dierckx : Appuie l'avis émis par M. Van Dievoet, m. a., p. 770. — Discours : Fait remarquer que ce que M. Renkin, p. m., a invité le parlement à faire, c'est à donner des indications au ministre, mais que ceci ne comporte pas des injonctions données par le parlement, p. 770.
- Fixation de l'ordre du jour : M. le président consultant le Sénat sur l'utilité de tenir une séance publique le lendemain matin, 17 mars, fait remarquer que l'on avait décidé de tenir une séance du matin pour avancer la discussion des budgets, estime donc que, après l'examen du projet relatif aux tarifs douaniers, s'il reste du temps, il serait normal de continuer le budget extraordinaire, estimant qu'il est mauvais d'entamer un autre objet avant que celui en cours ne soit terminé, ceci provoquant un gâchis parlementaire, p. 785.

**de Brouhoven de Bergeyck (comte)**, sénateur de Termonde et Saint-Nicolas.

- Ann.* — Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. Discussion générale. Observations, p. 114. — Observations au sujet de la suite de la discussion, p. 118.

**de Brouhoven de Bergeyck (comte) (suite)**

- Projet de loi prorogeant la loi de cadenas pour la protection des bois et forêts. Discussion tant au sujet de l'opportunité de poursuivre la discussion du projet relatif au statut définitif qu'en ce qui concerne le renvoi de ce projet à la commission et le vote éventuel du projet de prorogation. Observations, p. 118.
- Proposition de loi relative aux droits de l'Etat sur les objets mis au jour dans les dépendances du domaine public. Discussion générale. Observations, p. 168.
- Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 264.
- Projet de loi fixant le contingent de l'armée pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 309.
- Budget de la défense nationale pour 1932. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 413.
- Proposition de loi relative à la police du roulage. Discussion générale. Discours : Estime que tout a été dit, que les discours prononcés et le remarquable rapport de M. Hans ont jeté une lumière suffisante sur le projet; se contente de demander un éclaircissement en ce qui concerne l'article 6, relativement à l'assurance obligatoire, p. 514, 515. — Rectification, p. 555. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Déclare qu'il se rallie au projet; approuve le permis de conduire et l'assurance obligatoire, et estime qu'il faudrait une sanction civile pour ceux qui ne seraient pas assurés, p. 544. — Observations, p. 546. — Discours : Estime qu'il existe une certaine confusion au sujet des observations, qu'il considère comme très judicieuses, émises par M. le vicomte Berryer, et pense que cette confusion vient de ce que le Sénat ne connaît pas le texte de l'arrêté royal, puis se rallie aux observations faites par M. Digneffe, en ce qui concerne les touristes étrangers, p. 546. — Art. 3. Observations au sujet du permis de conduire en ce qui concerne les étrangers, p. 547. — Art. 4. Observations, p. 547. — Art. 7. Observations, p. 550. — Art. 8. Observations, p. 552, 553. — Art. 14. Observations au sujet de la surveillance des routes, p. 555.
- Budget des travaux publics pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 636, 640. — Discours : Se rallie aux considérations développées par M. Lebon, rapp., en ce qui concerne la réfection des routes de la partie flamande du pays; parle ensuite des travaux de dragage de la Durme et termine en parlant de la question de la voirie communale, p. 643. — Observations, p. 644, 646.
- Budget extraordinaire pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 786.
- Projet de loi instituant des sociétés privées à responsabilité limitée. Discussion générale. Observations, p. 929.
- Projets de loi portant : 1<sup>o</sup> création de l'ordre des médecins; 2<sup>o</sup> institution de chambres des professions médicales. Discussion générale. Observations, p. 945, 946.
- Projet de loi relatif à l'emploi des langues en matière administrative. Discussion des articles. Art. 2, § 5. S'abstient au vote sur l'amendement de MM. Dierckx et Huysmans, p. 1151.
- Projet de loi portant interprétation des lois coordonnées sur les dommages de guerre. Discussion générale. Observations, p. 1284.
- Projet de loi modifiant la compétence des juges de paix en matière de dégâts miniers. Discussion générale. Observations, p. 1288.
- Projet de loi relatif au régime linguistique dans l'enseignement primaire et moyen. Discussion générale. Observations, p. 1337, 1341.
- Projet de loi apportant des modifications à la classification des communes. Le vote sur le projet étant groupé, annonce son abstention p. 1453. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1454.

**de Brouckere**, sénateur coopté.

- Ann.* — Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. M. Van Dievoet, m. a., proposant l'ajournement du projet, combat cette proposition, p. 19. — M. Segers proposant la remise à quinzaine et M. Van Dievoet, m. a., priant le Sénat d'admettre cette proposition, fait diverses observations en réponse au ministre et estime qu'il faudrait amender la proposition de M. Segers en fixant une date qui permette de voter le projet avant le 1<sup>er</sup> janvier dans les deux Chambres, p. 20, 21. — Propose de discuter le projet au cours d'une séance du matin de la semaine suivante, p. 21. — Fait encore des observations, p. 21. — Discussion tant au sujet de la suite du débat qu'au sujet de la proposition de renvoi à la commission. Observations, p. 118, 119. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 149. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 201.
- Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 45, 49. — Discussion des articles réservés. Art. 19. Observations, p. 130, 131. — Discours : Justifie brièvement le vote négatif que le groupe socialiste émettra sur l'article 19, p. 133.
- Projet de loi prorogeant la loi de cadenas pour la protection des bois et forêts. Discussion au sujet de l'opportunité de poursuivre la discussion du projet relatif au statut définitif, au renvoi du projet à la commission et au vote de la loi de prorogation. Observations, p. 118, 119.

## de Brouckere (suite)

Proposition de loi relative à la police du roulage. Discussion de la proposition d'ajournement. Discours : Critique l'attitude du gouvernement et le dépôt tardif des amendements qu'il présente, p. 165.

Naturalisations : Observations au sujet de la procédure à suivre pour le vote sur les feuillets 21, 22 et 23, dont la commission propose ou le rejet ou la modification, p. 187, 188. — Propose de passer en premier lieu au vote sur les feuillets dont la commission propose l'admission, p. 188.

Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 192, 230, 236, 237, 241, 244, 262. — Observations au sujet de la suite de la discussion, p. 280. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 281, 283, 284. — Fait personnel de M. Vermeylen au sujet du discours de M. Digneffe relatif à des incidents qui se sont produits à l'université de Gand. Observations, p. 352.

Interpelle M. le ministre de la justice au sujet de l'activité, en Belgique, de policiers dépendant de gouvernements étrangers. Déclare s'être mis d'accord avec le ministre de la justice pour que l'interpellation soit discutée immédiatement après les vacances de Noël, p. 249. — Développe son interpellation et demande à pouvoir faire insérer des documents à l'appui du bien-fondé de son interpellation aux *Annales parlementaires*, documents prouvant que l'homme dont il vient de décrire l'activité est bien le même sous des passeports lui donnant des noms différents, p. 401 à 405.

Interpellation de M. Lindekens relative au mariage des officiers. Observations, p. 258.

Proposition de loi protégeant certaines dispositions relatives aux baux à loyer. Discussion générale. Observations, p. 272, 275.

Projet de loi fixant le contingent de l'armée pour 1932. Discussion générale. Discours : Tout en remerciant M. Pierlot de son information, à l'occasion du discours de M. Lafontaine concernant le chiffre du contingent, fait remarquer qu'il y a là une tendance regrettable vers le rétablissement d'une armée de métier; estime inélegant le geste d'augmenter l'armée, fût-ce d'un seul homme, puis prêche le désarmement, p. 309.

Projet de loi relatif à la mobilisation des certificats représentatifs de bons de la Reichsbahn et à l'émission de bons du trésor. Discussion générale. Observations, p. 311, 312.

Interpellation de M. le baron de Dordodot sur la situation créée à la Belgique par les déclarations faites par le chancelier Brüning au sujet des paiements des réparations. Observations à l'occasion de la demande d'urgence, p. 351.

Budget de la défense nationale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 356. — Discours : Réfute certaines parties du discours de M. Pierlot, rapp., tout en déclarant qu'il apprécie la science et la conscience qu'il a apportées à remplir sa tâche; développe ensuite l'évolution d'idées qu'il considère devoir amener au désarmement et termine en exprimant le vœu que ces idées donnent du courage aux plénipotentiaires de Genève et que le monde puisse ainsi respirer à l'aise parce que l'on aura commencé à entrer dans la voie du désarmement, p. 362 à 366. — Observations, p. 367, 373, 374. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 413. — Discours : Répond à M. le baron de Dordodot et défend à nouveau la thèse du désarmement, désarmement qu'il estime devoir être lié à une sécurité aussi complète que possible, p. 414.

Budget des finances et interpellation de M. Beauduin sur la question des atcools luxembourgeois. Observations, p. 426.

Projet de loi autorisant certaines opérations d'emprunt et de trésorerie. Discussion générale. Discours : Commence par affirmer que, si une campagne défaitiste se dessine, elle ne viendra certainement pas du côté socialiste; qu'il considère du reste personnellement que la situation n'est nullement désespérée; recherche ensuite les causes de la situation dans laquelle l'on se trouve; préconise des mesures à prendre et termine en déclarant que, pour arriver à rétablir l'équilibre, il faut un gouvernement courageux suivi par une majorité courageuse et estime que, dans la grande tourmente, les pays qui se sauvent sont les pays de démocratie et de liberté, p. 1553 à 1557. — Observations, p. 1565. — A la suite d'observations au sujet de la suite de la discussion, déclare qu'il est disposé à renoncer à la parole après l'appel du premier ministre, dans le cas où ceci serait nécessaire, pour permettre au Sénat de terminer ce même jour; mais tient à remarquer que, s'il a demandé la parole une seconde fois dans ce débat, c'est afin de répondre à M. Moyersoen, celui-ci ayant profité de ce qu'il ne l'interrompait pas pour considérer son argumentation comme sans réplique, p. 1573. — Répète que, puisqu'il y a un important intérêt national à terminer les projets financiers ce même jour, il ne s'y oppose pas, p. 1573.

Projet de loi autorisant la conclusion à l'étranger de l'emprunt à contracter par la régie des télégraphes et des téléphones. M. Bovesse, m. p. t. t., demandant l'urgence, estime que ce projet est tellement lié à celui des opérations d'emprunt et de trésorerie dont l'examen est en cours que la discussion générale de l'un des projets est celle de l'autre et que le Sénat se trouverait dans une singulière position s'il approu-

## de Brouckere (suite)

vait l'un puis repoussait l'autre, p. 1562. — A la suite d'observations de M. Bovesse, déclare maintenir sa manière de voir, p. 1562.

Interpellation de M. Vande Moortele au sujet de l'application de certains arrêtés royaux relatifs au chômage. Observations, p. 1579, 1580.

## De Bruyn, sénateur coopté.

Ann. — Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 78. — Discours : Demande que l'on veuille de plus près à la délivrance par les patrons du carnet de salaires; parle de l'application de la loi de décembre 1928 sur les infirmes, du chômage, du retard apporté à la révision des dossiers sur les pensions de vieillesse et termine en demandant, au lieu d'admettre la proposition de M. Demets, qu'une commission parlementaire examine, dans une pensée bienveillante, les dossiers de ceux qui ont été frappés parce qu'ils ont travaillé pendant la guerre pour le pouvoir occupant, p. 80, 81. — Observations, p. 102, 103. — Discours : Traite la question des fonctionnaires qui ont servi les Allemands, p. 104. — Observations, p. 106. — Déclare renoncer à la parole dans la discussion générale, mais se réserver de la prendre à l'article 19, p. 108. — Discussion des articles. Art. 19. Discours : Développe les motifs pour lesquels il voudrait que tout le monde pût demander la révision des dossiers et qu'un examen général se fit, non dans l'esprit de 1919, mais dans celui de 1931, p. 129, 130.

Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 190. — Discours : Parle de la question des mieux-doués, demande à nouveau que l'on donne une plus grande extension à l'enseignement moyen dans l'arrondissement d'Alost; demande également de meilleurs locaux pour l'école moyenne d'Alost, p. 249, 250.

Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 201.

Projet de loi relatif à l'admission et à la réintégration des combattants, invalides, etc., dans les emplois publics. Discussion générale. Discours : Se fait l'écho des doléances des anciens combattants que les lois voulaient protéger; se plaint particulièrement des agissements de la Société nationale des chemins de fer belges, p. 290, 291.

Projet de loi relatif à l'intervention de l'Etat dans le renouvellement de voitures à voyageurs de la Société nationale des chemins de fer belges. Discussion générale : Au nom du groupe socialiste, confirme la demande faite au sein de la commission et tendant à ce que l'arsenal de Malines soit autorisé à participer à l'adjudication publique pour le renouvellement de 1,025 voitures à voyageurs et indique les motifs de cette demande, p. 313.

Budget des finances pour 1932. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 490, 491. — Discours : Répond à certains points du discours de M. Moyersoen en ce qui concerne les économies à faire sur toutes les dépenses de l'Etat, notamment au sujet des pensions de vieillesse et des allocations de chômage, ainsi que des indemnités allouées aux militaires rappelés sous les drapeaux, p. 494, 495.

Interpelle, avec M. Toch, le gouvernement au sujet de l'improbation de la décision du conseil provincial de la Flandre orientale instituant la semaine de quarante heures pour les travaux publics. Discours : Développe son interpellation, en réponse au ministre, et termine en déclarant que, si le gouvernement ne veut pas s'engager à agir, son parti dira aux chômeurs qu'ils n'ont rien à attendre du gouvernement en fonctions, p. 520, 521.

Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et des téléphones pour l'exercice 1932-1933. Discussion générale. Discours : Vu la nécessité de voter ce projet avant le premier mars, expose brièvement comment il estime que, malgré les charges très lourdes qui pèsent sur elle, la régie se comporte très honorablement en cette période de crise, mais qu'elle est loin d'avoir été traitée par l'Etat comme elle l'aurait dû l'être; termine en demandant, dans l'intérêt du personnel qu'il faut occuper, que tous les travaux qui peuvent l'être soient confiés au personnel de la régie, p. 594, 595.

Proposition de loi instituant un fonds national de la mutualité. Discussion générale. Observations, p. 622.

Budget des travaux publics pour 1932. Discussion générale. Discours : Remercie le ministre d'avoir fait consolider les digues de l'Escaut, insiste pour que des mesures similaires soient exécutées le long de la Dendre; rappelle que le ministre a promis d'intervenir pour que la Dendre soit reprise par l'Etat et insiste sur la nécessité d'améliorer la situation du petit personnel de la Société du canal de Blaton à Ath; termine en demandant que l'on répare la chaussée d'Alost à Ninove, p. 626.

Interpellation de M. Barnich sur l'inexistence d'une politique des transports conforme aux contingences économiques. Observations, p. 706

## De Bruyn (suite)

Projet de loi établissant des mesures temporaires destinées à maintenir l'équilibre budgétaire. Discussion générale. Discours : Déclare que, devant les observations déjà présentées, particulièrement celles présentées par M. Laboulle, il peut être très bref; critique pourtant les dégrèvements qui ont été opérés, dégrèvements qu'il estime avoir surtout profité aux riches; estime encore que le projet en discussion est une véritable piperie, que l'on devrait tenir compte du véritable coût de la vie et défend, dans ce domaine, l'amendement qu'il présente; termine en protestant contre les procédés de la Société nationale des chemins de fer envers la partie flamande du pays, p. 852 à 854. — Discussion des articles. Art. 2. M. le ministre ayant promis d'examiner la situation de certains agents temporaires de la Société nationale des chemins de fer en pays flamand, remercie le ministre, déclare que son amendement principal vient à disparaître par suite du rejet de l'amendement qu'il avait présenté à l'article 1<sup>er</sup>, puis motive l'amendement qu'il présente avec M. Toch, p. 865. — Art. 3, dont il propose la suppression. Fait remarquer que sa proposition vient également à disparaître par suite du rejet de son amendement à l'article 1<sup>er</sup>, p. 865.

Budget de la justice pour 1932. Discussion générale. Discours : Attire l'attention du ministre sur les injustices commises en ce qui concerne la situation des préposés à la conduite des voitures cellulaires, p. 887.

Projet de loi sur la protection morale de l'enfance. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 932.

Budget des postes, télégraphes et téléphones pour 1932. Discussion générale. Discours : Traite brièvement quelques questions intéressant le personnel, notamment celle du domaine de Marneffe, qui a différé la création du home de repos promis aux agents des postes, télégraphes et téléphones, p. 965. — Observations, p. 965 à 967.

Fixation de l'ordre du jour : M. le président proposant, le 28 avril, de laisser au bureau le soin de convoquer l'assemblée en temps utile; demande que, éventuellement, les convocations lui soient envoyées par exprès, son courrier n'arrivant à Denderleeuw qu'après son départ de cette localité, p. 967.

Interpellation de M. Ronvaux au sujet du retard apporté dans l'examen des dossiers et dans le paiement des pensions de vieillesse et des allocations aux estropiés. Observations, p. 995 à 999. — Discours : Traite particulièrement la question du retard apporté au paiement des pensions de vieillesse, p. 1001, 1002.

Budget des transports pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1032. — Discours : Commence par insister pour que de la crise qui frappe tous les moyens de transport il résulte quelque chose de pratique et de bon pour l'avenir économique du pays; envisage ensuite quelques côtés du problème, puis parle brièvement de la façon dont la Société nationale se comporte vis-à-vis de son personnel, notamment en ce qui concerne les licenciements et l'amnistie; parle ensuite du personnel des services de la marine et termine en formant le vœu de voir bientôt le ministre assister aux réunions des commissions paritaires nationales dont, d'après la loi, il est président, p. 1070 à 1073. — Observations, p. 1086.

Projet de loi complétant la loi relative aux chevrons de front. Discussion générale. Discours : Ne voulant pas retarder le vote de la loi, ne dépose pas d'amendement, mais demande que les anciens combattants soient, le plus tôt possible, dotés d'un statut complet; signale ensuite le cas de cheminots détachés par ordre de l'autorité militaire pour être mis à la disposition de l'armée anglaise, puis demande que des formulaires soient envoyés aux organisations d'anciens combattants, immédiatement après la promulgation de la loi, p. 1175. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. S'abstient au vote sur l'amendement de MM. Gravez, Aerbeydt et Lebon, p. 1183.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1209, 1217.

Projet de loi relatif à une convention entre l'Etat et la Banque nationale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1413.

Interpellation de M. Vande Moortele au sujet de l'application de certains arrêtés royaux concernant le chômage. Observations, p. 1579.

## De Clercq (Joseph), sénateur d'Audenarde et Alost, questeur du Sénat.

Doc. — Budget des non-valeurs et des remboursements pour 1932. Rapport n° 11.

Budget des recettes et des dépenses pour ordre pour 1932. — Rapport, n° 12.

Dotations sénatoriales pour 1932. — Rapport, n° 24.

Projet de loi portant interprétation des lois coordonnées par arrêté royal du 6 septembre 1921 sur la réparation des dommages de guerre. — Rapport n° 124.

Projet de loi autorisant des régularisations et des transferts et allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices 1930 et antérieurs, à l'exercice 1931 et à l'exercice 1932. — Rapport n° 181.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits d'enregistrement et de transcription et sur les impôts sur les revenus en matière de fusion de sociétés. — Rapport n° 185.

## De Clercq (Joseph) (suite)

Projet de loi relatif au tarif des douanes. — Rapport n° 186. Projet de loi autorisant la conclusion à l'étranger de l'emprunt à contracter par la régie des télégraphes et téléphones. — Rapport n° 197.

Ann. — Projet de loi concernant l'étude des langues modernes dans l'enseignement moyen du degré supérieur. Discussion générale. Observations, p. 9, 11. — Discussion des articles.

Art. 5. Estime que, si l'on suit M. Van Dicren, on doit voter une loi interdisant aux Wallons de venir demeurer dans l'agglomération bruxelloise, p. 16.

Budget des non-valeurs et des remboursements pour 1932. Dépose le rapport sur ce budget, p. 63.

Budget des recettes et des dépenses pour ordre pour 1932. Dépose le rapport sur ce budget, p. 63.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 72, 78, 80, 101, 102. — Discussion des articles réservés. Art. 19. Observations, p. 132.

Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 265, 281. — Discussion des articles. Art. 151. Observations, p. 306.

Proposition de loi prorogeant certaines dispositions relatives aux baux à loyer. Discussion générale. Observations, p. 271, 272, 274. — Discours et observations : Fait certaines observations concernant le discours de M. Van Rousbroeck relatif aux taux des salaires, puis pose une question au sujet de la révision qui vient d'être faite du revenu cadastral, p. 275. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 278.

Projet de loi fixant le contingent de l'armée pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 310.

Budget de la défense nationale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 382, 391, 392. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 407.

Budget des finances et interpellation de M. Beauvain sur la question des alcools luxembourgeois. Discussion générale. Observations, p. 428, 439, 451, 459.

Proposition de loi relative à la police du roulage. Discussion des articles. Art. 6. Observations, p. 549. — Observations au sujet de l'automobiliste étranger de passage en Belgique, p. 549. — Art. 8. Observations, p. 552. — Art. 14. Observations concernant la surveillance des routes, p. 555. — Vote en seconde lecture. Art. 8. Discussion au sujet de la définition des termes « en état d'ivresse ». Discours, p. 602.

Budget des affaires étrangères et interpellation de M. Mullie, relative à l'accord commercial de 1928 avec la France. Discussion générale. Observations, p. 561, 562, 564.

Projet de loi instituant des sociétés privées à responsabilité limitée. Observations au sujet de la fixation de la discussion : Rappelle que la commission de la justice propose des amendements, p. 581.

Proposition de loi interprétative de l'arrêté royal du 25 novembre 1815 (Tableaux de Tournai). Discussion générale. Observations, p. 583.

Projet de loi concernant l'incinération de cadavres humains. Observation au sujet de la fixation, p. 660. — Discussion générale. Observations, p. 724.

Projet de loi modifiant les tarifs douaniers ainsi que certains autres droits. Discussion générale. Observations, p. 809.

Projet de loi établissant des mesures temporaires destinées à maintenir l'équilibre budgétaire. Discussion générale. Observations, p. 853, 860. — Discussion des articles. Art. 2. Observations, p. 865.

Projets de loi portant : 1<sup>o</sup> création de l'ordre des médecins; 2<sup>o</sup> institution de chambres des professions médicales. Discussion générale. Observations, p. 941, 946. — Discussion des articles portant création de l'ordre des médecins. Art. 4.

A la suite d'un échange de vues au sujet des méthodes de travail du Sénat, estime que le travail en commission devient inutile si, comme on vient de le faire, tout le travail de la commission est anéanti en séance publique, p. 1262. — Estime que les amendements devraient être présentés pendant le travail des commissions, p. 1263. — Art. 8. Observations, p. 1266. — Art. 13bis. Motive le vote négatif qu'il va émettre sur cet article, p. 1272.

Déclaration du gouvernement après la reconstitution du cabinet présidé par M. Renkin, le 23 mai. Observations, p. 1022.

Travaux du Sénat : A l'occasion d'une motion de M. Van Fleteren à ce sujet, demande que l'on modifie le système admis en matière d'amendements, en faisant remarquer le résultat néfaste des amendements présentés hâtivement, à la dernière minute, p. 1113.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues en matière administrative. Discussion générale. Observations, p. 1118, 1146. — Discussion des articles. Art. 4, § 1<sup>er</sup>. Observations, p. 1152. — § 3. Observations, p. 1153, 1160.

Projet de loi portant interprétation des lois coordonnées par arrêté royal du 6 septembre 1921 sur la réparation des dommages de guerre. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1217. — Discussion générale. Discours. Fait remarquer que l'observation faite par M. le baron de Dorlodot au sujet du remplacement du paiement en espèces par le paiement en titres est peut-être fondée, mais ne se rattache nullement au projet en discussion, p. 1283. — Discours : Estime

**De Clercq (Joseph) (suite)**

que si l'on admettait la thèse soutenue par MM. le baron de Dorlodot et Van Dieren, ce serait rayer de la Constitution le droit d'interprétation accordé au parlement, puis défend le projet, p. 1284-1285.

Proposition de loi autorisant la Compagnie intercommunale bruxelloise des eaux à remplacer par des griffes les signatures devant figurer sur les titres de ses emprunts. Donne lecture de la traduction flamande du rapport, p. 1252.

Motion d'ordre de M. Hénault relative à l'examen des mesures à prendre en faveur des agriculteurs. Observations, p. 1323.

Projet de loi relatif au régime linguistique dans l'enseignement primaire et moyen. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 1344, 1345. — Art. 2. Observations, p. 1345. — Art. 28. Observations, p. 1352.

Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitaux de la Société des chemins de fer au Kivu. Discussion générale. Observations, p. 1361, 1362.

Projet de loi modifiant la compétence des juges de paix en matière de dégâts miniers. Discussion des articles. Discours : Suggère que l'on adopte, pour le projet en discussion, la décision qui a été prise pour la législation exceptionnelle en matière de loyers : possibilité d'interjeter appel des décisions du juge de paix, mais que, en appel, le ministère d'un avoué serait facultatif, p. 1371.

Projet de loi concernant l'exception de jeu en matière d'opérations de Bourse. Observations à l'occasion de la proposition d'ajournement, p. 1406, 1407.

Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque nationale. Discussion générale. Observations, p. 1410.

Projet de loi autorisant des régularisations et des transferts et allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices 1930 et antérieurs à l'exercice 1931 et à l'exercice 1932. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1413. — Discussion générale. Discours : Répond aux critiques de M. François en ce qui concerne le crédit destiné à des gratifications aux ingénieurs des ponts et chaussées, p. 1448. — Observations, p. 1449.

Projet de loi réglant, au point de vue de la pension, la situation d'anciens magistrats chargés d'une fonction permanente aux administrations de l'Etat. Discussion générale. Discours : Appuie les observations de M. Segers, estime que la question devrait être examinée de façon plus approfondie et suggère, si le gouvernement n'insiste pas très vivement, pour que le projet soit voté avant que le Sénat ne parte en vacances, que ce projet soit ajourné à la prochaine session, p. 1425.

**De Clercq (Jean-Joseph), sénateur d'Anvers.**

**Doc.** — Proposition de loi instituant un fonds national de la mutualité. Rapport, n° 53.

Projet de loi ayant pour objet d'apporter une dérogation temporaire aux règles fixées par l'article 37 de la loi du 14 juillet 1930, relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Rapport, n° 91.

**Ann.** — Proposition de loi prorogeant certaines dispositions relatives aux baux à loyer. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 278.

Proposition de loi instituant un fonds national de la mutualité. Dépose le rapport sur cette proposition de loi, p. 476. — Discussion générale. Discours : Commence par rappeler que la proposition de loi soumise au Sénat est, sous une troisième forme, le projet déposé le 9 novembre 1926 sur le bureau du Sénat, puis développe l'économie du projet et les motifs pour lesquels la commission prie le Sénat de rejeter cette proposition de loi, p. 610, 611. — Observations, p. 611, 613, 616 à 618. — Discours : Déclare que M. Jauriaux peut bien entendre dire aux ouvriers socialistes ce qu'il voudra, qu'il se réserve de dire aux ouvriers catholiques que la proposition de loi de M. Jauriaux est indéfendable et hautement préjudiciable; affirme que, dans la législation mutualiste comme du reste dans toute la législation sociale, il n'y a qu'une chose qui compte, c'est l'ouvrier tout court, puis développe des arguments à l'appui de ses affirmations et termine en insistant sur la nécessité de rejeter la proposition de loi en discussion, p. 621, 622.

Projets de loi portant : 1° création de l'ordre des médecins; 2° institution des chambres des professions médicales. Discussion générale. Discours : Commence par constater les divergences de vues qui se présentent au sein du corps médical en ce qui concerne le projet en discussion; affirme que, quant à lui, il adhère sans réserve au principe de la création de l'ordre, exprime le vœu que les médecins, comme les avocats, considèrent le syndicat comme contraire à leur dignité; déclare que ce qui l'inquiète, c'est la distinction faite entre les sanctions disciplinaires; estime qu'on devrait donner aux médecins la garantie d'être jugés en appel par des magistrats et termine en traitant notamment la question des mutualités, p. 954 à 957. — Discussion des articles du projet portant création de l'ordre des médecins. Art. 3. Observations, p. 1258. — Art. 8. Estime que l'on devrait réserver

**De Clercq (Jean-Joseph) (suite)**

le 1<sup>er</sup> alinéa de cet article jusqu'après le vote de l'article 13, p. 1266. — Observations, p. 1267. — Art. 13. Demande le maintien pur et simple du recours devant la Cour d'appel et motive sa demande, p. 1268, 1269. — Observations, p. 1270.

Projet de loi ayant pour objet d'apporter une dérogation temporaire aux règles fixées à l'article 37 de la loi du 14 juillet 1930, relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 960. — Discussion générale. Discours : Fait remarquer que le texte soumis au Sénat modifie complètement celui que la Chambre a transmis à cette assemblée et indique la portée du projet, p. 1184, 1185.

Motion d'ordre de M. Hénault relative à l'examen des mesures à prendre en faveur des agriculteurs. Observations, p. 1324.

Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi relative aux pensions de vieillesse. Discussion générale. Discours : Commence par critiquer les méthodes de travail du Sénat, estimant que le projet en discussion ne saurait être discuté sérieusement; qu'il ne peut plus être amendé sous peine d'être ajourné à une date indéterminée; cite cependant quelques exemples qui prouvent que le projet en discussion est indéfendable dans certaines de ses dispositions et qu'il y aurait lieu d'en faire à fond la révision, p. 1508 à 1511. — Observations, p. 1511, 1514. — Discussion des articles. Art. 10. Rappelle son discours précédent et prie le ministre de lui donner la réponse qu'il a promise, p. 1524, 1525. — Art. 11. Répète sa question du matin, priant le ministre de lui indiquer comment il peut concilier le texte de cet article en ce qui concerne la fixation de la rente alimentaire avec les dispositions légales existantes, p. 1526.

Projet de loi autorisant certaines opérations d'emprunt et de trésorerie. Discussion générale. Observations, p. 1566.

**de Dorlodot (baron), sénateur de Charleroi et Thuin.**

**Doc.** — Proposition de loi interprétative de l'arrêté royal du 25 novembre 1915 (cosign.), n° 9.

**Ann.** — Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 28.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 29, 30, 45, 46. — Discours : Reprend, en les appuyant, certaines observations faites par M. Henricot concernant la crise et la question du chômage, p. 48, 49. — Observations, p. 54, 55. — Discussion des articles. Art. 104 et 139 réunis. Discours : Rappelle la question qu'il a posée au sujet des économies à réaliser pour faire compensation aux dépenses occasionnées par le chômage, p. 127. — Art. 19. Observations, p. 132. — S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 150.

Budget des voies et moyens et budget de la dette publique pour 1932. Discussion générale. Discours : Rappelant la confiance que le baron Houtart, devenu depuis ministre des finances, lui avait témoignée précédemment, demande que l'on profite de la situation économique existant à ce moment pour réduire sérieusement les dépenses prévues au budget pour le service de la dette publique et développe les considérations tendant à engager le ministre à prendre des mesures qui, en prouvant que l'Etat entend désormais être honnête, rétablirait la confiance chez les épargnants, qui sont affolés par ce temps de crise et rétablirait l'équilibre en amenant peut-être un redressement qui transformerait la situation fâcheuse du trésor, p. 292 à 294. — Observations, p. 294. — Discours : Répond à un point du discours du ministre relativement à la garantie-or, p. 295.

Projet de loi relatif à la mobilisation des certificats représentatifs de bons de la Reichsbahn et à l'émission de bons du trésor. Discussion générale. Discours : A la suite du discours qui vient d'être prononcé par M. Vinck, prie celui-ci de déposer le plus tôt possible un projet dans lequel il dira comment il organisera les règlements entre les deux pays, p. 312. — Observations, p. 312.

Interpelle M. le premier ministre et M. le ministre des affaires étrangères sur la situation créée à la Belgique par les déclarations faites par M. le chancelier Brüning au sujet des paiements des réparations. Demande l'urgence pour son interpellation, insiste sur sa demande et la motive, cite notamment des chiffres produits par M. de Brouckere, p. 350, 351. — Insiste à nouveau pour que le Sénat se prononce sur sa demande d'urgence, p. 351.

Budget de la défense nationale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 356, 365. — Discours : Souligne l'importance du discours prononcé la veille par M. de Brouckere et, sans vouloir y répondre à l'improviste, fait pourtant certaines observations : 1° relativement à la question des fortifications; 2° concernant la question du désarmement, p. 382, 383. — Observations, p. 388. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Discours : Proteste contre l'interprétation donnée par M. Lafontaine de l'article 8 du Pacte de la Société des Nations, puis développe les preuves de ce que l'Allemagne n'a pas respecté les obligations contenues dans la cinquième partie du traité de Versailles et termine, reprenant sa conclusion de

## de Dorlodot (baron) (suite)

la semaine précédente, par déclarer qu'il faut forcer l'Allemagne à remplir ses obligations et que, en ce qui concerne la Belgique, celle-ci ne peut plus vivre sous la menace perpétuelle d'une invasion; que, par conséquent, la sécurité doit passer avant tout, p. 407 à 409. — Observations, p. 414. — Art. 13. Signale à ce moment des exemples qui prouvent l'insuffisance de l'examen médical des miliciens avant leur admission au service, p. 418.

Interpellation de M. de Brouckere au sujet de l'activité, en Belgique, de policiers dépendant de gouvernements étrangers. Observations, p. 403.

Budget des finances et interpellation de M. Beauduin sur la question des alcools luxembourgeois. Discussion générale. Discours : Commence par appuyer les observations déjà émises sur le danger de thésauriser les billets de banque; estime qu'il est indispensable de trouver un remède à cette pratique exercée dans toutes les classes de la société et développe les motifs pour lesquels il demande au ministre de réfléchir au sujet de l'émission de l'emprunt qui doit être émis; préconise un titre « sécurité-or », à 3 1/2 ou 4 p. c., p. 361-362. — Observations, p. 464, 471, 474, 481.

Proposition de loi relative à la police du roulage. Discussion générale. Discours : Demande que l'on précise les dispositions des articles 4 et 7, en ce qui concerne le degré de responsabilité du propriétaire du véhicule qui sera cause d'un accident, p. 513-514. — Observations, p. 515. — Discussion des articles. Art. 4. Fait diverses observations au sujet de la responsabilité du propriétaire en ce qui concerne le permis de conduire de son chauffeur, p. 547, 548. — Art. 6. Fait diverses observations dans le but que le propriétaire sache nettement ce qu'il doit faire, et ce que la police d'assurance doit contenir pour être en règle avec la loi, puis fait encore des observations au sujet de l'automobiliste étranger venant passer quelques jours en Belgique, p. 549, 550. — Art. 7. Observations, p. 550. — Art. 8. Observations, p. 552. — Vote en seconde lecture. Art. 8. Appuie la proposition de M. Demets tendant à remplacer, au 6<sup>e</sup> alinéa, le mot « devra » par le mot « pourra », p. 600. — Discussion au sujet de la définition des termes « en état d'ivresse ». Observations, p. 601. — Discours : Propose de substituer le mot « pourra » au mot « devra », au 4<sup>e</sup> alinéa, p. 601, 602.

Budget des affaires étrangères et interpellation de M. Mullie relative à l'accord commercial de 1928 avec la France. Discussion générale. Discours : Estimant que les événements parlent plus haut qu'il ne pourrait le faire, se borne à motiver son vote négatif, rappelle à cette occasion les critiques qu'il a formulées les années précédentes, p. 533, 534. — Observations, p. 535, 538 à 540, 564, 565, 567, 568. — Discussion des articles du budget. Art. 1<sup>er</sup>. Signale, à l'occasion de cet article, l'odieuse rédaction d'un guide allemand du tourisme; estime que l'on devrait interdire l'entrée de ce guide en Belgique, p. 569. — Art. 16. Critique à cette occasion l'attitude de M. le baron Rolin-Jaquemyns en ce qui concerne la question de l'Anschluss et l'assentiment qui a dû être donné par M. Hymans, m. a. ét., à la nomination de M. le baron Rolin-Jaquemyns en qualité de membre belge à la Cour internationale de justice, p. 569.

Proposition de loi interprétative de l'arrêté royal du 25 novembre 1815. (Tableaux de Tournai.) Discussion générale. Observations, p. 577.

Budget des travaux publics pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 638.

Budget de l'agriculture pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 659, 715, 753, 758, 762, 763. — Observations au sujet d'un incident entre MM. Dierckx et Van Dievoet, m. a., p. 769. — Discours : A la demande du ministre, précise brièvement une interruption qu'il a faite et déclare que lui et quelques-uns de ses amis du Sénat veulent, et il insiste sur ce mot, que des mesures rapides et efficaces soient prises par le gouvernement pour défendre l'agriculture, p. 772.

Projet de loi concernant l'incinération facultative de cadavres humains. Observations au sujet de la fixation, p. 650.

Projet de loi portant révision de la législation sur les services publics d'autobus et d'autocars. Discussion des articles. Art. 7. Demande si le fait du vote de la loi interrompra l'exploitation d'une ligne existante non autorisée, p. 674.

Fixation de l'ordre du jour : Discussion sur l'opportunité d'une séance du matin, le 17 mars. Observations, p. 785.

Projet de loi modifiant les tarifs douaniers ainsi que certains autres droits. Discussion générale. Observations, p. 805.

Projet de loi établissant des mesures temporaires destinées à maintenir l'équilibre budgétaire. Discussion générale. Observations, p. 857. — Discours : Estime que l'on ne peut envisager le renvoi du projet à la Chambre, se contente de demander que l'on rétablisse, le plus rapidement possible et en quelque sorte par priorité, les chevrons de front des anciens combattants, p. 861.

Déclaration du gouvernement après la reconstitution du cabinet présidé par M. Renkin, le 23 mai. Observations, p. 1020, 1021, 1023. — Discours : Commence par estimer, contrairement à l'avis qui vient d'être émis par M. Renkin, p. m., que, du moment qu'il y a déclaration ministérielle, il y a matière à

## de Dorlodot (baron) (suite)

discussion, estime ensuite qu'il y a lieu, selon lui, d'en finir avant les vacances avec la question flamande, ce qui sera facilité par les discours de MM. Huysmans et Vandervelde, qui ont éclairé la majorité sur le jeu de l'opposition, déclare ensuite qu'il y a des questions plus graves qui attendent une solution, puis commente l'attitude antérieure des Allemands et examine la situation, termine en déclarant que le remède à la situation est la lutte contre la politique socialiste, dans l'intérêt bien entendu des classes ouvrières auxquelles il veut rendre du travail, p. 1037-1038. — Observations, p. 1043.

Budget des transports pour 1932. Discussion générale. Discours : Insiste sur une demande qu'il a faite précédemment tendant à ce que l'on maintienne l'octroi de coupons de service aux veuves d'agents, demande ensuite que l'on accorde aux employés comme aux ouvriers des coupons à prix réduit, signale en terminant une inégalité existant dans certaines pensions, p. 1099.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues en matière administrative. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1178.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1203.

Projet de loi portant interprétation des lois coordonnées sur la réparation des dommages de guerre. Discussion générale. Discours : Signale le préjudice causé aux intéressés par le mode de règlement par titres, en remplacement du règlement en espèces, p. 1283. — Déclare qu'il a saisi l'occasion qui se présentait pour signaler une injustice, p. 1283. — Discours : Annonce qu'il ne votera pas le projet, celui-ci étant la consécration légale du paiement en monnaie de singe, p. 1284. — Observations, p. 1284.

Motion d'ordre de M. Hénault relative à l'examen des mesures à prendre en faveur des agriculteurs. Observations : Fait remarquer la nécessité de venir d'urgence au secours de l'agriculture, p. 1323 à 1325.

Budget extraordinaire de la colonie pour 1932, crédits supplémentaires au budget ordinaire de 1931 et emprunt du chemin de fer du Kivu. Proteste contre le tour de faveur donné à ces projets au détriment des questions intéressant l'agriculture, p. 1325, 1326.

Projet de loi tendant à l'érection en commune du hameau de Weywertz. Incident au sujet du vote, le projet ayant été rejeté par parité de voix et M. le baron van Zuylen déclarant avoir émis un vote affirmatif, vote qui ne fut pas acté; demande, étant donné que le vote a été acquis par suite d'une erreur matérielle, s'il ne serait pas possible de rectifier cette erreur, tout en respectant le règlement, en faisant savoir au gouvernement que l'on serait désireux de voir réintroduire l'affaire, p. 1333.

Projet de loi relatif au régime linguistique de l'enseignement primaire et moyen. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1367.

Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque nationale. Discussion générale. Discours : Développe les observations pour lesquelles il estime la convention insuffisante et pour lesquelles il conviendrait qu'elle ne fût pas ratifiée avant d'avoir subi des modifications, termine en demandant le renvoi à la commission et en déclarant qu'il ne voit pas pourquoi, le projet étant resté cinq mois à la Chambre, il ne pourrait rester quelques semaines au Sénat pour un travail qu'il considère comme très important et duquel dépend l'avenir du crédit belge, p. 1386 à 1389 et 1392 à 1393. — Observations, p. 1398. — Maintient sa proposition de renvoi à la commission et demande que la convention ne soit acceptée que sous la condition que désormais il soit décidé d'écarter le « Golden Exchange Standard » de l'autorisation donnée à la Banque nationale, p. 1398. — Demande la parole, p. 1410. — Exprime son regret de ne pouvoir répondre à l'appel du premier ministre et du rapporteur, car il lui est impossible de céder, pour une question de confiance, sur une question de principe, mais déclare cependant que, l'affirmation du ministre étant catégorique, en ce qui concerne l'abandon du « Gold Exchange Standard », il n'insistera pas sur cette question, mais proteste parce qu'il n'a pas été répondu à la seconde partie de son discours; termine en déclarant qu'il retire sa proposition de renvoi, p. 1410, 1411. — Les articles du projet de loi étant adoptés, demande la parole sur l'article 3 et, à la suite d'observations de M. le président et du rapporteur, déclare que c'est bien sur l'article 3 de la convention qu'il demande la parole, p. 1411. — Discours : Estime que l'article en question n'est pas net; tout en répétant son désaccord sur le fond de l'article, fait diverses observations afin d'établir les précisions indispensables au sujet de l'article 3 de la convention, p. 1411, 1412.

Projet de loi autorisant des régularisations, des transferts et allouant des crédits supplémentaires pour 1930, 1931 et 1932. Discussion générale. Tout en se déclarant l'un des meilleurs amis de M. Segers et quoique partageant les idées que celui-ci vient d'exprimer, tient à faire remarquer que M. Segers semble avoir fait sa déclaration au nom de la droite tout entière, que, en ce qui le concerne, il estime pourtant que, avant de contracter des emprunts qui seraient reconnus nécessaires, il importe de réduire très sérieusement les charges de la dette publique, p. 1443.

## de Dorlodot (baron) (suite)

Budget des recettes et dépenses afférentes aux dommages de guerre pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1452. — S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 1527.

Projet de loi autorisant le gouvernement à accorder la garantie de l'Etat à des emprunts à émettre à l'étranger par le Crédit communal de Belgique. Discussion générale. Discours : Déclare que, tout en étant partisan d'un emprunt qui est nécessaire aux communes, il s'abstiendra au vote pour les motifs qu'il a donnés la veille dans la discussion du projet de crédits supplémentaires, p. 1533. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1533.

Projet de loi autorisant certaines opérations d'emprunt et de trésorerie. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1574.

Projet de loi autorisant la conclusion à l'étranger de l'emprunt à contracter par la régie des télégraphes et des téléphones. Après l'adoption des articles, fait remarquer qu'il avait demandé la parole à l'article 1<sup>er</sup>, p. 1576. — Demande la parole pour un rappel au règlement, p. 1576. — M. le président déclarant qu'il peut présenter ses observations en motivant son abstention, fait des observations à ce sujet, p. 1576. — La parole lui étant accordée, fait remarquer que la discussion sur les projets financiers a été brusquement close parce que l'on a désiré qu'il n'en fût plus parlé et tient à déclarer qu'il votera contre le projet en discussion parce qu'il ne peut admettre que l'on contracte des emprunts à des taux de défiance ainsi que cela a été fait récemment et que l'on donne, à l'étranger, avec une garantie-or, des intérêts de 7 1/2 et 8 p. c., que le contribuable devra payer pendant de longues années, p. 1576.

## de Kerchove de Denterghem (comte), sénateur provincial de la Flandre orientale.

Ann. — Annonce de sa démission, p. 386.

## de Kerchove d'Exaerde (baron), sénateur de Gand-Ecclou.

Doc. — Projet de loi modifiant et complétant la loi du 3 août 1919 assurant la réintégration des Belges mobilisés dans les fonctions et emplois publics et facilitant aux mutilés, combattants, mobilisés, etc., l'admission aux fonctions et emplois publics. — Rapport, n° 25.

Projet de loi établissant pour la Société nationale des chemins de fer vicinaux la dispense d'assujettissement aux impositions provinciales et communales pour le personnel employé à son exploitation. — Rapport, n° 64.

Projet de loi portant annexion de la commune d'Ellignies lez-Frasnes à la commune d'Anvaing. — Rapport, n° 130.

Projet de loi approuvant la convention adoptée à Genève par la conférence internationale du travail concernant la réparation des accidents du travail dans l'agriculture. — Rapport, n° 170.

Projet de loi modifiant les limites de Beveren-Waes et de Melsele. — Rapport, n° 178.

Projet de loi modifiant les limites des communes de Hamme et de Weert, ainsi que celles des provinces de Flandre orientale et d'Anvers. — Rapport, n° 179.

Projet de loi apportant des modifications à la classification des communes. — Rapport, n° 187.

Ann. — Projet de loi modifiant et complétant la loi du 3 août 1919 assurant la réintégration des Belges mobilisés dans les fonctions et emplois publics et facilitant aux mutilés, combattants, mobilisés, etc., l'admission aux fonctions et emplois publics. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 185. — Discussion générale. Discours : Commence par faire un exposé des mesures législatives et administratives prises depuis 1919 dans l'irritante question des invalides, puis indique les buts poursuivis par le projet en discussion et les modifications qu'il apporte à la loi du 3 août 1919-21 juillet 1924; termine en déclarant que la commission du Sénat a cru devoir se rallier au vœu des militaires mutilés et invalides de la guerre, qui ont demandé le vote du projet sans aucune modification, estimant que ceux-ci y verront une manifestation de reconnaissance nationale pour les services rendus par eux à la patrie, p. 291.

Vérification des pouvoirs de M. Van Cauteren, élu sénateur provincial de la Flandre orientale le 4 février 1932, en remplacement de M. le comte de Kerchove de Denterghem, démissionnaire. Donne lecture de son rapport, qui conclut à la validation des pouvoirs, p. 518, 519.

Projet de loi établissant pour la Société nationale des Chemins de fer vicinaux la dispense d'assujettissement aux impositions provinciales et communales pour le personnel employé à son exploitation. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 580. — Discussion générale. Discours : Fait remarquer que le projet soumis au Sénat constitue uniquement une interprétation de l'article 11 de la loi du 24 juillet 1885 sur la Société nationale des Chemins de fer vicinaux et que le gouvernement l'a proposé, après certains conflits, afin d'écartier par un texte de loi tout doute sur le droit de la Société nationale des Chemins de fer vicinaux à l'exonération, p. 625.

## de Kerchove d'Exaerde (baron) (suite)

Vérification des pouvoirs de M. Missiaen, élu sénateur de la Flandre occidentale, en remplacement de M. Martens, décédé. Dépose le rapport sur cette vérification de pouvoirs et donne lecture de son rapport, p. 1012, 1013.

Budget des transports pour 1932. Discussion générale. Discours : Déclare qu'il ne serait pas intervenu dans cette discussion s'il n'avait considéré comme nécessaire d'attirer l'attention du ministre sur la situation de la commune-faubourg de Gentbrugge, qui est coupée en deux par le chemin de fer de ceinture Gand-Port de mer-Meirelbeke, les deux parties étant reliées par sept passages à niveau; rappelle qu'on avait promis, en 1914, de porter remède à cette situation, p. 1080.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues en matière administrative. Discussion des articles. Art. 4, § 3. S'abstient au vote sur l'amendement de M. Segers, p. 1163.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1932. Discussion générale. Discours : Attire l'attention sur la réduction du nombre des fonctionnaires du ministère de l'intérieur, notamment en ce qui concerne le service des affaires provinciales et communales, et fait remarquer le préjudice que cette réduction du personnel cause, notamment aux communes, ce personnel se trouvant dans l'impossibilité d'examiner en temps utile toutes les affaires qui lui sont soumises, surtout que le nombre de questions à examiner a triplé depuis la guerre; parle ensuite de la situation du personnel provincial au point de vue de l'avancement aux grades supérieurs, comme à celui des distinctions honorifiques; parle également des pensions ainsi que du retard apporté à l'octroi de la Médaille du Centenaire; plaide la cause des communes au point de vue financier et notamment en ce qui concerne les frais occasionnés par la correspondance, p. 1191 à 1193.

Projet de loi portant modification des limites séparatives d'Enghien et Petit-Enghien. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1234.

Projet de loi portant annexion de la commune d'Ellignies lez-Frasnes à la commune d'Anvaing. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1234.

Projet de loi approuvant la convention adoptée à Genève, par la conférence du travail, concernant la réparation des accidents du travail dans l'agriculture. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1357.

Projet de loi relatif au régime linguistique de l'enseignement primaire et moyen. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1367.

Projet de loi modifiant les limites de Beveren-Waes et de Melsele. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1390.

Projet de loi apportant des modifications à la classification des communes. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1413. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Discours : Déclare que, s'il était assuré que dans le cas où l'amendement présenté par MM. Van Stappen et Van Cauteren serait admis par la Chambre avant que cette assemblée ne se sépare, il émettrait un vote affirmatif sur cet amendement, mais attend d'avoir, par le ministre, une assurance à ce sujet, p. 1422. — Observations, p. 1433.

Projet de loi réglant, au point de vue de la pension, la situation d'anciens magistrats chargés d'une fonction permanente aux administrations centrales de l'Etat. Discussion générale. Observations, p. 1424.

Vérification des pouvoirs de M. Hebbinckhuys, sénateur suppléant de Malines-Turnhout, appelé à faire partie du Sénat comme membre effectif, en remplacement de M. Libbrecht, décédé. Dépose le rapport sur cette vérification de pouvoirs et donne lecture de son rapport, qui conclut à la validation des pouvoirs, p. 1548.

## de la Barre d'Erquelines (Comte), sénateur de Mons-Soignies.

Doc. — Rapports sur des demandes de grande naturalisation avec dispense du droit d'enregistrement, de grande naturalisation, de naturalisation ordinaire avec dispense des droits d'enregistrement et de naturalisation ordinaire nos 7, 31 et 156. (Dans le n° 7, la commission propose le rejet de certaines demandes, le renvoi à la Chambre de certaines autres et réserve certains dossiers au sujet desquels des renseignements complémentaires sont demandés.)

Projet de loi portant révision de la législation sur les services publics d'autobus et d'autocars. — Rapport, n° 69.

Ann. — Demandes de naturalisation transmises par la Chambre des représentants. Dépose les rapports sur ces demandes, p. 35. — Observations au sujet de la procédure à suivre pour le vote sur les feuillets 21, 22 et 23, dont la commission propose, ou le rejet, ou la modification, p. 187, 188. — Avant qu'il ne soit procédé au vote sur les feuillets 21, 22 et 23, indique la procédure qu'il suggère au Sénat de suivre pour le vote sur ces feuillets, p. 188. — Au moment du vote sur la prise en considération sur de nouvelles demandes et étant donné les hésitations qui se sont produites lors du dernier vote sur des naturalisations, fait remarquer au Sénat qu'il se trouve devant trois feuillets : 1° contenant le nom d'une personne qui demande la naturalisation ordinaire avec dispense du droit d'enregistrement; 2° contenant une demande de

## de la Barre d'Erquelinnes (comte) (suite)

- grande naturalisation; 3° contenant le nom d'une personne qui demande la naturalisation ordinaire; que, pour ces trois cas, la commission propose l'admission; que pour la demande contenue au feuillet 4 la commission propose à l'unanimité le rejet de cette demande; fait également remarquer la procédure à suivre pour le vote, p. 362.
- Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 241, 242. — Observations à l'occasion d'un fait personnel de M. Volckaert au sujet du discours qui vient d'être prononcé par M. Segers, p. 245. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 263, 285.
- Dépense le rapport sur certaines demandes de naturalisation et remercie, à cette occasion, les services du greffe, et particulièrement MM. Maes, Van Elderen et Braem, pour l'aide qu'ils ont apportée à la commission dans l'examen des demandes de naturalisation, p. 282.
- Budget des voies et moyens et budget de la dette publique pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 293, 295.
- Budget de la défense nationale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 388.
- Budget des finances et interpellations de M. Beauduin sur la question des alcools luxembourgeois. Discussion générale. Observations, p. 461. — Discussion des articles du budget des finances. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 492.
- Proposition de loi relative à la police du roulage. Discussion des articles. Art. 4. Observations au sujet du degré de responsabilité des patrons propriétaires de véhicules automobiles, p. 548. — Art. 6. Observations, p. 549. — Art. 14. Observations concernant la surveillance des routes, p. 555. — Second vote des articles amendés. Art. 3. Demande, au nom de M. Pierlot (retenu éloigné du Sénat par un deuil), certaines dispositions spéciales en faveur des invalides de guerre, p. 598.
- Budget des affaires étrangères et interpellation de M. Mullie, relative à l'accord commercial de 1928 avec la France. Discussion générale. Observations, p. 567.
- Proposition de loi interprétative de l'arrêté royal du 25 novembre 1815 (Tableaux de Tournai). Discussion générale. Observations, p. 583.
- Proposition de loi instituant un fonds national de la mutualité. Discussion générale. Observations, p. 612, 613. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. S'abstient au vote sur cet article, p. 624.
- Projet de loi portant révision de la législation sur les services publics d'autobus et d'autocars. Dépense le rapport sur ce projet de loi, p. 615. — Discussion générale. Discours : Commence par féliciter M. Lippens, m. t. dans le cabinet précédent, et M. Van Isacker, ministre en fonctions, sur ce projet de loi, puis expose au Sénat les considérations qu'il ajoute à son rapport, afin que l'assemblée se rende bien compte combien la loi en discussion est bonne et même nécessaire, étant de nature à assurer un meilleur développement des moyens de transport en Belgique, p. 667 à 669. — Observations, p. 669, 670. — Discours : Répond au discours de M. Volckaert, p. 670. — Observations : Se déclare notamment tout à fait d'accord au sujet de la réponse donnée par le ministre au chevalier Dessain, en ce qui concerne le service des marchés, p. 670, 671. — Discussion des articles. Art. 6. Estime que l'observation développée par M. Legrand, en ce qui concerne les concessions accordées sans adjudication, est plus théorique que pratique, p. 673. — Art. 7. Pose une question au ministre au sujet des alinéas auxquels s'applique la condamnation conditionnelle, p. 673, 674. — Demande, à la suite d'observations de M. Van Dieren, que l'on s'en tienne à l'interprétation donnée par le ministre, p. 674. — Observations au sujet de la demande de M. Van Dieren tendant à réserver le vote sur l'article, p. 674. — Art. 14. Fait remarquer que cet article a été introduit par le collège des questeurs, afin que les livres parcourus des membres du parlement soient respectés, et insiste pour que, dans les cahiers des charges, on établisse également des tarifs spéciaux pour les familles nombreuses, les invalides et les abonnements ouvriers, p. 675, 676.
- Interpellation de M. Dochen sur la situation difficile faite aux communes par une circulaire ministérielle du 18 février 1932. Observations, p. 682.
- Budget de l'agriculture pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 716, 719 à 721, 734, 753.
- Budget extraordinaire pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 825.
- Interpellation de M. Ronvaux au sujet du retard apporté à l'examen et dans le paiement des pensions de vieillesse et des allocations aux estropiés. Observations, p. 996, 1000.
- Déclaration du gouvernement après la reconstitution du cabinet présidé par M. Renkin, le 23 mai. Observations, p. 1029.
- Budget des transports pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1052, 1053. — Discours : Insiste sur la nécessité de l'électrification des chemins de fer; fait notamment remarquer le grand accroissement de trafic constaté sur les lignes à motrices; termine en signalant que la Belgique ne possède pas de fabrication de matériel électrique, p. 1057 à 1059. — Observations, p. 1068, 1070, 1075.
- Projet de loi relatif à l'emploi des langues en matière administrative. Discussion générale. Observations, p. 1136, 1144.

## de la Barre d'Erquelinnes (comte) (suite)

- Discussion des articles. Art. 4, § 3. S'abstient au vote sur l'amendement de M. Segers, p. 1163. — Art. 14. Motive son vote négatif sur l'ensemble de la loi, p. 1171, 1172.
- Projet de loi autorisant le gouvernement à majorer, dans certains cas et dans certaines limites, le taux de la taxe de transmission à l'importation. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1146.
- Projet de loi relatif au régime linguistique dans l'enseignement primaire et moyen. Discussion générale. Observations, p. 1327, 1337, 1339. — Discours : Commence par rendre hommage au travail accompli par le R. P. Rutten, rapp., puis expose les motifs pour lesquels il lui est impossible de se rallier au projet transmis par la Chambre, p. 1339, 1340. — Observations, p. 1341. — Discussion des articles. Art. 10. Observations, p. 1348.
- Projets de loi relatifs aux naturalisations. Dépense le rapport sur ces projets de loi, p. 1329.
- Demandes de naturalisations transmises par la Chambre : Discussion sur les propositions de discussion d'urgence et d'ajournement. Observations, p. 1413, 1414.
- Projet de loi relatif au paiement des marchandises provenant de pays ayant établi un contrôle des devises. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1538.
- Projet de loi autorisant certaines opérations d'emprunt et de trésorerie. Discussion générale. Observations, p. 1571.

## Delvaux de Fenffe (baron), sénateur provincial du Luxembourg.

- Doc. — Projet et proposition de loi portant création de l'ordre des médecins. Rapport, n° 86. — Rapport complémentaire, n° 109.
- Projet de loi portant institution de chambres des professions médicales. — Rapport complémentaire, n° 87.
- Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1932. — Rapport, n° 104.
- Ann. — Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. Discussion générale. Discours : Comme M. Clesse, en sa qualité de député du Luxembourg, critique le projet, fait remarquer qu'il substitue l'Etat à la libre volonté du propriétaire dans la gestion des patrimoines forestiers privés; estime que le projet manque de mesure et termine en déclarant que, tel que le projet est présenté, on s'expose à nuire gravement aux intérêts forestiers que l'on prétend défendre et que le régime que l'on veut imposer poussera à substituer la culture au boisement, puis propose des amendements et le renvoi à la commission, p. 115. — Discours : Estime que, très habilement, M. Van Dievoet, m. a., a voulu habiller l'inconstitutionnalité du projet en ce qui concerne l'expropriation en déposant ses amendements; estime que le Sénat semble disposé à marcher dans cette voie et renonce donc à son opposition; discute ensuite la rançon demandée aux opposants, p. 151, 153. — Observations, p. 153. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Discours : Estime que le texte nouveau, tel qu'il est présenté par la commission, d'accord avec le gouvernement, constitue une œuvre de conciliation; déclare qu'il a renoncé à ses amendements, estimant que la loi vaudra surtout si elle réunit une imposante majorité au Sénat; développe ensuite les motifs pour lesquels il prie ses collègues qui avaient une préférence pour le système de l'autorisation, prévu par le précédent projet, de renoncer à leur opposition et de s'unir à ceux qui voteront le projet de loi, p. 194. — Art. 3. A la suite d'observations de M. le président, déclare qu'il est exact que tous les amendements qu'il avait présentés sont retirés, p. 199.
- Budget de l'agriculture pour 1932. Discussion générale. Discours : Commence par faire l'éloge du rapport et du discours de M. Limage, puis traite quelques points spéciaux : 1° la question du crédit agricole; 2° celle de la péréquation de l'impôt sur les biens ruraux; 3° celle de l'institut supérieur ménager agricole de l'Etat, à Laeken, au sujet duquel il désire que le ministre fit connaître ses intentions, et termine en demandant au ministre de ne rien négliger en faveur des travailleurs qui vivent de la terre, afin d'éviter l'irréparable catastrophe qui menace l'agriculture, p. 661 à 667. — Discussion des articles. Art. 85. Observations, p. 779.
- Interpellation de M. Dochen sur la situation difficile créée aux communes par une circulaire ministérielle du 18 février 1932. Discours : Fait remarquer l'importance de la question, celle-ci touchant les règles profondes qui doivent être suivies par le département de l'intérieur et de l'hygiène; estime que ce débat permet d'un autre côté d'attirer l'attention sur certaines réformes utiles à opérer; signale ensuite ces réformes en ce qui concerne la province de Luxembourg et termine en suggérant à M. Carton, qui vient de prendre le portefeuille de l'intérieur et de l'hygiène, d'appeler des délégués de la province dans son cabinet, afin de rechercher avec eux les moyens de sortir notamment de leurs difficultés financières, p. 679 à 682. — Discours : Commence par souligner le bon accueil fait par M. Carton, m. i. h., à l'interpellation, puis attire l'attention du ministre sur l'ignorance

## Delvaux de Fenffe (baron) (suite)

dans laquelle se trouvent les communes du montant de ce qu'elles doivent pour les pensions de vieillesse; attire également son attention sur la situation des provinces, qui n'est pas moins difficile que celle des communes, notamment dans la province de Luxembourg, situation qu'il vient du reste déjà de signaler, p. 687.

Projet et proposition de loi portant création de l'ordre des médecins. Dépose le rapport sur ce projet et cette proposition de loi, p. 855. — Projet de loi instituant des chambres des professions médicales. Dépose le rapport complémentaire sur ce projet de loi, p. 855. — Discussion générale de ces projets. Discours : Commence par déclarer que le gouvernement, en déposant le projet créant un ordre des médecins, n'a fait que répondre aux instances des praticiens de l'art de guérir; propose de s'en tenir au texte présenté par la commission comme base de la discussion, puis fait l'exposé du projet, p. 898 à 902. — Observations, p. 919, 921, 926. — Observations au sujet de la suite de la discussion, p. 926. — Reprise de la discussion générale. Discours : Répond aux discours prononcés; combat les amendements de M. Gravez et l'opposition formulée contre le projet par M. Goffin, puis donne des preuves irréfutables du mouvement intense, presque unanime, du désir des médecins belges de voir instituer l'ordre des médecins, p. 938 à 943. — Observations, p. 943, 944, 951, 956. — Appuie la proposition de renvoi à la commission faite par M. Vinck, estimant qu'un nouvel examen en commission serait de nature à dissiper le malentendu qui, comme l'a déjà signalé M. J.-J. De Clercq, a été à la base du débat qui vient de se produire, p. 961. — Dépose le rapport complémentaire sur le projet de loi créant un ordre des médecins, p. 1119. — Appuie la proposition de clôture de la discussion générale qui vient d'être faite par M. Van Fleteren, estime que le travail s'est fait de telle manière en commission qu'une nouvelle discussion générale semble vraiment inutile et rend hommage à l'esprit de bonne volonté qui a régné au sein de la commission, en mentionnant particulièrement M. Gravez, p. 1246. — Discussion des articles du projet portant création de l'ordre des médecins. Art. 2. Observations au sujet des amendements de M. Gravez, p. 1254. — Art. 3. Indique la portée d'un amendement de forme qu'il présente, p. 1254. — Discours : Fait certaines observations en réponse à M. Dierckx, p. 1255. — Nouvelles observations à l'occasion d'une proposition de M. Carton, m. i. h., p. 1257. — Art. 4, § 1<sup>er</sup>. Observations au sujet de l'interprétation, p. 1260. — Fait encore diverses observations sur l'ensemble de l'article et propose une modification, p. 1260 à 1262. — Art. 6. Observations au sujet de l'amendement qu'il propose, d'accord avec le gouvernement, p. 1264. — Après le vote de l'article 7, à la suite de modifications apportées à certains textes et au moment de la modification et du vote sur l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 8, fait remarquer qu'il y a lieu de réintroduire dans l'article 7 le texte suivant : « Il (le conseil supérieur) peut être consulté par le conseil de l'ordre sur des questions relatives à leur compétence. », p. 1271. — Art. 8. Appuie la proposition de M. J.-J. De Clercq tendant à réserver le premier alinéa de cet article jusqu'après le vote de l'article 13, p. 1266. — Combat l'amendement proposé par M. Dierckx et motive son opposition, p. 1266, 1267. — Reprise de l'examen de l'article 8 : Premier alinéa de l'article 8. Fait remarquer que « le conseil supérieur de l'ordre » doit disparaître dans le texte de cet alinéa, ce conseil n'ayant plus de compétence, p. 1271. — A la suite de cette modification, fait remarquer qu'il y a lieu d'apporter une modification à l'article 7 (v. plus haut), p. 1271. — Art. 10. Fait remarquer que le texte critiqué par M. Gravez est celui qui est employé dans la loi hollandaise, p. 1268. — Art. 13. Donne lecture de nouveaux amendements proposés à la suite d'une délibération qui a eu lieu la veille au soir avec le ministre et les intéressés; supplie le Sénat de considérer avec la plus sérieuse attention les intérêts qui sont en jeu et termine en déclarant qu'il est certain que l'avis du ministre, avis opposé au dernier amendement présenté, sera écouté, mais qu'il a estimé de son devoir de ne pas laisser passer ce débat sans faire valoir les intérêts majeurs de la considération due aux médecins, p. 1269, 1270. — Renonce à la parole, p. 1271. — Art. 13bis. Appuie les arguments du ministre, qui combat cette disposition, p. 1272.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1932. Dépose le rapport sur ce budget, p. 1057. — Discussion générale. Discours : Bien qu'il soit presque inutile, étant données les compressions apportées aux budgets, de les discuter, estime que, pour le budget en discussion où des questions importantes trouvent leur place, sans entraîner de majoration de crédits, il peut être fait exception; précise donc certaines observations contenues dans les rapports des commissions de l'intérieur et de l'hygiène relativement aux budgets de 1931 et de 1932 en y ajoutant quelques réflexions personnelles; exprime notamment le souhait de voir le ministre de l'intérieur reprendre toute l'ampleur de ses pouvoirs, afin qu'il puisse protéger les communes contre les exigences de certains autres départements; termine en déclarant que, en ce qui concerne les ressources pour protéger la santé publique, il est certain que, malgré tout, le parlement les mettra à la disposition du ministre, p. 1188 à 1191. — Observations, p. 1197, 1206, 1208.

## Demets, sénateur de Bruxelles.

Doc. — Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. — Rapport n° 6.  
Projet de loi complétant la loi du 25 août 1919 relative à l'octroi des chevrons de front. — Rapport, n° 98.

Ann. — Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Dépose le rapport sur ce budget, p. 5. — Discussion générale. Observations, p. 30, 35. — Discours : Répond aux observations présentées, notamment à celles de M. Demoulin concernant les maladies professionnelles, puis traite particulièrement la question du chômage et termine son discours en demandant que, partout où la chose serait possible, on remplace le secours-chômage par un salaire alloué pour un travail productif, p. 40-41. — Observations, p. 42, 46, 47, 61, 64, 65, 102. — Discours : Justifie son amendement et défend à cette occasion l'attitude de M. Wauters en ce qui concerne la révocation des agents auxquels on propose de venir en aide, p. 105. — Observations, p. 106, 107. — Discussion des articles réservés. Articles 124 et 139. Observations, p. 125. — Art. 19. Donne lecture du rapport de la commission, rapport complémentaire qui conclut à la suppression du crédit inscrit à cet article, p. 128. — Discours : Déclare à son tour que, les déclarations des ministres donnant satisfaction, étant donné que M. Heyman, m. i. t. p. s., a promis de faire, endéans les six mois, un rapport sur l'utilisation des crédits mis à sa disposition, p. 132.

Proposition de loi relative à la police du roulage. Proposition d'ajournement. Observations, p. 162. — Discussion générale. Discours. Développe notamment les motifs pour lesquels il estime que le problème de la circulation est un problème d'éducation; insiste pour que l'on fasse l'éducation des écoliers en cette matière et pour que des leçons de circulation soient données dans toutes les écoles normales; défend notamment l'obligation du permis de conduire, estime ensuite que le paiement immédiat de l'amende sera un véritable progrès, approuve la possibilité de prendre des arrêtés pour régler éventuellement la circulation des piétons et combat la limitation à 12 tonnes du poids des véhicules, puis termine en souhaitant l'adoption du projet, p. 508 à 511. — Répond brièvement aux observations de M. le comte de Brouchoven de Bergeyck, p. 515. — Vote en seconde lecture. Art. 4. Pose une question en ce qui concerne la responsabilité du patron au sujet de l'état de santé de son chauffeur, p. 599. — Art. 8. Propose de remplacer, au 6<sup>e</sup> alinéa, le mot « devra » par le mot « pourra », estimant que cela donnera un ton plus modéré à la loi qui n'a pas pour but de persécuter les usagers de la route, mais bien de les protéger contre les abus, p. 600. — Discussion au sujet de la définition des termes « en état d'ivresse ». Discours, p. 601. — Observations, p. 603. — Déclare ne pas insister sur son amendement, p. 603. — Art. 11. Estime qu'il y a lieu de préciser que l'amende de 50 francs indiquée à cet article ne sera pas multipliée par 7, p. 604.

Budget des dotations pour 1932. S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 228.

Interpellation de M. Lindekens relative au mariage des officiers. Observations, p. 259.

Budget de la défense nationale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 379, 395. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 413. — Art. 39. Défend le sous-amendement qu'il présente avec M. Pierlot et qui consiste à étendre aux écoles civiles d'aviation de Gossehes et de Saint-Hubert le bénéfice du crédit proposé par amendement par le ministre pour l'école d'aviation de Deurne lez-Anvers, p. 419, 420.

Budget des finances et interpellation de M. Beauduin sur la question des alcools luxembourgeois. Discussion générale. Observations, p. 455.

Projet de loi portant révision de la législation sur les services publics d'autobus et d'autocars. Discussion générale. Observations, p. 668. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 685.

Budget de l'agriculture pour 1932. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce budget, p. 780.

Projet de loi établissant des mesures temporaires destinées à maintenir l'équilibre budgétaire. Discussion générale. Discours : Défend les droits des anciens combattants en matière de chevrons de front, p. 862.

Annnonce du décès de M. Martens, sénateur provincial de la Flandre occidentale. Discours, p. 912.

Projet de loi complétant la loi du 25 août 1919 relative à l'octroi des chevrons de front. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1015. — Discussion générale. Discours : Défend le projet tel qu'il est transmis par la Chambre, estimant que le chevron de front n'est pas une récompense de bravoure, mais une attestation de présence au front; estime, tout en considérant que la loi ne doit pas avoir une interprétation élargie, qu'il faut cependant en préciser l'interprétation pendant la discussion en cours, p. 1175. — Discours : Estime que, d'après la jurisprudence qui vient d'être définie par le ministre l'on obtient des satisfactions importantes et prie le Sénat d'admettre le projet tel qu'il a été voté par la Chambre, p. 1181. — Observations, p. 1182.

## Demets (suite)

- Budget des transports pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1086.
- Projet de loi portant interprétation des lois coordonnées sur la réparation des dommages de guerre. Discussion générale. Discours : En opposition avec les observations développées par M. Legrand relativement aux indemnités de remploi, déclare, de science personnelle, que l'indemnité de remploi a été refusée à des commerçants pour des marchandises qu'ils devaient remplacer, l'indemnité qui leur a été accordée étant la valeur de 1914, p. 1285. — Observations, p. 1285.
- Proposition de loi étendant aux sociétés coopératives certaines dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Discussion générale. Discours : Estime que la proposition de suppression de l'article 1<sup>er</sup> détruit, dans une certaine mesure, l'économie du projet et développe les motifs pour lesquels il croit que l'opinion du ministre est basée sur un malentendu, p. 1293. — Observations au sujet de la suite de la discussion, p. 1294. — Un amendement (art. 2 nouveau) venant d'être présenté par le gouvernement, déclare que l'amendement proposé par le gouvernement répond exactement aux préoccupations des auteurs de la proposition primitive; estime donc qu'on pourrait voter immédiatement, p. 1300.
- Projet de loi modifiant l'article 33 de la loi organique de l'enseignement primaire relatif aux écoles gardiennes. Discussion générale. Discours : Tout en estimant que le projet ne répond qu'imparfaitement au but proposé, et qu'on se trouve en présence d'une loi de façade, retire pourtant l'amendement qu'il avait présenté, se réservant de le représenter sous forme de proposition de loi, p. 1372, 1373.
- Projet de loi apportant des modifications à la classification des communes. Discussion générale. Observations, concernant l'orthographe des communes, p. 1431, 1432.
- Projet de loi modifiant les lois relatives à l'impôt sur les revenus et celles relatives à la propriété industrielle. Discussion des articles. Art. 5. Observations au sujet de l'interprétation et de l'application de cet article, p. 1437 à 1439. — Déclare qu'il vote contre cet article, p. 1439.
- Interpelle M. le ministre de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale au sujet du retard apporté à la liquidation de subsides dus aux fédérations mutualistes. Par motion d'ordre, annonce que les crédits supplémentaires qui viennent d'être votés permettant de liquider ces subsides, l'objet de son interpellation vient à disparaître et qu'il la retire; exprime pourtant son regret du retard qui a été apporté à la liquidation de ces subsides, p. 1456.
- Projet de loi autorisant certaines opérations d'emprunt et de trésorerie. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1574.

## de Mévius (Baron), sénateur de Namur et Dinant-Philippeville.

- Doc.* — Projet de loi contenant le budget des voies et moyens pour l'exercice 1932 ainsi que des dispositions relatives au fonds spécial de prévision monétaire et à la Caisse centrale de prévoyance des secrétaires communaux. — Budget de la dette publique pour l'exercice 1932. — Rapport, n° 30.
- Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1932. — Rapport, n° 34.
- Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1932. — Rapport, n° 84.
- Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de 1932. — Rapport, n° 123.
- Proposition de loi autorisant la Compagnie intercommunale bruxelloise des Eaux à remplacer par des griffes les signatures devant figurer sur les titres de ses emprunts. — Rapport, n° 136.
- Projet de loi autorisant le gouvernement à conclure une convention avec la Banque nationale de Belgique. — Rapport, n° 151.
- Projet de loi domaniale. — Rapport, n° 182.
- Projet de loi autorisant le gouvernement à accorder la garantie de l'Etat à des emprunts à émettre à l'étranger par le Crédit communal. — Rapport, n° 195.
- Ann.* — Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. Observations tant au sujet des propositions en présence pour la discussion qu'au sujet de la demande d'appel nominal sur la proposition d'ajournement faite par le gouvernement, p. 20.
- Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 59, 82.
- Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Observations à l'occasion d'un fait personnel de M. Volckaert au sujet du discours qui vient d'être prononcé par M. Segers, p. 245.
- Budget de la dette publique pour l'exercice 1932. Dépose le rapport sur ce budget, p. 260.
- Budget des voies et moyens pour l'exercice 1932 et dispositions relatives au fonds spécial de prévision monétaire et à la Caisse centrale de prévoyance des secrétaires communaux. Dépose le rapport sur ce budget, p. 260.
- Annonce du décès de M. Golenvaux, sénateur coopté. Discours, p. 270.

## de Mévius (baron) (suite)

- Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de 1932. L'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, qui conclut à l'adoption du projet, p. 308.
- Interpellation de M. Vinck au sujet du refus d'approbation du budget de la province de Brabant. Observations, p. 523.
- Budget des affaires étrangères et, interpellation de M. Mullie relative à l'accord commercial de 1928 avec la France. Discussion générale. Observations, p. 534, 537, 567. — Observations au sujet de la suite du débat, p. 568.
- Proposition de loi relative à la police du roulage. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 545. — Discours : Appuie les observations de M. le vicomte Berryer en ce qui concerne les cyclistes; estime que ceux-ci devraient être contraints de porter une lumière à l'arrière de leur machine, p. 546. — Art. 4. Observations, p. 547. — Art. 6. Observations, p. 549. — Art. 11. Observations, p. 554. — Art. 14. Suggère, à l'occasion de cet article, que certaines personnes honorablement connues aient le droit d'aider à la surveillance des routes, p. 554, 555. — Vote en seconde lecture. Art. 8. Discussion au sujet de la définition des termes « en état d'ivresse ». Observations, p. 601.
- Budget de l'agriculture pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 657, 659, 715, 716. — Discours : Tout en estimant que tout a été dit, notamment par les membres particulièrement compétents en questions agricoles, tient pourtant à insister pour que le gouvernement et le Sénat comprennent à quel point la crise agricole est terrible; proteste contre l'erreur que l'on répand dans un but politique et qui tend à faire croire que, si les propriétaires renonçaient momentanément à leurs fermages, la prospérité renaîtrait dans la classe paysanne, tout en blâmant les propriétaires qui abusent du taux de ces fermages; traite ensuite particulièrement la question de l'élevage des chevaux de pur sang et de demi-sang, ainsi que celle des agences de paris et de la redevance à remettre aux sociétés d'encouragement de l'élevage, p. 742 à 744. — Observations, p. 744, 758, 766.
- Interpellation de M. Dochen sur la situation difficile créée aux communes par une circulaire ministérielle du 18 février 1932. Discours : Au nom de la province de Namur, proteste contre cette circulaire, p. 679.
- Projet de loi établissant des mesures temporaires destinées à maintenir l'équilibre budgétaire. Discussion générale. Discours : Parle des réductions de pension en ce qui concerne les petits pensionnés, puis traite la question de l'élevage des chevaux de pur sang et de demi-sang et des courses de chevaux; termine en faisant ressortir le montant des sacrifices que l'on demande à l'industrie brassicole, p. 848-849.
- Projet de loi relatif à l'emploi des langues en matière administrative. Discussion générale. Observations, p. 1136.
- Proposition de loi autorisant la Compagnie intercommunale bruxelloise des eaux à remplacer par des griffes les signatures devant figurer sur les titres de ses emprunts. Dépose le rapport sur cette proposition de loi, en fait remarquer l'urgence, demande à pouvoir donner lecture de son rapport et, l'urgence étant déclarée, donne lecture de ce rapport, p. 1252. — Déclare que la commission est d'accord sur la remise de la discussion au lendemain, p. 1252. — Discussion générale. Déclare que la commission accepte l'amendement de M. Huysmans, p. 1283.
- Projet de loi autorisant le gouvernement à conclure une convention avec la Banque nationale. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1321. — Discussion générale. Discours : Fait remarquer que ce projet a beaucoup trop passionné certaines personnes et que d'énormes exagérations ont été commises; résume la portée exacte de la convention en discussion et termine en estimant qu'il peut, au nom de la commission, engager le Sénat à adopter purement et simplement le projet transmis par la Chambre, p. 1386. — Observations, p. 1387 à 1389, 1393, 1397. — Discours : Répond aux observations qui ont été développées, fait remarquer que la proposition d'imposer à la Banque nationale le « Gold Bullion exchange » devrait faire l'objet d'un projet distinct qui n'a rien à voir avec le projet en discussion; qu'il s'agit à ce moment de sauvegarder le crédit du grand institut d'émission belge, que ceci est une question d'équité et d'intérêt national; prie donc le Sénat de voter le projet ainsi que le lui propose la commission, p. 1398. — A la suite d'observations du baron de Dorlodot, fait remarquer que, après l'expérience qui a été faite, il n'y a plus de danger de la voir renouveler, car on connaît la sagesse avec laquelle la Banque nationale est gérée; persiste donc dans les conclusions de son rapport, p. 1398. — Insiste, ainsi que vient de le faire M. Renkin, p. m., m. f., afin que le Sénat vote le projet sans le renvoyer à la commission; estime qu'il est urgent et important de ramener la confiance et que, après les discours du premier ministre, tout le monde a ses apaisements, p. 1410. — M. le baron de Dorlodot demandant la parole sur l'article 3, après le vote des articles du projet de loi, fait remarquer qu'il y a un article 3 dans la convention, p. 1411.
- Motion d'ordre de M. Hénault relative à l'examen des mesures à prendre en faveur des agriculteurs. Demande que les mesures utiles soient prises avant les vacances, p. 1322.

**de Mévius (baron) (suite)**

Projet de loi domaniale. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1413.

Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi relative aux pensions de vieillesse. Discussion générale. Observations, p. 1511, 1513.

Projet de loi autorisant le gouvernement à accorder la garantie de l'Etat à des emprunts à émettre à l'étranger, par le Crédit communal de Belgique. Donne lecture de son rapport sur ce projet, p. 1532. — Discussion générale. Discours : Tient à ajouter à son rapport que, dans la pensée de la commission, il est entendu que le vote du projet en discussion maintient entier le droit pour le ministre des finances d'autoriser, le cas échéant, l'emprunt à lots envisagé par le Crédit communal, p. 1532.

**de Moflarts (baron), sénateur d'Arion-Marche-Bastogne et Neufchâteau-Virton.**

**Ann.** — Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts; statut définitif. Discussion tant au sujet de la suite du débat qu'au sujet de la proposition de renvoi à la commission. Observations, p. 119. — Reprise de la discussion générale. Demande que le gouvernement fasse connaître son sentiment avant que d'autres orateurs prennent la parole, p. 120. — Discours : Rémercie le ministre de ses déclarations, estime comme lui que la loi de cadenas qui a été appliquée pendant dix ans a donné de bons résultats; estime qu'il y a un point important qui doit être réexaminé : celui de la commission d'appel, p. 121-122. — Discours : Développe certaines observations se rapportant : 1° à la modification proposée par le gouvernement à l'article 1<sup>er</sup>; 2° à la modification proposée à l'article 3 en vue d'appliquer la loi aux petites propriétés; termine en appuyant l'amendement proposé par M. Pierlot en ce qui concerne l'appel, p. 150-151.

Projet de loi prorogeant la loi de cadenas pour la protection des bois et forêts. Discussion au sujet de l'opportunité de poursuivre la discussion du projet relatif au statut définitif, du renvoi de ce projet à la commission et du vote éventuel de la loi de prorogation. Observations, p. 119.

Budget des dotations pour 1932. Discussion des articles. Art. 2. Rappelle qu'il a exposé l'année précédente les motifs pour lesquels il considère comme contraire à la Constitution la multiplication par le coefficient 7 de l'indemnité sénatoriale, alors que l'indemnité des membres de la Chambre n'a été multipliée que par le coefficient 3 1/2; ne veut pas revenir sur cette question qui a été tranchée l'année précédente, mais déclare qu'il s'abstiendra au vote sur le budget, p. 201.

Budget des finances et interpellation de M. Beauduin sur la question des alcools luxembourgeois. Discussion générale. Discours : Attire l'attention du ministre sur la nouvelle péremption des bâtiments ruraux; traite ensuite brièvement la question du tabac, remercie le ministre des améliorations apportées au régime fiscal, en ce qui le concerne; parle de la culture des betteraves, du froment et termine en demandant que l'on autorise les communes à ajourner les travaux non urgents, p. 460.

Budget de l'agriculture pour 1932. Discussion générale. Discours : Commence par traiter la question agricole en général, reprenant certains des points soulevés par M. Limage dans son excellent rapport, puis parle de certaines cultures intéressantes particulièrement la province de Luxembourg, la laiterie, les pommes de terre, le tabac et termine en traitant la question des bois, p. 713 à 717. — Observations, p. 736. — Observations au sujet d'un incident relatif à des propositions de M. Dierckx, p. 769.

Budget des transports pour 1932. Discussion générale. Discours : Commence par se rallier à l'exposé si exact fait par le baron van Zuylen, en ce qui concerne l'importation des bois étrangers; déclare qu'il se rallie également aux considérations qui seront émises par M. Mullie en ce qui concerne les tarifs de transports appliqués aux produits agricoles, puis traite la question des adjudications faites par la Société nationale des chemins de fer en ce qui concerne les bois à employer par cette société, insiste pour que le ministre traite dans l'avenir la sylviculture de la même manière que les autres industries belges, puis traite certains points spéciaux concernant son arrondissement, p. 1080 à 1082. — Discours : Au nom de M. Pierlot, obligé de se rendre à Anvers, donne lecture d'une note de ce dernier, attirant la bienveillante attention du ministre sur la question de la ligne Bertrix-Muno et insistant pour qu'il soit donné une compensation aux innombrables déceptions éprouvées par les riverains de cette ligne; déclare faire siennes les considérations émises par M. Pierlot, p. 1097-1098.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues en matière administrative. Discussion générale. Discours : Bien que les déclarations faites par M. Vermeylen, au nom du groupe socialiste, et par M. Lebon, au nom de la droite flamande, et annonçant que ces groupes rejetteraient tous les amendements et voteraient le projet ne laissant aucun doute quant au résultat final de la discussion en cours, indique les motifs pour lesquels il ne pourra émettre un vote affirmatif

**de Moflarts (baron) (suite)**

si le projet n'est pas amendé, p. 1142, 1143. — Discussion des articles. Art. 4, § 3. S'abstient au vote sur l'amendement de M. Segers, p. 1163.

Projet de loi concernant l'acquisition, la perte et le recouvrement de la nationalité. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1455.

Projet de loi relatif au tarif des douanes. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1455.

Projet de loi modifiant les lois relatives à l'impôt sur les revenus ainsi que celles relatives à la propriété industrielle. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1455.

Projet de loi autorisant des régularisations, des transferts et allouant des crédits supplémentaires pour 1930, 1931 et 1932. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1455.

Projet de loi approuvant certains arrangements entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la France. Discussion générale. Discours. Déclare que, afin de ne pas allonger le débat, il enverra par écrit au ministre les observations qu'il comptait développer devant le Sénat; critique la politique agricole du ministre, estimant que celui-ci s'est fait davantage l'avocat des pays étrangers que celui de la Belgique; se joint à une déclaration faite le dimanche précédent par M. Merget aux agriculteurs, annonçant que, si la politique agricole du ministre ne changeait pas, les représentants de l'agriculture ne feraient plus confiance au gouvernement, p. 1530.

**Demoulin, sénateur de Charleroi et Thuin.**

**Ann.** — Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion générale. Discours : Traite la question des maladies professionnelles, particulièrement en ce qui concerne les ouvriers mineurs; demande que des mesures soient prises en leur faveur, p. 37 à 40. — Observations, p. 55, 59.

Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 201.

Budget des finances et interpellation de M. Beauduin sur la question des alcools luxembourgeois. Discussion générale. Observations, p. 458. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 489.

Projet de loi sur la protection morale de l'enfance. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 932.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1194.

Projet de loi modifiant la compétence des juges de paix en matière de dégâts miniers. Discussion générale. Observations, p. 1288.

Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque Nationale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1413.

**De Nauw, sénateur d'Audenarde et Alost.**

**Ann.** — Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 190.

Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 201.

Projet de loi sur la protection morale de l'enfance. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 932.

Interpellation de M. Ronvaux au sujet du retard apporté à l'examen des dossiers et au paiement des pensions de vieillesse et des allocations aux estropiés. Observations, p. 998.

Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque Nationale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1413.

**Dens, sénateur d'Anvers, ministre de la défense nationale, démissionnaire de ces fonctions, le 18 mai 1932.**

**Ann.** — Interpellation de M. Lindkens sur le veto mis par le ministre au mariage projeté du lieutenant de réserve Louis Ryckebœr, docteur en droit à Bruxelles, avec M<sup>lle</sup> Van Vinckenray, de Maeseyck, veto qui a été notifié à l'hôtel de ville de Maeseyck trois jours avant celui fixé pour le mariage, soit le 24 octobre. Discours : Répond à l'interpellation, p. 256 à 259. — Observations, p. 260. — Fait remarquer que l'ordre du jour présenté par M. Van Dieren n'est pas recevable, le Sénat ne pouvant se prononcer contre l'application d'une loi, et que si l'on veut retirer au gouvernement le droit de se prononcer sur l'opportunité du mariage des officiers de réserve ou des officiers en activité, il faut que l'on dépose une proposition de loi qui permette d'examiner la question dans son ensemble, p. 260.

Budget de la défense nationale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 374. — Discours : Répond aux observations présentées; estime qu'une idée se dégage du débat qui vient de se produire, c'est que tous désirent la paix et sa consolidation; estime que tous les délégués qui iront à Genève s'y rendront avec la ferme intention de collaborer à l'œuvre de paix qui s'y poursuit, mais qu'il ne faut pas pourtant que cette attitude fasse négliger l'important problème de la défense nationale dont dépend la sécurité du pays. Déclare être d'avis

## Dens (suite)

qu'il faut arrêter, coûte que coûte, la course aux armements, mais qu'il faut tenir compte des situations existantes et prendre les mesures nécessaires pour sauvegarder la liberté de la Belgique; parle notamment de la question de l'aviation militaire, p. 374 à 381. — Observations, p. 388, 395. — Observations (par interruptions) à l'occasion d'un discours de M. Volckaert, p. 397, 398. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Discours : Répond aux discours qui ont été prononcés, p. 409 à 414. — Observations, p. 414. — Art. 13. Répond aux observations de M. le baron de Dordot concernant l'insuffisance de l'examen médical des miliciens avant leur admission au service et fait notamment remarquer que l'autorité militaire n'a aucun moyen d'action sur les médecins civils que la loi prescrit d'adjoindre aux médecins militaires pour l'examen des miliciens, p. 418. — Art. 34. Répond à M. Lebon au sujet de la question de l'enceinte d'Anvers, p. 418, 419. — Art. 39. M. Demets défendant le sous-amendement qu'il présente avec M. Pierlot, et qui consiste à étendre aux écoles civiles d'aviation de Gosselies et de Saint-Hubert le bénéfice du crédit proposé par amendement par le gouvernement pour l'école d'aviation de Deurne-lez-Anvers, déclare que si les crédits des écoles civiles d'aviation ont été supprimés, c'est par suite de la nécessité de réduire les dépenses; que l'amendement du gouvernement a alors été déposé parce que les économies réalisées ont permis de disposer d'une somme de 500.000 francs qui a été destinée à celle des écoles civiles qui offrait le plus d'intérêt pour l'aviation militaire; fait diverses observations à l'appui de sa déclaration mais se rallie pourtant au sous-amendement de MM. Pierlot et Demets sous certaines conditions qu'il indique, p. 420. — Fait encore diverses observations, p. 421.

**Descamps (baron),** sénateur de Louvain, deuxième vice-président du Sénat.

*Doc.* — Projet de loi approuvant le traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire, signé à Sofia, le 23 juin 1931, entre la Belgique et la Bulgarie. — Rapport, n<sup>o</sup> 134.

*Ann.* — Prononce un discours à l'occasion de l'ouverture de la session ordinaire de 1931-1932, exprime l'espoir de voir bientôt M. Magnette reprendre ses fonctions et donne lecture d'une lettre de ce dernier, dont la santé n'est pas encore suffisamment rétablie pour assister à la séance d'ouverture, p. 3. Réélu, par acclamations, deuxième vice-président du Sénat, p. 4.

Proposition de loi prorogeant certaines dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. M. Van Roosbroeck insistant sur l'urgence de cette proposition de loi, estime que les budgets doivent avoir la priorité, p. 110.

Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. Discussion générale. Discours : Commence par se déclarer d'accord au sujet des idées développées par M. Pierlot, mais suggère de recourir à l'arbitrage plutôt qu'à l'institution d'un organisme permanent qui ne fonctionnera peut-être pas, p. 153-154. — Discussion des articles. La remise au mardi suivant étant proposée, suggère que la commission examine les amendements importants présentés par le gouvernement, la proposition de M. Pierlot et peut-être une indication d'arbitrage qu'il a lui-même formulée, p. 154.

Proposition de loi relative à la police du roulage. Discussion au sujet de la proposition d'ajournement. Discours : Déplore les propositions successives d'ajournement de projets élaborés par les commissions du Sénat, et propose, en faisant à son tour remarquer l'urgence de la question, l'ajournement à deux mois, c'est-à-dire à février, p. 166.

Proposition de loi interprétative de l'arrêté royal du 25 novembre 1815. (Tableaux de Tournai.) Discussion générale. Observations, p. 579.

Manifestation en son honneur : Répond aux discours qui lui ont été adressés par M. le président Magnette, et par M. Tschöffen, m. c., au nom du premier ministre, appelé à l'étranger, p. 1138 à 1140.

Projet de loi approuvant le traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire, signé à Sofia, le 23 juin 1931, entre la Belgique et la Bulgarie. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1252.

Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque Nationale. Discussion générale. Le renvoi à la commission étant proposé, estime que le vote sur cette proposition devrait être remis au lendemain, à 3 heures, p. 1398.

Demandes de naturalisation transmises par la Chambre : Discussion sur les propositions de discussion d'urgence ou d'ajournement. Discours : Comme président de la commission des naturalisations, estime que, si un nombre considérable de sénateurs demandent l'ajournement afin de pouvoir examiner les dossiers, il est difficile de le leur refuser, mais attire l'attention du Sénat sur la nécessité de procéder à une réforme en ce qui concerne la procédure suivie pour l'examen des naturalisations dans les deux Chambres, p. 1415.

**de Spot,** sénateur de Furnes-Tixmude-Ostende.

*Doc.* — Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et des téléphones pour l'exercice financier 1932-1933. — Rapport, n<sup>o</sup> 68.

Budget des postes, télégraphes et téléphones pour 1932. — Rapport, n<sup>o</sup> 89.

Projet de loi modifiant la loi postale du 30 mai 1879. — Rapport, n<sup>o</sup> 133.

*Ann.* — Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale. Discussion générale. Discours : Joint ses observations à celles déjà présentées en ce qui concerne le retard apporté au paiement des pensions de vieillesse et suggère certaines mesures pour y remédier, p. 95.

Circulation : Par motion d'ordre, se plaint de certaines entraves apportées à la circulation, entraves qu'il estime être parfois exagérées à dessein, notamment au pont du Pélican, à Nieuport, p. 305.

Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et des téléphones pour l'exercice 1932-1933. — Donne lecture, en français et en flamand, de son rapport sur ce projet de loi, p. 594. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 596.

Budget des postes, télégraphes et téléphones pour 1932. Dépose le rapport sur ce budget, p. 915.

Budget des transports pour 1932. Discussion générale. Discours : Traite trois questions : 1<sup>o</sup> celle des améliorations à apporter aux communications ferroviaires entre les grands centres et les plages de l'Ouest; 2<sup>o</sup> celle de la situation pénible de la pêche; 3<sup>o</sup> celle de la marine, p. 1062 à 1065.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1932. Discussion générale. Discours : Demande au ministre d'examiner la note qu'il lui a transmise en faveur des pompiers, notamment au sujet des distinctions honorifiques ainsi que des pensions et demande l'institution d'une commission pour l'achat de matériel moderne, par les communes, p. 1212.

Projet de loi modifiant la loi postale du 30 mai 1879. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1237.

**Despret,** sénateur coopté.

*Ann.* — Budget des finances et interpellation de M. Beauduin sur la question des alcools luxembourgeois. Discussion générale. Discours : Estime que le pays sera satisfait de la discussion du budget des finances par le Sénat, que les discours prononcés par le rapporteur, par M. A. Huysmans et par le baron Houtart, m. f., ont été très bien; déclare donc qu'il ne prend la parole que pour souligner un fait regrettable, déjà signalé par le ministre, c'est que le budget de 1931, qui était en équilibre quand on l'a présenté, ne l'est plus à ce moment; que le déficit devra être comblé par un emprunt, que ceci est un principe qui ne vaut rien, estime qu'il importe, en vue de faciliter l'emprunt, de constater les causes de ce déficit, car l'emprunt doit réussir; souhaite que les grands, les moyens et les petits y souscrivent avec empressement; parle ensuite de la question des impôts et estime que, tout le monde, à l'exception de ceux qui vivent à la charge de la collectivité, devraient être au moins légèrement imposés en matière d'impôts directs; déclare ensuite, en son nom personnel, estimer que l'on devrait réduire les traitements des fonctionnaires et agents de l'Etat, demande que le gouvernement fasse une déclaration qui donnera satisfaction au peuple belge, comme la déclaration faite par M. Mac Donald a donné satisfaction au peuple anglais; termine en souhaitant que le peuple belge fasse preuve du même courage dont le peuple anglais donne à ce moment l'exemple, p. 456 à 459. — Observations, p. 463. — Discussion des articles du budget des finances. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 492, 493.

Proposition de loi interprétative de l'arrêté royal du 25 novembre 1815. Discussion générale. Observations, p. 528. — Discours : Commence par rappeler les rétroactes de la question depuis le transport, en 1794, des tableaux à Paris, puis développe les motifs pour lesquels il estime qu'il est impossible que le Sénat admette la proposition de loi en discussion, la haute assemblée ne pouvant donner des ordres au ministre des sciences et des arts, celui-ci étant, dans l'espèce, dans la plénitude de ses pouvoirs, ayant été saisi par la ville de Tournai d'une demande basée sur un droit civique et ayant donné à cette demande la solution qu'il a cru devoir lui donner; que, par conséquent, le parlement ne peut se substituer au chef du pouvoir exécutif et que la ville de Tournai n'a donc pas d'autre moyen à sa disposition que le recours au Roi, p. 577 à 580. — Observations, p. 585.

Projet de loi instituant des sociétés privées à responsabilité limitée. Discussion générale. Discours : Appuie la proposition de M. Van Coillie tendant au renvoi du projet et des amendements à la commission, et exprime à cette occasion l'avis qu'il faudrait un organisme plus permanent que les commissions : organisme qui comprendrait des spécialistes des questions juridiques; déclare que, si le Sénat se rallie au renvoi, il ne prendra pas la parole à ce moment, mais que, si la proposition de renvoi n'était pas admise, il aurait certaines considérations à exposer, p. 930. — Des observations étant faites à

## Despret (suite)

l'occasion d'une proposition de renvoi à la commission, estime que le projet ne pourra pas être repris avant une quinzaine de jours, p. 931. — Reprise de la discussion générale. Discours : Commence par indiquer, en raccourci, au Sénat, ce qu'est la législation belge sur les sociétés, et se plaît à faire remarquer que la Belgique a toujours été en avance dans ce domaine, au point de vue juridique et législatif, sur les autres nations; déclare que pourtant l'on n'avait pas songé aux sociétés qui font l'objet du projet en discussion; traite ensuite la question de la dénomination des dites sociétés et combat toutes les dénominations proposées antérieurement; demande qu'on les dénomme « Sociétés à responsabilité limitée », motive sa proposition et prie le Sénat de la sanctionner, p. 932 à 934. — Observations, p. 934, 935. — En réponse à M. Tschoffen, maintient sa proposition quant à la dénomination, p. 935, 936. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Intitulé. Observations, p. 980.

Projet de loi approuvant la convention pour le règlement des créances commerciales entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Hongrie. Discussion générale. Observations, p. 1234.

## Dessain (chevalier), sénateur de Malines et Turnhout.

*Ann.* — Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Discours : Demande que l'on n'insiste pas à ce moment pour imposer aux petites communes des travaux onéreux pour les bâtiments scolaires et insiste sur l'idée qu'il a déjà émise tendant à réunir, dans un seul département tout ce qui a trait à l'enseignement, p. 185-186. — Observations, p. 231, 242.

Proposition de loi prorogeant certaines dispositions relatives aux baux à loyer. Discussion générale. Observations, p. 272.

Budget de la défense nationale pour 1932. — Discussion générale. Observations, p. 392.

Budget des travaux publics pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 640. — Discours : Se réserve de parler du tracé du canal Albert lors de l'examen du budget extraordinaire; se contente donc de réclamer la signature d'une convention intervenue entre la ville de Malines et l'Etat, puis parle de la situation du pont de Boom, p. 644.

Projet de loi portant révision de la législation sur les services publics d'autobus et d'autocars. Discussion générale. Discours : Demande comment l'on fera pour appliquer la loi aux autobus et autocars faisant le service des marchés, p. 670.

Interpellation de M. Dochen sur la situation difficile créée à bon nombre de communes par une circulaire ministérielle du 18 février 1932. Observations, p. 686.

Budget extraordinaire pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 781.

Budget de la justice pour 1932. Discussion générale. Discours : répond aux critiques dirigées contre lui par M. Van Roosbroeck dans son discours, en ce qui concerne son attitude au conseil communal de Malines, relativement à la question des loyers; parle ensuite de photographies exposées dans les halls de cinémas, à Malines, photographies qui ne peuvent être exposées là où des enfants ont accès et termine en demandant qu'il soit procédé, sans plus de retard, à la nomination de juges de paix à Malines, un seul juge étant, à ce moment, chargé de trois justices de paix, p. 886. — Observations, p. 887, 888.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues en matière administrative. Discussion des articles. Art. 4, § 3. Observations, p. 1153. — Art. 13. Observations, p. 1170.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1199. — Discours : Appuie certaines des considérations émises par M. Vinck au sujet des communes, estime notamment que ce qui est l'origine des difficultés des communes tient peut-être au parlement lui-même qui a trop tardé à prendre les mesures fiscales intéressant les communes, ou même en a prises qu'il aurait mieux valu ne pas prendre; suggère certaines mesures tendant à majorer les tarifs de consommation d'eau; parle ensuite du lac d'Hofstade; termine en parlant des subsides pour les œuvres de l'enfance et de l'amendement présenté à ce sujet par M<sup>me</sup> Spaak et par M<sup>m</sup> la vicomte Berryer et l'uysmans, p. 1200, 1201. — Observations, p. 1209.

Projet de loi autorisant le gouvernement à accorder la garantie de l'Etat à des emprunts à émettre à l'étranger par le Crédit communal de Belgique. Discussion générale. Discours : Estime que l'on doit accepter l'offre qui est faite, mais conjure le gouvernement de permettre au Crédit communal de faire un emprunt à lots à l'intérieur du pays, étant assuré que cet emprunt aurait un plein succès, p. 1532.

## de Steenhault de Waerbeek (baron), sénateur de Bruxelles.

*Ann.* — Budget des finances et interpellation de M. Beauduin sur la question des alcools luxembourgeois. Discussion générale. Observations, p. 476.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues en matière administrative. Discussion des articles. Art. 4, § 3. S'abstient au vote sur l'amendement de M. Segers, p. 1163.

## Dewaele, sénateur de Roulers-Thielt.

*Ann.* — Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 31. Discours : Traite la question du chômage, cite le grand nombre de chômeurs qu'il y a dans sa région, proteste ensuite contre la demande de M. Gravez tendant à interdire le travail des femmes mariées dans les fabriques, p. 33-34. — Observations, p. 47, 61, 76. — Discours : Parle des infractions à la loi des huit heures et signale la situation lamentable des fonds de chômage dans le sud de la Flandre occidentale, p. 90, 91. — Discussion des articles. Art. 104 et 139 réunis. Discours : Parle des décisions prises par le Fonds national de crise, p. 127. — Par motion d'ordre, après le vote du budget, fait une rectification aux *Annales parlementaires* en ce qui concerne une décision prise par le Fonds de crise relativement aux suppléments à payer aux chômeurs par les caisses dont les fonds sont épuisés et une promesse faite par le ministre à ce sujet, p. 189.

Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 201.

Budget des finances pour 1932. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 486.

Motion d'ordre de M. Hénault relative à l'examen des mesures à prendre en faveur des agriculteurs. Observations, p. 1322.

Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque nationale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1413.

Interpellation de M. Vande Moortele au sujet de l'application de certains arrêtés royaux relatifs au chômage. Observations, p. 1580.

## d'Huart (baron), sénateur de Namur et Dinant-Philippeville, secrétaire du Sénat.

*Ann.* — Réélu, par acclamation, secrétaire du Sénat, p. 4.

Budget de l'agriculture pour 1932. Discussion générale. Discours : Appelle l'attention des membres du Sénat qui, ayant la charge d'autres intérêts, ne connaissent qu'incomplètement la terrible détresse des travailleurs de la terre, sur la situation poignante dans laquelle se trouve l'agriculture et termine en déclarant qu'il ne demande pas une situation privilégiée pour les agriculteurs, mais bien que le gouvernement prenne les mesures nécessaires pour les sauver de la ruine, mesures pour lesquelles il est certain que le parlement le suivra, p. 687, 688. — Observations, p. 753.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues en matière administrative. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1178.

Motion d'ordre de M. Hénault relative à l'examen des mesures à prendre en faveur des agriculteurs. Observations, p. 1324.

Fixation de l'ordre du jour (20 juillet). Observations au sujet de la suite des travaux et du groupement des votes, p. 1532.

## Dierckx, sénateur de Bruxelles.

*Doc.* — Projet de loi relatif à l'emploi des langues en matière administrative. — Amendements, n° 100.

*Ann.* — Projet de loi concernant l'étude des langues modernes dans l'enseignement moyen du degré supérieur. Discussion générale. Observations, p. 9, 10. — Discours : Commence par répondre à l'incident personnel soulevé par M. Lebon et pose à cette occasion une question au ministre et au rapporteur afin de savoir ce qui a été prévu pour amener l'enseignement libre à respecter les statuts linguistiques dans la partie de l'enseignement libre qui ne conduit pas jusqu'à la rhétorique et l'université et où les élèves ne sollicitent donc pas de diplôme de fin d'études moyennes, p. 10, 11. — Observations, p. 11, 13. — Discours : Insiste sur la question qu'il a posée sur la différence faite entre l'enseignement officiel et l'enseignement libre et indique le moyen de modifier cette situation, p. 13.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 28 à 30. — Discussion des articles réservés. Art. 19. Discours : Précise la question en discussion et déclare que, quant à lui, il ne votera l'article que sous la condition expresse que le ministre garantisse qu'il n'utilisera le crédit qu'après avoir, endéans les six mois, apporté les justifications nécessaires, p. 133. — Observations en réponse à M. Renkin, p. m., p. 133. — S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 150.

Budget des dotations pour 1932. S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 228.

Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 242, 264, 280, 283, 284, 304. — Discussion des articles. Art. 19. Observations, p. 304.

Proposition de loi prorogeant certaines dispositions relatives aux baux à loyer. Discussion générale. Observations, p. 272, 273. — Discours : Indique les motifs pour lesquels il ne pourra donner au projet en discussion un vote affirmatif, p. 275, 276.

Projet de loi fixant le contingent de l'armée pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 310.

## Dierckx (suite)

Budget des finances et interpellation de M. Beauduin sur la question des alcools luxembourgeois. Discussion générale. Observations, p. 448. — Discours : Au nom de M. le baron Boël comme au sien, attire l'attention du ministre sur la situation du cadre technique de l'administration des finances, cadre créé en 1919, au moment de l'institution de l'impôt sur le revenu; demande qu'on reconnaisse l'importance des efforts fournis par ce cadre et les services qu'il rend, p. 448, 449. — Observations, p. 475. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 486.

Proposition de loi relative à la police du roulage. Discussion générale. Observations, p. 513.

Budget des affaires étrangères et interpellation de M. Mullie relative à l'accord commercial de 1928 avec la France. Discussion générale. Observations, p. 565.

Budget des travaux publics pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 637.

Projet de loi portant révision de la législation sur les services publics d'autobus et d'autocars. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi p. 685.

Projet de loi concernant l'incinération facultative de cadavres humains. Discussion des articles. Art. 2. Observations p. 730, 731. — Discours : Fait remarquer à M. Moyersoen que son amendement prouve qu'il est en contradiction avec lui-même, et développe les motifs pour lesquels il prie le Sénat de rejeter cet amendement, p. 731. — Observations, p. 731.

Budget de l'agriculture pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 736. — Discours : Commence par déclarer qu'il a toujours été inspiré par les préceptes contenus dans l'annonce des mesures financières adoptées par le gouvernement pour maintenir l'équilibre du budget, puis défend les amendements qu'il a présentés, réduisant huit postes du budget de l'agriculture, et exprime sa surprise de l'accueil qui est fait à ces amendements; cite quelques exemples à l'appui des réductions qu'il propose; déclare que son attitude, au sujet de ses amendements, sera dictée par celle du gouvernement et annonce qu'il n'a qu'un souci, celui d'appliquer loyalement les instructions de compression du premier ministre, p. 760 à 762. — Observations, p. 765 à 767. — A la suite de la réponse du ministre, commence par déclarer que cette réponse ne lui donne pas satisfaction; le prie ensuite de lui affirmer : 1<sup>o</sup> que les 15 p. c. de réduction de dépenses seront formellement acquis à la fin de l'exercice; 2<sup>o</sup> que les huit postes visés par ses amendements seront soumis à un examen approfondi et demande si le ministre voit un inconvénient à ce que ces postes soient examinés autrement qu'en séance publique, par un échange de questions entre lui et M. Leurquin, et si, sans que ce soit un contrôle parlementaire normal, il s'oppose à ce que les commissions permanentes de l'agriculture et des finances, s'inspirant des prescriptions financières de M. Renkin, p. m., m. f., examinent ces huit postes, p. 769. — Observations, p. 770. — Discours : Estime que, M. Renkin, p. m. f., demandant, dans son projet de réorganisation financière, la collaboration de tous, il a répondu à cette demande en faisant la proposition qu'on estime inacceptable et que sa non-acceptation prouve que les prescriptions gouvernementales n'ont été que de grandes phrases, p. 776. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Discours : Explique à nouveau quelle a été la pensée qui a présidé au dépôt de ses amendements et déclare que, le premier ministre ayant annoncé qu'il était décidé à accueillir les suggestions du parlement, il retire ses amendements, p. 774, 775. — Observations, p. 775. — Art. 22. Discours : A l'occasion de cet article, auquel se rattachait le premier de ses amendements, déclare qu'il doit être bien entendu que ce n'est pas parce que cet amendement est retiré qu'il renonce à demander qu'on réexamine le crédit figurant à cet article, p. 775, 776. — Observations, p. 776. — Art. 46. Discours : Déclare que c'est à cet article que se rapportent les observations qu'il a erronément présentées à l'article 22 et estime que le crédit inscrit à l'article 46, intitulé : « Enseignement libre agricole », a une marche ascendante vraiment inquiétante, p. 776. — Observations, p. 778. — Art. 51. Critique la réduction du crédit inscrit à cet article, qui se rapporte à des champs d'expériences officiels, p. 778. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 780.

Fixation de l'ordre du jour : Observations à l'occasion d'une motion de M. le vicomte Berryer, qui proteste contre la remise imprévue d'une séance de commission, p. 813.

Projet de loi instituant des sociétés privées à responsabilité limitée. Discussion générale. Observations, p. 934, 936.

Projets de loi portant : 1<sup>o</sup> Création de l'ordre des médecins; 2<sup>o</sup> institution de chambres des professions médicales. Discussion générale. Discours : Commence par déclarer que l'excellent discours qui vient d'être prononcé par M. Carton, m. i. h., lui permet de se limiter à quelques observations; se borne donc à faire remarquer que ce n'est pas sur l'initiative toute fraîche d'un député qu'il est question de créer un ordre des médecins; qu'il s'agit, en créant cet ordre, uniquement de consacrer et de renforcer par la législation une œuvre spontanément créée par les médecins, il y a vingt ou vingt-cinq ans; développe ensuite diverses considérations à l'appui du projet en discussion, notamment en réponse aux objections formulées par M. Goffin, p. 950, 951. — Commence par

## Dierckx (suite)

s'excuser d'avoir présenté de nombreux amendements après la clôture des travaux de la commission, mais appuie la proposition de clôture de la discussion générale, p. 1247. — Discussion des articles du projet créant l'ordre des médecins. Art. 3. Discours : Défend ses amendements et expose, à l'occasion de cet article, les scrupules qu'il a au sujet de certaines dispositions de la loi, p. 1254, 1255. — Observations, p. 1255, 1256. — Indique les motifs pour lesquels il ne peut retirer son amendement tendant à supprimer le mot « suppléants », p. 1256. — Déclare retirer son amendement tendant à supprimer le mot « suppléants », cet amendement n'ayant plus de raison d'être, par suite du rejet de son amendement au § 1<sup>er</sup>, p. 1256, 1257. — Demande la parole pour motiver sa proposition de suppression de l'alinéa 4, puis motive cette proposition, p. 1257. — Nouvelles observations, à l'occasion d'une proposition de M. Carton, m. i. h., p. 1257, 1258. — Art. 4. Motive un amendement qu'il présente, p. 1259. — § 1<sup>er</sup>. Observations au sujet de l'interprétation, p. 1259, 1260. — Déclare retirer l'amendement qu'il avait présenté au § 2, p. 1260. — Observations, p. 1260 à 1262. — A la suite de diverses observations du président au sujet des méthodes de travail du Sénat, fait remarquer qu'il considère le texte proposé comme tellement affligeant qu'il estime de son devoir de tenter de le corriger, p. 1262. — Vote sur l'article 4 : Déclare, à la suite de l'adoption des deux dernières modifications proposées par M. le baron Delvaux de Fenffe, retirer l'amendement qu'il avait présenté, p. 1263. — Art. 5. Au risque de se faire critiquer, dépose un amendement dont il donne lecture; estime que le texte de cet amendement est assez clair et qu'il peut se dispenser d'en faire le commentaire, p. 1263. — Déclare que, étant donné les termes des observations faites par M. Jauniaux, il ne répondra pas à ces observations, p. 1263. — Art. 6. Observations au sujet de l'amendement proposé par le rapporteur, d'accord avec le gouvernement, p. 1263, 1264. — Déclare être d'accord au sujet du texte proposé et retire son amendement, p. 1264. — Art. 7. Observations, p. 1264. — Art. 8. Déclare maintenir un amendement qu'il propose, et le défend, p. 1266, 1267. — Art. 9. Motive son amendement, qui corrige, selon lui, une faute de français, p. 1268.

Déclaration du gouvernement après la reconstitution du cabinet présidé par M. Renkin, le 23 mai. Observations, p. 1029, 1031 à 1034. — Discours : Indique les motifs pour lesquels il votera la confiance, estimant que, avant la crise ministérielle, le gouvernement a loyalement tenu ses engagements; rappelle qu'il avait mis tout en œuvre pour doter le gouvernement de bases stables et solides; développe certaines observations en ce qui concerne le régime linguistique de l'enseignement et termine en traitant, au point de vue financier, la question des abus qu'il faut supprimer en demandant que les réformes commencent au haut de l'échelle, p. 1046.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues en matière administrative. Discussion générale. Observations, p. 1117, 1118. — Discours : En son nom personnel, bien qu'ayant l'impression qu'il se trouve devant un parti pris et un accord tacite et tout en estimant son effort inutile, développe les critiques et les craintes que lui inspirent les dispositions du projet; fait remarquer que la loi scolaire, si soigneusement élaborée par le Sénat, n'a pas été admise à la Chambre et engage le Sénat à examiner soigneusement le projet d'organisation administrative, plutôt que de l'admettre d'urgence sans un examen sérieux, p. 1120 à 1132. — Observations, p. 1135 à 1137, 1146. — Observations au sujet de la proposition de limitation du temps de parole, p. 1147. — Discussion des articles. Art. 2, § 1<sup>er</sup>. A la suite des observations du ministre et du rapporteur, estime qu'il doit se résigner à voter les textes proposés, mais attire pourtant l'attention sur leur mauvaise rédaction, p. 1148. — § 4. Défend son amendement, p. 1148, 1149. — § 5. Discours : Défend l'amendement qu'il présente avec M. Huysmans, en indique la portée, en attirant l'attention du Sénat sur les dispositions de l'article 3, p. 1150. — Demande l'appel nominal sur son amendement, p. 1150. — Art. 3. Déclare qu'il a motivé l'amendement qu'il présente à l'occasion du § 5 de l'article 2, p. 1151. — Art. 4. § 1<sup>er</sup>. Défend l'amendement qu'il présente avec M. Huysmans, p. 1152. — § 3. Observations, p. 1153. — Discours : Défend l'amendement qu'il présente avec M. Huysmans ainsi que la solution bilingue; termine en déclarant qu'il ne veut à aucun prix du régime administratif proposé par le projet, estimant que celui-ci ne créera que du désarroi, et étant bien près, dans ces conditions, de considérer qu'une franche séparation administrative serait presque préférable, p. 1154. — Observations, p. 1155, 1156, 1159, 1160. — Discours : Estime qu'il est préférable de retarder quelque peu le vote de la loi et d'admettre des amendements que l'on est d'accord pour considérer comme utiles; répond ensuite brièvement au rapporteur et au ministre, p. 1162.

Projet de loi autorisant le gouvernement à majorer dans certains cas et dans certaines limites le taux de la taxe de transmission à l'importation. Observations à l'occasion de la demande d'urgence, p. 1135.

## Dierckx (suite)

- Projet de loi relatif au régime linguistique dans l'enseignement primaire et moyen, M. Van Dieren s'opposant à ce que la discussion soit entamée pendant la séance du lendemain matin, appuie ces observations, estimant qu'il ne faut pas que le Sénat paraisse entériner purement et simplement le projet transmis par la Chambre, p. 1298. — Discussion générale. Observations, p. 1327, 1336. — Discours. Commence, comme M. Segers, par déclarer qu'il parle en son nom personnel, ainsi qu'au nom de quelques-uns qui partagent son avis, puis développe les motifs pour lesquels il votera contre le projet, regrettant de n'avoir qu'une voix pour s'y opposer, p. 1338, 1339. — Observations, p. 1340, 1342, 1343. — Discussion des articles, Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 1344.
- Motion d'ordre de M. Hénault relative à l'examen des différentes mesures qui sont proposées pour venir en aide aux agriculteurs. Proteste contre la précipitation avec laquelle on voudrait faire examiner ces questions par le Sénat, p. 1323.
- Projet de loi relatif à la garantie de la colonie pour des capitaux de la Société des chemins de fer au Kivu. Discussion générale. Observations, p. 1361, 1362.
- Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque nationale. Discussion générale. Observations, p. 1389.
- Projet de loi approuvant certains arrangements entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la France. Discussion générale. Observations, p. 1530.
- Projet de loi relatif au paiement des marchandises provenant de pays ayant établi un contrôle des devises. Discussion générale. Observations, p. 1537.
- Projet de loi autorisant certaines opérations d'emprunt et de trésorerie. Discussion générale. Observations, 1554.

## Digneffe, sénateur de Liège.

- Doc.** — Projet de loi relatif au paiement des marchandises provenant de pays ayant établi un contrôle des devises. Rapport, n° 190.
- Ann.** — Projet de loi concernant l'étude des langues modernes dans l'enseignement moyen du degré supérieur. Discussion générale. Observations, p. 9, 12.
- Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion générale. Discours : Commence par faire des réserves au sujet du discours qui vient d'être prononcé par M. Van Berckelaer, déclare qu'il y répondra éventuellement, quand il en aura la traduction française, puis traite certaines questions concernant le budget du travail; se félicite que le fonds de chômage ait été inscrit au budget ordinaire, parle du coût du transport des plis de service, du chômage et des dérogations à la loi de huit heures, puis appuie la proposition de M. Demets, tendant à rayer le crédit pour des fonctionnaires démis de leur emploi pour avoir accepté des fonctions de l'administration allemande, p. 74 à 78. — Observations, p. 78, 81, 99, 101, 102. — Discours : Parle à nouveau de la proposition relative aux fonctionnaires qui ont servi l'autorité allemande et demande que le ministre ne crée pas de précédent dans cette question et le prie d'accepter que l'ensemble du problème soit déferé au Sénat afin que celui-ci puisse agir en connaissance de cause et avoir toute la tranquillité de conscience, p. 103-104. — Observations, p. 104, 106. — Discussion des articles réservés, Art. 19. Discours : Estime que, plusieurs chefs de départements ayant déjà été amenés à prendre des mesures de clémence, et à la suite des explications de M. Renkin, p. m., m. f., et de M. Heyman, m. i. t. p. s., on peut voter l'article 19, p. 132.
- Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. Discussion générale. Observations, p. 153.
- Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Discours : Commence par appuyer les observations faites par M. Huisman Van den Nest en ce qui concerne l'éducation physique, puis rappelle que, récemment, au sujet des réformes linguistiques dans l'enseignement, son groupe, dans le but unique de sauvegarder l'unité du pays, a admis que la liberté du père de famille ne soit pas respectée et que la langue régionale devienne la langue véhiculaire de l'enseignement; pose ensuite quelques questions au ministre au sujet de certains faits qui se sont produits, notamment en 1930, à l'université de Gand, comme au sujet de certains faits concernant l'école des hautes études de Gand et l'athénée de cette ville; parle de la suppression de la séance solennelle de rentrée à l'université de Gand et de l'attitude du ministre en ces diverses circonstances, p. 224 à 226. — Discours : Commente les déclarations faites par le ministre, la semaine précédente, en réponse aux observations et questions qu'il avait formulées en ce qui concerne les incidents de Gand, p. 282 à 284. — Discussion des articles, Art. 19. Estime, bien que l'on puisse invoquer à l'appui des différents amendements présentés à ce budget des arguments très intéressants, cière, il semblerait plus sage de repousser tous ces amen-

## Digneffe (suite)

- dements, p. 303. — Fait personnel de M. Vermeulen au sujet de faits qui se sont passés à l'université de Gand : Répond au discours de M. Vermeulen, p. 352.
- Budget des dotations pour 1932. S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 228.
- Proposition de loi prorogeant certaines dispositions relatives aux baux à loyer. Discussion générale. Observations, p. 272.
- Budget des voies et moyens et budget de la dette publique pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 294.
- Projet de loi fixant le contingent de l'armée pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 309.
- Budget de la défense nationale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 373. — Discours : Commence par féliciter M. Pierlot de son rapport, estime que celui-ci a répondu d'avance aux attaques que ne cessent de lancer, au parlement et ailleurs, les pacifistes; déclare qu'il accepte à ce moment comme satisfaisantes les réponses du ministre qui, s'embête-t-il, dans la mesure où il pouvait le faire, a répondu aux desiderata de M. Pierlot; commente ensuite le discours de M. de Brouckere, p. 386, 387. — Observations, p. 388. — Discussion des articles, Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 407, 411, 412.
- Budget des finances et interpellation de M. Beauduin sur la question des alcools luxembourgeois. Discussion générale. Observations, p. 439, 448, 472.
- Interpellation de M. Vinck au sujet du refus d'approbation du budget de la province de Brabant. Observations, p. 521.
- Budget des affaires étrangères et interpellation de M. Mullie relative à l'accord commercial de 1928 avec la France. Discussion générale. Observations, p. 537.
- Proposition de loi relative à la police du roulage. Proposition d'ajournement : Observations, p. 161. — Discussion des articles, Art. 1<sup>er</sup>. Discours : Se félicite de l'introduction du permis de conduire, mais demande que l'on prenne des mesures pour ne pas entraver l'entrée en Belgique de touristes étrangers, p. 544, 545. — Discours : Estime que dans les campagnes il faudrait organiser une surveillance par une police mobile, p. 546.
- Projet de loi établissant pour la Société nationale des chemins de fer vicinaux la dispense d'assujettissement aux impositions provinciales et communales pour le personnel employé à son exploitation. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 625.
- Budget de l'agriculture pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 658. — Discours : Commence par déclarer qu'il va de soi qu'il appuie les revendications qui, les faits étant tels qu'ils les ont exposés, réclament l'intervention du gouvernement en faveur de l'agriculture, mais déclare qu'il n'est pas complètement d'accord quant au choix des remèdes préconisés; parle de la question des baux à ferme, de celle du protectionnisme dont il n'est pas partisan pas plus pour l'industrie que pour l'agriculture; estime comme M. Barnich, que l'Etat a un grand rôle à jouer; traite ensuite la question des transports, appuie les observations faites par MM. le baron de Moiffarts et le baron Delvaux de Fenffe en ce qui concerne le développement du crédit agricole; souligne les bienfaits de l'enseignement agricole; demande pourtant que l'on examine sérieusement les postes du budget qui peuvent être réduits; rappelle qu'il a déposé, avec plusieurs de ses collègues, un amendement qui tend à cette réduction et motive cet amendement, p. 733 à 736. — Observations, p. 765, 768.
- Projet de loi portant révision de la législation sur les services publics d'autobus et d'autocars. Discussion générale. Discours : Fait un commentaire des textes en discussion, afin d'acter que l'intention du gouvernement est de respecter les droits acquis des sociétés existantes dans la mesure dans laquelle il est équitable de tenir compte de ces droits, sans laisser enrayer le progrès en matière d'organisation des transports en commun, p. 669. — Observations, p. 670. — Discours : Estime que le ministre a l'intention d'élaborer un règlement général visant l'organisation des services publics par autobus, p. 670.
- Budget de la justice pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 884.
- Budget des postes, télégraphes et téléphones pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 974.
- Interpellation de M. Ronvaux au sujet du retard apporté à l'examen des dossiers et dans le paiement des pensions de vieillesse et des allocations aux estropiés. Observations, p. 998.
- Déclaration du gouvernement après la reconstitution du cabinet présidé par M. Renkin, le 23 mai. Observations, p. 1023, 1036, 1038, 1043.
- Budget des transports pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1107.
- Travaux du Sénat : A l'occasion d'une motion d'ordre de M. Van Fleteren au sujet des travaux des commissions, déclare que l'on doit absolument se préoccuper d'améliorer le travail parlementaire; suggère de prolonger les séances publiques, demande que l'on prenne des mesures pour faciliter le travail aux sénateurs de province en leur assurant des moyens de communication; appuie la proposition de M. Van Fleteren tendant à ne commencer les séances publiques qu'à trois heures, p. 1113.

## Digneffe (suite)

- Projet de loi relatif à l'emploi des langues en matière administrative. Discussion générale. Observations, p. 1118. — Discussion des articles. Art. 4, § 1<sup>er</sup>. Observations, p. 1152. — Art. 14. Prononce, à l'occasion de cet article, un discours pour motiver son vote sur l'ensemble de la loi, p. 1171. — M. Van Hoestenbergh, rapp., estimant que ceux qui voteront la loi sont d'aussi bons Belges que M. Digneffe, déclare ne pas contester cette affirmation, mais estime que beaucoup de Flamands ont peur des extrémistes, p. 1171.
- Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1932. Discussion générale. Discours : Félicite le gouvernement de la réduction opérée dans le chiffre du budget de l'intérieur depuis 1929; demande si le ministre ne pourrait pas user de son influence auprès des communes et des provinces pour que ces administrations suivent les exemples d'économie donnés par l'administration centrale; traite ensuite la question de l'assurance-chômage et demande que ces assurances soient confiées à des organismes ne faisant pas de politique; demande, en terminant, que des mesures soient prises d'une façon efficace pour protéger, en cas de guerre, les habitants contre les attaques aériennes par le gaz, p. 1193 à 1195. — Observations, p. 1199, 1227. — Vote sur l'article 33. S'abstient au vote sur un amendement de M<sup>me</sup> Spaak, p. 1250.
- Projet de loi portant interprétation des lois coordonnées sur la réparation des dommages de guerre. Discussion générale. Discours : Demande que, dans les cas où la bonne foi des intéressés qui n'ont pu exécuter qu'avec retard les reconstructions, est établie, l'Etat examine ce qu'il y a lieu de faire, p. 1283.
- Incident à l'occasion du défilé des « Fraternelles », à Anvers : Par motion d'ordre, déclare qu'il avait eu l'intention d'interpeller le gouvernement au sujet de ces incidents, estimant que cette affaire mérite d'être examinée par le parlement, mais que, étant donné les graves sujets de préoccupation du moment, il ne veut pas demander à prendre d'urgence le temps du Sénat; exprime cependant le vœu que le ministre veuille bien établir le dossier complet de l'affaire, afin d'être en état, quand le moment sera venu, d'édifier le parlement sur la nature et la portée des événements qui se sont produits à Anvers, et sur la conclusion à en tirer, p. 1252. — Par une nouvelle motion, demande si le bureau du Sénat ne pourrait faire part à la Chambre de son désir de voir cette assemblée voter le plus promptement possible le projet relatif à la répression des outrages aux armes du royaume, projet dont elle est saisie; annonce qu'il avait eu le désir d'interpeller M. Carton, m. i. h., au sujet des incidents d'Anvers, mais espère que, à la suite de la discussion à la Chambre de l'interpellation de M. Mundeleer, la sienne deviendra inutile, p. 1296, 1297. — À la suite d'observations de M. le président, déclare qu'il est trop respectueux des institutions parlementaires pour pouvoir être suspecté de vouloir faire adresser une injonction à la Chambre; qu'il s'est simplement permis d'exprimer un désir, puis déclare que, très sincèrement, il estime qu'il importe dans l'intérêt supérieur du pays que le gouvernement soit armé de pouvoirs qu'il ne possède pas, p. 1297.
- Motion d'ordre de M. Hénault relative à l'examen des mesures à prendre en faveur des agriculteurs. Observations tant en ce qui concerne la convocation de la commission qu'en ce qui concerne particulièrement la question du froment, p. 1324, 1325.
- Projet de loi modifiant la compétence des juges de paix en matière de dégâts miniers. Au moment où la discussion va être reprise, propose, étant donné les divergences de vue qui se sont manifestées au cours de la discussion générale, de renvoyer le projet à l'examen de la commission, p. 1370. — Déclare n'avoir aucun désir de retarder le vote du projet, mais demander le renvoi vu les intérêts graves et délicats à déterminer, intérêts qu'il semble utile d'étudier davantage, p. 1371. — Observations concernant la décision à prendre au sujet du renvoi à la commission, p. 1371.
- Projet de loi réglant, au point de vue de la pension, la situation d'anciens magistrats chargés d'une fonction permanente aux administrations centrales de l'Etat. Appuie la proposition de renvoi à la commission, p. 1425.
- Projet de loi apportant des modifications à la classification des communes. Discussion générale. Observations relatives à l'orthographe des communes, p. 1430 à 1432.
- Projet de loi autorisant des régularisations, des transferts et allouant des crédits supplémentaires pour 1930-1931 et 1932. Discussion générale. Observations, p. 1447.
- Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi relative aux pensions de vieillesse. Discussion générale. Observations, p. 1510 à 1512, 1515. — Discours : Déclare que le projet et le rapport lui ont donné l'impression que les intentions qui l'ont fait présenter sont bonnes, mais estime, comme M. J.-J. De Clercq, que les textes devraient être étudiés d'une façon plus approfondie; termine en déclarant qu'il ne demande pas le renvoi à la commission, mais estime qu'il faudrait coordonner les divers textes qui ont été votés, p. 1515, 1516. — Discussion des articles. Art. 14. A l'occasion de ce dernier article, motive à nouveau son vote affirmatif, mais sug-

## Digneffe (suite)

- gère de soumettre au comité de législation l'ensemble des dispositions légales relatives aux pensions de vieillesse, dans un but de coordination, p. 1527.
- Projet de loi relatif au paiement des marchandises provenant de pays ayant établi un contrôle des devises. Discussion générale. Discours : Commence par faire remarquer la nécessité pour la Belgique d'exporter ses productions; rappelle à cette occasion des paroles prononcées par feu M. P. Van Hoegaerden; indique ensuite les conditions dans lesquelles le problème soumis à l'assemblée se présente devant le Sénat et termine en faisant remarquer que le choix de la procédure à laquelle le ministre veut recourir ne lui est dicté que par les circonstances de l'heure et que celui-ci a déclaré que, dès la rentrée du parlement, la procédure normale reprendrait ses droits, p. 1534. — Observations, p. 1535, 1537.
- Projet de loi autorisant certaines opérations d'emprunt et de trésorerie. Discussion générale. Observations, p. 1554. — Discours : Commence par déclarer qu'il lui semble que, après le rapport de M. Ingenbleek, comme après le discours prononcé par M. Renkin, p. m., m. f., le Sénat peut voter sans arrière-pensée un projet qui ne tend qu'à résoudre un problème de trésorerie; commente ensuite le discours de M. de Brouckere et traite la question des dégrèvements d'impôts en citant notamment certaines statistiques; s'élève ensuite contre l'utopie « Etat-providence »; termine en exprimant le regret que, parmi l'élite qui se consacre si pleinement au développement économique du pays, il ne s'en trouve pas qui consacrent au moins une partie de leur temps à la politique, afin de défendre les intérêts bien entendus de la nation, p. 1569 à 1573.

## Diriken, sénateur coopté.

- Ann. — Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion générale. Discours : Parle de la situation qui serait faite aux étrangers travaillant aux charbonnages dans le Limbourg si le chômage venait à éclater dans ces charbonnages; parle ensuite du chômage; estime que celui-ci est rendu plus aigu par le manque de ressources des communes qui, si elles pouvaient obtenir de l'argent du Crédit communal, pourraient faire travailler; parle ensuite de la question des loyers, p. 85, 86.
- Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 201.
- Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Discours : Répond aux discours qui ont été prononcés à droite et cite des exemples afin de prouver que, dans le Limbourg, la lutte scolaire est due aux catholiques, p. 286 à 288. — Déclare, en réponse à M. Broeckx, que tous les faits qu'il a cités sont signés et qu'il tient les documents non à la disposition des catholiques du Limbourg, mais à la disposition du ministre, p. 288.
- Projet de loi sur la protection morale de l'enfance. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 932.
- Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque nationale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1413.

## Disière, sénateur de Namur et Dinant-Philippeville.

- Ann. — Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts appartenant à des particuliers : statut définitif. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 201.
- Projet de loi relatif à une convention entre l'Etat et la Banque nationale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1413.

## Dochen, sénateur de Huy-Waremme.

- Ann. — Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Discours : Entretient le Sénat d'un règlement qu'il critique, parce qu'il crée une inégalité de traitement entre les élèves qui ont fait toutes leurs études dans un seul établissement et ceux qui, pour des motifs que l'on n'a pas à examiner, ont été amenés à les faire dans plusieurs établissements, p. 186, 187. — Observations, p. 192.
- Interpelle M. le ministre de l'intérieur sur la situation difficile créée à bon nombre de communes par la circulaire du département de l'intérieur du 18 février émise par MM. les gouverneurs de province. Discours : Développe son interpellation et donne notamment lecture du passage de la circulaire qui est incriminé par lui, p. 678, 679.
- Budget de l'agriculture pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 734. — Discours : Parle de l'apiculture; proteste contre la loi qui a imposé le marquage obligatoire des œufs; traite la question des fruits; estime que l'on devrait arriver à vendre des fruits sélectionnés à l'étranger; appuie ensuite par des exemples les observations faites par le baron Delvaux de Fenffe, par MM. Mullie et Bruneel de la Warande en ce qui concerne l'exagération de la taxation foncière des terres arables; demande notamment, en terminant, que cesse la pratique de cuber les bâtiments de ferme pour en fixer les revenus, p. 748, 749.

## Dochen (suite)

Budget de la justice pour 1932. Discussion générale. Discours : Attire l'attention du ministre et du Sénat sur les abus qui se produisent en matière d'application de la loi sur les sociétés (art. 163) en ce qui concerne les renseignements à donner aux personnes intéressées, lors de la liquidation de sociétés, et annonce le dépôt éventuel d'une proposition de loi, afin de réprimer ces abus, p. 874.

Projet de loi instituant des sociétés privées à responsabilité limitée. Discussion générale. Observations : Propose la dénomination de : « Sociétés de personnes à responsabilité limitée », p. 924. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Intitulé : Discours : Défend l'intitulé qu'il a proposé avec M. Vinck et fait remarquer que leur proposition est similaire de celle de MM. Vancoillie et Legrand, mais que ceux-ci placent cette proposition à l'article 103<sup>bis</sup>, qui s'occupe de la mention dont doit être suivi le nom de baptême des sociétés, chaque fois que ce nom sera cité dans un acte; estime que ceci constituerait une longueur peut-être inutile, mais qu'il n'en est pas de même en ce qui concerne l'intitulé de la loi, p. 979.

Budget des postes, télégraphes et téléphones pour 1932. Discussion générale. Discours : Appuie les observations de M. Leurquin au sujet du retrait de la franchise postale aux communes et aux provinces; attire l'attention sur les nombreux renseignements demandés aux communes par les départements ministériels, ainsi que sur la difficulté qui résultera de la suppression de la franchise de port pour les communications entre les fonctionnaires et agents des provinces, p. 974. — Observations, p. 974.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1224. — Discours : Commence par annoncer qu'il ne compte pas demander des subsides, mais développe les motifs pour lesquels il voudrait voir s'établir de l'harmonie dans la loi qui régit la répartition des dépenses d'entretien des chemins vicinaux, et termine en appuyant les observations faites par MM. Leurquin et A. Huysmans relativement aux distributions d'eau potable, p. 1226-1227. — Observations, p. 1240, 1241.

Budget métropolitain des colonies pour 1932. Discussion générale. Discours : Exprime son regret de voir si fréquemment changer le titulaire du ministère des colonies, puis développe certaines critiques contre l'administration de ce département; accuse notamment l'administration d'avoir communiqué un dossier secret et, le ministre déclarant que c'est lui, ou plutôt son prédécesseur, qui a communiqué ce dossier, développe ses critiques contre le ministre, p. 1302 à 1304.

Projet de loi modifiant les lois relatives à l'impôt sur le revenu et celles concernant la propriété industrielle. Discussion des articles. Art. 5. Observations au sujet de l'interprétation et de l'application de cet article, p. 1469.

## Du Bost, sénateur de Bruxelles, troisième vice-président du Sénat.

*Ann.* — Réélu, par acclamations, troisième vice-président du Sénat, p. 4.

Budget des voies et moyens pour 1932. Avant d'ouvrir la discussion générale, fait remarquer que le rapport du baron de Mévius porte sur le budget de la dette publique comme sur le budget des voies et moyens et propose de joindre la discussion générale de ces deux budgets, p. 292.

Proposition de loi interprétative de l'arrêté royal du 25 novembre 1815. Discussion générale. Observations, p. 528.

Projet de loi instituant des sociétés privées à responsabilité limitée. Discussion générale. Le renvoi à la commission étant proposé, demande à M. le président, dans le cas où le Sénat serait appelé à poursuivre la discussion sans renvoi à la commission, que l'on publie un tableau synoptique des amendements, p. 931.

Projets de loi portant : 1<sup>o</sup> création de l'ordre des médecins; 2<sup>o</sup> institution de chambres des professions médicales. Discussion générale. Discours : En réponse à l'appel qui lui a été adressé par le rapporteur et aux regrets exprimés par M. Nolf de ne pas voir comprendre dans l'ordre des médecins les pharmaciens, les dentistes et les vétérinaires, déclare que jamais les notaires n'ont considéré comme une atteinte à leur dignité que les chambres des notaires n'aient pas été mutées en « Ordre des notaires », p. 960.

Projet de loi relatif au régime linguistique dans l'enseignement primaire et moyen. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1367.

Projet de loi modifiant la compétence des juges de paix en matière de dégâts miniers. Observations au sujet de la décision à prendre en ce qui concerne le renvoi à la commission, p. 1372.

## du Bus de Warnaffe (vicomte), sénateur d'Arlon-Marche-Bastogne et Neufchâteau-Virton, questeur du Sénat.

*Doc.* — Proposition de loi interprétative de l'arrêté royal du 25 novembre 1815. — Rapport n<sup>o</sup> 49.

Dotations sénatoriales pour 1932. — Rapport n<sup>o</sup> 24.

Projet de loi complétant l'article 1<sup>er</sup> de la loi organique du fonds des mieux-doués. — Rapport n<sup>o</sup> 140.

## du Bus de Warnaffe (vicomte) (suite)

*Ann.* — Proposition de loi interprétative de l'arrêté royal du 25 novembre 1815. Dépose le rapport sur cette proposition de loi, p. 466. — Discussion générale. Observations, p. 590, 591.

I. N. R. Désignation de membres du comité de gestion : Incident au sujet des candidats présentés. Observations, p. 1326.

Projet de loi relatif au régime linguistique de l'enseignement primaire et moyen. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1367.

Demandes de naturalisation transmises par la Chambre : Discussion sur les propositions de discussion d'urgence ou d'ajournement. Observations, p. 1414.

## Duchateau, sénateur provincial de Namur.

*Ann.* — Projet de loi modifiant les tarifs douaniers ainsi que certains autres droits. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 814.

## Duchatel, sénateur coopté.

*Ann.* — Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion des articles. Art. 19. Observations, p. 132.

Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 241, 242.

## du Four (baron), sénateur de Malines et Turnhout.

*Ann.* — Naturalisations : Observations au sujet de la procédure à suivre pour le vote sur les feuillets 21, 22 et 23 dont la commission propose ou le rejet ou la modification, p. 187.

Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 285. — Discussion des articles. Art. 19. Appuie un amendement présenté par M. Volckaert, p. 303.

Budget des finances et interpellation de M. Beauduin sur la question des alcools luxembourgeois. Discussion générale. Observations, p. 475.

Budget de l'agriculture pour 1932. Discussion générale. Discours : Commence par déclarer que, vu l'heure avancée, il résumera les observations qu'il comptait présenter; qu'il tient pourtant à s'associer à tout ce qui a été dit en faveur de l'agriculture, demande que les mesures nécessaires de protection soient prises, puis insiste sur la nécessité de voir établir une législation sur la question du curage des cours d'eau non navigables ni flottables, p. 770, 771.

Projet de loi instituant des sociétés privées à responsabilité limitée. Discussion des articles. Art. 1 : art. 103<sup>bis</sup>. Fait des observations au sujet de l'interprétation à l'occasion de celles qui viennent d'être faites par M. Vancoillie, p. 1005. — Art. 103<sup>bis</sup>. Discours : Défend l'amendement qu'il a présenté et déclare se rallier subsidiairement à celui présenté par MM. Vancoillie et Legrand, p. 1005-1006.

Budget des transports pour 1932. Discussion générale. Discours : Attire l'attention sur la manière dont fonctionnent les passages à niveau gardés dont le maniement semble être resté le même que lors de la création des chemins de fer; demande ensuite, en faveur de l'arrondissement qu'il représente, l'établissement d'une double voie entre Herenthals et Turnhout, p. 1100.

## Dufrane, sénateur de Mons et Soignies.

*Ann.* — Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. — Discussion générale. Observations, p. 79. — Discussion des articles. Art. 19. Observations, p. 133.

Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. Observations au sujet de la suite de la discussion, p. 118.

Projet de loi prorogeant la loi de cadenas pour la protection des bois et forêts. Discussion au sujet de l'opportunité de poursuivre la discussion du projet relatif au statut définitif, du renvoi de ce projet en commission et du vote éventuel du projet de prorogation. Observations, p. 118.

Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 240, 242, 244, 285.

Budget de la défense nationale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 365, 366. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 409.

Interpellation de M. de Brouckere au sujet de l'activité, en Belgique, de policiers dépendant de gouvernements étrangers. Observations, p. 404.

Proposition de loi relative à la police du roulage. Proposition d'ajournement. Observations, p. 161.

Projet de loi concernant l'incinération facultative de cadavres humains. Discussion générale. Observations, p. 724, 729.

Budget de la justice pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 875.

Budget des transports pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1065 à 1070, 1110.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues en matière administrative. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1178.

**Dufrane (suite)**

- Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1190 à 1192, 1194, 1195.
- Projet de loi approuvant la convention pour le règlement des créances commerciales entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Hongrie. Discussion générale. Observations, p. 1232, 1235, 1251.
- Projets de loi portant : 1° création de l'ordre des médecins; 2° institution de chambres des professions médicales. Observations à l'occasion de la proposition de clôture de la discussion générale, p. 1247.
- Questions : Par motion d'ordre, proteste au sujet du retard apporté par certains départements ministériels à répondre à des questions qu'il a posées; rappelle les dispositions réglementaires relatives aux réponses aux questions et demande que, à l'avenir, ces dispositions soient observées, p. 1317. — A la suite d'observations de M. le président, déclare qu'il tiendra compte de la suggestion qui vient d'être faite, mais déclare qu'il a voulu développer sa protestation en séance publique, p. 1317.
- Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque nationale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1413.
- Demandes de naturalisation transmises par la Chambre. Discussion sur les propositions d'examen d'urgence ou d'ajournement. Observations, p. 1415.
- Projet de loi autorisant des régularisations, des transferts et allouant des crédits supplémentaires pour 1930, 1931, 1932. Discussion générale. Observations, p. 1447.
- Budget des recettes et dépenses afférentes aux dommages de guerre pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1451, 1452.
- Projet de loi autorisant certaines opérations d'emprunt et de trésorerie. Discussion générale. Observations, p. 1564, 1565.
- Motion d'ordre de M. Volckaert au sujet du retard dans le paiement des pensions de vieillesse revisées. Observations, p. 1567.

**d'Ursel (duc), sénateur provincial d'Anvers.**

- Doc.* — Projet de loi approuvant la convention additionnelle, signée à Paris, entre la Belgique et la France, le 23 décembre 1931, à l'effet d'éviter les doubles impositions fiscales en ce qui concerne la circulation des véhicules automobiles. — Rapport, n° 167.
- Ann.* — Budget des dotations pour 1932. S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 228.
- Proposition de loi relative à la police du roulage. Discussion générale. Discours : Tout en approuvant que l'on ait laissé à des arrêtés royaux le soin de régler de façon souple des questions relevant d'une technique en pleine évolution, critique que la commission ait attendu d'être en possession du texte de ces futurs arrêtés royaux avant de déposer son rapport, estime que ceci a l'inconvénient d'inciter le Sénat à discuter des textes de lois établis en concordance avec d'autres textes qu'il ne connaît pas et qu'il n'a même pas le droit de connaître, puis examine successivement les différends points du projet, notamment celui du permis de conduire, exprime, en terminant, le vœu que ceux qui auront à mettre les choses au point, après le vote de la loi, veuillent bien communiquer le texte de l'arrêté royal aux organismes compétents et souhaite qu'ils tiennent compte des remarques qui leur seront faites par ces organismes, p. 511 à 513. — Rectification, p. 555. — Observations, p. 514. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 545, 546. — Discours : Estime que les points soulevés par le vicomte Berryer sont déjà inscrits dans la loi, p. 546. — Art. 3. M. Cocq, m. j., demandant à développer à ce moment les amendements qu'il présente aux différents articles, le prie de ne les développer qu'au fur et à mesure que les articles seront mis en discussion, p. 547. — Donne lecture d'un amendement qu'il présente, p. 547. — Observations au sujet du permis de conduire en ce qui concerne les étrangers, p. 547. — Déclare retirer son amendement, p. 547. — Art. 4. Observations en ce qui concerne le degré de responsabilité des patrons propriétaires de véhicules automobiles, p. 548. — Art. 6. Observations, p. 549. — Maintient l'amendement qu'il présente, p. 549. — Art. 7. Observations, p. 550. — Art. 8. Motive ses amendements, p. 551, 552. — Déclare se rallier à la manière de voir du gouvernement et laisser tomber la partie de son amendement concernant les excès de vitesse, mais estime que le gouvernement est trop indulgent pour le coupable en état d'ivresse, p. 552. — Observations, p. 553. — Art. 11. Demande pourquoi le taux des amendes n'est pas indiqué au taux exact sans multiplication, p. 554. — Observations, p. 554. — Art. 14. Observations relatives à la surveillance des routes, p. 555.
- Projet de loi portant révision de la législation sur les services publics d'autobus et d'autocars. Discussion générale. Discours : Attire notamment l'attention du Sénat sur le paragraphe de l'article 3, qui prévoit l'établissement d'un comité consultatif des autobus, estime que, bien que ces comités puissent rendre

**d'Ursel (duc) (suite)**

- de grands services, il se demande, vu la dépense que cela entraîne et la crainte que des successeurs peu zélés du ministre en fonctions se déchargent de leurs responsabilités sur ce comité, si sa création n'est pas peu souhaitable, p. 670.
- Budget des postes, télégraphes et téléphones pour 1932. Discussion générale. Discours : Demande que l'on modifie les timbres-poste, ceux qui sont actuellement en usage prêtant à confusion par suite de la similitude de couleur et du petit caractère employé pour les chiffres, p. 974. — Observations, p. 976.
- Projet de loi relatif à l'emploi des langues en matière administrative. Discussion générale. Observations à l'occasion d'une motion de M. Van Fleteren tendant à limiter le temps de parole à dix minutes pour la discussion des articles; p. 1147. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1178.
- Proposition de loi autorisant la Compagnie intercommunale des eaux et la Société nationale des distributions d'eau à remplacer par des griffes les signatures devant figurer sur les titres de leurs emprunts. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1289.
- Motion d'ordre de M. Hénault relative à l'examen des mesures à prendre en faveur des agriculteurs. Observations, p. 1322.
- Projet de loi approuvant la convention additionnelle signée à Paris entre la Belgique et la France, le 23 décembre 1931, à l'effet d'éviter les doubles impositions fiscales en ce qui concerne la circulation des véhicules automobiles. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1356.
- Projet de loi relatif à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions. Discussion générale. Discours : Déclare se rallier aux quelques petites modifications introduites par la Chambre dans ce projet, exprime sa satisfaction que cette question soit résolue après plus de quarante ans de discussion et demande au ministre de prendre le plus promptement possible les arrêtés royaux d'application, p. 1399.

**F**

**Ferminne**, élu sénateur coopté, le 14 janvier 1932, en remplacement de M. Golenvaux, décédé.

*Ann.* — Vérification de ses pouvoirs, p. 348. — Prête serment, p. 348.

Budget de l'agriculture pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 659, 716, 735. — Discours : Commence par faire remarquer que le gouvernement a paru longtemps indifférent à la crise agricole, ce qui a amené une grande déception et un grand découragement et souhaite que l'impression que l'on a depuis quelques temps d'une modification dans les dispositions du gouvernement et dans ses actes sera confirmée par le ministre, puis commence par réfuter les affirmations de M. Volckaert tendant à faire croire que les mesures prises étaient de nature à protéger les grands cultivateurs et non les petits, cite certains chiffres pour prouver l'erreur commise par M. Volckaert, puis développe certaines considérations au sujet des moyens à employer pour venir en aide aux agriculteurs, demande notamment que l'armée achète plus de chevaux et de plus de produits belges, réclame une réduction des tarifs de transport et termine en faisant remarquer que, de tous les points du pays, s'exprime la même impatiente interrogation, souhaite de voir la majorité des membres du Sénat assurer à l'agriculture le secours qu'elle réclame, p. 744 à 747. — Observations, p. 749, 750, 751, 753. — Discussion des articles. Art. 22. Observations, p. 776.

Projet de loi modifiant les tarifs douaniers ainsi que certains autres droits. Discussion générale. Observations, p. 800 à 802.

Déclaration du gouvernement après la reconstitution du cabinet présidé par M. Renkin, le 23 mai. Discours : Commence par estimer que l'agriculture se réjouit des mesures préconisées par la déclaration ministérielle et que le groupe agricole votera la confiance; exprime le regret que le gouvernement n'ait pas appliqué ces mesures, notamment la revalorisation des céréales, dès 1931, et souligne à nouveau l'urgence qu'il y a à venir en aide à l'agriculture, tout en escomptant la diligence du gouvernement, p. 1045, 1046.

Projet de loi modifiant les lois relatives à l'impôt sur le revenu ainsi que celles relatives à la propriété industrielle. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Pose au ministre une question relative à l'application de l'impôt foncier pour des parcelles de terre laissées en jachère, p. 1435.

Projet de loi relatif au paiement des marchandises provenant de pays ayant établi un contrôle des devises. Discussion générale. Discours : Développe les motifs pour lesquels il ne pourra voter le projet et saisit notamment cette occasion pour déclarer que la politique du ministre des affaires étrangères n'inspire pas toute la confiance voulue à la classe agricole du pays, p. 1526.

Projet de loi approuvant certains arrangements entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la France. Discussion générale. Observations, p. 1530.

**Forthomme**, nommé ministre des transports le 23 mai 1932, en remplacement de M. Van Isacker, démissionnaire.

**Ann.** — Budget des transports pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1066, 1069, 1070, 1075. — Discours : Commence par répondre, d'après les renseignements fournis par les différents services de son département, aux observations qui ont été présentées relativement à des points particuliers d'ordre plus spécialement local, puis traite les questions d'ordre général, à l'occasion desquelles il donne au Sénat ses impressions au sujet du débat qui s'est déroulé sur le budget de son département, ainsi que celles résultant des nombreux entretiens qu'il a eus avec des fonctionnaires, des délégations qui ont demandé à être recues, des réunions de commission auxquelles il a assisté ou qu'il a présidées, en y ajoutant les idées qu'il a apportées lui-même au département, p. 1101 à 1111.

Projet de loi tendant à obtenir un régime définitif de tarification uniforme sur tous les chemins de fer belges. Observations au sujet de la fixation de la discussion, p. 1085.

**François**, sénateur de Charleroi et Thuin.

**Doc.** — Projet de loi portant approbation de la convention internationale relative au sérum antidiphtérique, signée à Paris, le 1<sup>er</sup> août 1930. — Rapport, n° 54.

Projet de loi approuvant la convention pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne et la convention relative au traitement des prisonniers de guerre, signées à Genève le 27 juillet 1929. — Rapport, n° 55.

Projet de loi approuvant la convention conclue à Bruxelles, le 12 décembre 1930, entre la Belgique et la Lithuanie, concernant l'aide judiciaire en matière civile et commerciale et réglant le droit d'appel des jugements d'exequatur visés par l'article 4 de la dite convention. — Rapport, n° 115.

Projet de loi approuvant la convention pour le règlement, par voie de compensation, des créances commerciales entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Hongrie. — Rapport, n° 116.

Projet de loi autorisant le gouvernement à garantir la bonne fin d'opérations d'exportation. — Rapport, n° 152.

**Ann.** — Projet de loi concernant l'étude des langues modernes dans l'enseignement moyen du degré supérieur. Discussion des articles. Art. 6. Observations, p. 17.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 28, 34, 35, 56, 57, 76, 86, 88, 90, 96, 99, 100, 102. — Discussion des articles. Art. 19. Observations en réponse à M. Renkin, p. m., m. i. h., p. 133.

Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. Observations à l'occasion d'une proposition d'ajournement, faite par M. Van Dievoet, m. a., p. 19, 20. — Discussion générale. Observations, p. 117. — Observations au sujet de la suite de la discussion, p. 118, 119. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 196. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 201.

Projet de loi prorogant la loi de cadenas pour la protection des bois et forêts. Discussion au sujet de l'opportunité de poursuivre la discussion du projet relatif au statut définitif, du renvoi de ce projet en commission et du vote éventuel de la loi de prorogation. Observations, p. 118. — A la suite d'une communication du président annonçant qu'il semble certain que la Chambre pourra voter ce même jour la loi sur le statut définitif des bois et forêts, exprime l'espoir qu'il en soit ainsi, p. 297.

Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 192, 232 à 234, 236, 237.

Budget des voies et moyens et budget de la dette publique pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 293, 294. — Discours : Déclare que le parti socialiste ne prendra pas part au débat sur ces deux budgets, estimant que ce n'est pas le moment de critiquer la situation financière de l'Etat, et qu'il se gardera également d'entraîner le Sénat dans le domaine du rêve, ainsi que l'a fait le baron de Dorlodot; déclare, pour le surplus, que son parti se rend très bien compte de la crise qu'on traverse, crise qu'il estime être non seulement économique, mais politique et sociale, et qui frappe le monde entier; développe certaines critiques à l'égard du gouvernement, mais déclare également que le groupe socialiste ne veut pas chercher chicane au gouvernement et laisser l'exécutif responsable des décisions qu'il prendra, p. 295.

Projet de loi relatif à la mobilisation des certificats représentatifs de bons de la Reichsbahn et à l'émission de bons du trésor. Discussion générale. Observations, p. 312.

Budget de la défense nationale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 356, 373.

Budget des finances et interpellation de M. Beauduin sur la question des alcools luxembourgeois. Discussion générale. Observations, p. 425, 426, 439, 445. — Fait remarquer, par motion d'ordre, que le Sénat vient de recevoir un amendement présenté par le gouvernement et tendant à augmenter le budget de plus de 7 millions; déclare qu'il s'agit de payer des intérêts moratoires pour le trop-perçu, exprime le vœu que le gouvernement puisse expliquer qu'il s'agit vraiment là

**François (suite)**

de rectifier une situation imprévue, p. 448. — Insiste pour obtenir des explications, p. 448. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 455, 457, 458, 461. — Discours : Commence par se réjouir de ce que, ainsi que chaque année, le débat du budget des finances se soit développé dans un domaine beaucoup plus vaste que celui du budget lui-même; estime que l'on peut adopter une bonne partie des conclusions optimistes de M. Van Overbergh, rapp., puis expose le point de vue du parti ouvrier; traite ensuite la question de la Banque Nationale, celle de l'étalon-or, estime que la crise est due au défaut d'adaptation de la production à la consommation, adaptation réclamée par les socialistes; estime que la réduction des salaires ne peut qu'augmenter l'anarchie existant à ce moment; traite ensuite la question de la situation de la Belgique vis-à-vis des Etats-Unis, demande que le gouvernement intervienne afin de remédier à la crise dans l'organisation du crédit à l'industrie; termine en constatant l'attitude de la bourgeoisie qui ne s'effraie plus de la situation révolutionnaire dans laquelle on se trouve et termine en déclarant que le parti socialiste a un programme d'action, alors que le gouvernement en fonctions n'en a pas, p. 462 à 466 et 469 à 476. — Observations, p. 477, 481. — Observation à l'occasion d'une proposition d'ajournement formulée par M. Van Dieren, p. 485. — Discussion des articles du budget des finances. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 487, 489, 490, 492.

Projet de loi portant approbation de la convention internationale relative au sérum antidiphtérique, signée à Paris, le 1<sup>er</sup> août 1930. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 485.

Projet de loi approuvant la convention pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne et la convention relative au traitement des prisonniers de guerre, signées à Genève, le 27 juillet 1929. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 485. — Discussion générale : Rend hommage au rôle éminent rempli par le comité international de la Croix Rouge de Genève dans la préparation de cette convention, p. 515.

Proposition de loi relative à la police du roulage. Discussion générale. Observations, p. 508, 513, 514. — Discussion des articles. Art. 4. Observations, p. 547, 548. — Art. 6. Observations, p. 549. — Art. 8. Observations, p. 552.

Budget des affaires étrangères et interpellation de M. Mullie relative à l'accord commercial de 1928 avec la France. Discussion générale. Observations, p. 542, 561, 568, 564, 567. — Discussion des articles du budget. Art. 16. Observations, p. 569.

Proposition de loi interprétative de l'arrêté royal du 25 novembre 1815. (Tableaux de Tournai.) Discussion générale. Observations, p. 578, 583, 584. — M. Van Fleteren ayant proposé de suspendre le débat pour permettre une solution entre les deux parties, insiste pour que la discussion soit continuée, p. 585. — M. Asou proposant la remise à huitaine de la discussion, un arrangement à l'amiable étant en bonne voie, propose la remise à quinzaine ou après les vacances de Pâques, p. 685.

Proposition de loi instituant un fonds national de la mutualité. Discussion générale. Observations, p. 619, 620.

Projet de loi autorisant le gouvernement à emprunter deux milliards de francs pour compte commun de l'Etat et de la colonie du Congo belge. Discussion générale. Discours : Au nom du groupe socialiste, indique les motifs pour lesquels le groupe socialiste votera contre ce projet d'emprunt; estime notamment que l'on ne possède pas de renseignements précis et critique l'abandon, par la majorité, d'excellentes ressources qu'elle ne veut pas rétablir, p. 628, 629. — Observations, p. 629.

Budget des travaux publics pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 635, 637.

Budget de l'agriculture pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 658, 659, 693, 715, 735, 747, 753, 756, 758 à 766. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 774, 775.

Interpellation de M. Dochen sur la situation difficile créée aux communes par une circulaire ministérielle du 18 février 1932. Observations, p. 681.

Interpellation de M. Barnich sur l'inexistence d'une politique des transports conforme aux contingences économiques. Discours : Se contente d'ajouter, à l'exposé si judicieux de M. Barnich, quelques observations concernant spécialement les transports par route et demande une coordination des moyens de transport, p. 700, 701. — Observations, p. 701, 705.

Projet de loi modifiant les tarifs douaniers ainsi que certains autres droits. Discussion générale. Observations, p. 802, 804 à 806. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Discours : Déclare avoir demandé à ajouter quelques mots à la discussion générale, à l'occasion de l'article 1<sup>er</sup>, afin de préciser l'attitude du groupe socialiste sur le projet en discussion; attire, en conséquence, au nom de son groupe, l'attention du Sénat sur les périls menaçant les intérêts vitaux de la Belgique; déclare que c'est dans le but de réagir contre ces dangers que le groupe socialiste émettra un vote négatif, p. 810 à 812.

Fixation de l'ordre du jour. Observation à l'occasion d'une motion de M. le vicomte Berryer qui proteste contre la remise imprévue d'une séance de commission, p. 813.

## Français (suite)

- Budget extraordinaire pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 814.
- Projet de loi établissant des mesures temporaires destinées à maintenir l'équilibre budgétaire. Discussion générale. Observations, p. 848. — Discours : Commence par déclarer qu'il ne se fait aucune illusion sur la portée pratique des brèves paroles qu'il va prononcer, mais tient pourtant à développer certaines critiques au sujet de l'imprécision des chiffres avancés par le gouvernement; termine en déclarant que, selon lui, la question qui devrait être posée est une coordination non pas seulement de la matière budgétaire, mais de l'ensemble des points de vue du problème qui s'ouvre devant le pays; estime donc qu'il faut négliger les questions de détail, tel que le projet en discussion et laisser la majorité prendre ses responsabilités, p. 852. — Observations au sujet de la suite de la discussion et de la possibilité de terminer le projet en discussion ce même jour, p. 858. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 859 à 862.
- Budget de la justice pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 883, 886, 888, 890.
- Projet de loi sur la protection morale de l'enfance. Discussion générale. Observations, p. 896. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 932.
- Projet de loi instituant des sociétés privées à responsabilité limitée. Discussion générale. Déclare être d'accord avec M. Tschoffen, rapp., quant à la question du renvoi à la commission, que celui n'accepte que si les circonstances du travail du Sénat permettent que ce renvoi n'occasionne aucun retard, p. 930. — Discussion des articles. Art. V. proposé par amendement par le gouvernement. Propose d'adopter provisoirement cet article, p. 1010.
- Projet de loi portant : 1° création de l'ordre des médecins; 2° institution de chambres des professions médicales. Discussion générale. Observations, p. 982, 923. — Observations au sujet de la suite de la discussion, p. 926. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 958.
- Interpellation de M. Ronvaux au sujet du retard apporté à l'examen des dossiers et dans le paiement des pensions de vieillesse et des allocations aux estropiés. Observations, p. 997 à 999, 1001.
- Déclaration du gouvernement après la reconstitution du cabinet présidé par M. Renkin, le 23 mai. Observations, p. 1018, 1019, 1021, 1025, 1027, 1033, 1036 à 1038.
- Budget des transports pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1049, 1050, 1057, 1086, 1104, 1109, 1110.
- Projet de loi approuvant la convention pour le règlement, par voie de compensation, des créances commerciales entre l'union économique belgo-luxembourgeoise et la Hongrie. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1164. — Insiste sur l'urgence, p. 1178. — Discussion générale. Discours : Expose brièvement au Sénat le mécanisme de cette convention et développe les motifs pour lesquels il convie de Sénat à voter, comme la Chambre, cette convention à l'unanimité, p. 1230 à 1232. — Observations, p. 1234, 1235. — Discours : Réfute les critiques de M. Barnich et termine en estimant que si les mesures prises par la convention ne sont pas idéales, elles répondent au moins aux besoins des intéressés, p. 1235, 1236. — Observations au sujet de la manière dont ce projet a été examiné en commission, p. 1237.
- Projet de loi approuvant la convention conclue à Bruxelles, le 12 décembre 1930, entre la Belgique et la Lithuanie, concernant l'aide judiciaire en matière civile et commerciale et réglant le droit d'appel des jugements d'exequatur visés par l'article 4 de la dite convention. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1164. — Insiste sur l'urgence du projet, p. 1178. — Discussion générale. Discours : Rappelle le but exact du projet et déclare qu'il ne veut pas laisser voter ce projet sans envoyer un salut amical à la nation lithuanienne; rappelle que le projet a été voté à la Chambre à l'unanimité et une abstention, p. 1228.
- Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1197, 1206, 1222, 1225, 1239.
- Fixation de l'ordre du jour de la semaine du 28-30 juin. Observations, p. 1218.
- Projet de loi autorisant le gouvernement à garantir la bonne fin d'opérations d'exportation. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1321. — Discussion générale. Discours : Rappelle la portée du projet en discussion; traite ensuite la question de l'assurance qui a été introduite dans le projet; fait des recommandations de prudence à ce sujet, propose notamment que la limite soit fixée à 75 p. c.; termine en parlant brièvement de deux projets présentés l'un par M. Meggès, en faveur d'une « Association mutuelle industrielle et commerciale internationale », l'autre développé par M. Alheine sous le titre de « la Paix financière »; puis prie le Sénat de voter le projet soumis à ses délibérations, p. 1408 à 1410.
- I. N. R. Nomination de trois membres du comité de gestion. Incident au sujet de la désignation des candidats. Observations, p. 1326.
- Projet de loi relatif au régime linguistique dans l'enseignement primaire et moyen. Discussion générale. Observations, p. 1339.

## Français (suite)

- Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque nationale de Belgique. Discussion générale. Observations, p. 1387, 1389, 1393. — Discours : Commence par déclarer que le groupe socialiste répondra à l'appel du premier ministre, ministre des finances, pour clore cette question; rappelle qu'il avait lui-même fait précédemment appel au ministre des finances, baron Houtart, pour régler ce qu'il nommait « une querelle de ménage entre la Banque nationale et le gouvernement »; déclare pourtant encore que le groupe socialiste ne peut laisser passer cette occasion de faire certaines observations au sujet de la convention en discussion, ainsi qu'au sujet des rapports entre l'Etat et la Banque nationale et développe ses observations, p. 1394-1395. — Observations, p. 1396. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1413.
- Fixation de l'ordre du jour des dernières séances avant les vacances d'été : Observations, p. 1402.
- Projet de loi autorisant des régularisations, des transferts et allouant des crédits supplémentaires pour 1930, 1931, 1932. Discussion générale. Discours : Au nom de ses amis socialistes, fait une déclaration afin d'affirmer que le parlement fera, dans une période comme celle que l'on traverse, tout son devoir; se réjouit de ce que le gouvernement ne demande pas les pleins pouvoirs; annonce que, lors d'une récente réunion tenue à la Maison du Peuple, il a cru devoir attirer l'attention des ouvriers sur les dangers que présentait pour eux la situation financière; exprime le regret que le gouvernement ne veuille pas immédiatement faire connaître ses intentions et termine en faisant quelques observations, en ce qui concerne les crédits supplémentaires, notamment au sujet de la somme destinée à accorder des gratifications aux ingénieurs des ponts et chaussées, p. 1447, 1448. — Observations, p. 1448, 1449.
- Budget des recettes et dépenses afférentes aux dommages de guerre pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1451 à 1453.
- Projet de loi concernant l'exception de jeu en matière d'opérations de Bourse. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1456.
- Projet de loi modifiant les lois relatives à l'impôt sur les revenus et celles relatives à la propriété industrielle. Discussion des articles. Art. 5. Observations, p. 1439.
- Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi relative aux pensions de vieillesse. Discussion générale. Observations, p. 1515.
- Projet de loi relatif au paiement des marchandises provenant de pays ayant établi un contrôle des devises. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1538.
- Projet de loi autorisant certaines opérations d'emprunt et de trésorerie. Discussion générale. Observations, p. 1558, 1564, 1571. — Observations au sujet de la suite du débat, p. 1573.
- Motion d'ordre de M. Volckaert au sujet du retard dans le paiement des pensions de vieillesse révisées. Observations, p. 1578. — Déclare renoncer à la parole, p. 1578.
- Interpellation de M. Vande Moortele au sujet de l'application de certains arrêtés royaux relatifs au chômage. Observations, p. 1580. — Déclare renoncer à la parole, p. 1581.

Fromont, élu sénateur provincial d'Anvers, le 20 février 1932, en remplacement de M. Cools, démissionnaire.

Ann. — Vérification de ses pouvoirs, p. 576. — Prête serment, p. 589.

Projet de loi sur la protection morale de l'enfance. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 932.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1932. Discussion générale. Discours : Commence par signaler la nécessité d'approvisionner les communes d'eau potable; signale ensuite la nécessité d'une bonne entente entre les différentes administrations supérieures; attire l'attention du ministre sur certains points spéciaux intéressant les finances ou l'hygiène dans certaines communes, p. 1222-1223. — Proteste contre la remise de la réponse du ministre à la séance de l'après-midi, étant dans l'impossibilité de se trouver à cette séance, p. 1227.

Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque Nationale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1413.

## G

Goffin, sénateur de Tournai-Ath.

Doc. — Proposition de loi interprétative de l'arrêté royal du 25 novembre 1815 (cosign), n° 9.

Ann. — Proposition de loi interprétative de l'arrêté royal du 25 novembre 1815 (Tableaux de Tournai). Discussion générale. Observations, p. 582.

Projet de loi sur la protection morale de l'enfance. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 932.

Projets de loi portant : 1° création de l'ordre des médecins; 2° institution de chambres des professions médicales. Discussion générale. Discours : Commence par faire remarquer qu'il est adversaire de la création d'un ordre des médecins; fait remarquer qu'il y a, malgré certaines affirmations qui

**Goffin (suite)**

ont été produites, d'honnêtes gens parmi les adversaires du projet, puis développe les motifs de son opposition et termine en exprimant l'avis que la plupart des médecins, tout en espérant vaguement qu'il résultera une protection du public par la création de l'ordre des médecins, réclament celui-ci parce qu'ils ont la conviction que cet organisme permettra au corps médical de former bloc et de dicter la loi lorsqu'il s'agira de forger l'armature médicale destinée à assurer à la population les soins qu'elle est en droit d'exiger de la science du moment; exprime le vœu que le Sénat rejette le projet relatif à l'ordre des médecins, p. 919 à 924. — Observations, p. 940, 956. — Discours : Répond au discours du rapporteur et maintient ses observations quant aux syndicats; propose un amendement réclamant des garanties; donne lecture de cet amendement et le défend, p. 959-960. — Discussion des articles du projet de loi relatif à la création de l'ordre des médecins. Art. 8. Discours : Rappelle un amendement qu'il avait présenté avant le renvoi en commission, amendement concernant la question des médecins qui se mettent au service des collectivités, et déclare qu'il maintient les observations qu'il a produites en faveur de son amendement, p. 1265.

Projet de loi approuvant la convention avec la Hongrie pour le règlement des créances commerciales. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1252.

Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitaux de la Société des chemins de fer au Kivu. Discussion générale. Observations, p. 1360.

Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque Nationale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1413.

**Golenvaux, sénateur coopté.**

*Ann.* — Annonce de son décès, p. 268.

**Gravez, sénateur d'Audenarde et Alost.**

*Ann.* — Projet de loi concernant l'étude des langues modernes dans l'enseignement moyen du degré supérieur. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 18.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion générale. Discours : Parle en particulier de l'inspection médicale du travail; demande l'extension du fonds des invalides et des estropiés; demande que l'on interdise le travail aux femmes mariées et se joint à M. Henricot pour demander que l'on aide les employés sans travail, p. 30-31. — Discussion des articles. Art. 19. S'abstient au vote sur cet article, p. 133.

Budget de la défense nationale pour 1932. Discussion générale. Discours : Défend les intérêts des invalides, demande notamment que le délai pour l'introduction des demandes soit prolongé, p. 369.

Budget des finances et interpellation de M. Beauduin sur la question des alcools luxembourgeois. Discussion générale. Discours : Commence par plaider à nouveau la cause des déportés, puis déclare que le gouvernement devrait commencer par faire réduire le coût de la vie avant de diminuer les salaires; termine en déclarant que la Flandre n'oubliera pas les procédés employés envers la « Handelsbank » et en conclura, une fois de plus, que ce n'est que par une administration autonome qu'elle pourra disposer de son sort, p. 449 à 451.

Budget de la justice pour 1932. Discussion générale. Discours : Proteste contre l'attitude de la justice belge, notamment en ce qui concerne les activistes; insiste également pour qu'une amnistie complète soit donnée, notamment à ceux que l'on a considérés comme des déserteurs pendant la guerre, p. 880 à 882.

Projet de loi sur la protection morale de l'enfance. Discussion générale. Discours : Défend un amendement qu'il a présenté tendant à interdire les étalages immoraux non seulement dans le voisinage des écoles mais partout ailleurs, p. 896. — Défend à nouveau son amendement, p. 897.

Projet de loi portant : 1° création de l'ordre des médecins; 2° institution de chambres des professions médicales. Discussion générale. Discours : Indique au Sénat l'avis du « Vlaamsch Geneesheerenverbond » et les garanties que présente cet organisme; estime notamment que le projet du gouvernement relatif aux professions médicales doit être élargi d'après d'organisation du V. G. V. et que le projet relatif à l'ordre des médecins doit être amendé de façon à comprendre les vétérinaires, les pharmaciens, les infirmières; annonce, en conséquence, des amendements qu'il développe, p. 915 à 919. — Observations, p. 943 à 947. — Discours : Déclare qu'il tient à relever un mot qui l'a frappé : « que tous les médecins appartenant au Sénat étaient hostiles à l'ordre des médecins »; déclare qu'il a, au contraire, toujours été le défenseur ardent et fervent d'un ordre semblable, p. 951. — Observations, p. 954. — Discussion des articles du projet de loi portant création de l'ordre des médecins. Art. 1°. Discours : Répond, en sa qualité de membre de l'« Algemeen Vlaamsch Geneesheerenverbond »

**Gravez (suite)**

à certaines réflexions qui ont été formulées au cours de la discussion, tenant à déclarer qu'il ne peut être responsable d'actes commis par l'« Association belge des médecins », p. 1253, 1254. — Art. 2. Indique des modifications de forme au texte flamand, p. 1254. — Art. 3. Discours : Estime que la création des conseils régionaux est une heureuse modification qui devrait encore être étendue, p. 1256. — Art. 4. Motive un amendement qu'il présente, p. 1259. — Art. 5. Retire l'amendement qu'il avait présenté, p. 1263. — Art. 9. Défend la rédaction qu'il propose, p. 1268. — Art. 10. Motive un amendement qu'il présente, p. 1268. — Art. 13. Demande que le conseil de l'ordre délibère à huis clos, p. 1271.

Déclaration du gouvernement après la reconstitution, le 28 mai 1932, du cabinet présidé par M. Renkin. Discours : S'étonne que, après la parole prononcée au cours de la crise par M. Renkin, p. m., m. f. « que le pays perdait son sang par de nombreuses blessures », les ministres ne trouvent que des moyens de fortune; que ces moyens ne remédient pas au chômage, cite de nombreux travaux qui pourraient être accomplis et termine en estimant que, parmi les blessures saignantes, il y a celle de l'amnistie, et que le système belge centralisateur mourra de ces blessures, p. 1044-1045.

Budget des transports pour 1932. Discussion générale. Discours : Proteste contre la différence de traitement qui existe entre un invalide recruté avant la guerre et ceux recrutés après la guerre; signale une autre injustice à l'égard des déportés; parle ensuite des mesures à prendre contre le chômage et contre la crise, préconise notamment la réduction des heures de travail, puis traite la question des passages à niveau non gardés, p. 1077-1078.

Projet de loi complétant la loi relative aux chevrons de front. Discussion générale. Discours : Défend l'amendement qu'il a présenté avec MM. Aerbeydt et Lebon et insiste pour que l'on dote sans retard les anciens combattants d'un statut définitif; déclare en terminant qu'il votera néanmoins le projet, p. 1176, 1177. — Observations, p. 1180. — Discussion des articles. Art. 1°. Demande l'appel nominal sur son amendement, p. 1183.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues en matière administrative. Discussion de articles. Art. 4. § 3. S'abstient au vote sur l'amendement de M. Segers, p. 1163. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1178.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1196. — Discours : En sa qualité de médecin, signale l'intérêt qu'il y aurait à ce qu'il y ait plus d'uniformité dans les carnets médicaux pour les nouveau-nés, les écoliers, etc., ainsi que sur la nécessité de la coopération des œuvres médicales pour les enfants; traite les différentes questions intéressant les œuvres de l'enfance; demande ensuite que l'on organise la protection de la population civile, en cas de guerre, contre les attaques par les gaz; demande également que l'on crée un hôpital universitaire à Gand, puis signale le danger résultant des difficultés faites à l'obtention par les médecins du sérum contre la poliomyélite, p. 1216, 1217.

Projet de loi relatif au régime linguistique dans l'enseignement primaire et moyen. Discussion générale. Observations, p. 1321.

Projet de loi autorisant le gouvernement à accorder la garantie de l'Etat à des emprunts à émettre à l'étranger par le Crédit communal de Belgique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1533.

**H****Hannicq, sénateur de Gand-Eecloo.**

*Ann.* — Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion générale. Discours : Traite la question des avances faites par les centrales professionnelles qui ne reçoivent pas, en temps utile, les fonds des villes, des provinces et de l'Etat; termine en insistant pour que l'on institue une commission officielle, qui, en ce temps de crise, puisse réunir les efforts des ouvriers, des patrons et du gouvernement, pour en atténuer les effets, p. 92-93.

Budget de la justice pour 1932. Discussion générale. Discours : Expose devant le Sénat une protestation de l'Association belge du tissage, à l'occasion d'une adjudication pour la fourniture de 100,000 mètres d'étoffe khaki, qui a été concédée à l'établissement pénitencier de Turnhout à un prix qui entraîne une perte sur le prix coûtant, au moment où l'on devrait au contraire aider l'industrie privée afin de donner du travail aux chômeurs, p. 873.

**Hans, sénateur de Nivelles.**

*Doc.* — Proposition de loi complétant les lois des 1<sup>er</sup> août 1899 et 1<sup>er</sup> août 1924 sur la police du roulage. Rapport complémentaire, n° 51. — Rapport complémentaire sur le texte adopté par le Sénat au premier vote, n° 66.

**Hans (suite)**

- Ann.** — Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion générale. Discours : Renouvellement des observations qu'il a faites deux ans auparavant pour que des mesures spéciales soient prises pour la protection des ouvriers du bâtiment, en ce qui concerne les accidents du travail, p. 31-32. — Observations, p. 89. — Discours : Prie le ministre de répondre aux questions qu'il lui a posées en ce qui concerne l'industrie du bâtiment, p. 107.
- Proposition de loi complétant les lois du 1<sup>er</sup> avril 1899 et du 1<sup>er</sup> août 1924 sur la police du roulage. Fait remarquer l'importance et l'urgence de cette proposition de loi, fait remarquer que de très nombreux amendements y ont été présentés et demande que la discussion en soit fixée au mardi après-midi, 8 décembre, p. 155. — Proposition d'ajournement. Discours : Développe les motifs pour lesquels, contrairement à la demande de M. Van Caenegem, m. t. p., il insiste pour que la discussion de ce projet soit abordée immédiatement, p. 162-163. — Discours : Le renvoi à la commission et l'ajournement étant proposés, déclare accepter la remise au deuxième mardi de février, p. 167. — Dépose le rapport complémentaire sur cette proposition de loi, p. 468. — Discussion générale. Discours : Déclare qu'il n'exposera pas l'économie du projet qui a pu être examinée dans ses phases successives par tous les sénateurs, mais attire l'attention de l'assemblée sur le fait que les dispositions proposées existent dans les loi en vigueur à l'étranger; que la commission n'a donc rien innové mais a uniquement adapté un règlement désuet et incomplet aux exigences de la circulation moderne, telles que les a reconnues l'Europe occidentale tout entière; estime en terminant qu'en adoptant les textes qui lui sont proposés, la Haute Assemblée rendra à la collectivité un énorme service, la mettant à l'abri des graves dangers que fait subir la circulation automobile non contrôlée, tout en favorisant l'essor de l'industrie automobile et de la circulation, p. 506 à 508. — Observations en réponse au baron de Dorlodot, p. 514. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 546. — Art. 3. Observations au sujet du permis de conduire, en ce qui concerne les étrangers, p. 547. — Art. 4. Observations, p. 547. — Art. 11. Observations, p. 554. — Avant que le Sénat n'aborde le second vote, donne lecture : 1<sup>o</sup> des amendements présentés par M. Asou et estime que ces amendements sont devenus inutiles; 2<sup>o</sup> du rapport et des amendements proposés par la commission, p. 597, 598. — Vote en seconde lecture. Art. 8. Observations, p. 602.
- Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 191, 237.
- Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 201.
- Interpellation de M. Lindekens sur le mariage des officiers. Observations, p. 256.
- Budget des travaux publics pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 637, 646.
- Budget de l'agriculture pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 719, 720, 755.
- Budget des transports pour 1932. Discussion générale. Discours : Attire l'attention du ministre sur la question de la réglementation défectueuse des heures de travail sur les nombreux chantiers et travaux de construction civile exécutés par son ministère ou subsidiés par lui, suggère au ministre certaines mesures qui remédieraient à la situation qui lui a été signalée, traite ensuite deux points particuliers : celui du parcours de l'autobus Boitsfort-place Sainte-Croix et du passage à niveau dangereux de Braine-l'Alleud, p. 1093, 1094.
- Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1208, 1224, 1225, 1227.
- Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque nationale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1413.

**Hebbinckhuys**, sénateur suppléant de Termonde et Saint-Nicolas, appelé à faire partie du Sénat comme membre effectif, le 13 septembre 1932, en remplacement de M. Libbrecht, décédé.

**Ann.** — Vérification complémentaire de ses pouvoirs, p. 1548. — Prête serment, p. 1548.

**Hénault**, sénateur de Liège.

**Doc.** — Proposition de loi destinée à venir en aide aux producteurs de froment. — Développements et proposition de loi, n<sup>o</sup> 137.

**Ann.** — Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion des articles. Art. 19. Observations, p. 132.

Budget de l'agriculture pour 1932. Discussion générale. Discours : Demande que le ministre de l'agriculture ait et pratique une politique agricole précise et de longue haleine, amenant une situation agricole prospère et durable, puis expose les revendications des agriculteurs et indique les moyens qu'il préconise pour parer à la crise, p. 759-760.

**Hénault (suite)**

- Projet de loi établissant des mesures temporaires destinées à maintenir l'équilibre budgétaire. Discussion générale. Observations, p. 859.
- Projet de loi relatif à l'emploi des langues en matière administrative. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1178.
- Proposition de loi destinée à venir en aide aux producteurs de froment. Dépose sa proposition de loi, p. 1253. — Par motion d'ordre, ayant appris que la commission de l'agriculture est convoquée pour le lendemain matin afin d'examiner sa proposition de loi, ainsi que les projets à but similaire déposés par le gouvernement, proteste contre cette convocation hâtive, les membres du Sénat n'ayant pas encore eu le temps d'examiner les projets du gouvernement, p. 1322. — Observations, p. 1323 à 1325.
- Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque nationale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1413.

**Henricot**, sénateur provincial du Brabant.

**Doc.** — Proposition de loi modifiant l'article 2 de la loi du 18 août 1887 relative à l'incessibilité et à l'insaisissabilité des salaires des ouvriers, modifiée par les lois des 25 mai 1920 et 7 août 1922. — Développements et proposition de loi, n<sup>o</sup> 48.

Projet de loi ayant pour objet de modifier ou de compléter certaines dispositions de la loi du 18 juin 1930 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés. — Rapport, n<sup>o</sup> 159.

**Ann.** — Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion générale. Discours : Parle du fonctionnement de différents organismes créés notamment à la suite du vote des lois sur la pension des employés, sur les allocations familiales, traite la question du chômage et fait certaines suggestions pour atténuer les effets de la crise, demande notamment que l'on aide les employés sans travail, p. 27 à 30. — Observations, p. 41, 45, 46, 56, 96, 98, 101. — Discours : Signale au ministre l'urgence qu'il y a à procéder à l'agrégation des caisses d'assurances pour employés, parle des mesures à prendre en faveur des employés victimes du chômage, p. 104.

Budget des finances pour 1932. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 493.

Interpellation de M. Dochen sur la situation difficile créée aux communes par une circulaire ministérielle du 18 février 1932. Observations, p. 679.

Projet de loi portant : 1<sup>o</sup> création de l'ordre des médecins; 2<sup>o</sup> institution de chambres des professions médicales. Discussion générale. Observations, p. 960.

Projet de loi approuvant la convention pour le règlement des créances commerciales entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Hongrie. Discussion générale. Observations, p. 1233.

Projet de loi ayant pour objet de modifier ou de compléter certaines dispositions de la loi du 18 juin 1930, relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1343. — Demande, le ministre de l'industrie et du travail n'étant pas présent, que la discussion soit remise à la semaine suivante, p. 1420. — Déclare qu'il aura des observations à présenter, p. 1528. — Au moment où la discussion de ce projet va être abordée, rappelle que la commission a présenté des amendements qui ont été admis à l'unanimité par la commission; annonce que M. Heyman, m. i. t. p. s., lui a déclaré que le gouvernement se ralliait à ces amendements et que, en conséquence, il n'y a pas lieu de discuter, p. 1538.

Projet de loi approuvant certains arrangements entre l'U. E. belgo-luxembourgeoise et la France. Discussion générale. Observations, p. 1529.

**Heyman**, ministre de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale.

**Ann.** — Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 42 à 44. — Discours : Répond brièvement à certaines observations concernant le chômage, p. 45, 46. — Observations, p. 46 à 48, 50 à 52. — Discours : Annonce qu'il va scinder son discours en deux parties : 1<sup>o</sup> les questions d'ordre général; 2<sup>o</sup> ses réponses aux observations présentées, puis traite les questions d'ordre général, p. 54 à 60. — Observations, p. 61 à 65. — Observations au sujet de la suite de la discussion, p. 66. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 70, 71, 76, 77. — Répond à des observations concernant des dérogations à la loi des huit heures, p. 77, 78. — Observations, p. 78, 80, 81, 84, 86, 87. — Discours : Malgré le grand nombre des observations présentées, déclare qu'il fera de son mieux pour donner satisfaction, puis répond à ces observations, p. 95 à 103. — Observations, p. 103 à 105. — Discours : Répond aux observations présentées et déclare que, dans la question en discussion, concernant les fonctionnaires révoqués à la suite de leur attitude pendant la guerre, il n'a été guidé que par le sentiment du devoir, p. 106. — M. le président proposant, vu l'heure

## Heyman (suite)

avancée, de réserver la discussion sur l'article 19 pour la séance du mardi suivant, mais de terminer la discussion générale et d'examiner les autres articles sur lesquels il y a des orateurs inscrits, marque son accord sur cette proposition, p. 107. — Reprise de la discussion générale. Discours : Répond aux questions de MM. Quinchon et Hans, ainsi qu'à d'autres observations qui lui ont été présentées, p. 107, 108. — Discussion des articles. Art. 69. Répond aux questions de M. Lebon relatives au conseil d'appel des prud'hommes d'Anvers, p. 124. — Art. 79. Répond à la question de M. Volckaert relative au crédit pour les allocations familiales, p. 125. — Art. 104 et 139 réunis. Discours : Répond à M. Laboulle, qui traite la question du chômage, p. 125 à 127. — Fait diverses observations en réponse à MM. Dewaele et Solau, p. 127. — Art. 19. Discours : Développe les motifs pour lesquels il prie le Sénat d'admettre l'article, p. 128-129. — Répond aux discours prononcés, p. 132-133.

Accident mortel de mines de Monceau-Fontaine, à Marchienne. Discours : Donne des renseignements au sujet des causes de la catastrophe, adresse les condoléances du gouvernement aux victimes et à leurs familles et déclare que des mesures seront prises pour leur venir en aide, p. 484.

Proposition de loi instituant un fonds national de la mutualité. Discussion générale. Observations, p. 611 à 613, 616 à 619. — Discours : Commence par féliciter la commission de l'attitude qu'elle a prise, puis développe les arguments pour lesquels il demande au Sénat de bien vouloir suivre la commission et rejeter la proposition de loi en discussion, p. 619 à 621. — Observations 621. — Demande à M. Jaumiaux (celui-ci ayant annoncé qu'il ferait paraître son discours sous forme de brochure), de faire également paraître dans cette brochure le discours qu'il a prononcé en réponse au sien, p. 621. — Observations, p. 622.

Interpellation de M. Ronvaux au sujet du retard apporté dans l'examen des dossiers et dans le paiement des pensions de vieillesse et des allocations aux estropiés. Observations, p. 995. — Discours : Répond successivement aux trois points différents de l'interpellation de M. Ronvaux, le remercie d'avoir élargi le débat et saisit, en conséquence, cette occasion de s'expliquer sur la position générale du problème des pensions de vieillesse, p. 995 à 1001. — Observations, p. 1001, 1002. — M. Lalemand lui posant une question au sujet de la suspension des jetons de présence des membres d'une commission d'appel, déclare qu'il lui est impossible de répondre au pied levé à cette question, p. 1002.

Déclaration du gouvernement après la reconstitution du cabinet présidé par M. Renkin, le 23 mai. Donne lecture du texte flamand de la déclaration, p. 1014.

Projet de loi ayant pour objet d'apporter une dérogation temporaire aux règles fixées à l'article 37 de la loi du 14 juillet 1930 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Discussion générale. Observations, p. 1184, 1185. — Discours : Estime n'avoir rien à ajouter aux discours de M. Jaumiaux et du rapporteur, ceux-ci ayant mis en lumière la portée du projet; indique un amendement de forme qu'il présente et donne lecture de cet amendement, p. 1185.

Projet de loi ayant pour objet de modifier certaines dispositions de la loi relative aux pensions de vieillesse. Discussion générale. Observations, p. 1508 à 1510. — Discours : Commence par demander à M. J.-J. De Clercq quelle est la proposition pratique qu'il présente, puis répond aux observations présentées, en se limitant à des appréciations générales, p. 1510 à 1514. — Observations, p. 1516. — Discussion des articles. Art. 4. Déclare être d'accord avec M. Van Coillie sur le fond de son amendement, fait diverses observations au sujet de cet amendement et termine en priant M. Vancoillie de le retirer, estimant qu'il obtient satisfaction, p. 1521. — Remercie le président qui indique une modification de forme qui devrait être apportée à la rédaction, p. 1521. — Art. 5. Estime s'être précédemment suffisamment expliqué pour pouvoir prier les auteurs d'amendements de retirer ceux-ci, puis développe les motifs pour lesquels il estime que le texte proposé par le gouvernement est tout à fait raisonnable et convie le Sénat à s'y rallier, p. 1522. — Art. 8. Répond à M. Lalemand et déclare que, à 65 ans, le choix est laissé à l'estropié entre les deux allocations (pension de vieillesse ou allocation du fonds des estropiés), mais se déclare d'accord avec M. Lalemand pour dire que les prescriptions doivent être appliquées avec humanité, p. 1523. — Fait encore des observations à ce sujet, p. 1524. — Art. 10. Commence par prier M. Vancoillie de ne pas insister sur son amendement, puis répond à M. J.-J. De Clercq, p. 1524-1525. — Fait diverses observations, en réponse à M. Moyersoen, p. 1525. — Art. 11. Répond à MM. J.-J. De Clercq au sujet d'une question qui lui a été posée par ce dernier, p. 1526. — Développe les motifs pour lesquels il prie le Sénat de ne pas accepter la proposition de M. Vancoillie, tendant à la suppression du 4<sup>e</sup> alinéa, p. 1527. — Art. 14. M. Digneffe suggérant de soumettre au conseil de législation l'ensemble des dispositions relatives aux pensions de vieillesse, déclare que la suggestion de M. Digneffe est très intéressante et déclare qu'il va faire entamer sans tarder le travail de coordination, puis répond aux observations de MM. Bossuyt et Lalemand au sujet de l'exécution de

## Heyman (suite)

la loi; termine en remerciant le Sénat d'avoir bien voulu accepter le texte tel qu'il lui a été transmis par la Chambre des représentants, p. 1527.

Motion d'ordre de M. Volckaert au sujet du retard dans le paiement des pensions de vieillesse révisées : Après le vote des projets financiers, fait une déclaration en réponse à M. Volckaert; commence par le prier de s'en référer à la déclaration qu'il a faite à la Chambre la semaine précédente, puis résume ces explications afin d'éviter qu'un malentendu ne se produise; termine en priant le Sénat de comprendre la situation, afin de sauver la loi sur les pensions de vieillesse à laquelle tous sont attachés, p. 1577, 1578. — Fait encore diverses observations, p. 1578.

Interpellation de M. Vande Moortele au sujet de l'application des arrêtés royaux des 2 juillet et 18 août 1932. L'urgence étant demandée, déclare être disposé à répondre aux questions de M. Vande Moortele, après l'examen des projets financiers, p. 1550. — Discussion de l'interpellation. Observations, p. 1579. — Discours : Commence par faire remarquer à M. Vande Moortele qu'il ne peut répondre à la partie de son discours qui traite un objet étranger à son interpellation; estime qu'il aurait dû, pour une partie de cette interpellation, s'adresser au ministre de l'intérieur, puis répond aux points qui concernent son département; termine en déclarant qu'il estime que la réponse qu'il vient de faire justifie pleinement l'attitude du gouvernement, p. 1579 à 1581. — Fait encore certaines observations en ce qui concerne les mesures à prendre par les communes, relativement aux chômeurs, p. 1581.

Hicquet, sénateur de Namur et Dinant-Philippeville, questeur du Sénat.

Doc. — Dotation sénatoriale pour 1932. — Rapport, n° 24.

Proposition de loi modifiant l'article 2 de la loi du 18 août 1887 relative à l'incessibilité et à l'insaisissabilité des salaires des ouvriers, modifiée par les lois des 25 mai 1920 et 7 août 1922 (cosign.), n° 48.

Ann. — Bureau définitif : S'associe, au nom de la gauche libérale, à la proposition de M. Lekeu tendant à réélire par acclamations tous les membres sortants du bureau, p. 4.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 95, 102, 103, 105, 106.

Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. A l'occasion du dépôt par M. Van Dievoet, m. a., d'un projet de loi prorogeant la loi temporaire, estime que la décision prise par le Sénat d'aborder le projet de statut définitif doit être respectée, p. 97.

Conseil colonial : A l'occasion d'une motion d'ordre de M. Volckaert demandant que, avant la date fixée pour la désignation d'un délégué du Sénat au conseil colonial, le bureau se réunisse pour examiner la situation; déclare être d'accord au sujet de la réunion des présidents de groupes, p. 123.

Interpellation de M. Lindekens relative au mariage des officiers. Observations, p. 256.

Annonce du décès de M. Golenvaux, sénateur coopté. Discours, p. 269, 270.

Budget de la dette publique et budget des voies et moyens pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 294.

Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 299.

Vacances du nouvel an. Observations au sujet de la date de la rentrée, p. 314.

Annonce du décès de M. Spillemaekers, sénateur d'Anvers. Discours, p. 348.

Budget de la défense nationale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 375, 377, 378, 388. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 410, 411.

Proposition de loi tendant à modifier l'article 2 de la loi du 18 août 1887 relative à l'incessibilité et à l'insaisissabilité du salaire des ouvriers, modifiée par les lois des 25 mai 1920 et 7 août 1922. — Dépose cette proposition de loi au nom de M. Henricot et au sien, p. 399.

Motion d'ordre de M. Lafontaine au sujet d'une adresse qu'il propose d'envoyer à la délégation belge à la conférence du désarmement : M. le président déclarant que cette adresse doit être soumise à une commission à nommer au sein du Sénat, propose M. Digneffe comme mandataire du groupe libéral, p. 461.

Budget des finances pour 1932. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 493.

Budget des travaux publics pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 636. — Discours : Parle des routes et des rivières de la province de Namur et termine en traitant particulièrement la question des inondations de la Meuse, p. 644-645.

Interpellation de M. Dochen sur la situation difficile créée aux communes par une circulaire ministérielle du 18 février 1932. Observations, p. 679, 680, 682, 683. — Discours : Commence par constater que le discours de M. Carton, m. i. h., a singulièrement modifié l'atmosphère du débat, ce discours ayant atténué la mauvaise impression produite par la circulaire, puis

**Hicquet (suite)**

- donne lecture d'une circulaire du gouverneur de la province de Namur, qui semble indiquer la solution qui s'impose, p. 684. — Observations, p. 686.
- Budget de l'agriculture pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 710, 711, 720, 721, 747 à 751. — Discussion des articles. Art. 85. Observations, p. 779.
- Projet de loi modifiant les tarifs douaniers ainsi que certains autres droits. Discussion générale. Observations, p. 800 à 803, 806, 807.
- Budget extraordinaire pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 816.
- Fixation de l'ordre du jour des dernières séances avant les vacances de Pâques, p. 818.
- Projet de loi établissant des mesures temporaires destinées à maintenir l'équilibre budgétaire. Discussion générale. Observations, p. 848. — Discours : Estime que la confiance doit être maintenue à tout prix, déclare que le programme du gouvernement à l'agrément de son groupe, estime que le temps manque pour un examen critique approfondi, qu'il faut donc parer au plus pressé et que, dans le but de marquer sa confiance au gouvernement, il votera le projet tel qu'il est transmis par la Chambre, demande, en terminant, que, en ce qui concerne les chevrons de front, le gouvernement déclare qu'il appliquera immédiatement les dispositions de l'article 10 autorisant le ministre des finances à apporter, sur avis conforme du conseil des ministres, certaines atténuations aux dispositions restrictives du projet, p. 849-850. — Observations, p. 852.
- Fixation de l'ordre du jour : Observations au sujet de la possibilité de voir le Sénat se séparer pour les vacances de Pâques à la fin de la séance du 22 mars en cours, p. 858.
- Vacances de Pâques : Dirée de ces vacances : M. le vice-président baron Descamps annonçant au Sénat qu'il compte lui proposer de se séparer jusqu'au 26 avril, annonce que M. le président Magnette l'a prié d'informer l'assemblée de son désir de voir le Sénat rentrer le 19 avril, p. 858.
- Conseil colonial : Déclare que la gauche libérale présente la candidature de M. Vanderlinden en remplacement de M. Cabra, p. 859.
- Budget de la justice pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 875.
- Projet de loi portant : 1° création de l'ordre des médecins; 2° institution de chambres des professions médicales. Discussion générale. Observations, p. 939. — Observations à l'occasion de la proposition de renvoi à la commission, p. 961.
- Budget des postes, télégraphes et téléphones pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 964, 965, 974.
- Projet de loi instituant des sociétés privées à responsabilité limitée. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup> : Art. 103<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>. Observations en faveur du maintien du texte de la Chambre fixant à 60 le nombre maximum des associés, p. 981.
- Interpellation de M. Ronvaux au sujet du retard apporté dans l'examen des dossiers et le paiement des pensions de vieillesse et des allocations aux estropiés. Observations, p. 994 à 996, 1000, 1002.
- Déclaration du gouvernement après la reconstitution du cabinet présidé par M. Renkin, le 23 mai. Discours : Déclare qu'il ne parlera pas de la question linguistique, se réservant de faire ceci au moment où le projet, actuellement devant la Chambre, reviendra devant le Sénat; se borne donc à indiquer quelle sera son attitude et celle de ses amis libéraux vis-à-vis du gouvernement qui vient d'être reconstitué; exprime le regret que cause à son parti le départ de M. Dens, la gauche libérale du Sénat ne possédant plus de représentant au sein du cabinet, et rend hommage à la personnalité de M. Dens; puis fait, en son nom personnel, deux réserves en ce qui concerne le programme du nouveau cabinet : 1° en ce qui est relatif au projet sur les fermages; 2° au sujet de l'autonomie communale dans la question des travaux publics destinés à combattre le chômage, p. 1035.
- Budget des transports pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1050, 1106.
- Projet de loi relatif à l'emploi des langues en matière administrative. Discussion générale. Observations, p. 1144, 1146. — Observations au sujet de la proposition limitant le temps de parole, p. 1147. — Discussion des articles. Art. 2, § 5. S'abstient au vote sur l'amendement de MM. Dierckx et Huysmans, p. 1151.
- Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1209, 1225 à 1227. — La réponse du ministre étant remise à la séance de l'après-midi, fait des observations à ce sujet, p. 1226.
- Projet de loi modifiant la compétence des juges de paix en matière de dégâts miniers. Discussion générale. Observations, p. 1289.
- Budget extraordinaire de la colonie pour 1932. Crédits supplémentaires aux budgets ordinaires de 1931 et emprunt du chemin de fer du Kivu. Observation à l'occasion de la demande d'urgence introduite par M. Tschoffen, m. c., p. 1325.
- I. N. R. : Nomination des membres du comité de gestion. Incident au sujet des candidats présentés. Observations, p. 1326. — Propose d'élire le baron Van den Bosch par acclamations, p. 1326.

**Hicquet (suite)**

- Projet de loi relatif au régime linguistique dans l'enseignement primaire et moyen. Discussion générale. Observations à l'occasion d'une rectification faite par M. Rutten, rapp., au discours qu'il a prononcé, p. 1333. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1367.
- Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque Nationale. Observations à l'occasion de la proposition de renvoi à la commission, p. 1411.
- Naturalisations : Motion d'ordre de M. Volckaert, qui demande la discussion d'urgence des demandes transmises par la Chambre. S'associe, au nom du groupe libéral, à la demande d'ajournement de M. Segers, p. 1413.
- Projet de loi réglant au point de vue de la pension la situation d'anciens magistrats chargés d'une fonction permanente aux administrations centrales de l'Etat. Discussion générale. Appuie la proposition de renvoi à la commission, p. 1425.
- Projet de loi apportant des modifications à la classification des communes. Discussion générale. Observations, p. 1430, 1431.
- Projet de loi autorisant le gouvernement à accorder la garantie de l'Etat à des emprunts à émettre à l'étranger, par le Crédit communal de Belgique. Estime que la commission des finances pourrait se réunir immédiatement, sans que la séance soit suspendue, p. 1530. — Propose d'examiner d'urgence ce projet, p. 1532.
- Fixation de l'ordre du jour (20 juillet). Observations au sujet de la suite des travaux et du groupement des votes, p. 1532.
- Annonce du décès de MM. les sénateurs Libbrecht et G. Jansen. Discours, p. 1547.
- Projet de loi autorisant certaines opérations d'emprunt et de trésorerie. Discussion générale. Observations, p. 1562.

**Houben, sénateur de Bruxelles.**

- Ann. — Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 201.
- Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque nationale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1413.

**Houtart (baron), sénateur de Tournai-Ath, ministre des finances, démissionnaire de ses fonctions de ministre des finances le 22 février 1932.**

- Ann. — Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Au moment de l'ouverture de la discussion générale, annonce au Sénat que M. Heyman, m. i. t. p. s., retenu à la Chambre par la discussion d'une interpellation sur la crise économique, l'a prié de le remplacer à la Haute Assemblée pour la discussion de son budget, p. 24.
- Fixation de l'ordre du jour : Répond à M. Volckaert qui fait des observations au sujet de la présence des ministres compétents pour la fixation de l'examen de certains petits projets, p. 6.
- Budget des voies et moyens et budget de la dette publique pour 1932. Discussion générale. Discours : Bien qu'en remerciant le baron de Dorlodot des conseils pratiques qu'il vient de donner, déclare qu'il voudrait s'associer à son optimisme mais estime, à regret, que la crise que traverse le pays est particulièrement grave, par suite de l'attitude des autres pays qui, ou bien élèvent des barrières douanières, ou bien inondent la Belgique de leurs produits vendus à des prix dérisoires; estime que cette situation exige la sollicitude la plus attentive du gouvernement, et, de la part du peuple belge, une dose peu commune de sang-froid et d'endurance, termine en déclarant qu'il retient les suggestions faites par le baron de Dorlodot et estime qu'il faut faire sortir les capitaux qui se cachent et dorment et qu'une autre condition essentielle à la bonne politique financière doit être l'économie, le réveil, le rétablissement et le maintien de la confiance, p. 294-295. — Observations, p. 295.
- Projet de loi relatif à la mobilisation des certificats représentatifs de bons de la Reichsbahn et à l'émission de bons du trésor. Discussion générale. Discours : Répond à M. Vinck; déclare qu'il n'a rien à ajouter au rapport de M. Moyersoen en ce qui concerne le projet en discussion et demande à terminer la séance et l'année en laissant de côté les divergences politiques qui ressortent particulièrement dans les discours qui viennent d'être prononcés par M. Vinck, et en insistant pour que l'union de tous les partis se fasse dans un but essentiellement national; estime notamment que l'on doit en arriver à abaisser le taux du loyer de l'argent, p. 312. — En réponse à M. Laboulle, déclare que les 300 millions pour les chômeurs doivent être déduits des bons du trésor qu'il se propose d'émettre, p. 312.
- Budget des finances pour 1932 et interpellation de M. Beauquin sur la question des alcools luxembourgeois. Discussion générale. Observations, p. 425, 426. — Admet la demande de M. Arm. Huysmans tendant à ce que cette discussion se poursuive la semaine suivante, la discussion du budget des affaires étrangères devant être remise, p. 428. — Discussion générale du budget et discussion de l'interpellation. Observations, p. 439.

**Houtart (baron) (suite)**

— Discours : Indique, à son tour, s'unissant en cela à M. Van Overbergh, rapp., et à M. A. Huysmans, les motifs pour lesquels le peuple belge peut envisager l'avenir avec confiance; fait ensuite l'exposé des obstacles devant lesquels on se trouve en répondant aux diverses observations présentées, p. 444 à 448. — A l'occasion d'une motion d'ordre de M. François au sujet d'un amendement du gouvernement tendant à augmenter le budget de plus de 7 millions, déclare qu'il s'agit d'une opération arithmétique, que l'amendement rectifie une erreur de calcul, p. 448. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 449, 455 à 457, 462, 463, 465, 466, 471, 473. — Discours : Commence par proposer, de nombreux orateurs auxquels il voudrait répondre étant absents en cette fin de séance, de leur répondre la semaine suivante, à l'occasion de la discussion des articles, mais formule pourtant, avant la clôture de la discussion générale et afin que la discussion qui vient d'avoir lieu ne laisse pas l'impression d'un flottement dans les idées, deux observations : 1° relative au problème monétaire; 2° relative à l'équilibre budgétaire, p. 481. — M. Van Dieren, considérant que les conditions ont totalement changé depuis le jour où les estimations furent faites que, en conséquence, le budget ne repose plus sur rien, et proposant d'en remettre la discussion, commence par faire remarquer qu'il est un principe essentiel, c'est que l'on n'interroge pas le gouvernement sur ses intentions, qu'il n'y a donc pas lieu qu'il réponde à ce que vient de dire M. Van Dieren; déclare ensuite que le budget des finances est d'ordre administratif; que l'on a pris l'habitude, à la suite des rapports très fouillés de M. Van Overbergh, d'élargir le champ de la discussion, ce qu'il considère du reste comme n'étant pas inutile; estime ensuite que la discussion générale étant terminée et étant donné qu'il n'a qu'à répondre à certains points de détail, il faut en finir; que, lorsque le gouvernement aura arrêté définitivement le programme auquel M. Van Dieren fait allusion, on pourra parler de ce programme, p. 475. — Discussion des articles du budget des finances. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 492, 493. — Discours : Répond aux observations présentées sur des questions spéciales, p. 493, 494.

**Hubert, sénateur coopté.**

*Ann.* — Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 56.  
 Projet de loi prorogeant la loi de cadenas pour la protection des bois et forêts. Discussion au sujet de l'opportunité de poursuivre la discussion du projet relatif au statut définitif, du renvoi de ce projet en commission et du vote éventuel de la loi de prorogation. Observations, p. 118.  
 Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. Observations au sujet de la suite de la discussion, p. 118. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 196, 197.  
 Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Observations à l'occasion d'un fait personnel de M. Volckaert au sujet du discours qui vient d'être prononcé par M. Segers, p. 245.  
 Interpellation de M. Lindekens relative au mariage des officiers. Observations, p. 256, 258.  
 Budget des finances et interpellation de M. Beauduin sur la question des alcools luxembourgeois. Discussion générale. Observations, p. 459.  
 Interpellation de M. Vinck au sujet du refus d'approbation du budget de la province de Brabant. Observations, p. 523.  
 Budget des affaires étrangères et interpellation de M. Mullie relative à l'accord commercial de 1928 avec la France. Discussion générale. Observations, p. 560.  
 Proposition de loi interprétative de l'arrêté royal du 25 novembre 1815. (Tableaux de Tournai.) Discussion générale. A la suite d'une proposition de M. Van Fleteren tendant à suspendre la discussion afin de permettre un accord, insiste pour que cette discussion soit continuée, p. 585. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 591, 592.  
 Proposition de loi instituant un fonds national de la mutualité. Discussion générale. Observations, p. 613.  
 Budget des travaux publics pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 639.  
 Budget de l'agriculture pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 764.  
 Budget des postes, télégraphes et téléphones pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 975.  
 Projet de loi instituant des sociétés privées à responsabilité limitée. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup> : Art. 103<sup>er</sup>, al. 1<sup>er</sup>. Fait des observations en faveur du maintien du texte de la Chambre fixant à 60 le nombre maximum des associés, p. 981. — Dernier alinéa, dont la commission propose la suppression. Observations, p. 981. — Art. 103<sup>er</sup>. Propose de décider qu'on verrait, en seconde lecture, s'il y a lieu de reprendre l'amendement de MM. Vancoillie et Legrand, p. 982.  
 Budget des transports pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1052, 1053, 1068.

**Hubert (suite)**

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1211, 1212.  
 Motion d'ordre de M. Hénault relative à l'examen des mesures à prendre en faveur des agriculteurs. Attire l'attention du Sénat sur la gravité du vote qu'il aurait éventuellement à émettre; fait diverses observations concernant l'examen en commission, p. 1323 à 1325.  
 Projet de loi concernant l'exception de jeu en matière d'opérations de Bourse. Déclare se rallier à la modification du titre indiquée par M. Ligy, rapp., p. 1407.  
 Demandes de naturalisation transmises par la Chambre : Discussion sur les propositions de discussion d'urgence ou d'ajournement. Observations, p. 1414.

**Huisman Van den Nest, sénateur de Bruxelles, secrétaire du Sénat.**

*Doc.* — Projet de loi relatif à l'applicabilité des dispositions de la législation coloniale réglant la matière du contrat d'emploi. — Rapport, n° 10.  
 Proposition de loi relative au remembrement et au lotissement des propriétés non bâties. — Développements, n° 22. — Proposition de loi : Annexe au n° 22.  
 Projet de loi concernant la répression des fraudes commises dans le commerce et la vente de charbon. — Rapport, n° 60.  
 Projet de loi relatif à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions. — Rapport sur le texte réamendé par la Chambre, n° 142.  
*Ann.* — Réélu, par acclamations, secrétaire du Sénat, p. 4.  
 Projet de loi relatif à l'applicabilité des dispositions de la législation coloniale réglant la matière du contrat d'emploi. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 62.  
 Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 150.  
 Proposition de loi relative au remembrement et au lotissement des propriétés non bâties. Dépose cette proposition de loi, p. 167.  
 Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Discours : Afin de ne pas devoir reprendre la parole à la discussion des articles, parle du musée scolaire, des subsides accordés aux écoles d'adultes, du conseil de perfectionnement et du programme des écoles normales; termine en parlant tout particulièrement de la question de l'éducation physique, p. 182 à 185. — Observations, p. 190, 191, 243. — Discussion des articles. Art. 151. Défend un amendement qu'il présente en faveur des sociétés de gymnastique, p. 306.  
 Vérification des pouvoirs de M. Ferminne : Dépose le rapport sur cette vérification de pouvoirs et donne lecture de son rapport, p. 348.  
 Budget de la défense nationale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 379.  
 Projet de loi concernant la répression des fraudes commises dans le commerce et la vente de charbon. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 525.  
 Proposition de loi interprétative de l'arrêté royal du 25 novembre 1815. Discussion générale. Discours : Développe les motifs pour lesquels la proposition de loi en discussion est inconstitutionnelle; pourquoi une injonction ne peut avoir lieu de pouvoir à pouvoir, le pouvoir législatif ne pouvant lui-même faire des actes administratifs, p. 526 à 530. — Reprend et termine son discours; commence par citer la conclusion de la brochure publiée par M. Leduc, afin de réfuter les arguments de M. le vicomte Terlinden, puis développe les motifs pour lesquels il estime qu'il ne faut pas séparer les œuvres réclamées par la ville de Tournai de leur ensemble, étant d'avis qu'on inaugurerait, en envoyant les tableaux à Tournai, une politique artistique dont on ne trouverait l'équivalent dans aucun pays, p. 576, 577. — Observations, p. 579, 583, 584. — M. Van Fleteren suggérant qu'on suspende le vote pour donner aux deux parties la possibilité d'arriver à une solution, estime que cette proposition est prématurée, la discussion n'étant pas terminée, p. 585. — Insiste pour que la discussion soit continuée avant qu'on ne statue sur la proposition de M. Van Fleteren, p. 585. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 587, 591.  
 Vérification des pouvoirs de M. Fromont élu sénateur provincial d'Anvers en remplacement de M. Cools démissionnaire. Donne lecture de son rapport qui conclut à la validation des pouvoirs, p. 576.  
 Proposition de loi relative à la police du roulage. Vote en seconde lecture. Art. 8. Discussion au sujet de la définition des termes « en état d'ivresse ». Observations, p. 601.  
 Budget des travaux publics pour 1932. Discussion générale. Discours : Annonce qu'il prendra la parole dans la discussion générale afin d'éviter de la prendre pendant la discussion des articles, afin de traiter une série de points intéressant l'arrondissement de Bruxelles : l'achèvement du canal de Charleroi, la question du canal de Vilvorde-Thilodonck-Louvain-Aerschot, qui touche à la question des inondations du Démer; la question des routes de Bruxelles à Vilvorde, celle du pont de Vilvorde, etc., p. 625, 526.

**Huisman Van den Nest (suite)**

- Budget de l'agriculture pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 658, 659. — Au moment où le président va accorder la parole au premier orateur inscrit, fait remarquer que le ministre de l'agriculture n'est pas présent, non plus qu'aucun autre membre du gouvernement; estime qu'il n'est conforme, ni à la tradition parlementaire, ni à la dignité du Sénat, de reprendre la discussion du budget sans que le gouvernement soit représenté; prie donc le président de surseoir pendant un moment à la réouverture de la discussion, p. 710. — Insiste sur sa demande, p. 710. — Reprise de la discussion. Observations, p. 711.
- Interpellation de M. Dochen sur la situation difficile créée aux communes par une circulaire ministérielle du 18 février 1932. Observations, p. 682. — Déclare que, n'ayant rien à ajouter aux observations qui ont été faites par les orateurs qui l'ont précédé, notamment à celles développées par M. Vinck, il renonce à la parole, p. 682. — Observations, p. 683.
- Projet de loi portant révision de la législation sur les services publics d'autobus et d'autocars. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 685.
- Projet de loi modifiant les tarifs douaniers ainsi que certains autres droits. Discussion générale. Discours : Développe les motifs pour lesquels il estime que la Belgique ne peut s'engager dans la voie du protectionnisme; déclare en conséquence qu'il ne votera pas affirmativement sur le projet en discussion et termine en exprimant le vœu que ses collègues comprennent qu'il n'est poussé que par la préoccupation de l'intérêt général du pays, p. 800 à 804. — Observations, p. 804, 805.
- Projet de loi sur la protection morale de l'enfance. Discussion générale. Discours : Déclare qu'il retient la déclaration du ministre, estimant que l'amendement de M. Van Fleteren, relatif aux œuvres d'art publiques, est inutile et que, moyennant cette interprétation, il ne votera pas l'amendement de M. Van Fleteren, p. 896.
- Projets de loi portant : 1<sup>o</sup> création de l'ordre des médecins; 2<sup>o</sup> institution de chambres des professions médicales. Discussion générale. Observations, p. 941.
- Budget des transports pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1049. — Discours : Répond aux observations faites par M. Waucquez, rapp., dans son rapport et dans son discours, relativement à la jonction Nord-Midi; estime que M. Waucquez n'a apporté aucun élément nouveau à cette question et fait à nouveau appel à l'opinion publique pour que l'on ne prodigue pas des centaines de millions à un travail qui ne s'impose pas et dont le rendement est incertain et aléatoire, p. 1092-1093. — Fait encore une observation au sujet de la jonction Nord-Midi, p. 1100. — Fait encore des observations, p. 1110.
- Déclaration du gouvernement après la reconstitution du cabinet présidé par M. Renkin, le 23 mai. Observations, p. 1057.
- Projet de loi relatif à l'emploi des langues en matière administrative. Discussion générale. Observations, p. 1136.
- Projet de loi autorisant le gouvernement à majorer dans certains cas et dans certaines limites le taux de la taxe de transmission à l'importation. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1146.
- Projet de loi tendant à l'érection en commune du hameau de Weywertz. Motion d'ordre de M. le baron van Zuylen, qui déclare avoir émis un vote affirmatif, alors que son vote n'a pas été acté et que le projet a été rejeté par parité de voix : Déclare qu'il n'était pas au bureau au moment de cet appel nominal, mais annonce que les listes pointées qu'il a sous les yeux concordent, en ce sens que le baron van Zuylen n'aurait pas pris part au vote; que, en conséquence, pour la question de fait, il est avéré que la voix du baron van Zuylen n'est pas parvenue jusqu'au bureau; déclare ensuite que, en ce qui concerne le droit et la règle, il est impossible de modifier un vote acquis; que, par conséquent, le vote proclamé doit subsister, p. 1333. — Maintient les observations qu'il vient de faire et estime que l'on devrait clore cet incident sans importance, p. 1333.
- Projet de loi relatif à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions. Dépose le rapport sur le texte amendé par la Chambre des représentants, p. 1289.
- Motion d'ordre de M. Hénauld relative à l'examen des mesures à prendre en faveur des agriculteurs. Observations, Demande que la commission ne soit pas convoquée avant le mardi suivant et fait diverses observations, p. 1322 à 1324.
- I. N. R. Désignation de membres du comité de gestion : Incident au sujet des candidats présentés. Observations, p. 1326.
- Projet de loi relatif au régime linguistique dans l'enseignement primaire et moyen. Discussion générale. Observations, p. 1339.
- Projet de loi modifiant la compétence des juges de paix en matière de dégâts miniers. Observations au sujet du moment où l'on statuera sur la proposition de renvoi à la commission, p. 1371, 1372.
- Projet de loi modifiant l'article 33 de la loi organique de l'enseignement primaire relatif aux écoles gardiennes. Discussion générale. Discours : Expose la situation en ce qui concerne les écoles gardiennes, estime que l'amendement de M. Demets est inspiré du texte primitif et est empreint d'une grande modération, mais estime d'autre part que l'adoption de cet amendement entraînerait le renvoi du projet à la Chambre et prie, en conséquence, M. Demets de renoncer à son amen-

**Huisman Van den Nest (suite)**

- dement, afin d'assurer le vote de cette loi qui, bien qu'imparfaite et incomplète, est urgente et constitue un progrès sur la situation existante, p. 1372.
- Projet de loi concernant l'exception de jeu en matière d'opérations de bourse. L'ajournement étant proposé, fait remarquer que M. Lebon a examiné le fond et que les partisans de l'ajournement invoquent des arguments opposés à l'appui de leur demande de remise; estime que le projet remédie au moins partiellement à l'immoralité de l'exception de jeu et demande que l'on ne perde plus de temps à savoir si l'on discutera ou si l'on ne discutera pas, et que l'on aborde le projet, p. 1406, 1407.
- Projet de loi apportant des modifications à la classification des communes. Discussion générale. Observations, p. 1431, 1432.
- Projet de loi modifiant les lois relatives à l'impôt sur les revenus ainsi que celles relatives à la propriété industrielle. Discussion des articles. Art. 11. Discours : Se fait l'écho des critiques violentes du monde commercial et industriel au sujet de l'organisation du dépôt des marques de fabrique et termine en priant le ministre de prendre des dispositions pour améliorer ce service, p. 1440.
- Projet de loi concernant les droits d'accise et de douane sur les sucres. Demande qu'il soit procédé à un vote séparé sur ce projet, p. 1455.
- Vérification des pouvoirs de M. Lamborelle, sénateur suppléant de Malines-Turnhout, appelé à faire partie du Sénat comme membre effectif, en remplacement de M. G. Jansen, décédé. Dépose le rapport sur cette vérification de pouvoirs et donne lecture de son rapport, qui conclut à la validation des pouvoirs, p. 1548.
- Hulin**, sénateur provincial du Hainaut.
- Ann.* — Budget de l'agriculture pour 1932. Discussion générale. Discours : Parle particulièrement de l'aide qu'on devrait donner à la culture du blé indigène, p. 717.
- Huysmans (Ara.)**, sénateur de Bruxelles.
- Doc.* — Projet de loi relatif à l'emploi des langues en matière administrative. — Amendements, n<sup>o</sup> 100.
- Proposition de loi autorisant la Compagnie intercommunale bruxelloise des Eaux à remplacer par des griffes les signatures devant figurer sur les titres de ses emprunts. — Développements et proposition de loi, n<sup>o</sup> 126.
- Ann.* — Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion des articles. Art. 19. Observations en réponse à M. Renkin, p. m., m. i. h., p. 133.
- Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 247, 263.
- Budget de la défense nationale pour 1932. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 413.
- Budget des finances pour 1932 et interpellation de M. Beauduin sur la question des alcools luxembourgeois. Discussion générale. Demande, la discussion du budget des affaires étrangères, qui figurait à l'ordre du jour, devant être remise par suite de la présence à Genève de M. Hymans, m. a. ét., que la suite de l'examen du budget des finances puisse continuer la semaine suivante, p. 428. — Discussion générale du budget et discussion de l'interpellation. Discours : Commence par remercier M. Van Overbergh, rapp., de la documentation qu'il a donnée, et constate qu'il est moins pessimiste qu'en 1931; estime que la dépression économique est partiellement due aux dettes de guerre, qui pèsent trop lourdement sur les pays belligérants d'Europe; qu'une répartition plus équitable de celles-ci entre le vieux continent et les Etats-Unis s'imposera; combat les barrières douanières; insiste sur la nécessité de comprimer les dépenses, notamment les abus en matière de pensions; déclare qu'il ne votera plus aucun impôt, à moins que le salut public ne l'exige; approuve l'émission d'un emprunt à lots multiples, envisagé par le gouvernement; estime que la thésauroisation des billets de banque est une nuisance et un danger; affirme qu'il ne faut pas toucher à la devise belge, et se résume en déclarant qu'il existe de nombreux éléments favorables pour justifier la confiance, p. 438 à 440. — Observations, p. 446, 447. — Discours : Prend brièvement la parole pour déclarer qu'il ne peut épouser la manière de voir de M. Despret en ce qui concerne la réduction des traitements et salaires des agents de l'Etat, p. 459. — Observations, p. 462, 463, 473. — Discussion des articles du budget des finances. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 489.
- Proposition de loi relative à la police du roulage. Vote en seconde lecture. Art. 8. Discussion au sujet de la définition des termes « en état d'ivresse ». Discours et observations, p. 602, 603.
- Proposition de loi instituant un fonds national de la mutualité. Discussion générale. Observations, p. 621.
- Projet de loi autorisant le gouvernement à emprunter 2 milliards de francs pour compte commun de l'Etat et de la colonie du Congo belge. Discussion générale. Observations, p. 629.
- Interpellation de M. Dochen sur la situation difficile créée aux communes par une circulaire ministérielle du 18 février 1932. Observations, p. 682, 683. — Discours : Sans toucher au fond

## Huysmans (Arm.) (suite)

du débat, sur lequel il estime que tout a été dit, développe les motifs pour lesquels il ne peut admettre que le gouvernement soit sans reproche dans cette affaire, p. 586, 687.

Budget de la justice pour 1932. Discussion générale. Discours : Entretient le Sénat de la question du travail parlementaire, souvent défectueux, et estime qu'on pourrait porter remède à la situation existante en faisant du conseil de législation un organisme plus efficace qui, sans porter atteinte aux prérogatives du législateur, perfectionnerait le travail de celui-ci, p. 875 à 877.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues en matière administrative. Discussion générale. Discours : Commence par déclarer qu'il considère le rapport comme infiniment plus clair que le projet lui-même et développe les motifs pour lesquels le projet ne répond nullement à son idéal de simple citoyen belge, attaché au libre choix et au libre usage des deux langues nationales, ennemi de toute contrainte, respectueux du libre développement des deux cultures nationales et hostile à tout ce qui peut, même en apparence, nuire à l'unité belge; termine en déclarant que ce projet ne répond pas à l'esprit de conciliation ni au sentiment national qui eussent dû l'inspirer, particulièrement en ce qui concerne l'agglomération bruxelloise, p. 1115 à 1119. — Observations, p. 1131, 1136, 1137, 1145. — Observations au sujet de la proposition de limitation du temps de parole, p. 1147. — Discussion des articles. Art. 2, § 1<sup>er</sup>. Défend son amendement, tout en déclarant qu'il ne se fait aucune illusion sur le sort des amendements qu'il a présentés avec M. Dierckx, p. 1147. — § 5. Discours : Défend l'amendement qu'il présente avec M. Dierckx, p. 1149, 1150. — Observations, p. 1150. — Art. 4, § 1<sup>er</sup>. Défend l'amendement qu'il présente avec M. Dierckx, p. 1151, 1152. — § 3. Observations, p. 1155, 1159. — Déclare que son groupe renonce à demander l'appel nominal sur l'amendement qu'il présente avec M. Dierckx, mais qu'ils le réclameront sur l'amendement de M. Segers, p. 1163. — Art. 6. Tout en ne doutant pas du rejet de l'amendement qu'il présente avec M. Dierckx, en indique le but et la portée, p. 1165. — Art. 8. Déclare renoncer à l'amendement qu'il présente avec M. Dierckx au § 2, mais maintenir celui ajoutant un § 3 à l'article, p. 1166. — Art. 9, § 1<sup>er</sup>. Motive un amendement qu'il présente avec M. Dierckx, p. 1165. — § 2. Combat le texte transmis par la Chambre et défend l'amendement qu'il présente avec M. Dierckx, tout en ne doutant pas qu'il soit rejeté, p. 1166, 1167. — Observations, p. 1167. — § 3. Estime qu'il est inutile de défendre un amendement qu'il présente avec M. Dierckx, son sort étant décidé d'avance, p. 1167. — § 6. Etant donnée les votes antérieurs, estime inutile de défendre un amendement qu'il présente avec M. Dierckx, p. 1168.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1198, 1206, 1207 à 1211, 1222. — Discours : Parle brièvement de l'insuffisance des crédits accordés aux provinces et aux communes pour leurs travaux d'hygiène; demande que l'autorité supérieure permette aux communes d'entamer des travaux quand elles sont en mesure de le faire; parle ensuite de la question du chômage et termine en demandant que le projet voté par le Sénat plusieurs années auparavant, et créant un fonds de défense contre la tuberculose et la pré-tuberculose, sorte des cartons de la Chambre et soit voté par cette assemblée sans plus de retard, p. 1233 à 1266.

Proposition de loi autorisant la Compagnie intercommunale bruxelloise des eaux à remplacer par des griffes les signatures devant figurer sur les titres de ses emprunts. Dépose cette proposition de loi et demande qu'elle soit examinée d'urgence la même semaine, p. 1226. — A la suite d'observations de M. Carton, m. i. h., déclare qu'il ne s'oppose pas à la remise au lendemain, mais fait remarquer que sa proposition n'innove rien et que des précédents justifient la mesure qu'il propose, p. 1252. — Discussion générale. Discours : Propose d'étendre le bénéfice de la loi à la Société nationale des distributions d'eau, cette société se trouvant dans une situation semblable à celle de la Compagnie intercommunale bruxelloise des eaux, et fait remarquer que l'intitulé de la loi devra être modifié dans le cas où son amendement serait admis; remercie bien vivement le ministre, le bureau du Sénat ainsi que le greffe, et aussi la commission et le baron de Mévius, rapp., de la rapidité avec laquelle cette proposition est arrivée à être soumise au vote du Sénat, p. 1282.

Projet de loi portant création de l'ordre des médecins. Discussion des articles. Art. 13. Observations, p. 1270.

## Hymans, ministre des affaires étrangères.

Ann. — Interpellation de M. le baron de Dorlodot sur la situation créée à la Belgique par les déclarations faites par M. le chancelier Brüning au sujet des paiements des réparations. M. le baron de Dorlodot demandant l'urgence, déclare qu'il ne va pas répondre aux arguments produits par ce dernier pour motiver sa demande d'urgence, M. le baron de Dorlodot ayant fait le procès des gouvernements qui se sont succédé en Belgique depuis la guerre, ce qui tend à une discussion sur l'ensemble de la politique étrangère depuis les dix dernières années; constate que cette politique a été approuvée constamment par le parlement, fait remarquer que des conver-

## Hymans (suite)

sations sont engagées entre les gouvernements, que ces conversations sont très délicates et portent sur de graves problèmes, estime donc qu'il y aurait de grands inconvénients à les discuter en séance publique à ce moment, fait donc appel à la sagesse et à la maturité du Sénat pour que le débat demandé par M. le baron de Dorlodot soit ajourné, estime que personne, à la Haute Assemblée, même le baron de Dorlodot, auquel il fait appel, ne doute de la loyale volonté du gouvernement de défendre fermement les droits de la Belgique, p. 351.

Budget des affaires étrangères et interpellation de M. Mullie sur les mesures qu'aurait prises le gouvernement en conséquence des dispositions prévues aux articles 5 et 12 de l'accord commercial du 23 janvier 1928 entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la France. Discussion générale. Observations, p. 532 à 534, 536, 557, 558, 560. — Discours : Commence par répondre à l'interpellation de M. Mullie, puis répond aux autres discours qui ont été prononcés, p. 561 à 565. — Observations, p. 568. — M. le président demandant s'il ne serait pas bon, vu l'heure avancée, de remettre la suite de la discussion, demande s'il n'avait pas été entendu que la séance serait au besoin prolongée, afin que le débat puisse être terminé pendant la séance en cours, p. 568. — Discussion des articles du budget. Art. 16. M. le baron de Dorlodot critiquant l'attitude de M. le baron Rolin Jaquemyns à la Cour internationale de justice, répond à M. le baron de Dorlodot et déclare notamment qu'il n'a pas à discuter les avis émis librement par le baron Rolin Jaquemyns dans l'exercice de ses fonctions, p. 569. — Art. 19. Observations en réponse à certaines observations faites par M. Mullie en ce qui concerne son interpellation, p. 570.

Assassinat du Président de la République française, M. Paul Doumer : S'associe, au nom du gouvernement, aux paroles de sympathie et de condoléance qui viennent d'être prononcées par M. le président, à l'adresse de la nation amie, à l'occasion du deuil qui la frappe, p. 970.

Déclaration du gouvernement après la reconstitution du cabinet présidé par M. Renkin, le 23 mai. Donne lecture au Sénat de la déclaration ministérielle qui commence par annoncer que les incidents gouvernementaux qui viennent de se dénouer ne modifient en rien la politique générale du gouvernement telle qu'elle fut exposée dans la déclaration ministérielle du 11 juin 1931, p. 1013. — Discussion : Observations, p. 1027, 1028, 1037, 1057.

Projet de loi approuvant certains arrangements entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la France. Discussion générale. Discours : Répond aux questions posées par M. Mullie, rapp., p. 1529-1530. — En réponse notamment au discours de M. le baron de Moffarts, rectifie une légende que l'on semble s'attacher à répandre, déclare que ce n'est pas le ministre des affaires étrangères qui décide de la politique agricole du gouvernement, mais bien le département de l'agriculture en collaboration avec le département des affaires étrangères, termine en marquant que la politique commerciale qui est suivie est la politique du gouvernement, délibérée en conseil des ministres après avoir entendu les ministres compétents, p. 1530-1531. — Répond aux différents points spéciaux soulevés par M. Mullie, rapp., en ce qui concerne les pommes de terre, les cossettes de chicorée, etc., ainsi qu'au sujet du retard apporté à l'examen de ce projet, fait remarquer que celui-ci a été déposé sur le bureau de la Chambre le 28 janvier 1932, que le gouvernement n'est donc pas responsable du retard apporté à sa discussion et ajoute que l'intérêt n'était pas immédiat, le parlement français ne s'étant pas encore prononcé, p. 1531.

Fixation de l'ordre du jour (20 juillet). Observations au sujet de la suite des travaux et du groupement des votes, p. 1532.

Projet de loi relatif au paiement des marchandises provenant de pays ayant établi un contrôle des devises. Discussion générale. Discours : Fait remarquer que la question se réduit à peu de chose, que l'on parle de pleins pouvoirs, alors qu'il n'en est pas question, qu'il ne s'agit, dans le projet en discussion que d'une sauvegarde élémentaire des intérêts nationaux, rappelle qu'il déclare dans une lettre adressée à M. Digneffe que les mesures ne peuvent être prises que délibérées en conseil des ministres, p. 1535-1536. — Observations, p. 1536, 1537.

## Ingenbleek, sénateur coopté.

Doc. — Projet de loi autorisant certaines opérations d'emprunt et de trésorerie. — Rapport, n° 196.

Ann. — Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 102, 103.

Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque nationale. Discussion générale. Observations, p. 1389, 1392.

Projet de loi relatif au paiement des marchandises provenant de pays ayant établi un contrôle des devises. Discussion générale. Observations, p. 1536.

**Ingenbleek (suite)**

Projet de loi autorisant certaines opérations d'emprunt et de trésorerie. Discussion générale. Observations, p. 1551, 1554 à 1557. — Discours : Rappel que, dans son rapport, il a voulu réhabiliter le bon de Trésor et fait ressortir que le franc belge est dûment protégé par la loi, estime qu'il n'est plus nécessaire pour lui de revenir sur ces questions, puis fait part au Sénat de quelques réflexions que lui a suggérées la situation dans laquelle se trouve la trésorerie du pays, termine en faisant remarquer que le redressement financier doit comporter des mesures fiscales et un assainissement budgétaire qui risquent d'être impopulaires, que ce serait sans doute politique de reporter ces mesures jusqu'après les élections, mais que le devoir commande de les prendre sans retard et sans défaillance, qu'il faut donc prendre ses responsabilités et pratiquer au grand jour une gestion prudente et énergique, obéissant à des principes et excluant toute considération de personnes ou de programmes, souhaite donc que tous les hommes de bonne volonté se rapprochent dans un sentiment de solidarité nationale, p. 1557 à 1559.

**J****Jabon, sénateur provincial du Luxembourg.**

**Doc.** — Projet de loi relatif à la réduction temporaire de certains fermages. Rapport, n° 200.

**Ann.** — Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 150.

Budget des affaires étrangères et interpellation de M. Mullie relative à l'accord commercial de 1928 avec la France. Discussion générale. Observations, p. 533. — Discours : Déclare prendre la parole, n'étant pas d'accord avec M. Mullie, qui vient de développer son interpellation et afin de développer les motifs pour lesquels il estime personnellement que la méthode du contingentement est supérieure à celle des droits d'entrée pour combattre le protectionnisme des pays étrangers; termine rapidement son discours, M. Mullie ayant déclaré, par une interruption, qu'il était d'accord avec lui, p. 542.

Proposition de loi instituant un fonds national de la mutualité. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. S'abstient au vote sur cet article, p. 624.

Budget de l'agriculture pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 658. — Discours : Commence par déclarer que tous ceux qui connaissent la vie agricole s'associeront sans réserve aux conclusions du rapport si bien fait de M. Limage, puis réclame des mesures de défense qui doivent être temporaires et rationnellement justifiées; termine en signalant à ceux qui s'enferment farouchement dans une doctrine, des paroles d'André Maurois afin de prouver que pour l'action il n'y a pas de règle ni de doctrine absolue et que l'on ne peut jamais se dire que l'on tient la méthode définitive, p. 688 à 694. — Observations, p. 711, 713, 714, 735, 748, 750, 752, 753.

Projet de loi concernant l'incinération facultative de cadavres humains. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. S'abstient au vote sur cet article, p. 729.

Projet de loi modifiant les tarifs douaniers ainsi que certains autres droits. Discussion générale. Observations, p. 800, 802, 803, 805.

Déclaration du gouvernement après la reconstitution du cabinet présidé par M. Renkin, le 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de confiance présenté par MM. Segers et Hicquet, p. 1051.

**Janssens (G.), sénateur de Malines et Turnhout.**

**Doc.** — Proposition de loi interprétative de l'arrêté royal du 25 novembre 1815 (cosign.), n° 9.

**Ann.** — Projet de loi concernant l'incinération facultative de cadavres humains. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. S'abstient au vote sur cet article, p. 729. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 733.

Budget extraordinaire pour 1932. Discussion générale. Discours : Traite la question du canal Albert et proteste contre la modification éventuelle du tracé primitivement arrêté pour ce canal, p. 780, 781.

Projet de loi modifiant les tarifs douaniers, ainsi que certains autres droits. Discussion générale. Observations, p. 802. Annonce de son décès, p. 1546.

**Janssens (Ed.), sénateur provincial du Limbourg.**

**Ann.** — Budget des finances et interpellation de M. Beauduin sur la question des alcools luxembourgeois. Discussion générale. Discours : Attire l'attention du ministre : sur l'inefficacité des passavants délivrés aux négociants habitant la zone frontrière, ainsi que sur la question des lettres de voiture spéciales qui doivent accompagner tout envoi de sucre à partir de 50 kilos

**Janssens (Ed.) (suite)**

et dont un registre spécial doit être tenu par les commerçants; signale l'inefficacité de cette mesure qui ne supprime pas les fraudes que l'on a voulu atteindre, p. 459, 460.

Budget extraordinaire pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 816.

Budget de la justice pour 1932. Discussion générale. Discours : Profite de la discussion du budget de la justice pour répéter que l'organisation judiciaire tarde à s'adapter à la situation du Limbourg depuis le développement industriel de cette province, p. 879.

**Jauriaux, sénateur coopté.**

**Ann.** — Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 29, 30, 46, 57, 59 à 61, 64, 76. — Discours : Plaide la cause des veuves des employés en matière d'allocations, puis traite la question des pensions de vieillesse, du point de vue de la crise; termine en parlant de la question des mutualités et du libre choix du médecin, p. 81-82. — Observations, p. 96, 100, 106, 108. — Discussion des articles. Art. 97. Prend la parole à l'occasion de cet article afin de faire remarquer que, bien que l'on semble aimer de moins en moins l'assurance obligatoire, il estime qu'elle ne marche pas mal en Belgique, mais qu'il y a encore environ 800,000 personnes de la classe salariée à atteindre, p. 108. — Art. 19. Développe les motifs pour lesquels il demande le rejet de l'article 19, tout en admettant une proposition gouvernementale qui tendrait à l'institution d'une commission qui examinerait tous les cas qui lui seraient soumis, p. 130-131.

Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 201.

Budget des sciences et des arts pour 1932. — Discussion générale. Observations, p. 232.

Budget de la défense nationale pour 1932. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 413.

Budget des finances et interpellation de M. Beauduin sur la question des alcools luxembourgeois. Discussion générale. Observations, p. 440.

Budget des affaires étrangères et interpellation de M. Mullie relative à l'accord commercial de 1928 avec la France. Discussion générale. Observations, p. 567. — Discussion des articles du budget. Art. 16. Observations, p. 569.

Proposition de loi instituant un fonds national de la mutualité. Discussion générale. Discours : Commence par indiquer les motifs pour lesquels il a présenté pour la troisième fois une proposition de loi sur l'objet en discussion; défend sa proposition et réfute les objections de la commission et du rapport de M. J.-J. De Clercq, p. 611 à 617. — Observations, p. 618 à 621. — Discours : Commence par déclarer qu'il ne suivra pas le ministre en entamant un débat sur la question des pensions de vieillesse; déclare que la proposition socialiste n'a qu'un inconvénient aux yeux de la droite, c'est d'empêcher les catholiques de faire du prosélytisme; estime que dans les nouvelles sociétés dépendant du fonds national les ouvriers devraient faire abstraction de leurs opinions politiques et que c'est pour ce motif que l'on ne veut pas de sa proposition de loi; répète que dans la proposition ministérielle, comme dans la sienne, il y a une chose commune : c'est que la cotisation doit être payée par tous les employeurs alors que les salariés ne sont pas encore tous assurés, p. 621. — Après avoir annoncé qu'il ferait paraître son discours en brochure, et M. le ministre lui demandant d'y faire paraître également son propre discours, déclare qu'il y fera paraître l'essentiel du discours du ministre, p. 621. — Observations, p. 622.

Budget de l'agriculture pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 756.

Projet de loi établissant des mesures temporaires destinées à maintenir l'équilibre budgétaire. Discussion générale. Discours : Demande, étant donnée la compression dont les budgets vont être l'objet, que l'entière des subsides destinés aux mutualités soit maintenue pour 1932, leur diminution sans préavis étant de nature à amener un désastre financier dans ces organismes, p. 861, 862.

Projets de loi portant : 1° création de l'ordre des médecins; 2° institution de chambres des professions médicales. Discussion générale. Observations, p. 922, 941, 942. — Discours : Déclare que, après avoir écouté attentivement le premier exposé du baron Delvaux de Fenffe, rapp., ainsi que le second discours qu'il vient de prononcer, il reste malgré cela absolument adverse d'un ordre des médecins; développe des arguments à l'appui de son opinion, cite notamment l'avis de M. Gérard qui s'occupe de la médecine au point de vue de la grosse industrie de la province de Liège, p. 943 à 946. — Observations, p. 947, 948, 950, 956. — Observations à l'occasion de la proposition de clôture de la discussion générale, p. 1246. — Discussion des articles du projet relatif à la création de l'ordre des médecins. Art. 1<sup>er</sup>. Discours : A l'occasion de cet article, déclare qu'il espère pouvoir émettre un vote affirmatif, son vote devant cependant dépendre de

## Jaumiaux (suite)

l'adoption ou du rejet de certains amendements, p. 1253. — Art. 4. Fait diverses observations, p. 1261, 1262. — Le renvoi à la commission étant proposé et le ministre demandant que, au contraire, le Sénat fasse un effort pour terminer la discussion ce jour-là, appuie cette dernière proposition, p. 1263. — Art. 5. Déclare accepter l'amendement qui vient d'être présenté par M. Dierckx, mais s'explique au sujet des choses désagréables dites à ses collègues par M. Dierckx, p. 1263. — Art. 7. Observations, p. 1264. — Demande si c'est à l'article 7 que se rattache la proposition du ministre disant que le conseil supérieur peut être consulté par les conseils de l'ordre, puis, M. le président estimant que cette question devra être reprise lorsqu'on examinera les attributions des différents conseils, déclare que l'observation du président est pertinente, p. 1264, 1265. — M. le président déclarant qu'il n'est saisi d'aucun texte au sujet d'une modification proposée par le baron Delvaux de Fenffe, rapp., déclare que le texte figure au document n° 108, p. 1271. — Art. 8. Appuie les observations formulées par M. Carton, m. i. h., mais fait diverses observations, p. 1266. — Observations, p. 1267. — Art. 13. Observations, p. 1270. — Déclare renoncer à la parole, p. 1271. — Art. 13bis. Développe des arguments à l'appui de cet article, p. 1272.

Projet de loi sur la protection morale de l'enfance. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 932.

Budget des transports pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1086.

Projet de loi apportant une dérogation temporaire aux règles fixées à l'article 37 de la loi du 14 juillet 1930 relative à l'assurance vieillesse-décès. Discussion générale. Discours : Défend les intérêts des chômeurs et attire l'attention sur certaines situations et certaines mesures à prendre, p. 1184. — Observations, p. 1185.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1932. Discussion générale. Discours : Parle de la nécessité de continuer la lutte contre la tuberculose, de ne pas diminuer les subsides destinés aux œuvres qui s'en occupent et de subsidier largement les œuvres de l'enfance; signale la nécessité d'écartier toute politique dans l'organisation des consultations pour nourrissons, p. 1220 à 1222.

Projet de loi approuvant la convention avec la Hongrie pour le règlement des créances commerciales. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1252.

Motion d'ordre de M. Hénault relative à l'examen des mesures à prendre en faveur des agriculteurs. Observations, p. 1323.

Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi relative aux pensions de vieillesse. Discussion générale. Observations, p. 1511, 1514, 1519. — Discours : Commence par déclarer que, si la proposition de renvoi est nettement formulée par la droite, son groupe la votera; traite brièvement la question des abus, mais estime qu'il est impossible de les envisager sérieusement dans une aussi rapide discussion, puis annonce des amendements et les défend, p. 1519-1520. — Discussion des articles. Art. 5. A l'occasion d'un amendement présenté par lui à cet article, estime qu'il a suffisamment défendu ses amendements pendant la discussion générale, p. 1522. — Proteste contre les insinuations dirigées contre lui par M. Vancoillie, p. 1522. — Art. 11. Appuie la proposition de suppression du 4<sup>e</sup> alinéa, p. 1526. — Observations, p. 1526, 1527.

Motion d'ordre de M. Volckaert au sujet du retard dans le paiement des pensions de vieillesse révisées. Observations, p. 1577, 1578.

Interpellation de M. Vande Moortele concernant l'application de certains arrêtés royaux relatifs au chômage. Observations, p. 1579.

Joachim, sénateur provincial de Liège.

Ann. — Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 201.

Budget extraordinaire pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 821.

Projet de loi sur la protection morale de l'enfance. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 932.

Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque Nationale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1413.

## L

Laboulle, sénateur de Liège.

Ann. — Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. Observations, tant au sujet des propositions en présence pour la fixation de la discussion qu'au sujet de la demande d'appel nominal sur la proposition d'ajournement faite par le gouvernement, p. 20. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 201.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 45, 87, 88, 106. — Demande que les articles 104 et 139 sur lesquels il

## Laboulle (suite)

est inscrit et qui se rapportent en fait au chômage et à la crise soient réservés, p. 107. — Discussion des articles réservés. Art. 104 et 139 réunis. Discours : Traite la question du chômage qu'il craint de voir s'étendre encore en Belgique, p. 125-126. — Art. 19. Observations, p. 131.

Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 244. — Estime que le discours prononcé par M. Segers est trop important pour qu'il y réponde en l'absence de celui-ci, p. 250. — Au moment où la discussion va être reprise au cours de l'après-midi du 22 décembre, estime que l'heure est bien tardive pour reprendre un débat aussi important et demande que, tout au moins, les articles sur lesquels il y aurait des orateurs inscrits soient réservés, p. 279, 280. — Observations, p. 280. — Reprise de la discussion générale. Discours : Déclare qu'il ne comptait pas prendre la parole dans ce débat, mais qu'il y est obligé par suite du discours de M. Segers, puis répond à ce discours ainsi qu'aux autres discours et interruptions de membres de la droite; termine en estimant que les sénateurs de droite se trouvent dans une situation équivoque, non seulement devant les libéraux, mais devant les membres du parti catholique qui écrivent dans le *Pays wallon* et autres *Appel des Cloches*, p. 280 à 282. — Observations, p. 300.

Projet de loi relatif à la mobilisation des certificats représentatifs de bons de la Reichsbahn et à l'émission de bons du trésor. Discussion générale. Demande si les 300 millions pour les chômeurs sont compris dans l'emprunt en discussion, p. 312.

Projet de loi autorisant le gouvernement à emprunter deux milliards de francs pour compte commun de l'Etat et de la colonie du Congo belge. Discussion générale. Discours : Fait une déclaration au nom du groupe socialiste, déclaration qui a surtout pour but de mettre en lumière le cynisme des procédés auxquels on a recours, mais déclare que le parti socialiste ne fera aucun geste et ne prononcera aucune parole de nature à influencer défavorablement les futurs souscripteurs de l'emprunt, p. 629.

Projet de loi concernant l'incinération facultative de cadavres humains. Au moment du vote sur l'ensemble, fait remarquer que, par suite du bruit qui règne dans la salle, on ne sait sur quoi l'on vote, p. 733.

Budget extraordinaire pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 782, 815. — Observations au sujet de la fin du débat et de l'éventualité, si la discussion générale peut être terminée pendant la séance en cours, de permettre aux orateurs qui le désireraient de présenter encore des observations d'ordre général à l'occasion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 818. — Reprise de la discussion générale. Discours : Au nom de M. Van Belle, indisposé, fait diverses observations concernant la question des adjudications publiques; parle ensuite notamment de la question des travaux de dragage de Zeebrugge, p. 819 à 822.

Projet de loi établissant des mesures temporaires destinées à maintenir l'équilibre budgétaire. Discussion générale. Discours : Commence par rappeler la déclaration faite par la minorité du Sénat, lors du vote du projet d'emprunt, puis développe les motifs pour lesquels il considère que la situation dans laquelle on se trouve est due aux dégrèvements massifs faits en 1930; rappelle ensuite les déclarations faites par MM. Van Overbergh et Dierckx; termine les observations qu'il désire présenter à ce moment en parlant des lois sociales et en déclarant que le gouvernement n'échappera pas à l'assurance généralisée contre le chômage, p. 850 à 852. — Reprend et termine son discours : Parle particulièrement de la question des droits de douane, critique les réductions de salaires et termine en citant des paroles prononcées en 1894 par Jaurès : « Il n'y a pas de secret pour arrêter l'universel effort du prolétariat vers le bien-être », p. 856-857. — Observations, p. 860. — Discussion des articles. Art. 9. Discours : Renouvelle la question qu'il a posée pendant la discussion générale au sujet de l'application de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> février stipulant que les nouveaux droits prescrits par arrêté royal doivent être ratifiés par les Chambres, p. 868. — Insiste sur sa question, la réponse du ministre ne lui donnant pas satisfaction, p. 868.

Projets de loi portant : 1<sup>o</sup> création de l'ordre des médecins; 2<sup>o</sup> institution des chambres des professions médicales. Discussion générale. Observations, p. 943.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues en matière administrative. Discussion générale. Observations, p. 1133. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1178.

Budget métropolitain des colonies pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1303.

Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque Nationale. Discussion générale. Observations, p. 1397. — Discours : Estime que l'on traite, une fois de plus, le Sénat avec une complète désinvolture, par la façon dont on lui demande de voter ce projet; estime qu'il y aurait lieu de le renvoyer à la commission; déclare que son groupe s'abstiendra au vote final, mais déclare également qu'il attache une grande importance à la question soulevée par le baron de Drolodot et demande que l'on modifie la loi qui régit la Banque Nationale, afin que celle-ci ne puisse plus gager des billets sur d'autres billets, p. 1397-1398. — Observations, p. 1398. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1413.

Projet de loi relatif au tarif des douanes. Discours : Tout en ne

**Laboulle (suite)**

voulant pas être accusé de chercher querelle au premier ministre, lui pose deux questions au sujet du délai apporté à soumettre au parlement l'approbation des mesures qui ont été prises; rappelle à cette occasion des questions qu'il précédemment posées à M. Renkin à ce sujet et la réponse de celui-ci; termine en déclarant que le retard apporté au dépôt du projet en discussion milite encore contre l'octroi de pouvoirs extraordinaires au gouvernement, celui-ci ne respectant pas les conditions auxquelles l'approbation des dispositions qu'il prend sont subordonnées, p. 1449.

Projet de loi concernant l'exception de jeu en matière d'opérations de bourse. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1456.

Projet de loi autorisant certaines opérations d'emprunt et de trésorerie. Discussion générale. Observations, p. 1565.

**Lafontaine**, sénateur provincial de Liège, premier vice-président du Sénat.

**Doc.** — Projet de loi approuvant les conventions bilatérales conclues à Bruxelles, avec le grand-duché de Luxembourg, la France et l'Italie, dans le but d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts directs et de régler certaines autres questions en matière fiscale. — Rapport n° 37.

**Ann.** — Réélu, par acclamations, premier vice-président du Sénat, p. 4.

Proposition de loi relative à la police du roulage. Proposition d'ajournement. Observations, p. 165.

Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 232, 249.

Projet de loi fixant le contingent pour 1932. Discussion générale. Discours : Fait remarquer que, bien que le gouvernement ait ratifié la demande faite par la Société des nations, visant à une trêve d'armements pour la durée d'un an, le contingent est augmenté de mille hommes, p. 309.

Projet de loi approuvant les conventions bilatérales conclues à Bruxelles, avec le grand-duché de Luxembourg, la France, et l'Italie, dans le but d'éviter la double imposition en matière d'impôts directs et de régler certaines autres questions en matière fiscale. L'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, qui conclut à l'adoption du projet, p. 313.

Budget de la défense nationale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 367, 373, 374, 377, 378. — Discours : Commence par estimer que l'on se trouve devant l'un des problèmes les plus angoissants qu'il y ait jamais eu à résoudre, que tout le monde est d'accord qu'une menace latente de guerre existe chez les militaristes du monde entier, hommes qui vivent de la guerre et qui ont pendant la guerre réalisé des fortunes colossales, leur permettant de disposer d'une presse qui ne dit pas la vérité, mais que le parlement doit être conscient que les dépenses faites par la Belgique pour une prétendue défense dépassent les moyens dont dispose le pays; puis défend les idées de désarmement et de grande communauté humaine qu'il espère que le ministre saura défendre à Genève, p. 387 à 390. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 407, 411, 412.

Motion d'ordre : Etant donné que la discussion du budget des finances, en cours devant le Sénat, fait comprendre combien seraient utiles les allègements financiers provenant du désarmement, propose d'envoyer aux délégués belges, en ce moment à la conférence de Genève, un vœu dont il donne lecture, p. 461.

Budget des affaires étrangères et interpellation de M. Mullie relative à l'accord commercial de 1928 avec la France. Discussion générale. Discours : Traite la question de la sécurité de la Belgique, commente les discussions qui se déroulent à Genève et celle de la proposition française tendant à l'organisation d'une force publique internationale; estime que la Belgique devrait développer à Genève l'idée de l'ordre public international, p. 565 à 568. — Discussion des articles du budget. Art. 1<sup>er</sup>. M. le baron de Dorlodot ayant signalé l'odieuse rédaction d'un guide allemand du tourisme, estime qu'il faut se préoccuper des attaques calomnieuses que les pays s'adressent les uns aux autres par personnes interposées; exprime le regret que les Etats n'aient, à cet égard, aucun droit de réponse et estime qu'il y a là un problème intéressant à relever au point de vue international, p. 569. — Art. 16. M. le baron de Dorlodot, critiquant l'attitude de M. le baron Rolin Jaquemyns à la Cour de justice internationale, fait remarquer que les magistrats de la Cour internationale de justice n'y siègent pas comme représentants de leur pays et déclare que le baron Rolin est du reste incapable de poser un acte que sa conscience n'approuverait pas, p. 569.

Budget de l'agriculture pour 1932. Discussion générale. Observations au sujet de la suite du débat, p. 660.

Conseil colonial : Déclare que la gauche socialiste présente la candidature de M. Wauters, en remplacement de M. Dubois, démissionnaire, p. 859.

Projet de loi sur la protection morale de l'enfance. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 932.

Déclaration du gouvernement après la reconstitution du cabinet présidé par M. Renkin, le 23 mai. Discours : Commence par

**Lafontaine (suite)**

déclarer que le discours que vient de prononcer M. Van Overbergh facilite beaucoup sa tâche, celui-ci ayant traité les points qu'il comptait lui-même développer et les ayant envisagés de la même manière que lui, sauf que lui-même n'aurait pas conclu à la confiance au gouvernement; traite ensuite le problème qui va être soulevé à Lausanne et développe l'avis et l'attitude du parti socialiste international dans cette question, attitude qu'ils chercheront, par tous leurs efforts, à faire triompher, p. 1021 à 1023. — Observations, p. 1030, 1035, 1038, 1042.

Projet de loi approuvant la convention pour le règlement des créances commerciales entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Hongrie. Discussion générale. Observations, p. 1234. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1252.

Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque nationale. Discussion générale. Observations, p. 1398. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1413.

**Lalemard**, sénateur de Bruxelles.

**Ann.** — Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion générale. Discours : Demande la révision de certains articles de la loi sur les conseils de prud'hommes, p. 31. — Observations, p. 58, 65. — Discours : Parle de la loi créant un fonds spécial en faveur des estropiés, p. 67 à 69. — Observations, p. 108.

Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 201.

Budget des travaux publics pour 1932. Discussion générale. Discours : Parle de la situation des ouvriers carriers du bassin de Liège et de la crise dans l'industrie de la pierre, p. 633. — Observations, p. 638.

Projet de loi concernant l'incinération facultative de cadavres humains. Observations au moment du vote sur l'ensemble du projet, p. 733.

Budget de la justice pour 1932. Discussion générale. Discours : Insiste sur la demande qu'il a déjà faite à M. Janson, alors ministre de la justice, d'admettre des délégués de la F. N. des I. du T. et de la P. au comité consultatif pour l'amélioration du sort des aveugles; attire ensuite l'attention sur les abus auxquels donnent lieu les tombolas nationales et demande que des mesures soient prises pour que ces abus soient supprimés, p. 877.

Projet de loi sur la protection morale de l'enfance. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 932.

Interpellation de M. Ronvaux au sujet du retard apporté à l'examen des dossiers et au paiement des pensions de vieillesse et des allocations aux estropiés. Pose une question au ministre au sujet de la suspension des jetons de présence des membres d'une commission d'appel, p. 1002.

Budget des transports pour 1932. Discussion générale. Discours : Insiste sur la demande qu'il a déjà faite tendant à l'obtention du transport gratuit des voiturettes d'invalides; insiste également pour que ceux-ci obtiennent d'office une place assise, p. 1087. — Observations, p. 1105, 1110.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1239.

Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque nationale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1413.

Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi relative aux pensions de vieillesse. Discussion générale. Discours : Attire l'attention du Sénat sur la circulaire envoyée le 12 mai 1932 aux receveurs des contributions en ce qui concerne les arrérages dus pour le troisième trimestre de 1932; prie le ministre de retirer cette circulaire dans l'intérêt des vieux travailleurs qui, par suite de la crise, attendent impatiemment leur pension, p. 1516. — Discussion des articles. Art. 8. Proteste contre ce qu'il estime une injustice à l'égard des estropiés et aveugles, qui constatent que leur pension de vieillesse est diminuée parce qu'ils touchent une modeste allocation du Fonds des estropiés, p. 1523. — Fait encore des observations à ce sujet, p. 1523, 1524.

**Lamborelle**, sénateur suppléant de Malines-Turnhout, appelé à faire partie du Sénat comme membre effectif, le 13 septembre 1932, en remplacement de M. G. Jansen, décédé.

**Ann.** — Vérification complémentaire de ses pouvoirs, p. 1548. — Prête serment, p. 1548.

**Lammertijn**, sénateur provincial de la Flandre occidentale.

**Ann.** — Budget des travaux publics pour 1932. Discussion générale. Discours : Demande, vu les nombreux accidents occasionnés, par la circulation rapide des automobiles, aux laboureurs et à leurs attelages, qu'à l'avenir les côtés des routes soient réservés à ceux-ci pour la facilité de leurs exploitations, p. 645.

**Lammertijn (suite)**

Budget de l'agriculture pour 1932. Discussion générale. Discours : Après avoir reconnu que l'agriculture a traversé une période de prospérité, estime que les agriculteurs traversent une terrible crise et que l'Etat doit les aider plus efficacement qu'il ne l'a fait précédemment; estime que, pour l'armée notamment, on devrait acheter des produits belges; parle ensuite de la question du bétail et du contrôle du beurre, p. 738, 739.

**Lebeau, sénateur de Huy-Waremme.**

*Doc.* — Proposition de loi destinée à venir en aide aux producteurs de froment (cosign.), n° 137.

*Ann.* — Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 201.

Budget des travaux publics pour 1932. Discussion générale. Discours : Indique les nombreux travaux urgents à exécuter dans l'arrondissement de Huy-Waremme, p. 641, 642.

Projet de loi sur la protection morale de l'enfance. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 932.

Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque nationale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1413.

**Lebon, sénateur provincial d'Anvers, secrétaire du Sénat.**

*Doc.* — Budget des travaux publics pour l'exercice 1932. Rapport, n° 67.

Proposition de loi étendant aux sociétés coopératives certaines dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Rapport, n° 105.

*Ann.* — Réélu, par acclamations, secrétaire du Sénat, p. 4.

Projet de loi concernant l'étude des langues modernes dans l'enseignement moyen du degré supérieur. Discussion générale. Discours : Commence par parler d'un incident personnel qui s'est produit entre lui et M. Dierckx par suite d'une interruption faite par celui-ci lors de la discussion du projet sur le régime linguistique dans l'enseignement moyen, puis estime que tout a été dit en ce qui concerne le projet en discussion lors de l'examen du projet voté au moment de la clôture de la session qui vient de se terminer; se borne donc à émettre quelques brèves considérations au sujet de la différence qu'on veut faire exister entre la dispense dans l'enseignement libre et celle dans l'enseignement officiel, p. 9, 10. — Observations, p. 10.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale. Discussion générale. Observations, p. 104, 105. — Observations au sujet de la suite de la discussion, p. 107. — Discussion des articles. Art. 69. Parle des heures d'ouverture du conseil d'appel des prud'hommes d'Anvers, ainsi que du traitement du greffier et du président de ce conseil, p. 124. — Art. 19, qui avait été réservé. Donne, à la demande de M. Van Dieren, lecture de la traduction flamande du rapport complémentaire de la commission, p. 128.

Proposition de loi relative aux droits de l'Etat sur les objets mis au jour dans les dépendances du domaine public. Discussion générale. Discours : Bien que ne prévoyant pas que ce projet puisse venir en discussion ce jour-là, estime qu'il n'y a pas d'inconvénients à l'examiner sommairement pendant la séance en cours; rappelle l'arrêt de la Cour de cassation qui a occasionné le dépôt du projet; en développe le but en indiquant la façon dont la commission est arrivée à étendre le projet, qui ne concernait, au début, que le domaine de l'Etat et qui touche, d'après le texte soumis au Sénat, le domaine de tous les pouvoirs publics; termine en faisant remarquer que la commission du Sénat attache principalement de l'importance à la nature de la trouvaille, puis donne lecture de l'ajoute proposée par la commission, p. 167 à 169.

Interpellation de M. Lindekens relative au mariage des officiers. Discours, p. 255, 256. — Observations, p. 256 à 259. — Déclare que les observations faites par M. Dens, m. d. n., à l'occasion de l'ordre du jour déposé par M. Van Dieren, et qu'il estime non recevable, sont fondées, mais qu'on peut critiquer un acte du gouvernement, p. 260.

Budget de la défense nationale pour 1932. Discussion des articles. Art. 34. Discours : Parle de la question de l'enceinte fortifiée d'Anvers, déclarée démantelée en 1906, et particulièrement de l'interdiction récente qui vient d'être faite par l'autorité militaire de passer sur le pont de la porte de Boom; demande si une administration de l'Etat a le pouvoir de prendre ainsi des mesures vexatoires à l'égard de la population et des administrations communales, p. 418, 419. — Observations, p. 419. — Discours : Déclare qu'il émettra un vote affirmatif sur l'ensemble du budget parce qu'il fait partie de la majorité qui soutient le gouvernement et parce qu'il est partisan de la défense du pays; souhaite pourtant que le gouvernement n'aille pas plus loin dans ses armements, p. 422.

Proposition de loi relative à la police du roulage. Discussion générale. Discours : Appuie les considérations émises par M. le baron de Dorlodot et demande, à cette occasion, qu'on précise les responsabilités du propriétaire, mal définies selon

**Lebon (suite)**

lui, notamment aux articles 3 et 4, puis fait diverses observations au sujet de l'article 7, p. 514. — Discussion des articles. Art. 3. Fait remarquer que l'arrêté royal ne fait qu'interpréter la loi; que c'est à la législature qu'il appartient de fixer la portée des textes, et indique le sens dans lequel l'amendement du gouvernement doit être accueilli, p. 547. — Art. 6. Observations au sujet de l'assurance des personnes transportées le dimanche par des camions industriels, p. 549. — Art. 8. Observations en ce qui concerne les cas d'ivresse p. 552. — Vote en seconde lecture. Art. 7. Demande qu'on ne supprime pas le mot « infractions », estimant que cela change le sens, p. 599, 600. — Discussion au sujet de la définition des termes « en état d'ivresse ». Discours, p. 601, 602. — Observations à l'occasion d'un amendement présenté par M. Moyersoen au § 4, p. 603. — Art. 11. Indique une rectification qui doit être faite au texte flamand, p. 603.

Budget des travaux publics pour 1932. Dépose le rapport sur ce budget, p. 585. — Discussion générale. Observations, p. 636, 637. — Discours : Commence par remercier le ministre des déclarations qu'il vient de faire; combat l'avis émis par le ministre, qui a déclaré que son rapport était pessimiste; rappelle la promesse de détournement des eaux du Schyn et termine en réclamant certaines faveurs pour des communes pauvres des environs d'Anvers; parle également de la pollution des cours d'eau, p. 638 à 640. — Observations, p. 643, 644.

Budget extraordinaire pour 1932. Discussion générale. Discours : Bien que M. Pierlot ait déclaré qu'on ne devait faire, à Zeebrugge, aucune concurrence au port d'Anvers, estime que le discours de M. Pierlot est une attaque contre le port d'Anvers, comme si les Anversois étaient les ennemis de Zeebrugge; fait remarquer qu'on n'a pas cessé de demander de bonnes communications entre Anvers et la côte, et que le développement du port d'Anvers est l'œuvre des Anversois; répond ensuite au discours de M. G. Jansen, au sujet du canal Albert, p. 785 à 788. — Observations, p. 818.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de 1932. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 869.

Projet de loi établissant des mesures temporaires destinées à maintenir l'équilibre budgétaire. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 869.

Projets de loi portant : 1° création de l'ordre des médecins; 2° institution de chambres des professions médicales. Discussion générale. Observations, p. 939. — Discours : Ne recommande pas à faire valoir des arguments pour ou contre la création de l'ordre des médecins, tout en soulignant que, bien que la majorité des médecins soient partisans de l'ordre, les médecins membres du Sénat en sont plus ou moins adversaires; estime que la différence qui existe entre cet ordre et le conseil de discipline du barreau provient de ce que la création de l'ordre des avocats est très antérieure à celle de l'ordre des médecins; fait certaines observations au sujet des difficultés qui surgiront entre les membres du conseil de l'ordre des médecins et les syndicats; défend brièvement les modifications qu'il propose et termine en protestant contre une allusion faite, lors de son exposé d'introduction au débat, par M. le baron Delvaux de Fenffe, rapp., qui semblait être défavorable à la dignité des Flamands siégeant à la Haute Assemblée, p. 954.

Projet de loi instituant des sociétés privées à responsabilité limitée. Discussion des articles. Art 1<sup>er</sup>. Art. 103<sup>o</sup>. Appuie la rédaction proposée par le gouvernement, p. 985. — Art. II. Art. 10 Suggère une modification à un amendement de M. Tschoffen, p. 1009.

Budget des transports pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1048. — Discours : Proteste contre la concurrence malsaine faite par la Société nationale à la navigation intérieure; proteste notamment contre la façon d'agir du conseil supérieur des transports; estime que ce conseil devrait être transformé en commission paritaire; demande également que le comité consultatif des tarifs soit remplacé par un comité technique permanent et impartial; termine en faisant remarquer que la Reichsbahn, qui accorde des tarifs de dumping, est un des plus grands adversaires du port d'Anvers et souhaite qu'on trouve moyen d'empêcher cette concurrence, p. 1094, 1095.

Projet de loi autorisant le gouvernement à majorer dans certains cas et dans certaines limites le taux de la taxe de transmission à l'importation. L'urgence étant réclamée, demande si la discussion de ce projet, le lendemain, interrompra celle du projet sur l'emploi des langues, p. 1135.

Projet de loi approuvant la convention pour le règlement des créances commerciales entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Hongrie. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1252.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues en matière administrative. Discussion générale. Observations, p. 1116. — Discours : Commence par développer certains commentaires relatifs aux débats auxquels la question linguistique vient de donner lieu; répond, en particulier, au discours qui vient d'être prononcé par M. Arm. Huysmans et termine en souhaitant que le bon sens flamand fasse éclater aux yeux de tous la différence entre le chemin pratique de relèvement des droits des

## Lebon (suite)

Flamands et la voie des chimères, des troubles et des guerres civiles, p. 1135 à 1137. — Rectification à son discours, p. 1172. Discussion des articles. Art. 4, § 3 Observations, p. 1158. — Discours : Développe les motifs pour lesquels il estime que l'amendement de M. Segers ne vaut pas un renvoi à la Chambre, et appuie les observations de M. Van Hoestenbergh tendant à estimer préférable que l'avenir soit laissé à l'effort volontaire des fonctionnaires plutôt qu'à la contrainte, p. 1161. — Art. 11. Pose une question à M. Carton, m. i. h., en ce qui concerne la Cour des comptes, p. 1168. — Observations, p. 1168.

Projet de loi complétant la loi relative aux chevrons de front. Discussion générale. Discours : Commente le discours qui vient d'être prononcé par le ministre; le critique et défend, en conséquence, l'amendement qu'il a présenté avec MM. Aerbeydt et Gravez; prie le Sénat d'admettre cet amendement, p. 1181.

Motion d'ordre de M. Digneffe au sujet des incidents qui se sont produits à Anvers, à l'occasion du défilé des Fraternelles. Observations, p. 1252.

Proposition de loi étendant aux sociétés coopératives certaines dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Discussion générale. Discours : Rappelle au Sénat que la proposition de M. Wauwermans à la Chambre et le projet de M. Demets au Sénat ont été fondus en une proposition de loi qui fait l'objet de la discussion, puis donne au Sénat les indications qu'il estime utiles pour élucider les parties du projet qui semblent devoir être, p. 1291. — Discours : Estime que, si l'on fait disparaître l'article 1<sup>er</sup>, comme la proposition en est faite, on fait disparaître la proposition de loi et le but poursuivi par la loi, développe les motifs pour lesquels il estime que l'article 1<sup>er</sup> est nécessaire, p. 1293. — Fait encore des observations au sujet de la suite de la discussion, p. 1294. — Un amendement (art. 2 nouveau) venant d'être présenté par le gouvernement, déclare être complètement d'accord sur l'amendement, estime donc que l'on peut passer au vote sans entrer dans de nouvelles discussions, puis fait des observations au sujet de l'ordre dans lequel l'on procédera au vote, p. 1300. — M. Cocq donnant lecture du nouveau titre, déclare être d'accord, p. 1300.

Projet de loi concernant l'exception de jeu en matière d'opérations de bourse. M. Van Fleteren ayant déclaré qu'il avait l'intention de proposer, par motion d'ordre, l'ajournement de la discussion, fait remarquer que, si M. Van Fleteren ne développe pas sa motion, le débat va s'engager, p. 1405. — Pour d'autres motifs que ceux développés par M. Van Fleteren, demande le renvoi à la commission, déclare qu'il estime qu'un travail hâtif, fait au dernier moment avant les vacances, ne peut aboutir à des solutions vraiment pratiques, puis développe les motifs pour lesquels il estime que le texte proposé par la commission de la justice est fort différent de celui transmis par la Chambre, déclare que les agents de change ne sont pas d'accord sur ce nouveau texte et demande, vu les modifications apportées au projet transmis par la Chambre, que celui-ci soit ajourné, p. 1436.

**Leduc**, sénateur provincial du Hainaut.

*Doc.* — Proposition de loi interprétative de l'arrêté royal du 25 novembre 1815 (cosign.), n° 9.

*Ann.* — Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Observations à l'occasion d'un fait personnel de M. Volckaert au sujet d'un discours de M. Segers, p. 245.

Proposition de loi interprétative de l'arrêté royal du 25 novembre 1915. Discussion générale. Observations, p. 528, 529, 577, 578, 582 à 584. — Discours : Ne refait pas devant le Sénat l'historique des faits qui ont amené le dépôt de la proposition de loi de M. Asou, ayant à deux reprises envoyé cet historique aux membres des deux Chambres, puis développe les arguments qu'il oppose aux discours prononcés et à la question d'inconstitutionnalité, termine en insistant pour que l'on rende à la ville d'art qu'est Tournai tout son lustre en lui restituant les tableaux visés par la discussion, p. 585 à 588 et 589 à 594. — Discours : Déclare, au nom de la ville de Tournai, qu'elle renonce à toute prétention au dépôt, dans son musée des beaux-arts, des tableaux : *L'Adoration des mages*, de Rubens, et le *Saint-Martin*, de Jordaens, moyennant le dépôt, au musée de cette ville, d'un certain nombre de tableaux dont il donne la liste, puis commente la déclaration faite par M. Asou à l'occasion de l'annonce du retrait de la proposition de loi, p. 856.

Projet de loi relatif au régime linguistique dans l'enseignement primaire et moyen. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, 1367.

**Legrand**, sénateur provincial de Namur.

*Doc.* — Projet de loi relatif à la protection morale de l'enfance. — Rapport, n° 73.

SÉNAT. — TABLE DE LA SESSION ORDINAIRE DE 1931-1932.

## Legrand (suite)

Projet de loi approuvant la convention internationale et le protocole conclus à Genève, le 20 avril 1929, pour la répression du faux monnayage. — Rapport, n° 74.

Projet de loi modifiant le Code pénal, la loi du 17 avril 1878, formant le titre préliminaire du Code de procédure pénale et la loi du 15 mars 1874. — Rapport, n° 75.

Projet de loi relatif à la réduction temporaire de certains fermages. Rapport, n° 200.

*Ann.* — Projet de loi modifiant les lois d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 167.

Proposition de loi relative à la police du roulage. Vote en seconde lecture. Art. 8. Discussion au sujet de la définition des termes « en état d'ivresse ». Discours et observations, p. 602, 603.

Projet de loi portant révision de la législation sur les services publics d'autobus et d'autocars. Discussion des articles. Art. 6. Attire l'attention du ministre sur certaines situations spéciales qui peuvent se présenter en ce qui concerne les concessions accordées sans adjudications, p. 673. — Déclare être d'accord avec le ministre, qui estime qu'il faut envisager l'intérêt du public avant celui des exploitants, p. 673.

Projet de loi approuvant la convention internationale et le protocole conclus à Genève, le 20 avril 1929, pour la répression du faux monnayage. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 684.

Projet de loi modifiant le Code pénal, la loi du 17 avril 1878 formant le titre préliminaire du Code de procédure pénale et la loi du 14 mars 1874. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 685.

Projet de loi relatif à la protection morale de l'enfance. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 685.

Projet de loi instituant des sociétés privées à responsabilité limitée. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup> Preamble. Discours : Défend l'amendement qu'il a présenté à l'article 3<sup>o</sup> avec M. Vancoillie, estimant que l'intitulé de la loi n'est pas aussi important que de prévenir les tiers par des documents du régime juridique de l'organisme avec lequel ils traitent, p. 979. — Art. 103<sup>o</sup>. Défend un amendement qu'il présente avec M. Vancoillie, p. 983. — Art. 103<sup>o</sup>. Défend l'amendement qu'il présente avec M. Vancoillie, déclare qu'il admet le terme « sociétés privées » comme intitulé à la loi, mais insiste pour que la loi stipule qu'une société privée doit insérer dans tous ses documents qu'il s'agit d'une société de personnes à responsabilité limitée, p. 985. — Art. 103<sup>o</sup>. Discussion au sujet de l'interprétation. Observations, p. 1004. — Art. 103<sup>o</sup>. Discours : Fait diverses observations au sujet de la difficulté qui vient d'être signalée par M. Vancoillie quant au danger d'appliquer l'article 74 de la loi sur les sociétés aux sociétés privées et, n'ayant pas eu le temps de préparer un amendement, prie le rapporteur d'examiner ce point avant le second vote, p. 1006. — Art. II : Art. 4. Observations, p. 1007. — Art. 10. Observations, p. 1009.

Projet de loi portant interprétation des lois coordonnées sur la réparation des dommages de guerre. Discussion générale. Discours : Développe les motifs pour lesquels il estime qu'il ne faut pas hésiter à voter le projet, p. 1285.

**Lekeu**, sénateur provincial du Hainaut.

*Doc.* — Proposition de loi autorisant la Compagnie intercommunale bruxelloise des Eaux à remplacer par des griffes les signatures devant figurer sur les titres de ses emprunts (cosign.), n° 126.

*Ann.* — Bureau définitif : Propose, au nom du groupe socialiste, de réélire, par acclamations, tous les membres sortants du bureau, p. 4.

Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. Observations au sujet de la suite de la discussion, p. 118.

Projet de loi prorogeant la loi de cadenas pour la protection des bois et forêts. Discussion au sujet de l'opportunité de poursuivre la discussion du projet relatif au statut définitif, du renvoi de ce projet à la commission et du vote éventuel de la loi de prorogation. Observations, p. 118.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion des articles. Art. 19. Observations, p. 132.

Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Discours : Attire particulièrement l'attention sur la situation des maîtres d'étude et des surveillants des athénées et des lycées communaux, p. 233. — Fait personnel de M. Vermeylen au sujet du discours de M. Digneffe relatif à des incidents qui se sont produits à l'université de Gand. Observations, p. 352.

Annnonce du décès de M. Golenvaux, sénateur coopté. Discours, p. 269.

Annnonce du décès de M. Spillemaekers. Discours, p. 348. Interpellation de M. le baron de Dorlodot sur la situation créée à la Belgique par les déclarations faites par le chancelier Brüning au sujet des paiements des réparations. Observations à l'occasion de la demande d'urgence, p. 350.

**Lekeu (suite)**

- Budget de la défense nationale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 362.
- Interpellation de M. de Brouckere au sujet de l'activité, en Belgique, de policiers dépendant de gouvernements étrangers. Observations, p. 403, 406.
- Budget des finances et interpellation de M. Beauduin sur la question des alcools luxembourgeois. Discussion générale. Observations, p. 457 à 459. — Discussion des articles du budget des finances. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 490, 491.
- Projet de loi sur la protection morale de l'enfance. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 932.
- Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1199, 1200.
- Projet de loi approuvant la convention pour le règlement des créances commerciales entre l'U. E. belgo-luxembourgeoise et la Hongrie. Discussion générale. Observations, p. 1232.
- Budget métropolitain des colonies pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1304.
- Projet de loi relatif au régime linguistique dans l'enseignement primaire et moyen. Discussion générale. Observations, p. 1316.
- Interpellation de M. Vinck au sujet de l'arrêt des grands travaux occupant les chômeurs. Observation sur l'urgence de la discussion, p. 1356.
- Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitaux de la société des chemins de fer au Kivu. Discussion générale. Observations, p. 1358, 1359.
- Budget des recettes et dépenses afférentes aux dommages de guerre pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1451.
- Annouce du décès de MM. les sénateurs Libbrecht et G. Jansen : Discours, p. 1547.
- Proposition de loi relative à l'amnistie de certains délits. Observation à l'occasion du dépôt, p. 1550.
- Interpellation de M. Vande Moortele au sujet de l'application des arrêtés royaux des 2 juillet et 18 août 1932. Appuie la demande d'urgence et fait une observation au sujet de la fixation, p. 1549, 1550.
- Projet de loi autorisant certaines opérations d'emprunt et de trésorerie. Discussion générale. Observations, p. 1552, 1553, 1557, 1569 à 1572.

**Leurquin, sénateur provincial du Brabant.**

- Doc.* — Proposition de loi destinée à venir en aide aux producteurs de froment (coïgn.), n° 137.
- Ann.* — Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion des articles. Art. 104 et 139. Observations, p. 126. — Art. 19. Observations, p. 133. — S'abstient au vote sur cet article, p. 133. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 150.
- Budget des voies et moyens pour 1932. S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 307.
- Budget de la dette publique pour 1932. S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 307.
- Budget des sciences et des arts pour 1932. S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 307.
- Budget de la défense nationale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 373.
- Budget des affaires étrangères pour 1932. S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 581.
- Proposition de loi instituant un Fonds national de la mutualité. Discussion générale. Observations, p. 617, 620.
- Interpellation de M. Dochen sur la situation difficile créée à bon nombre de communes par une circulaire ministérielle du 18 février 1932. Observations, p. 682.
- Budget de l'agriculture pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 711. — Discours : Demande au ministre de prendre de nouvelles mesures pour parer à la crise, estimant que celles qui ont été prises auparavant se révèlent comme inopérantes; signale de nombreux abus en ce qui concerne les subsides du ministère de l'agriculture; prie le gouvernement de contrôler de très près l'emploi de ces subsides et termine en demandant que l'on centralise au ministère des sciences et des arts tout ce qui concerne l'enseignement en général, p. 717 à 721. — Observations, p. 749, 750, 755 à 757, 767, 768. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Discours : Déclare qu'il n'a nullement eu la pensée de faire injure aux fonctionnaires du département de l'agriculture, mais fait remarquer que l'agriculture wallonne a toujours été sacrifiée, que l'adhésion de son parti à la majorité gouvernementale en fonctions ne peut l'empêcher d'avoir un droit de regard et de contrôle sur l'utilisation des crédits inscrits au budget et défend les intérêts notamment de la station de Gembloux, ainsi que les autres établissements d'agriculture belge, p. 775.
- Budget extraordinaire pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 815.
- Budget des postes, télégraphes et téléphones pour 1932. Discussion générale. Discours : Appuie les observations de MM. Asou et Rutten en ce qui concerne l'état des bureaux des postes, notamment en ce qui concerne le bureau de Wavre; demande que ce bureau reste ouvert au milieu de

**Leurquin (suite)**

- la journée, puis exprime son regret de la suppression de la franchise postale pour la correspondance communale, p. 973, 974. — Observations, p. 974, 976.
- Déclaration du gouvernement après la reconstitution du cabinet présidé par M. Renkin, le 23 mai. Observations, p. 1036, 1040, 1042.
- Budget des transports pour 1932. Discussion générale. Discours : Estime qu'il reste peu de chose à dire après le remarquable exposé de M. Barnich; attire cependant l'attention du ministre sur quelques points, notamment le transport des animaux et des marchandises périssables; plaide la cause de l'agriculture; fait ensuite certaines observations concernant le transport des voyageurs, notamment en Wallonie; termine en attirant l'attention sur l'état lamentable de la gare d'Ottignies et en suggérant le prolongement de la ligne électrique Bruxelles-Tervueren, p. 1098, 1099. — Observations, p. 1106.
- Projet de loi relatif à l'emploi des langues en matière administrative. Discussion des articles. Art. 4, § 3. Observations, p. 1155.
- Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1208 à 1210, 1221. — Discours : Tout en reconnaissant la nécessité de faire des économies, signale le préjudice causé à l'intérêt général en ce qui concerne le retard apporté à l'exécution de travaux de distribution d'eau et à la construction des routes; attire l'attention sur la nécessité de mettre à la disposition de tous des distributions d'eau potable, p. 1222. — Observations, p. 1226, 1240.
- Projet de loi approuvant certains arrangements entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la France. Discussion générale. Observations, p. 1530, 1531. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1533.

**Leyniers, sénateur provincial du Brabant.**

- Doc.* — Projet de loi accordant, à charge de la colonie, une pension viagère à la dame Bois d'Enghien, veuve de M. Henry, gouverneur général honoraire du Congo belge. — Rapport, n° 26.
- Projet de loi approuvant la convention de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage, signée à Genève, le 24 septembre 1930, entre la Belgique et la Lithuanie. — Rapport, n° 45.
- Projet de loi approuvant la convention conclue entre la Belgique et la Bulgarie concernant l'aide judiciaire en matière civile et commerciale. — Rapport, n° 46.
- Projet de loi relatif à la nomination des anciens magistrats coloniaux dans la magistrature de la métropole. — Rapport, n° 117.
- Budget du ministère des colonies pour l'exercice 1932. (Dépenses métropolitaines.) — Rapport, n° 127.
- Projet de loi contenant le budget des dépenses et des recettes extraordinaires du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1932 et allouant des crédits supplémentaires aux budgets extraordinaires du Congo belge pour les exercices 1929 et 1930. — Rapport, n° 163.
- Projet de loi allouant des crédits supplémentaires et complémentaires aux budgets ordinaires du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1931. — Rapport n° 164.
- Ann.* — Projet de loi accordant, à charge de la colonie, une pension viagère à la dame Bois d'Enghien, veuve de M. Henry, gouverneur général honoraire du Congo belge. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 196.
- Projet de loi approuvant la convention de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage, signée à Genève, le 24 septembre 1930. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 371.
- Projet de loi approuvant la convention conclue entre la Belgique et la Bulgarie concernant l'aide judiciaire en matière civile et commerciale. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 371.
- Budget des finances et interpellation de M. Beauduin sur la question des alcools luxembourgeois. Discussion générale. Observations, p. 475.
- Proposition de loi relative à la police du roulage. Discussion des articles. Art. 4. Observations en ce qui concerne le degré de responsabilité des patrons propriétaires de véhicules automobiles, p. 548.
- Budget de l'agriculture pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 658, 714, 715, 757.
- Projet de loi modifiant les tarifs douaniers ainsi que certains autres droits. Discussion générale. Observations, p. 802.
- Interpellation de M. Ronvaux au sujet du retard apporté à l'examen des dossiers et dans le paiement des pensions de vieillesse et des allocations aux estropiés. Observations, p. 996.
- Budget du ministère des colonies pour 1932. (Dépenses métropolitaines.) Dépose le rapport sur ce budget, p. 1234. — Discussion générale. Observations, p. 1303. — Discours : Insiste pour que les membres du Sénat se cantonnent dans la discussion du budget métropolitain et déclare que le budget

## Leyniers (suite)

de la colonie viendra en discussion à la rentrée du parlement, p. 1304. — Discours : Déplore les successions nombreuses de ministres au département des colonies, puis déclare qu'il poursuit uniquement, dans les critiques qu'il formule au sujet du mode de recrutement des fonctionnaires du Congo, le but de relever le niveau et d'exalter la valeur des hommes appelés à constituer l'armature administrative de la colonie, p. 1308, 1309.

Budget extraordinaire de la colonie pour 1932, crédits supplémentaires pour 1931 et emprunt du chemin de fer du Kivu. A l'occasion d'une motion d'ordre de M. Tschoffen, m. c., qui demande l'inscription de ces projets à l'ordre du jour du mardi 7 juillet, estime que la demande du ministre suscite un problème difficile à résoudre; reconnaît cependant que le ministre doit, pendant son voyage en Afrique, disposer des crédits qui lui seront nécessaires; suggère donc de rédiger pour le mardi suivant un rapport succinct, mais qu'il soit entendu que l'on fera une demande au président de la Chambre pour que le budget ordinaire du Congo figure en tête de l'ordre du jour de la rentrée de novembre, p. 1325.

Projet de loi relatif à la garantie de la colonie à des capitaux de la Société des Chemins de fer au Kivu. Discussion générale. M. Van Fleteren demandant si le ministre ne consentirait pas à ce que le projet fût renvoyé à la commission pour revoir la question de la garantie d'intérêt, estime que le renvoi n'est pas possible, la question en discussion n'étant que l'extension d'un contrat dont le principe a été précédemment admis, p. 1362. — S'abstient au vote sur l'ensemble de ce projet, p. 1367.

Budget des dépenses et des recettes extraordinaires du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda Urundi pour l'exercice 1932 et allouant des crédits provisoires supplémentaires aux budgets extraordinaires du Congo belge pour l'exercice 1929-1930. Dépose le rapport sur ce budget, p. 1363. — Rappelle l'urgence du projet, demande, vu le départ imminent du ministre, à pouvoir donner lecture de son rapport et l'urgence étant déclarée, donne lecture de ce rapport, p. 1363.

Projet de loi allouant des crédits supplémentaires et complémentaires aux budgets ordinaires du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda Urundi pour l'exercice 1931. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1363. — Rappelle l'urgence de ce projet, demande à pouvoir donner lecture de son rapport, et l'urgence étant déclarée, donne lecture de ce rapport, p. 1363.

Projet de loi relatif au régime linguistique de l'enseignement primaire et moyen. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1367.

Projet de loi approuvant certains arrangements entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la France. Discussion générale. Observations, p. 1529, 1530.

## Libbrecht, sénateur de Termonde et Saint-Nicolas.

Ann. — Projet de loi apportant des modifications à la classification des communes. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1454.

Annnonce de son décès, p. 1546.

## Ligy, sénateur coopté, secrétaire du Sénat.

Doc. — Proposition de loi prorogeant certaines dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — Rapport, n° 28.

Projet de loi interdisant temporairement l'admission de nouveaux agents de change. — Rapport, n° 29.

Projet de loi relatif à la nomination des anciens magistrats coloniaux dans la magistrature de la métropole. — Rapport, n° 117.

Projet de loi sur l'exception de jeu en matière d'opérations de bourse. — Rapport n° 158.

Projet de loi concernant l'acquisition, la perte et le recouvrement de la nationalité. — Rapport, n° 173.

Projet de loi portant révision des lois coordonnées sur les élections communales et des articles 26 et 241 du Code électoral. — Rapport, n° 183.

Projet de loi fixant la composition, jusqu'au mois de mai 1933, du corps électoral pour les élections provinciales. — Rapport, n° 191.

Ann. — Réélu, par acclamations, secrétaire du Sénat, p. 4.

Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Demande la remise de la discussion des articles au mardi suivant, p. 154. — Estime que le baron Descamps n'a pas voulu demander le renvoi à la commission, mais simplement la réunion de celle-ci, afin qu'elle puisse, avant la reprise de la discussion, formuler éventuellement des observations, p. 154. — M. Van Dievoet, m. a., proposant que la commission élabore un texte qui servirait alors de base à la discussion, fait remarquer que la proposition du ministre implique le renvoi à la commission, p. 154.

## Ligy (suite)

Projet de loi modifiant les lois d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure. Discussion des articles. Art. 8. Discours : Fait diverses observations et cite certains exemples au sujet des règles à suivre par le tribunal civil dans le cas où le litige qui lui est soumis serait de nature commerciale; estime, en terminant, qu'il n'est pas nécessaire de préciser par un texte l'observation de principes constants appliqués sans exception, et qu'il est inutile de prévoir une modification au texte soumis au Sénat, texte auquel il espère que l'assemblée va se rallier, p. 155, 156. — Art. 18. Prie le Sénat de joindre à la discussion de cet article, qui concerne les préemptions d'instance en justice de paix, la discussion du projet transmis par la Chambre et prévoyant l'abrogation de l'article 15 du Code de procédure civile, proposition due à l'initiative de M. Sinzot. Cite, en opposition à l'abrogation de l'article 15 du Code de procédure, les avis donnés par de hautes autorités judiciaires et, au nom de la commission de la justice, prie en conséquence le Sénat de ne pas ratifier le texte transmis par la Chambre et de se rallier à la proposition de la commission modifiant l'article 15 du Code de procédure civile, p. 158.

Projet de loi interdisant temporairement l'admission de nouveaux agents de change. Dépose le rapport sur ce projet de loi et demande, d'accord avec la commission, que ce projet, qui semble ne pas devoir donner lieu à discussion, soit porté à l'ordre du jour du mardi suivant, p. 247.

Proposition de loi prorogeant certaines dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. Dépose le rapport sur cette proposition de loi, en fait remarquer l'urgence, estime que le Sénat pourrait l'examiner sans retard, de sorte que la Chambre puisse, le cas échéant, la voter avant la fin de l'année et propose de fixer la discussion au mardi suivant, p. 232, 233. — Discussion générale. Observations, p. 271. — Discours :

En réponse à M. Van Roosbroeck déclare qu'il ne comprend ni la portée, ni le but de son discours; estime que l'essentiel c'est d'avoir pu, en commission, trouver une solution aux difficultés soulevées par le projet pour les communes où une prorogation était encore nécessaire, laquelle solution a recueilli l'adhésion du ministre; déclare, en terminant, qu'il espère voir ratifier unanimement cette solution par le Sénat, p. 273-274. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. A la suite d'observations de M. Segers, fait remarquer que les avis demandés par la commission ayant dû être donnés très rapidement, vu le peu de temps dont on disposait pour le vote éventuel de la prorogation, pourraient être modifiés, et fait remarquer encore que le texte proposé fait un pas énorme dans la voie de la liberté et le respect de la propriété privée; estime que, vu le peu de communes encore sous le régime des lois exceptionnelles en matière de baux à loyer, il ne conçoit pas qu'il puisse être question d'une nouvelle prorogation l'année suivante, p. 277. — Art. 3. Demande que, à cet article, la date du 1<sup>er</sup> février 1932 soit remplacée par la date du 1<sup>er</sup> mars 1932 afin de mettre l'article en concordance avec l'article 5, p. 277.

Projet de loi modifiant l'article 38, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup>, de la loi du 29 juin 1929 sur l'assistance judiciaire et la procédure gratuite. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 859.

Projet de loi relatif à la nomination des anciens magistrats coloniaux dans la magistrature de la métropole. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1164. — Confirme l'accord de la commission, non seulement sur le projet, mais sur l'amendement du gouvernement, p. 1309.

Projet de loi concernant l'exception de jeu en matière d'opérations de bourse. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1343. — A la suite d'une motion de M. Van Fleteren proposant l'ajournement, prie le Sénat de ne pas admettre la proposition de M. Van Fleteren; déclare qu'il peut, en émettant cette demande, s'appuyer sur le sentiment de la commission presque entière, la motion d'ajournement qui y avait été présentée par M. Van Fleteren ayant été rejetée par 7 voix contre 2; fait remarquer que la commission était saisie d'un projet sur la profession d'agent de change, que ce projet a 34 articles, dont un seul traite de l'exception de jeu, que la Chambre a voté un projet sur l'exception de jeu, lequel devait remplacer la disposition prévue dans le projet général qui se trouvait devant la commission du Sénat; que le ministre de la justice et les agents de change ont fait des démarches pour que le Sénat vote le projet admis par la Chambre et que c'est devant ces sollicitations concordantes que la commission de la justice s'est prononcée pour la discussion immédiate, 1405-1405. — Fait remarquer que la motion de M. Van Fleteren a pour but de joindre le projet transmis par la Chambre à celui relatif à la profession d'agent de change; rappelle que la commission a rejeté cette motion et que M. Lebon invoque d'autres motifs; prie le Sénat d'en décider, p. 1406. — Avant que l'on n'aborde la discussion des articles, signale que la commission de la justice propose de changer le titre du projet et donne lecture du nouveau intitulé qu'elle propose : « Projet relatif aux marchés à terme », p. 1407.

Projet de loi concernant l'acquisition, la perte et le recouvrement de la nationalité. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1357.

Projet de loi relatif au régime linguistique de l'enseignement primaire et moyen. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1367.

**Ligy (suite)**

Projet de loi concernant l'approbation des trois conventions relatives à la lettre de change et au billet à ordre, signées à Genève, le 7 juin 1930. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1386.

Projet de loi portant révision des lois coordonnées sur les élections communales et des articles 26 et 241 du Code électoral. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1413.

Projet de loi fixant la composition jusqu'au mois de mai 1933 du corps électoral pour les élections provinciales. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1456.

**Limage, sénateur coopté.**

**Doc.** — Budget de l'agriculture pour 1932. Rapport, n° 56. Projet de loi concernant les droits d'accises et de douane sur les sucres. Rapport, n° 176.

**Ann.** — Budget de l'agriculture pour 1932. Discussion générale. Discours : Ne veut pas aborder positivement la question de la crise mais fait pourtaut remarquer au gouvernement la situation désastreuse dans laquelle l'agriculture se trouve dans sa région; supplie le gouvernement de reprendre le problème de la revalorisation au point de vue du froment; traite ensuite la question des betteraves, celle de la production de la viande et du beurre, dont les prix se sont effondrés, pendant la dernière année; demande que l'on frappe l'entrée des chevaux étrangers au moins d'un droit modéré; estime que les chiffres qu'il propose ne constituent pas du protectionnisme et termine en réclamant la réorganisation du service des agronomes, la révision des traitements des agents techniques et en s'informant où en est l'application de la loi sur la protection du commerce des semences, plants de pommes de terre, etc., p. 656 à 660. — Observations, p. 712, 716, 748, 750, 751, 762, 763.

Projet de loi modifiant les tarifs douaniers ainsi que certains autres droits. Discussion générale. Observations, p. 800, 802, 807. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 810, 811.

Motion d'ordre de M. Hénault relative à l'examen des mesures à prendre en faveur des agriculteurs. Fait la proposition transactionnelle de convoquer la commission pour le vendredi suivant, p. 1323.

Projet de loi concernant les droits d'accise et de douane sur les sucres. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1390.

Projet de loi relatif au paiement des marchandises provenant de pays ayant établi un contrôle des devises. Discussion générale. Observations, p. 1535 à 1537.

**Lindekens, sénateur de Hasselt-Tongres et Maeseyck.**

**Ann.** — Projet de loi concernant l'étude des langues modernes dans l'enseignement moyen du degré supérieur. Discussion générale. Discours : Développe les motifs pour lesquels il estime que le projet récemment voté par le Sénat sur le régime linguistique dans l'enseignement moyen est un projet inutile, qu'il en est de même de celui en discussion; qu'il est nécessaire de faire une œuvre radicale et qu'il faut suivre le système du *Standaard*; termine en déclarant que lui et ses amis s'abstiendront au vote sur l'ensemble, étant convaincus qu'un jour le droit triomphera en Flandre, p. 11, 12. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 18.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion générale. Discours : Critique le retard apporté à l'examen des dossiers de pensions de vieillesse, estime que, à ce moment de crise, des mesures sévères devraient être prises pour faire avancer cette révision; critique l'augmentation des dépenses militaires, puis demande que l'on prononce l'amnistie sur tous les méfaits de guerre, p. 91-92. — Discussion des articles réservés. Art. 19. Observations, p. 131. — S'abstient au vote sur cet article, p. 133. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 150.

Interpelle M. le ministre de la défense nationale sur le veto mis par le ministre au mariage projeté du lieutenant de réserve Louis Ryckeboer, docteur en droit à Bruxelles, avec Mlle Van Vinckenray, de Maeseyck, veto qui a été notifié à l'hôtel de ville de Maeseyck, trois jours avant celui fixé pour le mariage, soit le 24 octobre dernier. Développe son interpellation, p. 252 à 255. — Observations, p. 255 à 259. — Discours, p. 260.

Budget de la défense nationale pour 1932. Discussion générale. Discours : Estime que la Belgique fait partie des peuples aveugles qui dépensent des millions pour les armements; défend la thèse pacifiste et termine en traitant la question de la méconnaissance des droits des Flamands à l'armée, p. 395 à 397. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 411, 412.

Budget des finances pour 1932 et interpellation de M. Beauduin sur la question des alcools luxembourgeois. Discussion générale. Discours : Attire l'attention sur certaines injustices dont souffrent les accisiens flamands, signale ensuite la situation de certains employés dans la section de la statistique du commerce, puis insiste pour que le service de la liquidation des dommages de guerre soit liquidé, p. 478-479.

**Lindekens (suite)**

Projet de loi concernant l'incinération facultative de cadavres humains. Discussion générale. Discours : Déclare que, pour les catholiques nationalistes flamands, l'incinération est bien une question de religion; estime que le parti libéral qui gouverne avec le parti catholique officiel doit sentir l'affront que lui fait le parti libéral en lui imposant ce projet, puis développe les motifs pour lesquels il estime que, en minant dans le peuple la croyance à la résurrection de la chair on veut lui faciliter la voie au matérialisme qui doit conduire vers le libéralisme et le socialisme athéiste, p. 727 à 729.

Projet de loi modifiant les tarifs douaniers ainsi que certains autres droits. Discussion générale. Déclare renoncer à la parole, p. 809.

Annnonce du décès de M. Martens, sénateur provincial de la Flandre occidentale. Discours, p. 912.

Projets de loi portant : 1<sup>o</sup> création de l'ordre des médecins; 2<sup>o</sup> institution de chambres des professions médicales. Discussion générale. Discours : Commence par déclarer que ses préférences vont à la proposition de loi qui avait été présentée par M. Gravez, puis rappelle l'avis émis par la commission médicale provinciale de Liège, qui estimait que la multiplication d'organismes n'était pas sans danger pour la discipline professionnelle des médecins; déclare qu'il est partisan de la révision de la loi de 1818 sur l'exercice de la médecine, puis saisit cette occasion pour défendre les droits des Flamands et protester contre les mesures prises contre les activistes, p. 914, 915.

Déclaration du gouvernement après la reconstitution du cabinet présidé par M. Renkin, le 23 mai. Observations, p. 1033, 1041.

Budget des transports pour 1932. Discussion générale. Discours : Proteste contre les agissements de la Société nationale, tant en matière de tarifs, qu'il estime être toujours fixés en faveur de la Wallonie et au détriment des Flamands, qu'au point de vue du personnel et des travaux qui ont été exécutés; parle notamment de la construction de la ligne de Fexhe-le-Haut-Clocher à la ligne Verviers-Liège et à celle de Spa-Liège; proteste également contre l'inégalité dans la réduction des salaires, etc., p. 1087 à 1091.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues en matière administrative. Discussion générale. Discours : Critique le projet, estimant qu'il ne donne nullement satisfaction aux Flamands, et déclare, une fois de plus, que seule la séparation administrative donnerait satisfaction aux légitimes revendications de la Flandre; termine en exprimant le vœu que, graduellement, le Flamand se rende compte de l'opposition qu'il y a entre les intérêts flamands et les intérêts belges et que, alors, naisse la Flandre libre, p. 1132 à 1134. — Discussion des articles. Art. 4, § 3. Observations, p. 1154. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Segers, p. 1163. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1178.

Projet de loi complétant la loi relative aux chevrons de front. Discussion générale. Observations, p. 1175, 1176 à 1178.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1212, 1217.

Projet de loi portant interprétation des lois coordonnées sur les dommages de guerre. Discussion générale. Observations, p. 1284.

Projet de loi relatif au régime linguistique dans l'enseignement primaire et moyen. Discussion générale. Observations, p. 1320, 1321. — Discours : Indique les motifs du mécontentement des nationalistes flamands en ce qui concerne ce projet, et termine en déclarant que l'analyse de la loi en discussion démontre, une fois de plus, que l'Etat centralisateur ne peut résoudre la question flamande, p. 1333 à 1336. — Observations, p. 1341, 1342. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 1344, 1345. — Art. 2. Observations, p. 1345. — Art. 3. Appuie l'amendement de M. Van Dieren, p. 1346. — Art. 6. Observations, p. 1347. — Art. 22. Appuie l'observation de M. Van Dieren, qui estime que la proportion de 20 p. c. est trop minime, p. 1350. — Par motion d'ordre, fait une rectification au *Compte rendu analytique* en ce qui concerne le discours qu'il a prononcé le 7 juillet, p. 1386.

Projet de loi modifiant la compétence des juges de paix en matière de dégâts miniers. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Fait des observations au sujet des méthodes employées lorsqu'il y a divergence de vue entre les deux assemblées législatives, p. 1391.

Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi relative aux pensions de vieillesse. Discussion générale. Observations, p. 1514. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1528.

Projet de loi approuvant certains arrangements entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la France. Discussion générale. Observations, p. 1531.

**Lippens, sénateur de Gand-Eecloo, nommé ministre des sciences et des arts, le 22 octobre 1932.**

**Doc.** — Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitaux de la Société des Chemins de fer au Kivu. — Rapport sur le texte amendé par la Chambre des représentants, n° 165.

**Lippens (suite)**

- Ann.* — Proposition de loi relative à la police du roulage. Proposition d'ajournement. Observations, p. 161, 162. — Discours : Tout en admettant la remise du projet, afin d'examiner les budgets en premier lieu, ne peut se décider à admettre le renvoi en commission, comme le propose le ministre, estimant qu'on ne peut ajourner à des temps indéterminés un objet nécessaire à la sécurité du public; en abordant brièvement le fond du projet, développe les motifs pour lesquels il propose de l'examiner à des séances du matin, p. 163 à 165. — Discussion générale. Observations, p. 513, 514.
- Budget des finances pour 1932. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 493.
- Interpellation de M. Barnich sur l'inexistence, alors que le pays traverse une crise grave, d'une politique des transports conforme aux contingences économiques. Observations, p. 698.
- Projet de loi concernant l'incinération facultative des cadavres humains. Discussion générale. Observations, p. 725. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. S'abstient au vote sur cet article, p. 729. — Art. 2. S'abstient au vote sur un amendement présenté par MM. Tschoffen et Moyersoen, p. 731. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 733.
- Budget de l'agriculture pour 1932. Discussion générale. Discours : Attire l'attention sur l'école d'horticulture de Gand et demande qu'on balaie les barrières du contingentement; estime, comme M. Ferminne, qu'il est absolument nécessaire de prendre des mesures pour amener certains des voisins de la Belgique à résipiscence, p. 747-748. — Discussion des articles. Art. 68. Rappelle la question qu'il a posée au sujet de l'école d'horticulture de Gand et prie le ministre de lui répondre, p. 779.
- Projet de loi relatif à la garantie de la colonie à des capitaux de la Société des Chemins de fer au Kivu. Dépose le rapport sur ce projet; en fait remarquer l'urgence; demande à pouvoir donner lecture de son rapport et l'urgence étant déclarée, donne lecture de ce rapport, p. 1357. — Discussion générale. Observations, p. 1358. — Discours : Commence par faire remarquer qu'on ne peut incriminer ni les intentions ni l'honnêteté de ceux qui étaient au pouvoir lorsqu'on a constitué la Société du Chemin de fer du Kivu; estime qu'il ne peut être question à ce moment de renoncer à l'achèvement du travail et qu'il faut le poursuivre, au moins jusqu'à Kamaniola, bien qu'il n'ait pas été de ceux qui ont proposé la construction de ce chemin de fer, puis développe les motifs pour lesquels il insiste pour que le Sénat vote le projet en discussion, p. 1360, 1361. — Observations, 1361, 1362.
- Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque nationale. Discussion générale. Observations, p. 1388.
- Demandes de naturalisation transmises par la Chambre : Discussion sur les propositions de discussion d'urgence ou d'ajournement. Observations, p. 1414.
- Projet de loi autorisant certaines opérations d'emprunt et de trésorerie. Discussion générale. Observations, p. 1571.

**Longville, sénateur d'Anvers.**

- Ann.* — Projet de loi relatif à une convention entre l'Etat et la Banque nationale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1413.
- Motion d'ordre de M. Volckaert au sujet du retard dans le paiement des pensions de vieillesse révisées. Observations, p. 1578.
- Interpellation de M. Vandé Moortele au sujet de l'application de certains arrêtés royaux relatifs au chômage. Discours, p. 1581.

**M****Magnette, sénateur provincial de Liège, président du Sénat.**

- Ann.* — Réélu, par acclamations, président du Sénat, p. 4.
- Ayant été retenu par la maladie au moment de l'ouverture de la session, prononce une allocution afin d'exprimer sa gratitude pour les témoignages de sympathie dont il a été l'objet, félicite l'assemblée pour le travail important déjà accompli en ce qui concerne les budgets, puis remercie les vice-présidents et particulièrement le baron Descamps, vice-président doyen d'âge, qui ont assumé pendant son absence la tâche de présider les travaux du Sénat, p. 160.
- Manifestation en l'honneur de M. le baron Descamps, vice-président du Sénat, à l'occasion de quarante années de travail sénatorial. Prononce un discours en sa qualité de président de l'assemblée, p. 1138, 1139.
- Projet de loi autorisant le gouvernement à majorer dans certains cas et dans certaines limites le taux de la taxe de transmission à l'importation. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1146.
- Au moment où le Sénat va se séparer pour les vacances d'été, M. Segers demande, au nom de l'assemblée, à pouvoir adresser au président les remerciements les plus vifs pour le dévouement, pour le tact et le talent avec lesquels ce dernier a présidé les travaux du Sénat pendant la session qui s'achève : Prononce un discours afin de remercier pour les paroles élo-

**Magnette (suite)**

gieuses qui lui ont été adressées, félicite à son tour le Sénat du soin, de la dignité et de la correction qu'il a montrés pendant les débats importants qui ont eu lieu pendant la session de 1931-1932, puis rend hommage au personnel du Sénat, p. 1543.

**Mahieu, sénateur de Roulers-Thielt.**

- Ann.* — Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 32. — Discussion des articles réservés. Art. 19. Observations, p. 132.
- Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 241, 245 à 247, 285.
- Budget des finances et interpellation de M. Beauvuin sur la question des alcools luxembourgeois. Discussion générale. Observations, p. 457.
- Projet de loi instituant des sociétés privées à responsabilité limitée. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 979.
- Projet de loi relatif à l'emploi des langues en matière administrative. Discussion des articles. Art. 13. Observations, p. 1170.
- Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1194, 1195.
- Projet de loi relatif au régime linguistique de l'enseignement primaire et moyen. Discussion des articles. Art. 26. Observations, p. 1351.
- Projet de loi relatif à la garantie de la colonie à des capitaux de la Société des chemins de fer au Kivu. Discussion générale. Observations, p. 1361.
- Budget des recettes et dépenses afférentes aux dommages de guerre pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1451.

**Martens (G.), sénateur provincial de la Flandre occidentale.**

- Ann.* — Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion générale. Discours : Développe de nombreuses critiques contre le gouvernement en fonctions, notamment en ce qui concerne l'application des lois sociales et prie en terminant, le ministre, d'accorder son attention aux différents points spéciaux qu'il a signalés, p. 83 à 85. — Demande à parler aux articles 103 et 111, p. 108. — Discussion des articles. Art. 103. Discours : Signale certaines lacunes dans l'application de la loi sur les estropiés et mutilés et attire l'attention de M. Van Overbergh, président de la commission, sur ces lacunes, p. 128. — Art. 111. Se plaint de la mauvaise application des lois sociales, p. 134.
- Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 247, 281.
- annonce de son décès, p. 911.

**Matagne (L.), sénateur de Charleroi et Thuin.**

- Doc.* — Projet de loi portant modification de la loi du 15 mai 1929, relative à l'obligation scolaire des enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe, et aux internats créés en vue d'assurer l'instruction primaire à ces enfants. — Rapport n° 199.
- Ann.* — Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 102.
- Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 182, 190. — Discours : Commence par attirer l'attention du ministre sur la situation de certains membres du personnel enseignant de l'Etat; demande la création de commissions paritaires; traite différentes questions à cette occasion, puis parle des méthodes d'enseignement, de la prolongation de l'âge de scolarité et des inconvénients des classes surpeuplées, p. 228 à 232. — Observations, p. 244. — Observations à l'occasion d'un fait personnel de M. Volckaert au sujet du discours qui vient d'être prononcé par M. Segers, p. 245. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 262 à 264, 300, 301. — Discussion des articles. Art. 19. Observations, p. 304.
- Naturalisations : M. de Brouckere proposant de passer en premier lieu au vote sur les feuillets dont la commission propose l'admission, marque son accord, p. 188.
- Projet de loi concernant l'incinération facultative de cadavres humains. Discussion générale. Discours : Commence par déclarer que la gauche socialiste sera unanime à appuyer le projet, puis développe des arguments à l'appui de l'incinération et termine en déclarant que la foi sincère mérite le plus grand respect, que ce n'est donc certainement pas la haine de Dieu qui guide l'opinion des gauches parlementaires, p. 726-727.
- Projet de loi sur la protection morale de l'enfance. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 932.
- Projet de loi approuvant la convention avec la Hongrie pour le règlement des créances commerciales. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1252.
- Projet de loi relatif au régime linguistique dans l'enseignement primaire et moyen. Discussion générale. Observations, p. 1320.
- Motion d'ordre de M. Hénault relative à l'examen des mesures à prendre en faveur des agriculteurs. Observations, p. 1324.

**Matagne (L.) (suite)**

Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque Nationale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1413.

Projet de loi portant modification de la loi du 15 mai 1929 relative à l'obligation scolaire des enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe et aux internats créés en vue d'assurer l'instruction primaire à ces enfants. Dépose le rapport sur ce projet, demande l'urgence et, l'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, qui conclut à l'adoption du projet, p. 1573, 1574, 1575.

**Mertens (C.), sénateur coopté.**

**Doc.** — Proposition de loi modifiant l'article 2 de la loi du 18 août 1887, relative à l'incessibilité et à l'insaisissabilité des salaires des ouvriers, modifiée par les lois des 25 mai 1920 et 7 août 1922. — Rapport n° 50.

**Ann.** — Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion générale. Discours : Parle de la question de l'inspection du travail et rappelle la proposition qu'il a présentée sur cet objet; traite ensuite la question des accidents du travail, parle des affiches à ce sujet, prie le gouvernement de tenir sa promesse en ce qui concerne l'assurance maladie, puis traite la question du chômage, p. 42 à 49. — Observations, p. 49, 75 à 77, 101.

Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 201.

Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 264, 265, 285.

Proposition de loi prorogeant certaines dispositions relatives aux baux à loyer. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. M. Ligy, rapp., ayant signalé une erreur d'impression au 1<sup>er</sup> litt. F, de cet article, fait remarquer que le texte flamand est correct, p. 276.

Proposition de loi tendant à modifier l'article 2 de la loi du 18 août 1887, relative à l'incessibilité et à l'insaisissabilité du salaire des ouvriers, modifiée par les lois des 25 mai 1920 et 7 août 1922. Dépose le rapport sur cette proposition de loi, p. 466. — Au nom de la commission, demande que cette proposition soit examinée sans délai, p. 466. — Par motion d'ordre, renouvelle sa demande d'urgence, p. 468.

Proposition de loi instituant un fonds national de la mutualité. Discussion générale. Observations, p. 620, 622.

Déclaration du gouvernement après la reconstitution du cabinet présidé par M. Renkin, le 23 mai. Observations, p. 1029. — Discours : Fait quelques observations que, bien qu'il compte émettre un vote négatif sur la confiance, il espère voir retenir l'attention du Sénat : observations concernant les pensions, les indemnités de chômage et le placement, dont la déclaration annonce la réorganisation; appuie ensuite la proposition de M. Mullie concernant la création d'une commission paritaire de la main-d'œuvre étrangère, puis traite la question de la situation internationale et de la conférence de Lausanne; cite, en terminant, une décision du conseil de la Société des nations en ce qui concerne le problème de la production et du commerce international, p. 1040 à 1044.

Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi sur les pensions de vieillesse. Discussion générale. Observations, p. 1508 à 1511.

**Meyers (baron), sénateur de Hasselt et Tongres-Maeseyck.**

**Doc.** — Projet de loi réglant, au point de vue de la pension de retraite, la situation d'anciens magistrats chargés des fonctions d'administrateur ou adjoint à l'administrateur de la sûreté publique. — Rapport n° 19. Rapport sur le texte amendé par la Chambre des représentants. (Projet de loi réglant, au point de vue de la retraite, la situation d'anciens magistrats chargés de fonctions permanentes aux administrations centrales de l'Etat). N° 172.

Budget de la justice pour 1932. — Rapport, n° 78.

Projet de loi modifiant la compétence des juges de paix et celle des tribunaux de première instance en matière d'actions en réparation des dommages causés par les travaux exécutés dans les mines. — Rapport, n° 119.

**Ann.** — Projet de loi réglant, au point de vue de la pension de retraite, la situation d'anciens magistrats chargés des fonctions d'administrateur ou d'adjoints à l'administrateur de la sûreté publique. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 134. — Dépose le rapport sur le texte amendé par la Chambre des représentants, p. 1357. (Projet de loi réglant, au point de vue de la retraite, la situation d'anciens magistrats chargés de fonctions permanentes aux administrations centrales de l'Etat.)

Budget des finances et interpellation de M. Beauduin sur la question des alcools luxembourgeois. Discussion générale. Observations, p. 454.

Budget de la justice pour 1932. Dépose le rapport sur ce budget, p. 735. — Discussion générale. Discours : Estime, ce budget ayant donné lieu à de longs débats à la Chambre, pouvoir se contenter de dire au Sénat quelques mots au sujet de la défense sociale et au sujet de l'état de juris-

**Meyers (baron) (suite)**

prudence en matière de responsabilité civile extra-contractuelle; termine en exprimant le vœu de voir présenter un projet de loi renfermant le principe de la présomption de faute dans le chef de l'auteur des accidents d'automobile, p. 878, 879. — Discours : Appuie les observations faites par M. Ed. Janssen en ce qui concerne l'état déplorable des locaux où se rend la justice de paix, à Hasselt, p. 880. — Observations, p. 889.

Projet de loi modifiant la compétence des juges de paix et celle des tribunaux de première instance en matière d'actions en réparation des dommages causés par les travaux exécutés dans les mines. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1184. — Discussion générale. Discours : Développe les motifs pour lesquels il se trouve, à regret, obligé de prier le Sénat de se rallier plutôt au projet de la commission, qui reprend le texte primitif proposé par le gouvernement, p. 1286 à 1288. — Observations, p. 1288. — Rappelle qu'il a déjà indiqué au Sénat les motifs pour lesquels la commission de la justice n'a pu se rallier au projet de la Chambre, considérant ce projet comme dangereux; déclare qu'il estime que la proposition de M. Croquet tendant au renvoi à la commission était sage, et se rallie à la proposition de M. Volckaert tendant à remettre le débat; attire l'attention du Sénat sur la gravité du vote qu'il sera appelé à émettre, p. 1300. — Déclare encore que M. Cocq, m. j., consent à l'ajournement au mardi suivant, p. 1300. — Déclare qu'il ne pourrait se rallier à ce projet et appuie la proposition de renvoi à la commission introduite par M. Digneffe, p. 1370. — Discours : Déclare que, si le gouvernement était d'accord sur les propositions de la commission quant au taux de compétence, il ne verrait pas d'inconvénient à déférer au désir du gouvernement de voir ce projet être voté au cours de la session, p. 1371. — Observations au sujet de la décision à prendre en ce qui concerne la proposition de renvoi, p. 1372. — Par motion d'ordre, à la suite de la discussion qui s'est produite la veille, annonce qu'il propose, d'accord avec le gouvernement, un nouveau texte qui semble devoir amener un accord, puis donne lecture de ce texte; déclare qu'il croit pouvoir affirmer que, si ce projet est voté le jour même par le Sénat, il pourra l'être, sinon le même jour, du moins le lendemain par la Chambre, p. 1389, 1390. — Annonce que M. Digneffe retire sa demande de renvoi à la commission, p. 1390.

A l'occasion d'une motion d'ordre de M. Digneffe, M. Asou rappelant que la commission de la justice avait été saisie plusieurs années auparavant d'un projet relatif à la répression des outrages au drapeau et aux armes du royaume et qu'il en avait été nommé rapporteur, fait remarquer que la commission avait été dessaisie du projet dont il avait eu à présenter le rapport par suite du dépôt, à la Chambre, d'un projet similaire, p. 1297.

**Missiaen.** élu sénateur provincial de la Flandre occidentale, le 19 mai 1932, en remplacement de M. Martens, décédé.

**Ann.** — Vérification de ses pouvoirs, p. 1012. — Prête serment, p. 1013.

Déclaration du gouvernement après la reconstitution, le 23 mai, du cabinet présidé par M. Renkin. Observations, p. 1034, 1035, 1038.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1932. Discussion générale. Discours : Commence par parler de l'œuvre nationale de l'enfance; proteste contre la façon dont les subsides sont répartis; parle ensuite des budgets des communes; attire notamment l'attention sur la ville d'Ypres, où certains travaux urgents devraient être exécutés au point de vue de la santé publique, p. 1195 à 1197.

Projet de loi portant interprétation des lois coordonnées sur la réparation des dommages de guerre. Discussion générale. Discours : Déclare que le gouvernement rachète ses titres en Bourse au-dessous de leur valeur nominale et les rembourse pour payer les intéressés en les évaluant à leur valeur nominale, p. 1283.

Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque nationale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1413.

Budget des recettes et dépenses afférentes aux dommages de guerre pour 1932. Discussion générale. Discours : Développe les motifs pour lesquels il estime que la situation déplorable dans laquelle l'on se trouve est due à ce que l'on n'a pas suivi les conseils donnés par l'Internationale socialiste, celle-ci ayant, dans une résolution, déclaré que l'Allemagne ne serait jamais en état de dédommager la Belgique des ravages causés par la guerre; indique certains moyens à employer pour réaliser des économies; termine en insistant pour que les communes de la West-Flandre, notamment Ypres, obtiennent les dédommagements qui leur sont nécessaires, p. 1456 à 1458. — Observations, p. 1458.

**Molet, sénateur de Namur et Dinant-Philippeville.**

**Ann.** — Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 201.

**Molet (suite)**

Projet de loi sur la protection morale de l'enfance. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 932.  
Projet de loi relatif à une convention entre l'Etat et la Banque Nationale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1413.

**Mousty**, sénateur de Charleroi et Thuin.

**Doc.** — Proposition de loi destinée à venir en aide aux producteurs de froment (cosign.), n° 137.

**Ann.** — Projet de loi sur la protection morale de l'enfance. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 932.

Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque Nationale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1413.

**Moyersoën**, sénateur provincial de la Flandre orientale.

**Doc.** — Budget des dotations pour l'exercice 1932. — Rapport n° 8.

Projet de loi relatif à l'émission de bons du trésor. — Rapport, n° 36.

Projet de loi autorisant le gouvernement à emprunter 2 milliards de francs pour compte commun de l'Etat et de la colonie du Congo belge. — Rapport, n° 70.

Projet de loi établissant des mesures temporaires destinées à maintenir l'équilibre budgétaire. — Rapport, n° 83.

Projet de loi relatif à l'émission des emprunts autorisés. — Rapport, n° 139.

Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus ainsi que les lois concernant les brevets d'invention, les marques de fabrique et de commerce, les dessins et modèles industriels et la propriété industrielle en général. — Rapport, n° 188.

**Ann.** — Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. Observations au sujet de la fixation de la discussion, p. 19. — Fait de nouvelles observations, tant au sujet des propositions en présence qu'au sujet de la demande d'appel nominal sur la proposition d'ajournement faite par le gouvernement, p. 20. — Déclare avoir demandé la parole depuis longtemps, p. 20. — Déclare accepter la proposition de remise à huitaine mais s'opposer à une nouvelle loi de cadenas, p. 20. — Observations au moment où le président constate que le Sénat n'est plus en nombre pour le vote sur la proposition de remise à quinzaine, p. 21.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 28, 56 à 58, 60, 76.

Budget des dotations pour 1932. Dépose le rapport sur ce budget, p. 48.

Naturalisations. Observations au sujet de la procédure à suivre pour le vote, p. 188.

Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 232, 233, 241, 244.

Proposition de loi prorogeant certaines dispositions relatives aux baux à loyer. Discussion générale. Observations, p. 273. — Discours : Commente le discours de M. Van Roosbroeck, puis développe les motifs pour lesquels il prie l'assemblée d'admettre l'amendement qu'il a présenté avec M. J. De Clercq, amendement qui tend à réduire la portée de la loi, p. 274. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 278.

Projet de loi relatif à la mobilisation des certificats représentatifs de bons de la Reichsbahn et à l'émission de bons du trésor. L'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport qui conclut à l'adoption du projet, p. 311.

Budget de la défense nationale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 388 à 391. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 407, 409, 412.

Budget des finances et interpellation de M. Beauduin sur la question des alcools luxembourgeois. Discussion générale. Observations, p. 439, 440, 454 à 457, 459, 474, 476, 477. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Discours : Commence par estimer que les déclarations de M. le baron Houtart, m. f., n'ont pas été sans produire de l'impression; déclare que l'on doit donner au pays la certitude que l'on fera face à ses besoins; estime qu'il faut arriver à une compression des dépenses; développe certaines considérations à ce sujet et termine en déclarant que le pays doit travailler, qu'il doit vendre, mais que pour vendre l'on doit produire moins cher que les concurrents; signale en terminant l'abus des allocations familiales pour un enfant unique, p. 488 à 491. — Observations, p. 491, 494, 495.

Motion d'ordre de M. Lafontaine qui propose d'envoyer à la délégation belge, à ce moment à la conférence de Genève, un vœu relatif au désarmement : M. le président déclarant qu'il y a lieu de soumettre cette question à une commission qui serait nommée au sein du Sénat, demande dans quelle proportion les groupes seront représentés dans cette commission, p. 461.

Budget des affaires étrangères et interpellation de M. Mullie relative à l'accord commercial de 1928 avec la France. Discussion générale. Observations, p. 561.

**Moyersoën (suite)**

Proposition de loi relative à la police du roulage. Vote en seconde lecture. Art. 8. Propose un amendement au § 4, afin de rendre le texte plus clair et estimant qu'il ne peut être maintenu dans sa rédaction admise en première lecture, p. 603.

Proposition de loi instituant un fonds national de la mutualité. Discussion générale. Observations, p. 611, 612. — Discours : Ayant été personnellement mis en cause par M. Jauniaux, commence par donner son avis quant à la question des assurances mutualités en général, puis en ce qui concerne la proposition de loi en discussion; termine en déclarant qu'il ne s'agit plus de pousser à la dépense, mais bien de prêcher l'économie afin de sauver l'industrie du pays et, par là, la classe ouvrière, p. 618, 619.

Projet de loi autorisant le gouvernement à emprunter 2 milliards de francs pour compte commun de l'Etat et de la colonie du Congo belge. Donne, dans les deux langues, lecture de son rapport, p. 628.

Projet de loi concernant l'incinération facultative de cadavres humains. M. Asou demandant que ce projet soit porté à l'ordre du jour du jeudi suivant, rappelle que les budgets devraient avoir la priorité, p. 660. — Discussion des articles. Art. 2. Discours : Fait remarquer que M. Cocq, m. j., est dans l'erreur en déclarant que l'article 2 n'a pas fait l'objet d'un débat à la Chambre, et appuie les observations faites par M. Tschoffen; déclare que l'amendement qu'il présente avec ce dernier a été justement rédigé en tenant compte du débat de la Chambre et qu'il ne vise pas l'établissement de cimetières privés, puis motive l'amendement, p. 731. — Fait remarquer que l'amendement tend uniquement à ce que les frais de la crémation soient supportés par les familles qui veulent y recourir, p. 731. — Observation au moment du vote sur l'ensemble du projet, p. 733.

Interpellation de M. Barnich sur l'inexistence d'une politique des transports conforme aux contingences économiques. Observations, p. 706.

Budget de l'agriculture pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 765.

Budget extraordinaire pour 1932. Discussion générale. Observations au sujet de la fin de ce débat et de l'éventualité, si la discussion générale peut être terminée pendant la séance en cours, de permettre aux orateurs qui le désireraient de présenter encore des observations d'ordre général à l'occasion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 818. — Discussion générale. Observations, p. 821.

Projet de loi établissant des mesures temporaires destinées à maintenir l'équilibre budgétaire. Discussion générale. Observations, p. 845, 850. — Fait des observations au sujet de la suite de la discussion et de la possibilité de terminer le projet en discussion ce même jour, p. 858. — Reprise de la discussion générale. Discours : Commence, en sa qualité de rapporteur, par indiquer les causes du déséquilibre budgétaire, puis signale les mesures prises; parle ensuite des abus auxquels il faut porter remède; fait remarquer que, en opérant le dégrèvement de 1930, le gouvernement n'a fait qu'exécuter la promesse faite en 1926 quant à la durée des mesures exceptionnelles prises à ce moment; déclare que les dégrèvements ont surtout favorisé le petit contribuable; fait remarquer que la surtaxe rapporte, en période de prospérité, mais ne produit rien pendant une crise, et déclare que, s'il est désagréable de voter des impôts, de réduire des traitements, la majorité prendra, à cet égard, ses responsabilités, p. 859 à 861. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Déclare être d'accord au sujet de l'interprétation indiquée par M. Bossuyt pour le § 2, p. 864. — Art. 2. Observations, p. 865. — Art. 5. Répond, à l'occasion de cet article, à la question posée, pendant la discussion générale, par M. Vancoillie au sujet du droit des administrations communales en ce qui concerne la réduction des traitements des fonctionnaires de ces administrations, p. 866.

Déclaration du gouvernement après la reconstitution du cabinet présidé par M. Renkin, p. m., m. f., le 23 mai. Observations, p. 1040.

Projet de loi complétant la loi relative aux chevrons de front. Discussion générale. Observations, p. 1180.

Projet de loi ayant pour objet d'apporter une dérogation temporaire aux règles fixées à l'article 37 de la loi du 14 juillet 1930, relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Discussion générale. Observations, p. 1185.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1195, 1217, 1239, 1240.

Projet de loi portant création de l'ordre des médecins. Discussion des articles. Art. 3. Observations, p. 1258, 1259. — Propose une modification de rédaction pour l'alinéa 1<sup>er</sup>, p. 1258. — Art. 4. Fait diverses observations, p. 1261.

Projet de loi portant interprétation des lois coordonnées sur la réparation des dommages de guerre. Discussion générale. Observations, p. 1283. — Observation : Estime que l'arrêt de la Cour de cassation est contraire aux intentions du législateur, p. 1284. — Observations, p. 1284.

Projet de loi relatif à l'émission des emprunts autorisés. Dépose le rapport sur ce projet de loi, en fait remarquer l'urgence et, l'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, p. 1285, 1286. — Observations au sujet des motifs d'abstention invoqués par M. Van Dieren, p. 1290.

## Moyersoen (suite)

- Motion d'ordre de M. Hénault relative à l'examen des mesures à prendre en faveur des agriculteurs. Observations au sujet de la convocation comme au sujet du fond de la question, p. 1323, 1324.
- Fixation de l'ordre du jour des dernières séances avant les vacances : Observations, p. 1402.
- Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus ainsi que les lois concernant les brevets d'invention, les marques de fabrique et de commerce, les dessins et modèles industriels et la propriété industrielle en général. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1413. — Discussion des articles. Art. 2. Indique les motifs pour lesquels il estime qu'on peut s'en tenir au texte du gouvernement, p. 1436. — Art. 5. Observations au sujet de l'interprétation et de l'application de cet article, p. 1438, 1439.
- Budget des recettes et dépenses afférentes aux dommages de guerre pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1451.
- Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi relative aux pensions de vieillesse. Discussion générale. Observations, p. 1508, 1511 à 1515. — Discours : Estime que le rapport présenté par M. Broeckx définit d'une façon très nette le but du projet et que ce court exposé suffit pour repousser les suspicions qui ont été jetées sur ceux qui dénonçaient les abus; expose ensuite les circonstances dans lesquelles le Sénat a voté le projet de 1930; saisit cette occasion de protester contre la situation faite au Sénat, auquel on enlève son droit de discussion et de contrôle; cite ensuite des chiffres pour montrer ce que la loi de 1930 a déjà coûté au pays, et termine en estimant que le moment est venu de réagir contre les abus, la charge ayant dépassé ce que la Belgique est, à ce moment, en état de supporter, p. 1518, 1519. — Discussion des articles. Art. 4. Prie M. Vancoillie de renoncer à son amendement, puis attire l'attention du ministre sur la seconde partie du 4<sup>e</sup>, p. 1521. — Suggère une modification, p. 1521. — Art. 10. Développe les motifs pour lesquels il ne peut admettre l'interprétation qui vient d'être donnée par le ministre, p. 1525. — Maintient ses observations, p. 1525. — Art. 11. Discours : Attire l'attention du ministre sur le fait que, contrairement à l'article 82 de la Constitution, il soumet des contestations en matière de rente alimentaire à un règlement par arrêté royal, p. 1526. — Observations, p. 1527. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1528.
- Projet de loi accordant la garantie de l'Etat à des emprunts à émettre par le Crédit communal de Belgique. Donne lecture du texte flamand du rapport, p. 1532.
- Fixation de l'ordre du jour (20 juillet). Observations au sujet de la suite des travaux et du groupement des votes, p. 1532.
- Projet de loi autorisant certaines opérations d'emprunt et de trésorerie. Discussion générale. Observations, p. 1554, 1556. — Discours : Commence par répondre à M. Vinck en ce qui concerne la question du chômage; estime que le remède préconisé par M. Vinck, l'exécution de travaux publics, ne donnerait du travail qu'à un nombre limité de chômeurs; qu'il faudrait instituer une commission qui étudierait la question de la productivité et des allocations de chômage; répond ensuite à M. Ingenbleek, en ce qui concerne la critique qu'il a faite de la gestion du cabinet Theunis, au pouvoir de 1920 à 1926, cabinet dont il faisait partie, puis répond aux affirmations faites par M. de Brouckere tendant à dire que, en matière d'impôts, on avait surchargé les pauvres et déchargé les riches; termine en souhaitant que le gouvernement puisse bientôt, malgré que ce soit une tâche ingrate, tenir sa promesse de rétablir les finances du pays, p. 1563 à 1566. — Observations, p. 1569.
- Projet de loi autorisant la conclusion à l'étranger de l'emprunt à contracter par la régie des télégraphes et des téléphones. Prend la parole pour un rappel au règlement afin de faire remarquer que M. le baron de Dorlodot a également demandé la parole pour un rappel au règlement, que, d'après celui-ci, c'est son droit absolu de l'obtenir et prie donc très respectueusement M. le président de la lui accorder, p. 1576.

## Mullie, sénateur de Courtrai et Ypres.

- Doc.** — Projet de loi modifiant le tarif des douanes, ainsi que certains droits d'accise et revisant des droits et taxes de consommation. — Rapport, n° 79.
- Projet de loi autorisant le gouvernement à majorer dans certains cas et dans certaines limites le taux de la taxe de transmission à l'importation. — Rapport n° 112.
- Projet de loi approuvant l'avenant à l'accord commercial du 23 février 1928 et à l'arrangement additionnel du 28 mars 1929, entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la France, et à l'arrangement frontalier entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la France. — Rapport, n° 149.
- Ann.** — Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion générale. Discours : Entretient le Sénat de la question de l'industrie du lin et de la crise qu'elle traverse, p. 94-95.
- Projets de loi relatifs à la protection des bois et forêts appartenant à des particuliers. A la suite du dépôt, par M. le baron van Zuylen, d'un rapport complémentaire sur le statut définitif

## Mullie (suite)

- de protection des bois et forêts, fait remarquer que le projet de loi de cadenas est inscrit à l'ordre du jour et propose, le ministre de l'agriculture ayant dit que, si le statut définitif était incessamment voté par le Sénat, la Chambre pourrait voter encore ce projet avant le 1<sup>er</sup> janvier, de remettre l'examen de la loi de cadenas à une date ultérieure, p. 169.
- Budget des voies et moyens et budget de la dette publique pour 1932. Discussion générale. Discours : Attire l'attention du ministre sur certaines recettes pour lesquelles il a été jusqu'à ce jour d'une exigence plutôt modeste : l'article vins, puis traite la question de l'impôt foncier, p. 295.
- Budget de la défense nationale pour 1932. Discussion générale. Discours : Pose deux questions au ministre : 1° concernant le ravitaillement courant de l'armée, pour lequel il demande à nouveau instamment que l'on fasse largement usage des produits indigènes; 2° relative à l'emploi, par l'armée, de toile d'origine indigène; donne à cette occasion lecture de l'extrait d'un article paru dans le journal *Het Vlas*, p. 381, 382. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 410.
- Budget des finances pour 1932 et interpellation de M. Beauduin sur la question des alcools luxembourgeois. Discussion générale. Discours : Examine en particulier ce qui a été fait en matière d'impôt foncier, puis traite une question au sujet de laquelle il a annoncé une interpellation : question qui se rattache au budget des affaires étrangères comme au budget des finances, c'est-à-dire des répercussions de l'accord franco-belgo-luxembourgeois; termine en attirant la bienveillante attention du ministre des finances sur la nécessité de faire renseigner les contribuables pour le bien-fondé des impositions qu'on leur réclame afin d'éviter le mécontentement de ceux-ci, p. 427, 428.
- Fixation de l'ordre du jour : Demande qu'une interpellation qu'il a annoncée relative au traité avec la France soit jointe à la discussion du budget des affaires étrangères, p. 525.
- Interpelle le gouvernement sur les mesures qu'il aurait prises en conséquence des dispositions prévues aux articles 5 et 12 de l'accord commercial du 23 janvier 1928 entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la France. Demande que son interpellation soit jointe à la discussion du budget des affaires étrangères, p. 525. — Discussion générale de ces deux objets : Développe son interpellation, p. 541, 542. — Observations, p. 542. — Discussion des articles du budget. Art. 19. Développe encore certaines considérations relatives à son interpellation, en réponse au discours de M. Hymans, p. 569, 570.
- Budget des travaux publics pour 1932. Discussion générale. Discours : Attire l'attention du ministre sur la nécessité qu'il y a d'élever de 4 mètres le pont du chemin de fer à Caeskerke; parle ensuite du mauvais état des routes du Sud de la Flandre occidentale, pour la réfection desquelles on pourrait utiliser les chômeurs; parle ensuite de la question du canal d'Ypres-Comines et de la jonction du canal d'Ypres à la mer, p. 634. — Observations, p. 638.
- Interpellation de M. Barnich sur l'inexistence d'une politique des transports conforme aux contingences économiques. Discours : Ne suit pas l'exemple de M. François, qui a préféré faire des suggestions et développe des critiques au sujet des tarifs appliqués aux transports agricoles particulièrement en ce qui concerne les matières premières pour l'agriculture, p. 701-702.
- Budget de l'agriculture pour 1932. Discussion générale. — Observations, p. 712, 734 à 736, 744. — Discours : Commence par s'associer aux orateurs qui ont demandé l'intervention du gouvernement en faveur de l'école ménagère agricole de Laeken, puis parle du contrôle du lait; réfute la diatribe de M. Leurquin contre les « Boerenbonden » et en revient à l'examen de la question agricole en général (non au budget de l'agriculture) sans pourtant estimer que celui-ci pourrait être supprimé ainsi que l'a dit M. Leurquin, et après avoir développé les arguments prouvant que l'agriculture belge doit être soutenue par les pouvoirs publics; termine en disant qu'il est convaincu que, à bref délai, le gouvernement tiendra compte de ces intérêts importants, p. 755 à 759. — Observations, p. 768, 769. — Discussion des articles. Art. 85. Attire l'attention, non du ministre de l'agriculture, mais du ministre des classes moyennes sur la situation difficile dans laquelle se trouve à ce moment l'industrie linière de la région du Courtrais, p. 779.
- Projet de loi modifiant le tarif des douanes, ainsi que certains droits d'accise et revisant des droits et taxes de consommation. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 753. — Discussion générale. Observations, p. 800 à 802. — Discours : Combat le discours de M. Huisman-Van den Nest et développe le but du projet qui est d'assurer à l'agriculture la même protection relative que celle donnée à l'industrie; termine en exprimant le vœu que le Sénat tout entier donne son adhésion au projet qui lui est soumis, p. 804 à 806. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 811.
- Projet de loi établissant des mesures temporaires destinées à maintenir l'équilibre budgétaire. Discussion générale. Discours : Commence par appuyer certaines observations faites par M. Laboulle en ce qui concerne une direction générale du commerce intérieur; s'associe ensuite à certaines autres observations présentées, puis attire l'attention du ministre sur la

## Mullie (suite)

situation de certaines communes, notamment dans la Flandre occidentale; termine en parlant de la taxation de la bière et des vins, ainsi que du droit d'accise sur le tabac, p. 857, 858.

Déclaration du gouvernement après la reconstitution du cabinet présidé par M. Renkin, le 23 mai. Discours : Commence par déclarer qu'il a la plus complète confiance dans le gouvernement qui se présente devant le Sénat; estime pourtant qu'il peut se permettre, à cette occasion, de parler de la crise agricole, ainsi que du chômage, et développe certaines considérations à ce sujet; préconise la création d'un haut commissariat du travail, p. 1038 à 1040.

Budget des transports pour 1932. Discussion générale. Discours : Commence par répéter ses protestations contre le manque de hauteur du pont provisoire de Caeskerke, sous lequel certains bateaux ne peuvent passer, puis expose à nouveau devant le Sénat la question du tarif de transport des produits agricoles, p. 1091-1092.

Projet de loi autorisant le gouvernement à majorer dans certains cas et dans certaines limites le taux de la taxe de transmission à l'importation. Dépose le rapport sur ce projet de loi, en fait remarquer la grande urgence, demande que la discussion soit portée à l'ordre du jour du lendemain et insiste sur sa demande, p. 1135.

Projet de loi approuvant l'avenant à l'accord commercial du 23 février 1928 et à l'arrangement additionnel du 28 mars 1929 entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la France et l'arrangement frontalier entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la France. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1308. — Au moment où la Chambre va aborder l'examen de ce projet, demande que cette discussion soit ajournée jusqu'au moment où le ministre des affaires étrangères pourra être présent, p. 1418. — Discussion générale. Discours : Déclare n'avoir rien à ajouter aux questions qu'il a posées au ministre dans son rapport, attire cependant l'attention sur certains faits nouveaux, sur le relèvement des droits sur les chevaux et demande, que la Belgique puisse reprendre sa liberté, p. 1528-1529. — Prend acte des déclarations faites par le ministre en ce qui concerne l'étude de la dénonciation du traité de commerce avec la France, puis prie M. Hymans, m. a. ét., de répondre aux différentes questions qu'il a posées dans son rapport, p. 1531.

Projet et propositions de loi concernant des mesures à prendre en vue de venir en aide aux agriculteurs. A la suite d'une motion d'ordre de M. Hénault relative à la convocation de la commission de l'agriculture pour l'examen de ces objets, fait diverses observations, puis déclare qu'il prend acte des déclarations faites par MM. Huisman Van den Nest et Digneffe, qui sont d'accord pour désirer que les mesures en faveur de l'agriculture soient examinées avant les vacances et se rallie à la suggestion de M. Segers, tendant à ne convoquer que le mardi suivant la commission de l'agriculture, puis qu'il reste entendu que le Sénat examinera cette question avant de se séparer, p. 1322, 1325. — Par motion d'ordre, annonce que la commission de l'agriculture l'a prié de faire connaître au Sénat qu'elle a pris la décision d'ajourner l'examen de deux de ces objets; prie cependant l'assemblée de décider que le troisième projet, qui est relatif à la réduction temporaire de certains fermages, sera examinée par les commissions réunies de l'agriculture et de la justice et que ce projet sera voté incessamment, p. 1369.

Projet de loi modifiant les lois relatives à l'impôt sur les revenus ainsi que celles relatives à la propriété industrielle. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Proteste contre la disposition prévoyant que la revision cadastrale des propriétés non bâties est postposée à deux ans (1934), fait remarquer que, en 1933, beaucoup de parcelles de terre seront en jachère et demande comment, dans ce cas, on appliquera l'impôt foncier, p. 1434, 1435. — Art. 2. Défend un amendement qu'il présente, p. 1436. — Combat les observations formulées par M. Moyersoen en opposition avec son amendement, p. 1456.

Budget des recettes et dépenses afférentes aux dommages de guerre pour 1932. Discussion générale. Discours : Insiste ainsi qu'il l'a déjà fait précédemment, pour que l'on termine la liquidation des dommages de guerre et fait diverses observations à cet effet, p. 1458.

Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi relative aux pensions de vieillesse. Discussion générale. Observations, p. 1514.

## N

Nolf, sénateur d'Anvers.

Doc. — Projet de loi tendant à l'érection en commune du hameau de Weywertz (Wevercé). — Rapport, n° 135.

Projet de loi portant modification des limites des communes de Deurne et de Merxem. — Rapport, n° 177.

SÉNAT. — TABLE DE LA SESSION ORDINAIRE DE 1931-1932.

## Nolf (suite)

Ann. — Proposition de loi prorogeant certaines dispositions relatives aux baux à loyer. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 278.

Projets de loi portant : 1° création de l'ordre des médecins; 2° institution de chambres des professions médicales. Discussion générale. Discours : Déclare que le texte du projet comme aussi les explications du rapporteur l'obligeront peut-être à émettre un vote défavorable ou à s'abstenir au vote sur le projet créant un ordre des médecins et s'explique à ce sujet, p. 924 à 926. — Proteste contre la proposition de clôture de la discussion générale qui vient d'être faite par M. Van Fleteren, estimant que les amendements apportés au projet l'ont complètement transformé, p. 1246. — Observations, p. 1246. — Discussion des articles du projet créant l'ordre des médecins. Art. 1<sup>er</sup>. Discours : Développe les motifs pour lesquels il eût été infiniment préférable de reviser la loi de 1818 sur la base du projet Beco, projet qui était le fruit d'un travail considérable, plutôt que de faire l'œuvre incohérente soumise à ce moment au Sénat, p. 1247, 1248. — Art. 3. Observations, p. 1255. — Art. 4. Observations au sujet d'un amendement présenté par le ministre, p. 1262.

Projet de loi tendant à l'érection en commune du hameau de Weywertz (Wevercé). Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1253.

Projet de loi portant modification des limites séparatives des communes de Deurne et de Merxem. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1390.

Interpellation de M. Vande Moortele au sujet de l'application de certains arrêtés royaux relatifs au chômage. Observations, p. 1581.

## O

Ohn, sénateur de Verviers.

Ann. — Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion des articles. Art. 103. Discours : Demande que la loi sur les estropiés et mutilés soit appliquée d'une façon plus large, p. 127-128.

Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts. Statut définitif. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 201.

Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Discours : Commence par protester, ainsi que M. Digneffe l'a fait pour le budget de l'industrie et du travail, contre l'obscurité des libellés indiquant les postes du budget, estime que cette obscurité semble voulue en ce qui concerne les subsides à l'enseignement libre, développe certaines considérations au sujet de la lutte scolaire et termine en déclarant qu'il ne cessera de protester contre le trafic que le parti catholique fait de la religion pour la défense de ses intérêts de classe, p. 240 à 243. — Observations, p. 244. — Discours : En réponse au discours de M. Segers, déclare que les chiffres qu'il a cités quant à la somme déboursée par l'Etat pour l'enseignement libre sont fantaisistes, puis déclare que l'affirmation de M. Segers tendant à attribuer au parti socialiste la responsabilité de la réouverture de la guerre scolaire travestit manifestement la vérité, p. 285.

Budget de la défense nationale pour 1932. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Demande des explications au sujet de certaines dépenses, notamment en ce qui concerne une fête donnée à Anvers par le général circonscriptionnaire, p. 406, 407.

Budget des finances et interpellation de M. Beauduin sur la question des alcools luxembourgeois. Discussion générale. Observations, p. 440, 457, 459. — Discussion des articles du budget des finances. Observations, p. 489, 493.

Budget de l'agriculture pour 1932. Discussion générale. Discours : Appelle l'attention du ministre sur la question de la chasse dans les cantons d'Eupen-Malmédy et Saint-Vith, puis, au lieu de développer lui-même la question, se range aux observations présentées par M. Van Roosbroeck en ce qui concerne les largesses du gouvernement pour l'enseignement catholique, p. 755. — Observations, p. 757. — Discussion des articles. Art. 22. Observations, p. 776. — Art. 51. Observations, p. 778.

Projet de loi sur la protection morale de l'enfance. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 932.

Budget des transports pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1075.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues en matière administrative. Discussion générale. Discours : Signale l'émotion provoquée par le projet en discussion dans la région de langue allemande; déclare qu'il ne propose pas d'amendements, estimant que c'est le gouvernement qui doit prendre l'initiative des mesures nécessaires pour rendre justice aux citoyens de langue allemande, p. 1134, 1135. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1178.

## Ohn (suite)

- Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1932. Discussion générale. Discours : Formule certaines critiques concernant les atteintes portées par le département de l'intérieur et de l'hygiène aux libertés communales; traite la question du logement, celle du chômage et enfin celle des œuvres de l'enfance, p. 1212.
- Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque Nationale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1413.
- Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi relative aux pensions de vieillesse. Discussion générale. Discours : Estime que, avant de réprimer les abus en ce qui concerne les pensions de vieillesse, il faudrait supprimer certaines pensions militaires d'invalidité; développe ensuite des arguments dans le but d'obtenir pour les employés les mêmes faveurs que celles accordées aux ouvriers, p. 1515.

## P

## Paulsen, sénateur de Bruxelles.

- Ann. — Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 201.
- Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de 1932. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 869.
- Projet de loi établissant des mesures temporaires destinées à maintenir l'équilibre budgétaire. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 869.
- Projet de loi sur la protection morale de l'enfance. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 932.
- Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque Nationale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1413.
- Projet de loi autorisant certaines opérations d'emprunt et de trésorerie. Discussion générale. Observations, p. 1572.

## Petitjean, ministre des sciences et des arts, démissionnaire le 22 octobre 1932.

- Ann. — Projet de loi concernant l'étude des langues modernes dans l'enseignement moyen du degré supérieur. Discussion générale. Discours : Situe le projet et exprime son étonnement de voir mettre en question des principes qui ont été récemment votés par le Sénat dans un projet similaire, puis répond à M. Dierckx, p. 12, 13. — Observations, p. 13. — Répond au discours de M. Dierckx qui insiste sur la question qu'il a posée sur la différence faite entre l'enseignement officiel et l'enseignement libre, p. 14. — Discussion des articles. — Art. 3. Fait une observation mais déclare se rallier à un amendement de M. Vermeylen, p. 15, 16. — Art. 5. Répond, par observations, à M. Van Dieren et déclare que « demander » est une chose et « obtenir » en est une autre, p. 17.
- Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 187, 188. — Discours : Répond aux discours de MM. Huisman Van den Nest, le chevalier Dessaln et Dochen, p. 189 à 192. — Observations, p. 225, 228, 230, 234, 237, 244. — Estime l'heure trop tardive pour prendre la parole, p. 250. — Reprise de la discussion générale. Discours : Commence par répondre aux observations présentées, en ce qui concerne l'organisation intérieure des écoles et du département des sciences et des arts, p. 262 à 266. — Observations au sujet de la suite de la discussion, p. 280. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 282 à 284. — Reprend et termine son discours en réponse à ceux qui ont été présentés; conclut en déclarant qu'il défend un budget très important, que ce budget a été conçu dans un esprit large et qu'il ne voudrait pas que, par des exagérations, on amène une réaction qui serait infiniment plus pénible que les sacrifices qui ont été consentis dans certains domaines particuliers et qui, en aucune hypothèse, ne visent l'enseignement lui-même, p. 298 à 302. — Discussion des articles. Art. 19. Amendement de M. Volckaert en faveur des familles nombreuses. Fait diverses observations et déclare que tout en étant personnellement favorable aux familles nombreuses et, en conséquence, aux mesures prises en leur faveur, il s'appuie sur des chiffres pour développer des arguments prouvant que le crédit proposé par le gouvernement est suffisant, p. 303, 304. — Art. 34 et 35. M. Van Dieren estime que les crédits inscrits à ces articles et destinés à des travaux de recherches et de classement de documents relatifs à la guerre pourraient être supprimés, déclare qu'il s'agit d'une commission fonctionnant au sein des archives générales du royaume et que le travail de cette commission sera probablement terminé dans le courant de l'année 1932; indique les raisons pour lesquelles le crédit inscrit à l'art. 34 doit être maintenu pour 1932, p. 305. — Art. 151 : amendement présenté par M. Huisman Van den Nest en faveur des

## Petitjean (suite)

- sociétés de gymnastique. Tout en se déclarant très favorable à l'éducation physique, estime que l'amendement n'est pas justifié, p. 306.
- Votes par appel nominal : Le vote simultané de plusieurs budgets et projets de loi étant proposé, demande, étant appelé à la Chambre, que l'on vote immédiatement sur son budget des sciences et arts, p. 307.
- Proposition de loi interprétative de l'arrêté royal du 25 novembre 1815. Discussion générale. Observations, p. 528, 577. — Discours : Commence par déclarer qu'il prend la parole au milieu du débat afin de permettre à M. Leduc de répondre éventuellement à la thèse qu'il compte défendre devant le Sénat; déclare ensuite qu'il n'entre nullement dans sa pensée de contrecarrer le développement du Musée de Tournai ni de défendre son opinion par égoïsme bruxellois, mais attire l'attention du Sénat sur le danger qu'il y aurait, au point de vue juridique, à entrer dans la voie indiquée par M. Asou; termine en félicitant ce dernier de l'œuvre entreprise par Tournai pour donner à son musée tout l'effet utile, assure qu'il voudrait l'aider mais désire aussi que M. Asou ne parle pas comme Shylock et ne dise pas : « ce sont ces deux morceaux-là qu'il me faut », p. 581 à 584. — Observations, p. 584, 586 à 590, 592. — Une discussion s'étant élevée au sujet du moment opportun de poursuivre ce débat et de la solution à intervenir, commence par faire remarquer que la solution présentée par M. Volckaert est un peu naïve, puis déclare qu'il est désirable qu'il ne naisse pas de conflit d'attribution à propos d'une question de procédure très grave, en ce sens qu'elle ne vise pas uniquement la restitution de deux tableaux; prie donc l'assemblée de se rallier à une proposition de remise faite par M. Van Fleteren, afin de lui donner le temps de rechercher, en toute bonne volonté, un terrain d'entente, p. 596, 597. — M. Asou proposant, par motion d'ordre, la remise à huitaine, un arrangement à l'amiable étant en bonne voie, demande, dans le cas où le Sénat aurait l'intention de siéger la semaine avant Pâques, que l'on remette à quinzaine, p. 685. — Discours : Déclare que le gouvernement, en tant que pouvoir exécutif, n'entend dans la dite question des tableaux de Tournai n'abandonner ni son point de vue, ni sa liberté de disposition des biens nationaux; que cependant, répondant à l'effort fait par la ville de Tournai pour y créer un centre d'art, il a voulu en quelque sorte compléter les collections en y déposant un certain nombre d'œuvres d'art sur le choix desquelles il a pu se mettre d'accord avec la ville de Tournai; termine en déclarant que le gouvernement est heureux de constater que le conflit est aplani, p. 855, 856.
- Interpellation de M. Dochen sur la situation difficile créée aux communes par une circulaire ministérielle du 18 février 1932. Observations, p. 684. — Discours : Répond, en ce qui le concerne, à l'interpellation, p. 685, 686. — Observations, p. 686.
- Projet de loi modifiant l'article 33, § 4, de la loi organique de l'enseignement primaire. Dépose ce projet de loi, p. 1142. — Déclare ne pas insister pour la discussion immédiate, p. 1353. — Discussion générale : Mme Spaak, rapp., proposant de dire que les situations acquises au 1<sup>er</sup> juillet 1935 seront respectées, alors que le projet mentionne 1933, déclare que la proposition de Mme Spaak doit être admise, la date de 1933 constitue une erreur matérielle dont il s'excuse, et fait diverses observations à ce sujet, p. 1374.
- Projet de loi relatif au régime linguistique dans l'enseignement primaire et moyen. Discussion générale. Observations, p. 1318, 1320, 1337 à 1339. — Discours : Commence par faire remarquer que le projet soumis aux délibérations du Sénat n'a quasi rien de commun avec le texte qui avait été élaboré par la commission de la Chambre et déclare qu'il tient à souligner que c'est grâce à ses efforts personnels qu'il est parvenu, dans une large mesure, à y introduire les idées qui avaient valu au projet du Sénat son immense majorité; examine rapidement quelques-unes des objections de principe qui ont été faites et y répond; termine en priant le Sénat de reconnaître l'effort qu'il a fait et d'émettre le même vote patriotique que celui qu'il avait émis sur le projet sorti des délibérations de la Haute Assemblée, p. 1340 à 1343. — Discussion des articles : Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 1343 à 1345. — Déclare, en réponse à la question de M. Van Dieren, que la langue administrative sera le flamand dans la partie flamande du pays et fait remarquer que cette question est réglée par la loi sur l'emploi des langues en matière administrative, p. 1345. — Art. 3. Motive et défend le texte transmis par la Chambre, p. 1346. — Art. 7. Fait remarquer que M. Van Dieren fait erreur, son amendement allant à l'encontre de sa propre thèse, p. 1348. — Art. 10. Se déclare d'accord avec M. Vermeylen au sujet de la formation qui sera nécessaire aux professeurs de français, p. 1348. — Art. 11. M. Van Dieren demandant la définition du terme « région », déclare qu'il s'agit d'une région limitée, que c'est toujours l'esprit d'égalité des deux enseignements qui doit être le guide, p. 1349. — Art. 22. Fait remarquer, en réponse à M. Van Dieren, que la proportion de 20 p. c. ne s'applique qu'aux villes importantes et indique le but du

**Petitjean (suite)**

texte transmis par la Chambre, p. 1350. — Art. 28. Répond au R. P. Rutten en ce qui concerne l'application de l'article, p. 1351, 1352. — Répond aux observations de M. Van Dieren, p. 1352.

Projet de loi complétant l'article 1<sup>er</sup> de la loi organique du Fonds des mieux-doués. Prie le Sénat d'examiner encore ce projet pendant la séance du 7 juillet, p. 1353. — Discussion générale. Explique le mécanisme de la loi et son but, p. 1354.

Projet de loi modifiant l'article 33 de la loi organique de l'enseignement primaire relatif aux écoles gardiennes. Discussion générale. Déclare que le gouvernement n'accepte pas l'amendement de M. Demets, p. 1372. — Répond au discours de M. Demets, afin de protester contre le terme « loi de façade » employé par lui; termine en déclarant que, certes, ce projet pourrait être amélioré, mais qu'il prie le Sénat d'en faire l'expérience et de voter le projet tel qu'il est transmis par la Chambre afin d'éviter le retard qu'occasionnerait le renvoi à cette assemblée, p. 1373.

**Pierlot, sénateur provincial du Luxembourg.**

**Doc.** — Projet de loi fixant le contingent de l'armée pour 1932. — Rapport, n° 35.

Budget du corps de la gendarmerie pour 1932. — Rapport, n° 39.

Budget de la défense nationale pour 1932. — Rapport, n° 40. Projet de loi tendant à assurer aux sous-officiers en activité de service le bénéfice des droits acquis antérieurement à la mise en vigueur de la loi de milice du 7 novembre 1928. — Rapport, n° 189.

**Ann.** — Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. Discussion générale. Discours : Déclare partager les idées du rapporteur quand il dit que les droits des propriétaires doivent être limités, mais estime que les dangers auxquels on voulait parer en limitant ce droit n'existent plus et qu'il craint que le projet en discussion n'amène un autre danger : l'ingérence de l'administration dans la gestion des propriétés; convie donc le Sénat à repousser le projet, p. 117. — Discours : Estime que les amendements du gouvernement présentent une sérieuse amélioration au projet qui avait été pris comme base de la discussion; déclare, en conséquence, retirer la motion d'ajournement qu'il avait introduite, mais annonce que son adhésion, ainsi que celle d'un certain nombre de membres du Sénat, est subordonnée à la condition que le propriétaire aura le droit de recours efficace et propose, à cet effet, un amendement dont il donne lecture, p. 150. — Observations, p. 153.

Budget du corps de la gendarmerie pour 1932. Dépose le rapport sur ce budget, p. 278.

Budget de la défense nationale pour 1932. Dépose le rapport sur ce budget, p. 278. — Discussion générale. Discours : Commente son rapport, mais cite, avant de présenter ses développements au Sénat, un souvenir de guerre personnel, souvenir qui date du lendemain de la bataille de l'Yser et qu'il considère comme symbolique de la divine chose qu'est la paix, afin de faire comprendre au Sénat dans quels sentiments il aborde cette discussion et pourquoi il croit être l'interprète fidèle de la commission de la défense nationale en demandant avec instance au gouvernement de rester vigilant dans l'organisation de la défense du pays, puis termine son développement en présentant quelques brèves considérations relatives à l'examen des demandes d'invalidité, p. 352 à 358. — Observations, p. 380, 381. — Discours : Commence par rectifier, d'après les indications du ministre de la défense nationale, certains chiffres qu'il a cités, puis répond brièvement aux observations qui ont été présentées et termine en déclarant que, malgré tout, le grave problème de la sécurité du pays reste posé; que celui-ci aura à décider s'il veut faire les sacrifices nécessaires ou s'il entend être défendu à moitié ou pas du tout, p. 394, 395. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Discours : Exprime son regret de la discussion qui s'est produite au sujet d'un crédit qu'il estime nécessaire pour permettre au titulaire du département de la défense nationale de soutenir le train de vie en rapport avec sa haute situation, p. 415. — Art. 39. Défend son amendement en faveur des écoles civiles d'aviation, ainsi que l'école d'aviation de Saint-Hubert, et exprime le vœu que le département des transports consente à majorer le subside qui fait l'objet de l'amendement afin que les trois écoles puissent être maintenues, p. 421.

Projet de loi fixant le contingent pour 1932. L'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, qui conclut à l'adoption du projet, p. 309. — Discussion générale. Discours : Estime que M. Lafontaine n'a pas bien compris son rapport et fait remarquer qu'il n'y a pas un homme de plus, le contingent étant fixé par une loi, mais qu'il s'agit, dans le chiffre cité par M. Lafontaine, des volontaires et des rengagés affectés aux services administratifs, p. 309. — Discours : Tenant à ce que le Sénat ne reste pas sous l'impression du discours que vient de faire M. de Brouckere, rappelle que les réductions du temps de service ont amené la décision d'avoir un cadre d'auxiliaires permanents pour ne pas employer les soldats à des emplois de métier, etc.;

**Pierlot (suite)**

estime qu'il serait fâcheux de faire passer la Belgique pour une sorte d'ogre militariste parce que son armée comprendra un peu plus de volontaires employés à ces services auxiliaires, p. 309, 310. — Relève les erreurs faites par M. Van Dieren dans le discours qu'il vient de prononcer et termine en faisant remarquer que M. Van Dieren a comparé des choses qui ne sont pas comparables et que l'on ne doit pas, par les erreurs qu'il commet, être induits à croire que le gouvernement, par un camouflage, prépare des armements supérieurs à ceux prévus par les lois organiques, p. 310.

Budget extraordinaire pour 1932. Discussion générale. Discours : Tout en effleurant, au début de son discours, l'ensemble de la question des ports de Bruges et de Zeebrugge, laisse les questions du port intérieur de Bruges et du port à la côte aux soins des représentants de la région brugeoise; traite la question du port de mer de Zeebrugge et développe les arguments tendant à démontrer la grande utilité de ce port et la nécessité de mener à bonne fin ce bel instrument de travail, qui est destiné à contribuer si grandement à l'importance et à la prospérité du pays, tout en se gardant de toute concurrence à Anvers, le port de Zeebrugge ayant une spécialité dont l'exercice est impossible ailleurs, p. 781 à 785. — Observations, p. 786.

Budget de la justice pour 1932. Discussion générale. Discours : Commence par déclarer qu'il ne comptait pas prendre la parole dans la discussion du budget de la justice, mais qu'il tient à appuyer le discours prononcé par M. A. Huysmans, notamment en ce qui concerne la réforme du conseil de législation, p. 884.

Budget des transports pour 1932. Discussion générale. Il est donné lecture en son nom, par M. le baron de Moffarts, d'une note qu'il a rédigée, ne pouvant assister à la séance, et par laquelle il attire la bienveillante attention du ministre sur la ligne Bertrix-Muno et insistant pour qu'il soit donné une compensation aux innombrables déceptions éprouvées par les riverains de cette ligne, p. 1097, 1098.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues en matière administrative. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1178.

Projet de loi complétant la loi relative aux chevrons de front. Discussion générale. Discours : Indique la direction large dans laquelle il voudrait voir orienter l'octroi du chevron de front accordé aux prisonniers de guerre; estime que cette direction sera donnée par les déclarations que va faire le ministre de la défense nationale, p. 1179, 1180. — Observations, p. 1182.

**Polet, sénateur provincial de Liège.**

**Ann.** — Projet de loi relatif au régime linguistique de l'enseignement primaire et moyen. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1367.

**Q****Quinchon, sénateur de Mons et Soignies.**

**Ann.** — Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 44, 59, 76 à 78. — Discours : Pose certaines questions concernant le paiement des pensions de vieillesse et exprime son regret des bruits qui circulent, suivant lesquels le gouvernement aurait l'intention de réduire ou de supprimer les allocations de certains estropiés, p. 78-79. — Observations, p. 100. — Discours : Rappelle les questions qu'il a posées la veille, notamment en ce qui concerne le paiement de la pension des accidentés du travail, p. 107. — Observations, p. 107.

Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 201.

Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 242, 284.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues en matière administrative. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1178.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1192.

Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque Nationale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1413.

**R**

**Renkin, premier ministre, ministre de l'intérieur et de l'hygiène, déchargé du portefeuille de l'intérieur et de l'hygiène, le 22 février 1932, et nommé ministre des finances par arrêté royal de la même date; démissionnaire le 22 octobre 1932.**

**Ann.** — Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion des articles réservés. Demande que l'on aborde l'examen de l'article 19 désirant être présent pour l'examen de cet article et devant être appelé à la Chambre ultérieurement, p. 128. — Art. 19. Discours : Rappelle que la mesure proposée par M. Heyman, m. i. t. p. s., n'est pas

## Renkin (suite)

particulière à son ministère, M. Camille Huysmans ayant réintégré 42 fonctionnaires qui avaient été frappés, et prie en conséquence le Sénat d'adopter l'article 19, p. 130. — Fait diverses observations au sujet du discours qui vient d'être prononcé par M. Dierckx, discours qu'il estime ne pas répondre à la demande qui lui a été adressée par un délégué de la gauche libérale, p. 133.

Annnonce du décès de M. Golenvaux, sénateur coopté. Discours, p. 268, 269.

Annnonce du décès de M. Spillemaekers, sénateur d'Anvers. Discours, p. 348.

Interpellation de M. le baron de Dorlodot sur la situation créée à la Belgique par les déclarations faites par le chancelier Brüning au sujet du paiement des réparations. M. le baron de Dorlodot demandant l'urgence, déclare que le gouvernement ne peut accepter un débat sur la prochaine conférence de Lausanne; rappelle que sa position dans le problème est connue et a déjà été développée maintes fois, qu'à l'occasion de la récente proposition de moratoire faite par M. Hoover il a affirmé les droits de la Belgique et que le gouvernement ne saurait renoncer à ces droits, tout en étant disposé à examiner les aménagements que la crise que l'on traverse pourrait rendre nécessaire, p. 352.

Interpellation de MM. De Bruyn et Toch au sujet de l'improbation de la décision du conseil provincial de la Flandre orientale instituant la semaine de quarante heures pour les travaux publics. Discours : Répond à l'interpellation, rappelle notamment que M. Heyman, m. i. t. p. s., a développé devant la Chambre, au moment où les interpellations sur la crise ont été longuement discutées, les motifs pour lesquels le gouvernement ne considère pas la semaine de quarante heures, telle qu'elle est préconisée, comme un remède à la crise, p. 520.

Interpellation de M. Vinck au sujet du refus d'approbation du budget de la province de Brabant. Discours : Répond à l'interpellation et termine en déclarant qu'il est nécessaire que, comme l'Etat, les pouvoirs subordonnés prennent des mesures afin d'éviter le danger nouveau occasionné par la situation financière de ces pouvoirs subordonnés, p. 522. — Répond brièvement au dernier discours de M. Vinck et déclare que, ainsi que l'on ne peut en douter, sa bienveillance personnelle est acquise aux autorités provinciales et communales, p. 523, 524.

Projet de loi autorisant le gouvernement à emprunter 2 milliards de francs pour compte commun de l'Etat et de la colonie du Congo belge. Discussion générale. Observations, p. 629. — Discours : Répond brièvement aux observations présentées et précise certains points ou réfute des affirmations inexactes qui ont été produites, p. 629, 630.

Décès de M. Aristide Briand : S'associe, au nom du gouvernement, aux paroles de sympathie et de condoléances qui viennent d'être prononcées par le président, p. 678.

Budget de l'agriculture pour 1932. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Discours : A fin de dissiper le malentendu qui s'est produit la veille, au sujet des amendements présentés par M. Dierckx, déclare qu'il est disposé à chercher d'autres compressions, mais qu'il ne peut accepter la demande de M. Dierckx, estimant qu'elle est inconstitutionnelle et qu'il tient à défendre la prérogative de l'exécutif, qui est d'exécuter seule sans conseil judiciaire, p. 774. — Observations, p. 774.

Projet de loi établissant des mesures temporaires destinées à maintenir l'équilibre budgétaire. Observations, p. 846, 847. — Discussion générale. Discours : Répond à M. Van Coillie, p. 847-848. — Observations, p. 849, 851. — Discours : Répond brièvement aux observations présentées; termine en déclarant que si le gouvernement demande aux Chambres le vote de ce projet c'est parce qu'il estime qu'il est nécessaire à l'équilibre budgétaire et qu'il croit l'assurer, cet équilibre devant être un élément de renaissance de la confiance du public, confiance nécessaire à la solution de la crise, p. 862, 863. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Déclare être d'accord avec M. Bossuyt au sujet de l'interprétation donnée par celui-ci au § 2, p. 864. — Art. 2. Déclare qu'il examinera avec attention la situation de certains agents temporaires de la Société nationale des chemins de fer en pays flamand, p. 865. — Art. 9. Répond à une question posée par M. Laboulle et déclare qu'il y a en effet de nouveaux droits qui doivent être ratifiés par les Chambres et que le projet est, à ce moment, soumis à la Chambre des représentants, p. 868. — M. Laboulle insistant à ce sujet, déclare à nouveau que le projet ratifiant les nouveaux droits est soumis à l'approbation de la Chambre, p. 868.

Déclaration du gouvernement après la reconstitution, le 23 mai 1932, du cabinet qu'il préside. — Observations, p. 1022, 1027. — M. le président estimant qu'il est impossible de terminer le débat ce même jour, prie le Sénat de décider que, en tout état de cause, il sera terminé le lendemain, p. 1030. — Discours : Commence par déclarer que l'ampleur qu'a pris le débat l'a un peu surpris; fait remarquer que le motif de la crise est très clair ayant résulté d'un désaccord qui s'est produit entre les deux groupes de la majorité et sur la portée des engagements pris lors de la constitution du gouvernement qu'il préside; rappelle ensuite la première phrase de la déclaration qui annonce que rien n'est changé dans la politique

## Renkin (suite)

générale du gouvernement, telle qu'elle fut exposée en juin 1931; répond ensuite brièvement aux discours de MM. Van Overbergh et Lafontaine, p. 1035 à 1037.

Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque nationale. Discussion générale. Discours : Fait remarquer qu'il s'agit simplement dans le projet en discussion de régler la situation qui a été créée au mois de septembre 1931 par la chute de la livre sterling; défend le projet et termine en déclarant que M. le baron de Dorlodot peut être rassuré, que l'administration des finances ne perd pas de vue les questions qu'elle a traitées; que, si des mesures étaient à prendre, elle saurait les prendre en temps opportun; déclare encore que, quelle que soit la charge pesant sur ses épaules en sa qualité de premier ministre et de ministre des finances, il saura faire ce qui sera nécessaire en vue de maintenir le crédit du pays et la stabilité de la monnaie du pays, lesquels ne sont du reste en danger ni l'un ni l'autre, p. 1393-1394. — Prend la parole pour s'expliquer sur la proposition de renvoi à la commission, qu'il n'accepte pas et ne voit aucun motif pour admettre, puis, afin de calmer les inquiétudes qui se sont fait jour, donne lecture d'une lettre que vient de lui écrire M. L. Franck, gouverneur de la Banque nationale, lettre confirmant la conversation qu'il a eue avec le premier ministre, ministre des finances, et affirmant que, dans l'avenir, la Banque nationale ne comprendra plus que de l'or-métal dans la couverture qui lui est imposée par son statut organique; estime que, en présence de la déclaration écrite de M. Franck, plus personne ne jugera utile de renvoyer le projet à la commission pour la question du « Gold Bullion Standard », p. 1410. — M. le baron de Dorlodot faisant diverses observations au sujet de l'article 3 de la Convention, déclare qu'il n'y a pas de doute que, dans l'hypothèse envisagée par le baron de Dorlodot, la perte serait pour la Banque, mais fait remarquer que, quant à la rédaction, il serait maladroite, dans des conventions de l'espèce, de révéler le détail des opérations, p. 1412.

Projet de loi autorisant le gouvernement à garantir la bonne fin d'opérations d'exportation. Discussion générale. Déclare être d'accord sur les réserves et recommandations qui viennent d'être développées par M. François, p. 1410.

Projet de loi relatif au tarif des douanes. Discussion générale. A la suite d'un discours de M. Laboulle au sujet du retard apporté au dépôt de ce projet, déclare que le mot « immédiatement » signifie tout de suite, mais que dans la pratique des affaires des délais s'imposent toujours; promet pourtant à M. Laboulle que, dans l'avenir, les projets de ratification seront déposés aussi rapidement que faire se pourra, p. 1450.

Projet de loi autorisant des régularisations, des transferts et allouant des crédits supplémentaires pour les exercices 1930, 1931 et 1932. Discussion générale. Discours : Saisit l'occasion que lui donne ce projet pour faire une déclaration : fait remarquer qu'il n'a jamais été, ainsi qu'on lui en prête l'intention, question que le gouvernement demande les pleins pouvoirs; déclare que des événements récents ont, il est vrai, aggravé les charges de trésorerie, et que ceci amènera sans doute le gouvernement à demander au parlement une nouvelle autorisation d'emprunt; que, voulant éviter de rappeler le parlement pendant les vacances, le gouvernement avait un instant songé à solliciter, à ces fins limitées, les pouvoirs nécessaires pour agir au mieux des intérêts du trésor, mais que le parlement s'étant montré disposé à répondre au premier appel, ce projet devenait sans objet; ajoute encore qu'il n'est jamais entré et n'entrera jamais dans la pensée du gouvernement de procéder à l'inflation, p. 1447. — Répond à M. François, rappelle qu'il est, en principe, opposé à la pratique excessive des crédits supplémentaires et termine en déclarant qu'il veut des finances saines, p. 1448. — Observations, p. 1448. — Déclare, en réponse au discours de M. Segers, qu'il s'est expliqué et qu'il s'expliquera encore en temps et lieu, fait remarquer que le gouvernement doit gérer les affaires du pays d'après la Constitution et les lois qui l'établissent, mais demande instamment que l'on abandonne la méthode qui consiste à interroger d'avance le gouvernement sur ses intentions, alors qu'il n'en a rien dit et de lui prêter des projets qu'il n'a pas, estimant qu'il est impossible d'administrer dans de pareilles conditions, p. 1449.

Budget des recettes et dépenses afférentes aux dommages de guerre, pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1451.

Projet de loi réglant, au point de vue de la pension, la situation d'anciens magistrats chargés d'une fonction permanente aux administrations centrales de l'Etat. Demande le renvoi à la commission, p. 1453.

Projet de loi autorisant le gouvernement à accorder la garantie de l'Etat à des emprunts à émettre à l'étranger par le Crédit communal de Belgique. Insiste sur l'urgence de ce projet, p. 1530. — Discussion générale. Discours : Commence par déclarer qu'il ne peut entrer dans le détail des négociations, que l'autorisation demandée lui est nécessaire mais ne porte nullement atteinte au crédit du Crédit communal; qu'il verra encore les représentants de cette institution et qu'il espère trouver une solution qui conviendrait à tout le monde, p. 1533.

**Renkin (suite)**

Annnonce du décès de MM. les sénateurs Libbrecht et G. Jansen. Discours, p. 1546.

Projet de loi autorisant certaines opérations d'emprunt et de trésorerie. Discussion générale. Discours : Estime inutile de répéter devant le Sénat les explications contenues dans l'exposé des motifs et complétées par le commentaire qu'il en a fait à la Chambre des représentants; fait ensuite au Sénat un exposé de la situation, fait remarquer qu'elle n'est nullement catastrophique ainsi qu'ont voulu le faire croire certaines personnes, que la situation de la Belgique n'est pas plus grave que celle des autres pays, mais sérieuse; déclare que, bien qu'on l'ait déjà taxé d'optimisme, il estime qu'il suffira de méthode et de sang-froid pour la régler; examine certaines critiques qui ont été formulées au sujet de sa gestion financière et termine en faisant remarquer qu'il n'a jamais été question d'inflation et que, en temps de crise surtout, la discipline civique est le premier des devoirs, p. 1550 à 1553. — Observations, p. 1554, 1565, 1566. — Déclare qu'il apportera des chiffres au Sénat pour détruire la légende odieuse créée au sujet des dégrèvements d'impôts, p. 1565. — Rappelle que la Chambre des représentants, consciente de l'urgence du projet en discussion, l'a voté en une séance; rappelle que, le Sénat, sous l'empire du même sentiment, a décidé la veille de terminer le débat pendant la séance en cours et insiste pour qu'il en soit ainsi, p. 1573. — Observations à l'occasion d'une motion de M. Segers au sujet de la suite des débats, p. 1573.

Pensions de vieillesse : Motion d'ordre de M. Volckaert au sujet du retard dans le paiement des pensions révisées. Déclare que l'intervention de M. Volckaert ne constitue pas une motion d'ordre et qu'il ne peut admettre qu'un nouveau débat vienne interrompre la discussion des projets financiers; annonce que cette question pourra être reprise après le vote des dits projets, p. 1567.

Projet de loi portant modification de la loi du 15 mai 1929 relative à l'obligation scolaire des enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe et aux internats créés en vue d'assurer l'instruction primaire à ces enfants. Déclare être d'accord sur l'urgence, p. 1573.

**Ronvaux, sénateur provincial de Namur.**

*Doc.* — Proposition de loi prorogeant certaines dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer (cosign.), n° 13.

*Ann.* — Projet de loi concernant l'étude des langues modernes dans l'enseignement moyen du degré supérieur. Discussion générale. Observations, p. 8.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 41, 44, 57, 58, 64, 72, 75, 76. — Discours : Parle des conséquences de la crise, critique divers points de l'organisation du secours chômage, réclame le dépôt à bref délai d'un projet de loi dotant l'assurance chômage d'un statut organique et termine en attirant particulièrement l'attention du ministre sur le cas d'un chômeur qui ne travaille qu'un jour sur deux, p. 86 à 89. — Observations, p. 89, 100, 105, 106.

Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 196. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 201.

Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 232.

Proposition de loi prorogeant certaines dispositions relatives aux baux à loyer. Discussion générale. Observations, p. 274.

Projet de loi fixant le contingent de l'armée pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 309.

Budget des finances et interpellation de M. Beauduin sur la question des alcools luxembourgeois. Discussion générale. Observations, p. 464.

Projet de loi sur la police du roulage. Proposition d'ajournement. Observations, p. 162, 166. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 545. — Art. 14. Observations concernant la surveillance des routes, p. 555.

Budget des affaires étrangères et interpellation de M. Mullie au sujet de l'accord commercial de 1928 avec la France. Observations, p. 562.

Budget des travaux publics pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 631, 635, 645.

Budget de l'agriculture pour 1932. Discussion générale. Observations au sujet de la suite du débat, p. 660. — Reprise de la discussion. Observations, p. 759, 761, 762, 764.

Fixation de l'ordre du jour : Discussion au sujet de l'opportunité de tenir une séance du matin, le 17 mars. Observations, p. 785. — Le Sénat ayant décidé de tenir une séance publique le lendemain matin, 17 mars, et une réunion de commission ayant été décommandée à cet effet, fait remarquer à M. le vicomte Berryer, qui proteste contre ce fait, que la remise de la séance de la commission a été décidée d'accord avec le Sénat, p. 812.

Projet de loi concernant l'incinération facultative de cadavres humains. Discussion générale. Observations, p. 726.

**Ronvaux (suite)**

Budget extraordinaire pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 786, 814, 815, 821, 822. — Discours : Attire l'attention du ministre sur le fait que, dans les crédits destinés aux travaux extraordinaires, il n'y a pas un centime destiné au Namurois, non plus qu'à la Basse-Sambre et à la Meuse, rappelle la nécessité des travaux à exécuter, notamment pour éviter de nouvelles inondations, proteste parce que Liège a obtenu satisfaction et termine en signalant la nécessité d'améliorer les communications entre Namur et Dinant, p. 822 à 825.

Budget de la justice pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 886.

Projet de loi sur la protection morale de l'enfance. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 932.

Interpelle M. le ministre de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale sur : 1° le retard apporté à la liquidation des allocations aux bénéficiaires de la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1928 : estropiés et mutilés; 2° le retard apporté à la liquidation des arriérés de pensions de vieillesse à ceux pourvus d'un titre révisé; 3° la lenteur apportée à l'examen des dossiers de ceux qui, sous l'empire de l'ancienne loi, avaient introduit une requête en vue de l'obtention de la pension de vieillesse et à qui elle fut refusée en raison des dispositions de la dite loi. Développe son interpellation, p. 994, 995. — Observations, p. 996 à 1000. — Discours : Répond au discours du ministre et termine en insistant pour que des mesures soient prises une fois pour toutes, afin que le retard apporté au paiement des pensions de vieillesse ne se reproduise plus, p. 1002.

Déclaration du gouvernement après la reconstitution, le 23 mai, du cabinet présidé par M. Renkin. Observations, p. 1022, 1037.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1211.

Projet de loi portant création de l'ordre des médecins. Discussion des articles. Art. 3. Observations, p. 1257.

Projet de loi portant interprétation des lois coordonnées sur les dommages de guerre. Discussion générale. Observations, p. 1285.

Projet de loi relatif à une convention entre l'Etat et la Banque nationale. Discussion générale. Observations, p. 1388, 1410. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1413.

Budget des recettes et dépenses afférentes aux dommages de guerre pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1450.

Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi relative aux pensions de vieillesse. Discussion générale. Observations, p. 1514.

Motion d'ordre de M. Volckaert au sujet du retard dans le paiement des pensions de vieillesse révisées. Observations, p. 1577.

Interpellation de M. Vande Moortele au sujet de l'application de certains arrêtés royaux relatifs au chômage. Observations, p. 1579, 1580.

**Rutten, R. P., sénateur coopté.**

*Doc.* — Projet de loi concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen. — Rapport, n° 145.

Projet de loi complétant les dispositions de l'article 5 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 sur la collation des grades académiques. — Rapport, n° 146.

*Ann.* — Projet de loi concernant l'étude des langues modernes dans l'enseignement moyen du degré supérieur. Discussion générale. Discours : Commence par faire remarquer que le projet de loi en discussion a pour but d'établir entre le régime linguistique de l'enseignement moyen officiel et celui de l'enseignement moyen libre un parallélisme qui est souhaité par tous et qui a été, du reste, voulu par le législateur de 1910; développe ensuite, en réponse à des questions qui lui ont été posées, certaines considérations relatives aux droits des minorités et fait remarquer que le texte que la commission prie le Sénat d'adopter n'est qu'une mise au point rendue nécessaire par le projet que cette assemblée vient de voter en ce qui concerne l'enseignement moyen officiel; convie donc le Sénat à voter à l'unanimité le projet qui lui est soumis, p. 8, 9. — Observations, p. 9. — Discours : Déclare qu'il répondra à M. Lebon lors de la discussion des articles, puis répond aux questions posées par M. Dierckx et aux observations de M. Lindekens; déclare que la loi établit un régime de réciprocité entre les Wallons et les Flamands; que ce que le Sénat veut c'est une Belgique unie, qu'il comprend l'attitude des frontistes, car quand ils n'auront plus de récriminations à élever sur le terrain linguistique, leur présence deviendra inutile à la haute assemblée; termine en demandant que l'on passe immédiatement à la discussion des articles, p. 12. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Discours : Déclare qu'il a déjà longuement répondu à M. Van Dieren lors de la discussion du projet de loi relatif au régime linguistique dans l'enseignement moyen, mais fait pourtant encore diverses observations; fait remarquer notamment que M. Van Dieren essaie vainement d'ameuter l'opinion publique, p. 15. — Art. 2. Discours : Répond à ce moment aux observations faites par M. Lebon, qui tendait à faire préciser dans la loi en quoi consisterait l'épreuve portant sur la seconde langue, p. 15. — Art. 3. Discours : Déclare ne pas faire d'opposition à l'amendement de M. Vermeylen, tout en estimant que cet

## Rutten (suite)

amendement ne changera rien à la situation existante, puis prie ses collègues du groupe nationaliste flamand de prendre note de la réponse que leur a faite M. Vermeylen, p. 16. — Art. 5. En réponse à MM. Lebon et Dierckx, fait diverses observations concernant le régime différent appliqué à l'enseignement privé et à l'enseignement officiel, p. 17. — Art. 6. Indique la portée de cet article et répond notamment à des observations de M. Lebon, p. 17. — Disposition additionnelle qu'il propose : accepte la suggestion du président tendant à faire de cette disposition un article 10, p. 18. — Fait remarquer que c'est la reproduction exacte de la disposition admise dans le projet relatif à l'enseignement moyen, disposition qui devait être reprise dans le projet en discussion pour établir le parallélisme nécessaire, p. 18. — Discussion générale du projet amendé par la Chambre des représentants et voté sous le titre de : *Projet de loi complétant les dispositions de l'article 5 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 sur la collation des grades académiques*. Estime que, le Sénat ayant admis l'article 24 de la loi qui vient d'être adoptée sur le régime linguistique dans l'enseignement primaire et moyen, il n'y a plus de motifs pour que l'assemblée s'attarde à discuter le projet dont la discussion vient d'être ouverte; prie, en conséquence, le Sénat d'admettre ce projet sans discussion, p. 1532.

**Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif.** Observations tant au sujet des propositions en présence pour la discussion qu'au sujet de la demande d'appel nominal sur la proposition d'ajournement du gouvernement, p. 19.

**Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932.** Discussion générale. Observations, p. 33, 57, 72, 78. — Discours : Répond à certaines observations de M. Van Belle au sujet des maladies professionnelles, p. 90. — Observations, p. 97, 98. — Discours : Traite la question des fonctionnaires qui ont servi les Allemands, p. 104, 105. — A la suite d'un discours de M. Demets, qui défend son amendement relatif aux fonctionnaires révoqués, défend l'attitude du gouvernement et estime qu'il est sage de ne pas ouvrir à nouveau d'enquête sur les faits qui se sont produits pendant la guerre, p. 105-106. — Fait une rectification au discours qu'il a prononcé en ce qui concerne des permissions données aux fonctionnaires pendant la guerre, p. 117. — Discussion des articles réservés. Art. 19. Observations, p. 129, 130. — Art. 146. Déclare qu'il comptait répondre, à l'occasion de cet article, au discours de M. Van Belle, mais que, vu l'heure avancée et M. Van Belle étant absent, il se contentera de remettre une note détaillée à M. Van Belle, p. 134.

**Budget des sciences et des arts pour 1932.** — Discussion générale. Observations, p. 191. — Discours : Attire l'attention sur la nécessité de multiplier les classes ménagères et de développer cet enseignement, p. 235. — Observations, p. 236, 240, 242. — Observations au sujet de la suite de la discussion, p. 280. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 281, 283. — Discours : répond au discours de M. Laboulle : Tout en estimant que la question scolaire ne passionnera pas, à ce moment, l'opinion publique absorbée par d'autres soucis; déclare qu'une fois de plus, son groupe désavoue les actes de pression et de sectarisme d'où qu'ils viennent et fait remarquer également que son groupe n'a jamais refusé ses voix lorsqu'un ministre des sciences et des arts a demandé des subsides nouveaux pour l'enseignement officiel lorsque la nécessité de ces subsides était démontrée; que l'attitude franche et loyale des catholiques et de ceux qui pensent comme eux en matière scolaire ne peut donc être contestée; termine en déclarant qu'il souhaite sincèrement la paix scolaire, mais que si la lutte est voulue, son parti l'accentuera, p. 284-285.

**Budget de la défense nationale pour 1932.** Discussion générale. Observations, p. 367. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Discours : En réponse au discours de M<sup>me</sup> Spaak exprimant son regret du peu de membres présents et des reprints exprimés par d'autres membres que, à droite, et notamment au sein du groupe démocratique, personne n'ait exprimé son opinion au sujet de la discussion sur la défense nationale, déclare que si le groupe démocratique s'est abstenu de parler, c'est uniquement afin de ne pas allonger inutilement le débat par des répétitions; termine en déclarant que l'Eglise n'a jamais confondu une guerre défensive avec une guerre offensive, et que, le jour où M<sup>me</sup> Spaak pourra annoncer que l'Allemagne et les Soviets pensent ce qu'elle pense, et veulent ce qu'elle veut, elle peut être assurée que presque tous les droitiers seront à leur poste, p. 407. — Observations, p. 409, 410, 412, 413, 415.

**Proposition de loi interprétative de l'arrêté royal du 25 novembre 1815.** (Tableaux de Tournai.) Discussion générale. Observations, p. 584.

**Proposition de loi instituant un fonds national de mutualité.** Discussion générale. Observations, p. 622.

**Projet de loi concernant l'incinération facultative de cadavres humains.** Discussion générale. Discours : Commence par annoncer qu'il estime que personne ne s'étonnera de lui entendre déclarer que les membres de la droite ne peuvent donner leur adhésion à la proposition de loi transmise par la Chambre; estime que la droite pourrait s'en tenir à cette simple déclaration, qui est dictée par des motifs de conscience;

## Rutten (suite)

tient pourtant à rendre hommage au souci qu'a eu le rapporteur d'éviter tout ce qui aurait pu froisser les convictions de ses collègues catholiques, mais estime pourtant qu'il convient de rencontrer les arguments présentés par le rapporteur à l'appui de ses conclusions, qui tendent à l'adoption du projet; puis développe ces arguments, p. 724 à 726.

**Budget extraordinaire pour 1932.** Discussion générale. Observations, p. 784.

**Budget de la justice pour 1932.** Discussion générale. Discours : Demande la suppression de la prostitution légalement réglementée; demande qu'on prenne des mesures contre les publications pornographiques et termine en attirant l'attention du ministre sur le spectacle pénible que présente le transfert des prisonniers, p. 883.

**Projet de loi sur la protection morale de l'enfance.** Discussion générale. Discours : Exprime son regret que le rapporteur du projet, éloigné du Sénat par une indisposition, ne puisse répondre aux auteurs d'amendements; estime que le but du projet est nettement défini par une phrase du rapport de M. Legrand, qui indique la discrimination à faire, et estime encore que c'est le laxisme qui est le plus à craindre; approuve l'amendement de M. Gravez, mais déclare qu'il serait préférable de voter les quelques dispositions transmises au Sénat par la Chambre, afin de parer au plus pressé, et de rejeter l'amendement de M. Gravez, en attendant le projet d'ensemble dont est saisi le conseil de législation, p. 896, 897. — Insiste pour qu'on se borne aux dispositions transmises par la Chambre, p. 897.

**Budget des postes, télégraphes, téléphones pour 1932.** Discussion générale. Discours : Se fait l'interprète de certaines demandes émanant des agents du département des postes, télégraphes, téléphones, notamment des agents du service des chèques postaux, puis attire l'attention du ministre sur l'état fâcheux de nombreux bureaux de postes, p. 973. — Observations, p. 976.

**Budget des transports pour 1932.** Discussion générale. Observations, p. 1057, 1070, 1073.

**Projet de loi relatif à l'emploi des langues en matière administrative.** Discussion générale. Observations, p. 1118. — Discussion des articles. Art. 4, § 3. Discours : Vu le désir du Sénat de passer au vote, se contente de motiver brièvement le vote qu'il va émettre, p. 1161, 1162.

**Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1932.** Discussion générale. Observations au sujet d'un amendement de M<sup>me</sup> Spaak et de l'Œuvre nationale de l'enfance, p. 1242.

**Projet de loi relatif au régime linguistique dans l'enseignement primaire et moyen.** Au nom de la commission des sciences et des arts, prie, par motion d'ordre, le Sénat de fixer au lendemain la discussion de ce projet, p. 1297. — Déclare être d'accord pour ne commencer le débat que le lendemain après-midi, p. 1298. — Discussion générale. Discours : Commence par déclarer une fois de plus que jamais la droite flamande ne voterait un projet qui compromettrait l'unité du pays, puis répond aux trois questions posées par M. Segers : 1<sup>o</sup> le projet rend-il impossible un enseignement approfondi de la langue française? 2<sup>o</sup> Constitue-t-il une atteinte à la liberté d'enseignement? 3<sup>o</sup> Apporte-t-il une innovation dangereuse au régime en vigueur pour l'homologation des diplômes? Développe en même temps les motifs de ses préférences pour le projet qui avait été élaboré par le Sénat; termine en déclarant que, en présence des graves et émouvantes déclarations de MM. Renkin, p. m., m. f., et Jaspas, il émettra un vote affirmatif, p. 1327 à 1329. — Par motion d'ordre, prie le Sénat de vouloir bien, tout le monde désirant en finir et l'ordre du jour de la semaine suivante étant très chargé, prolonger éventuellement la séance du lendemain, afin de terminer cette discussion, p. 1329. — Au moment de la reprise de la discussion, fait une rectification au *Compte rendu analytique* de la séance de la veille, en ce qui concerne le discours qu'il a prononcé, p. 1333. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 1337, 1342. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Discours : Fait remarquer à M. Van Dieren que ses amendements sont inconstitutionnels, la Constitution ne permettant pas d'imposer une langue quelconque dans les établissements qui ne demandent pas de subsides à l'Etat, p. 1545. — Art. 3. Prie le Sénat de rejeter l'amendement de M. Van Dieren, et indique le motif de sa demande, p. 1346. — Art. 26. Met en doute les arguments développés par M. Van Dieren, puis déclare qu'il examinera la question soulevée par ce dernier, en ce qui concerne la délivrance des diplômes, p. 1351. — Art. 28. Pose une question au ministre quant à l'application, p. 1351.

**Budget métropolitain des colonies pour 1932.** Discussion générale. Observations, p. 1305.

**Projet de loi modifiant l'article 33, § 4, de la loi organique de l'enseignement primaire.** Après le vote sur les projets de loi concernant le régime linguistique dans l'enseignement primaire et moyen, estimant que ce projet ne présente aucune difficulté et tous les sénateurs que ce projet intéresse étant présents, propose de procéder immédiatement à l'examen de cet objet, p. 1353. — M. le président faisant remarquer que M. Demets a déposé un amendement, déclare qu'il ignorait la présentation de cet amendement et qu'il retire sa demande, p. 1353.

## Rutten (suite)

Projet de loi complétant l'article 1<sup>er</sup> de la loi organique des fonds des mœurs doués. Discussion générale. Déclare qu'aucune opposition ne s'est manifestée en commission, p. 1354.

Interpellation de M. Vande Moortele au sujet de l'application de certains arrêtés royaux relatifs au chômage. Observations, p. 1580. — Discours, p. 1581.

## S

## Schotsmans, sénateur provincial du Limbourg.

Ann. — Budget de la défense nationale pour 1932. S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 423.

Projet de loi accordant la garantie de la colonie des capitaux de la Société des Chemins de fer au Kivu. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1367.

## Segers, sénateur coopté.

Doc. — Budget des affaires étrangères pour 1932. — Rapport, n° 43.

Ann. — S'associe, au nom de la droite, à la proposition de M. Lekeu tendant à réélire, par acclamations, tous les membres sortants du bureau, p. 4.

Fixation de l'ordre du jour : Observations au sujet du moment où les commissions pourront se réunir, p. 6.

Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. Observations tant au sujet des propositions en présence pour la discussion qu'au sujet de la demande d'appel nominal sur la proposition d'ajournement faite par le gouvernement, p. 20. — Déclare avoir demandé la parole depuis longtemps, p. 20. — Discussion tant au sujet de la suite du débat qu'au sujet de la proposition de renvoi à la commission. Fait diverses observations et critique le projet définitif, qu'il estime être de nature à apporter un grave accroissement au droit de propriété, p. 119, 120.

Projet de loi prorogeant la loi de cadenas pour la protection des bois et forêts. Discussion au sujet de l'opportunité de poursuivre la discussion du projet relatif au statut définitif, du renvoi de ce projet à la commission et du vote éventuel de la loi de prorogation. Observations, p. 119, 120.

Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 186, 235, 241, 242. — Discours : Commence par dire qu'il ne comptait pas intervenir dans ce débat, mais qu'il se trouve obligé de le faire par suite du discours qui vient d'être prononcé par M. Ohn et affirme que, tout en ayant des revendications à faire valoir, les membres catholiques du parlement s'en abstiennent afin de marquer leur désir de respecter la paix scolaire, affirme que, au conseil supérieur de l'enseignement primaire dont il fait partie, un des buts principaux de ce conseil est de ne pas laisser combattre l'enseignement officiel et de ne pas lui porter ombrage, souligne les excès d'intolérance commis dans les assemblées socialistes et développe certaines considérations à cet effet, termine en souhaitant que ses adversaires politiques reviennent à plus de tolérance et renoncent à leur politique d'agression, p. 243 à 245. — Observations à l'occasion d'un fait personnel de M. Volckaert au sujet du discours qu'il vient de prononcer, p. 245. — Observations au sujet de la suite de la discussion, p. 280. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 281, 282, 284, 285, 288, 301. — Discussion des articles. Art. 19. Développe les motifs pour lesquels, tout en étant d'accord avec M. Digneffe pour n'augmenter aucun poste du budget, il appuie l'amendement de M. Volckaert en faveur des familles nombreuses, p. 303.

Interpellation de M. Lindekens relative au mariage des officiers. Discussion : Développe les motifs pour lesquels, bien qu'il ait eu l'intention de présenter l'ordre du jour pur et simple en opposition à celui de M. Van Dieren, il y a certaines questions qui l'empêchent de le faire, notamment qu'il faut que l'on donne au débat sa véritable signification, c'est-à-dire qu'il s'agit d'un cas de discipline dans l'armée, estime que, dans ces conditions, l'ordre du jour pur et simple ne serait pas recevable, l'ordre du jour de M. Van Dieren se prononçant contre le droit au ministre d'appliquer la loi, p. 261. — Observations à l'occasion du dépôt par M. Van Dieren d'un nouvel ordre du jour, p. 261. — Estime que cette fois l'ordre du jour de M. Van Dieren est recevable, mais fait remarquer que celui-ci a aggravé son cas en y faisant entrer des considérations politiques, puis oppose l'ordre du jour pur et simple à celui de M. Van Dieren, p. 262.

Fixation de l'ordre du jour des dernières séances avant les vacances de Noël. Observations au sujet du moment où l'on pourra procéder à des votes pendant la séance de l'après-midi du mercredi 23 décembre, p. 262.

Annnonce du décès de M. Golenvaux, sénateur coopté. Discours, p. 269.

Proposition de loi prorogeant certaines dispositions relatives aux baux à loyer. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Discours : Demande quelles sont les intentions du ministre quant aux enquêtes, demande si les avis déjà donnés seront suivis, p. 276, 277.

## Segers (suite)

Annnonce du décès de M. Spillemaekers, sénateur d'Anvers. Discours, p. 348.

Budget des affaires étrangères pour 1932. Dépose le rapport sur ce budget, p. 361. — Par motion d'ordre propose, M. Hymans, m. a. ét., devant se trouver à Genève la semaine suivante et la discussion du budget des affaires étrangères venant justement en ordre utile à ce moment, d'en remettre l'examen à huitaine ou même à une date ultérieure afin que le ministre des affaires étrangères puisse être présent, p. 427. — Discussion générale du budget et de l'interpellation de M. Mullie relative à l'accord commercial de 1928 avec la France. Observations, p. 533. — Discours : Commence par estimer que le discours qui vient d'être prononcé par M. Tschoffen constitue une précieuse contribution à l'examen de la situation de la Belgique vis-à-vis de l'Allemagne, déclare que à aucun moment la situation internationale n'a été aussi trouble qu'elle l'est à ce moment, estime qu'il est difficile de discerner où se trouvent les intérêts du pays, traite la question des réparations, celle du moratoire et termine en exprimant le vœu que les délégués de la Belgique puissent à leur retour de Genève dire au pays qu'ils ont créé un faisceau de garanties qui écarteront le spectre affreux de la guerre et qu'ils ont organisé la paix, p. 537 à 541. — Observations, p. 563, 564. — Rappelle qu'il avait été formellement décidé que l'on terminerait ce jour-là l'examen du budget, p. 568.

Budget de la défense nationale pour 1932. Discussion des articles. Art. 34. Observations, p. 419. — Discours : Motive son vote affirmatif, vote qu'il déclare être conditionnel, car s'il admet que, vu la situation financière et la décision à prendre par le gouvernement en ce qui concerne les modalités de défense, le gouvernement ne propose aucune solution au parlement relativement à la question de la défense nationale, il tient à annoncer que l'année suivante il faudra que le parlement soit placé en face de réalités concrètes et en face de ses responsabilités pour qu'il puisse encore se trouver aux côtés du pouvoir exécutif, p. 422.

Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et téléphones pour l'exercice 1932-1933. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 596.

Projet de loi autorisant le gouvernement à emprunter deux milliards de francs pour compte commun de l'Etat et de la colonie du Congo belge. Discussion générale. Observations, p. 629.

Interpellation de M. Barnich sur l'inexistence d'une politique des transports conforme aux contingences économiques. Observations, p. 705.

Projet de loi concernant l'incinération facultative de cadavres humains. Discussion des articles. Art. 2. Observations, p. 731.

Projets de loi portant : 1<sup>o</sup> création de l'ordre des médecins; 2<sup>o</sup> institution de chambres des professions médicales. Des observations étant faites sur la suite du débat, se déclare d'accord sur la nécessité d'examiner un autre objet au début de la séance du mardi, vu l'absence de M. Carton, m. i. h., mais déclare qu'il s'oppose et s'opposera toujours de tout son pouvoir aux propositions qui tendraient à organiser les débats du Sénat comme le sont souvent ceux de la Chambre, estimant que le morcellement des discussions rend les débats presque impossibles à suivre, demande, en conséquence, que le débat sur l'ordre des médecins soit, si le ministre pouvait revenir au Sénat, repris au cours de la séance du mardi, p. 926.

Déclaration du gouvernement après la reconstitution du cabinet présidé par M. Renkin, le 23 mai. Discours : Commence par faire remarquer que la déclaration donnée aux membres des deux Chambres l'occasion d'exprimer leur sentiment au sujet des conditions dans lesquelles s'est déroulée la récente crise ministérielle, déplore les conditions dans lesquelles elle est née, estime qu'elle eût pu être évitée si la Chambre des représentants avait tenu compte du concours de bonne volonté que l'on avait apporté au Sénat dans la solution du problème des langues dans l'enseignement, estime qu'il est du devoir de son groupe d'exprimer immédiatement et clairement son opinion sur la situation créée par la crise et attire l'attention sur le problème qui se pose en ce qui concerne l'enseignement libre, traite ensuite la question des relations extérieures, notamment en ce qui concerne les négociations récentes avec les Pays-Bas et l'échec rencontré par la Belgique, parle alors des questions plus graves qui vont être traitées à Lausanne et à Genève, termine en faisant écho à M. Van Overbergh en ce qui concerne le problème financier et celui du chômage, p. 1023 à 1030. — Observations, p. 1034.

Budget des transports pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1049, 1052, 1053.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues en matière administrative. Discussion générale. Observations, p. 1115, 1118, 1135, 1136, 1144, 1145. — M. Van Fleteren proposant la limitation du temps de parole à dix minutes pour la discussion des articles, fait remarquer qu'il n'a pas pris la parole dans la discussion générale, estimant plus pratique d'exposer son avis à l'article 4 qui est l'article le plus essentiel du projet et déclare qu'il tient à disposer de plus de 10 minutes pour défendre l'amendement qu'il présente, p. 1147. — Discussion des articles. Art. 2, § 5. Observations, p. 1150. —

## Segers (suite)

Art. 4, § 3. Observations, p. 1153. — Discours : Développe, à l'occasion de cet article, le plus important du projet, ses critiques d'ensemble sur le régime proposé; demande notamment que l'on n'exige pas la connaissance de deux langues dès l'entrée dans l'administration; estime que la séparation administrative est en germe dans l'article 4 et défend la solution transactionnelle qu'il propose par son amendement, p. 1158, 1159. — Observations, p. 1160 à 1162. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1178.

Projet de loi réglant, au point de vue de la pension, la situation d'anciens magistrats chargés de fonctions permanentes aux administrations centrales de l'Etat. Discussion générale. Discours : Tente de combattre le projet amendé par la commission, estimant que la modification apportée au projet par le Sénat constitue une injustice et propose un amendement tendant à réserver la disposition votée par la Chambre élevant l'application de la loi à tous les anciens magistrats chargés d'une fonction permanente aux administrations centrales, p. 1124. — Estime que, ainsi que vient de le dire M. Jos. De Clercq, la question n'a pas été examinée à fond par la commission, celle-ci n'ayant pas vu que la disposition proposée ne s'appliquerait qu'en 1945 et appuie, en conséquence, la proposition d'ajournement, p. 1425. — Rappelle l'avis émis par M. Janson, approuvant la commission de la Chambre, p. 1425. — Avant qu'il ne soit procédé au vote sur sa proposition, rappelle ce qui s'est passé à la séance du matin, p. 1453.

Projet de loi autorisant le gouvernement à majorer dans certains cas et dans certaines limites le taux de la taxe de transmission à l'importation. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1146.

Projet de loi approuvant la convention pour le règlement des créances commerciales entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Hongrie. Discussion générale. Discours : Sugère de faire l'essai de la convention, celle-ci ne compromettant pas l'avenir vu sa courte durée, p. 1234.

Projet de loi portant interprétation des lois coordonnées sur la réparation des dommages de guerre. Discussion générale. Observations, p. 1284.

Motion d'ordre de M. Hénault relative à l'examen des mesures à prendre en faveur des agriculteurs. Observations tant au sujet de la question soulevée quant à la convocation de la commission qu'au sujet du fond même de la question, p. 1324, 1325.

Institut national de radiodiffusion : désignation de trois membres du conseil de gestion. M. le président proposant de procéder au scrutin de ballottage entre M. Firmin Van den Bosch et M. Charles du Bus de Warnaffe, déclare qu'il est autorisé à dire au Sénat que M. du Bus de Warnaffe n'est pas candidat et propose, en conséquence, de remettre le vote au mercredi suivant; fait remarquer que l'on a fait confiance aux groupes et qu'il a été constaté que le nom du candidat du groupe catholique a été biffé sur 48 bulletins, ce qui constitue un fait grave et anormal, p. 1326. — Observations, p. 1326.

Projet de loi relatif au régime linguistique dans l'enseignement primaire et moyen. Discussion générale. Observations, p. 1328, 1329. — Discours : Commence par déclarer qu'il n'intervient pas dans ce débat comme président de la droite, mais strictement en son nom personnel; développe ensuite les motifs pour lesquels le projet intéresse surtout le pays flamand; attire l'attention sur le contraste entre le nouveau texte en discussion et celui voté au mois de novembre précédent par le Sénat, fait ressortir combien le projet admis par le Sénat était juste et équitable; développe les motifs pour lesquels il se demande si l'adoption du projet transmis par la Chambre pourra être considérée comme un vote d'apaisement et un vote national, indique également les motifs pour lesquels il se demande si le parlement comprend la véritable portée du projet soumis au Sénat, annonce qu'il s'abstiendra et termine pourtant en formulant le vœu que, si le projet est adopté, Flamands et Wallons soient assez forts, unis et résolus pour arriver par un effort collectif, malgré une minorité d'agitateurs, à une parfaite unité nationale, p. 1316 à 1321. — Observations, p. 1336, 1337, 1341. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1367.

Projet de loi relatif à la garantie de la colonie à des capitaux de la Société des Chemins de fer au Kivu. Discussion générale. Observations, p. 1361, 1362.

Projet de loi complétant les dispositions de l'article 5 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 sur la collation des grades académiques. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1368.

Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque Nationale. Discussion générale. Observations, p. 1395, 1396.

Naturalisations : Motion d'ordre de M. Volkkaert qui demande que l'on procède pendant la séance en cours au vote sur la prise en considération des demandes de naturalisation : Fait remarquer que la Chambre a transmis 417 demandes de naturalisation; déclare que la naturalisation est une grande faveur; estime qu'il faudrait se montrer très circonspect avant

## Segers (suite)

de l'accorder et demande, en conséquence, qu'on laisse au Sénat le temps d'étudier ces demandes; propose la remise au mois de novembre, p. 1413. — Discussion. Observations, p. 1415. — Déclare renoncer à la parole, p. 1415. — Le président lui demandant de préciser sa proposition, déclare qu'il propose la remise au mois de novembre et exprime le vœu que la commission des naturalisations cherche dans l'intervalle à réaliser l'unité de jurisprudence qui vient d'être préconisée et estime que la commission pourra alors reprendre l'examen des bulletins soumis au Sénat, p. 1415.

Projet de loi apportant des modifications à la classification des communes. Discussion générale. Observations, p. 1431.

Projet de loi autorisant des régularisations, des transferts et allouant des crédits supplémentaires pour 1930-31-32. Discussion générale. Discours : Déclare qu'il comptait présenter des observations au sujet du crédit demandé en faveur des ingénieurs des ponts et chaussées; se félicite de la déclaration rassurante du ministre, déclaration qu'il commente, puis pose certaines questions au sujet des prévisions qui avaient été établies dans le budget de 1932 et du déficit; termine en déclarant que, si le gouvernement donne les explications qu'il demande et qui permettront de voir clair, et s'il conclut que la Belgique doit faire un emprunt, qui permettrait au pays de vivre, tous les bons citoyens le suivront afin de permettre d'attendre des jours meilleurs, p. 1448. — Observations, p. 1449.

Budget des recettes et dépenses afférentes aux dommages de guerre pour 1932. Discussion générale. Discours : Fait écho aux paroles prononcées par le rapporteur et exprime sa déception au sujet de ce qui s'est passé à Lausanne; termine en demandant s'il ne serait pas possible, avec le concours des anciens alliés de la Belgique, qu'après Lausanne l'on se prononce sur un programme positif, p. 1458-1459.

Projet de loi relatif au paiement des marchandises provenant de pays ayant établi un contrôle des devises. Discussion générale. Discours : Motive son vote affirmatif et termine en déclarant que, étant données les circonstances dans lesquelles la demande est présentée, il estime qu'il n'y a aucun risque à voter le projet, p. 1537.

Au moment où le Sénat va se séparer pour les vacances d'été, demande, au nom de l'assemblée, à pouvoir adresser à M. le président Magnette, les remerciements les plus vifs pour le dévouement, le tact et le talent avec lesquels il a présidé les travaux du Sénat pendant la session qui s'achève, p. 1543.

Annonce du décès de MM. les sénateurs Libbrecht et G. Jansen. Discours, p. 1546, 1547.

Projet de loi autorisant certaines opérations d'emprunt et de trésorerie. Discussion générale. Observations, p. 1567 à 1569. — Par motion d'ordre, déclare que, pour déférer au désir de M. Renkin, p. m., m. f., il est prêt à renoncer à la parole, pourvu que les autres orateurs encore inscrits veuillent bien suivre son exemple; tient pourtant à faire remarquer qu'il aurait quelque raison d'intervenir, après la manière dont il a été mis en cause par M. Barnich et ayant également le désir de répondre à certains points du discours de M. de Brouckere, p. 1573. — Fait encore des observations au sujet de la suite du débat, p. 1573. — Appuie la proposition tendant à prolonger la séance jusqu'à épuisement de l'ordre du jour, p. 1573.

Projet de loi autorisant la conclusion à l'étranger de l'emprunt à contracter par la régie des télégraphes et des téléphones. Observations à l'occasion du discours de M. le baron de Dordodot, p. 1576.

## Simonis (Vicomte), sénateur de Verviers.

Ann. — Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque nationale. Discussion générale. Observations, p. 1387, 1388, 1393.

Projet de loi modifiant les lois relatives à l'impôt sur les revenus ainsi que celles relatives à la propriété industrielle. Discussion des articles. Art. 5. Observations au sujet de l'interprétation et de l'application de cet article, p. 1438, 1439.

## Solau, sénateur de Bruxelles.

Ann. — Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 45. — Discours : Commence par déclarer que, après les discours de MM. Henricot et Demets, rapp., qui tous deux représentent les industriels et reconnaissent que le gouvernement doit aider les chômeurs involontaires, on peut considérer comme jugés les journaux qui accusent les chômeurs de préférer les allocations de chômage au travail; prend acte des déclarations faites par M. Heyman, m. i. t. p. s., puis demande qu'on revienne le plus tôt possible sur les restrictions envisagées par le Fonds national de crise, et termine en priant le ministre de prendre des mesures pour que les caisses de chômage récupèrent les sommes qu'elles ont payées pour le compte des communes et des provinces, p. 53, 54. — Discussion des articles. Art. 104 et 134 réunis. Discours : Traite la question du Fonds national de crise, p. 127.

**Solau (suite)**

- Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 281.  
 Budget des finances pour 1932. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 490.  
 Projet de loi modifiant des tarifs douaniers ainsi que certains autres droits. Discussion générale. Observations, p. 805.  
 Budget extraordinaire pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 815.  
 Projet de loi sur la protection morale de l'enfance. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 932.  
 Budget des transports pour 1932. Discussion générale. Discours : Proteste contre la majoration des abonnements sur la ligne électrique Bruxelles-Quartier-Léopold-Tervueren; estime que cette majoration est contraire aux engagements pris par la Société Electrobél, p. 1094. — Observations, p. 1105, 1106.  
 Projet de loi modifiant l'article 33 de la loi organique de l'enseignement primaire relatif aux écoles gardiennes. Discussion générale. Observations, p. 1372.  
 Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque nationale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1413.  
 Interpellation de M. Vande Moortele au sujet de l'application de certains arrêtés royaux relatifs au chômage. Observations, p. 1580.

**Spaak (M<sup>me</sup>), sénateur cooptée.**

- Doc.* — Proposition de loi organisant, en Belgique, un enseignement moyen du degré supérieur pour jeunes filles. — Développements et proposition de loi, n° 107.  
 Projet de loi modifiant l'article 33 de la loi organique de l'enseignement primaire relatif aux écoles gardiennes. — Rapport, n° 131.  
 Projet de loi modifiant l'article 33, § 4, de la loi organique de l'enseignement primaire. — Rapport, n° 132.  
*Ann.* — Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion générale. Discours : Proteste contre une proposition formulée, en ce qui concerne le chômage des femmes, au Fonds de crise, et fait appel au ministre pour qu'il prenne à ce sujet une décision conforme à la justice et à la moralité, p. 34.  
 Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 201.  
 Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Discours : Parle de la question des vacances scolaires, de celle des enfants anormaux; cite des exemples afin de prouver que la lutte scolaire est constante et journalière entre l'enseignement libre et l'enseignement officiel, et termine en estimant que le gouvernement reste indifférent aux efforts faits pour soutenir l'école officielle; demande qu'on développe l'instruction de la femme, p. 235 à 237. — Observations, p. 299. — Discussion des articles. Art. 19. Observations, p. 304.  
 Budget de la défense nationale pour 1932. Discussion générale. Discours : Développe les arguments pour lesquels elle estime qu'on n'arrivera à maintenir la paix qu'en apprenant aux enfants à pratiquer la solidarité, ce qui en fera des hommes capables de lutter contre la guerre; estime que ce sera l'honneur du socialisme d'avoir posé la question de la capacité financière de l'Allemagne; termine en estimant qu'il faut agir vite pour le désarmement et qu'il faut que les délégués belges à la conférence de Genève sachent qu'ils emportent toute la confiance et les espoirs des mères belges, afin qu'ils sachent défendre la vie de leurs enfants, p. 366 à 368. — Rectification, p. 383. — Observations, p. 387, 388. — Discours : Proteste contre le peu de sénateurs présents pour une discussion aussi importante, et, après avoir fait diverses observations au sujet de certains faits de guerre, termine en déclarant qu'il faudra que les femmes de tous les pays s'unissent pour faire comprendre aux hommes qu'elles ne laisseront plus tuer leurs fils, p. 398, 399. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Discours : Commence par protester contre la façon dont le R. P. Rutten a travesti ses paroles la veille et termine en exprimant sa confiance dans l'Internationale, qui veut procéder méthodiquement à l'organisation de la paix, p. 409. — Observations, p. 412. — Pose une question au ministre en ce qui concerne les mines de Briey, p. 414.  
 Budget des finances et interpellation de M. Beauvuin sur la question des alcools luxembourgeois. Discussion générale. Observations, p. 440.  
 Budget des affaires étrangères et interpellation de M. Müllier relative à l'accord commercial de 1928 avec la France. Discussion générale. M. le président proposant de remettre la suite de la discussion et M. Hymans, m. a. ét., demandant s'il n'avait pas été décidé de prolonger éventuellement la séance pour en finir ce jour-là, estime que ce n'est pas après 5 heures que l'on peut prendre la décision de prolonger la séance et de terminer la discussion, p. 568. — Maintient sa protestation, tout en ne s'opposant pas à ce que l'on prolonge la séance pour terminer le budget, p. 568.

**Spaak (M<sup>me</sup>) (suite)**

- Fixation de l'ordre du jour : M. le président consultant le Sénat sur l'utilité de tenir une séance publique le lendemain matin, 17 mars, fait remarquer qu'il y a le lendemain une importante réunion de commission, qui devrait donc éventuellement être décommandée, p. 785. — Ayant été mise en cause à l'occasion d'une protestation de M. le vicomte Berryer contre la remise de la séance de la commission, rappelle ce qui s'est passé à la fin de la séance de la veille : que le budget de la justice était à l'ordre du jour et que, comme il était impossible d'ajourner le projet important sur les tarifs douaniers, le président a bien voulu accéder à son désir de voir remettre la réunion de la commission de l'intérieur, p. 813.  
 Projet de loi modifiant les tarifs douaniers ainsi que certains autres droits. Discussion générale. Observations, p. 805, 806.  
 Projet de loi établissant des mesures temporaires destinées à maintenir l'équilibre budgétaire. Discussion générale. Discours : Commence par protester contre la façon dont est organisé le travail parlementaire, cite comme exemple que, au moment même où se déroule la discussion très intéressante du projet en cours, il y a une réunion de la commission de l'intérieur et demande comment il est possible de s'arranger quand on s'intéresse aux deux questions; déclare ensuite qu'elle aurait voulu faire connaître son avis sur le dernier emprunt au moment de la discussion du projet qui le concernait, que, en ayant été empêchée par des circonstances pénibles indépendantes de sa volonté, elle profite de la discussion en cours pour développer ses critiques sur les conditions de cet emprunt, puis critique également l'augmentation des droits sur les produits de première nécessité, alors que tant de familles sont dans la misère par suite de la crise, p. 844 à 846. — Observations, p. 848, 860, 861. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Discours : Défend son amendement, p. 864. — Art. 3. Défend son amendement tendant à la suppression du 3<sup>e</sup>, p. 865.  
 Projet de loi sur la protection morale de l'enfance. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 932.  
 Budget des postes, télégraphes et téléphones pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 963.  
 Proposition de loi organisant en Belgique un enseignement moyen du degré supérieur pour jeunes filles. Dépose sa proposition de loi, p. 1108.  
 Projet de loi relatif à l'emploi des langues en matière administrative. Discussion générale. Observations, p. 1144.  
 Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1201. — Discours : Traite la question de la santé de l'enfance et de la nécessité de majorer les subsides destinés aux œuvres qui s'en occupent, tout en exprimant le regret de parler d'une question aussi importante devant une assemblée si peu nombreuse, p. 1213 à 1216. — Observations, p. 1225. — La réponse du ministre étant remise à l'après-midi, proteste contre la mauvaise organisation des travaux du Sénat, se trouvant obligée, au début de l'après-midi, de se trouver à la commission des sciences et des arts, où elle doit défendre un rapport qu'elle présente; exprime pourtant son désir d'entendre la réponse du ministre, p. 1227. — Fait encore des observations à ce sujet, p. 1227. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 1201, 1239, 1240. — Discours : Répond au discours qui vient d'être prononcé par M. Carton, m. i. h., en ce qui concerne l'Œuvre nationale de l'enfance et défend l'amendement qu'elle a présenté avec MM. le vicomte Berryer et Gravez, p. 1241. — Fait encore des observations au sujet de l'amendement et de l'Œuvre nationale de l'enfance, p. 1242.  
 Projet de loi modifiant l'article 33 de la loi organique de l'enseignement primaire relatif aux écoles gardiennes. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1234.  
 Projet de loi modifiant l'article 33, § 4, de la loi organique de l'enseignement primaire. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1234. — Discussion générale. Discours : Propose de dire que les situations acquises au 1<sup>er</sup> juillet 1935 seront respectées, alors que le projet mentionne la date du 1<sup>er</sup> juillet 1933, p. 1374.  
 Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque Nationale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1413.

**Spillemaekers, sénateur provincial d'Anvers.**

- Ann.* — Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 201.  
 Annonce de son décès, p. 347.

**T****Toch, sénateur provincial de la Flandre orientale.**

- Ann.* — Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion générale. Discours : Pour la troisième fois, attire l'attention du ministre sur la nécessité d'accorder d'office une aide financière aux bureaux de législation ouvrière et développe les motifs de sa demande; parle

## Toch (suite)

- ensuite des victimes du travail, de la façon dont les revenus des mutilés sont fixés et termine en parlant des orphelins du travail et des pensions de vieillesse, p. 26-27. — Observations, p. 33, 49.
- Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 201.
- Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Discours : Exprime son regret de devoir une fois de plus constater combien l'enseignement officiel est sacrifié; cite certains exemples afin de démontrer l'esprit qui règne dans l'entourage ministériel, p. 289, 290.
- Budget des finances pour 1932. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 491.
- Interpelle, avec M. De Bruyn, le gouvernement au sujet de l'improbation de la décision du conseil provincial de la Flandre orientale instituant la semaine de quarante heures pour les travaux publics. Développe son interpellation; explique comment, selon lui, la mesure prise par le gouvernement est de nature à empêcher les ouvriers de reprendre confiance, alors que les travailleurs éprouvés ont droit à toute sa sollicitude, p. 519, 520.
- Budget des travaux publics pour 1932. Discussion générale. Discours : Se plaint de devoir constater à nouveau que l'arrondissement de Gand, ainsi que la ville de Gand, soient exclus des travaux publics, même les plus urgents; signale certains travaux particulièrement intéressants, puis traite la question des inondations; attire, en terminant, l'attention du ministre sur la nécessité de faire disparaître le passage à niveau de Gentbrugge, p. 640, 641.
- Projet de loi sur la protection morale de l'enfance. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 932.
- Déclaration du gouvernement après la reconstitution du cabinet présidé par M. Renkin, le 23 mai. Observations, p. 1034.
- Budget des transports pour 1932. Discussion générale. Discours : Traite la question des chemins de fer; critique les résultats obtenus par la Société nationale; reconnaît pourtant que celle-ci a été créée dans des conditions peu favorables; traite la question du personnel et formule des critiques à ce sujet, puis parle de certaines questions d'ordre technique, notamment de la nécessité d'établir un contrôleur de vitesse sur les locomotives; touche aussi la question du manque de signalisation, etc., p. 1055 à 1057.
- Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque nationale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1413.

**Tschoffen**, sénateur coopté, nommé ministre des colonies le 23 mai 1932.

**Doc.** — Projet de loi instituant des sociétés privées à responsabilité limitée. — Rapport, n° 59.

**Ann.** — Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. Discussion tant au sujet de la suite du débat qu'au sujet du renvoi à la commission. Observations, p. 118.

Projet de loi prorogeant la loi de cadenas pour la protection des bois et forêts. Discussion au sujet de l'opportunité de poursuivre la discussion du projet relatif au statut définitif, du renvoi de ce projet à la commission et du vote éventuel de la loi de prorogation. Observations, p. 119.

Proposition de loi relative à la police du roulage. Discussion au sujet de la proposition d'ajournement. Discours : Déclare ne pouvoir se rallier ni à l'ajournement ni à l'engagement proposé par le ministre, mais, en tenant compte que le projet n'a pas été suffisamment examiné par les ministères compétents, accepte de ne pas aborder immédiatement la discussion et de la maintenir à l'ordre du jour, afin que le problème soit résolu avant les vacances de Pâques, p. 166.

Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 235.

Budget des finances et interpellation de M. Beauvain sur la question des alcools luxembourgeois. Discussion générale. Observations, p. 471, 472, 474, 475.

Budget des affaires étrangères et interpellation de M. Mullie relative à l'accord commercial de 1928 avec la France. Discussion générale. Observations, p. 534. — Discours : Commence par déclarer que la vie du pays est dominée par les questions internationales; traite la question des réparations et termine en déclarant que la sécurité du pays doit être assurée; estime qu'il n'y a pas un Belge qui veuille laisser à des tiers le soin de la sécurité du pays, mais estime, d'autre part, qu'il n'y a pas de plus grand danger pour la sécurité que la course aux armements, p. 534 à 537. — Observations, p. 538, 561, 565.

Projet de loi instituant des sociétés privées à responsabilité limitée. Dépose le rapport sur ce projet de loi et, ce projet semblant ne pas devoir donner lieu à discussion, demande qu'il soit examiné sans délai, p. 526. — A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour, demande si ce projet va y être porté, après le projet sur la circulation routière, p. 581. — Déclare être d'accord pour attendre les

## Tschoffen (suite)

amendements annoncés par le ministre, mais s'étonne du retard dans l'arrivée du rapport au département de la justice, p. 581. — Discussion générale. Discours : Déclare que, étant assailli de réclamations tendant à ce que le projet soit voté sans plus de retard, il ne se rallierait à la proposition de renvoi à la commission que si l'ordre du jour du Sénat ne permettait pas que le débat en cours soit continué immédiatement, le nouvel examen par la commission ne constituant ainsi aucun retard, p. 930. — Demande que l'on reprenne le débat, p. 932. — Reprise de la discussion. Discours : Rappelle que le projet est dû à l'initiative de M. Standaert et du baron Tibbaut et fait remarquer que l'idée maîtresse du projet a été de stabiliser les entreprises familiales; définit le but exact du texte en discussion, combat la dénomination proposée par M. Despret et défend la dénomination proposée par la commission qui suggère le titre « Sociétés privées », p. 934 à 936. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Préambule. Discours. Motive l'intitulé proposé par la commission et prie le Sénat de s'y rallier, p. 978. — Observations, p. 979. — Discours : Rencontre les observations qui viennent d'être présentées et défend à nouveau l'intitulé proposé par la commission de la justice, p. 979, 980. — Art. 103bis. Discours : Se rallie à l'amendement du gouvernement, p. 980. — Art. 103<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>. Le gouvernement proposant de fixer à trente le nombre maximum des associés, déclare que le rapporteur n'a pas d'avis bien ferme dans cette question; se borne donc à exposer les deux côtés du problème sans influencer l'avis du Sénat, p. 980. — Expose brièvement la proposition de la commission tendant à la suppression du dernier alinéa, p. 981. — Art. 103<sup>er</sup>. Motive l'amendement de la commission, p. 982. — Alinéa 4. Déclare se rallier à l'amendement du gouvernement, p. 982. — Art. 103<sup>er</sup> : amendement de MM. Vancoillie et Legrand. Après avoir annoncé qu'il avait préparé un texte dans le même sens que l'un de ces amendements et avoir proposé de modifier l'autre, se rallie aux propositions de MM. Vancoillie et Legrand, p. 983. — 3<sup>o</sup> Fait remarquer que par son amendement le gouvernement accepte celui de la commission en y faisant une ajoute; déclare, en conséquence, qu'il accepte le texte du gouvernement, p. 984. — Disposition présentée par la commission en remplacement du dernier alinéa : indique le but de l'amendement de la commission, p. 984. — Art. 103<sup>er</sup>. M. Vancoillie estimant que cet article devrait être réservé, déclare être d'accord, p. 984. — Au moment où le vote en première lecture se termine, rappelle que cette disposition avait été réservée, rappelle l'ancien texte du § 2 et estime que, en raison des amendements qui ont été votés, ce paragraphe devrait être modifié, puis donne lecture du nouveau texte qu'il propose, p. 1010. — Art. 103<sup>er</sup>. Motive le sous-amendement qu'il présente à l'amendement de la commission et demande des précisions au sujet de l'amendement du gouvernement, p. 985. — Fait encore diverses observations et termine en déclarant qu'il ne voit pas d'inconvénient à admettre l'amendement du gouvernement, p. 985. — Déclare que, malgré son désir d'admettre l'amendement de MM. Vancoillie et Legrand, cela lui semble bien difficile, mais déclare que le Sénat en décidera, p. 985. — Art. 103<sup>er</sup>. Fait diverses observations et indique la rédaction qu'il estime devoir être admise, p. 986. — Art. 103<sup>er</sup>. M. Vancoillie demandant la suppression de cet article, demande à réfléchir sur cette proposition, p. 986. — Au moment de la reprise de l'examen de cet article, déclare qu'il est d'accord avec M. Vancoillie, qui propose d'examiner la question avant le second vote, p. 1003. — Art. 103<sup>er</sup>. Déclare ne pas s'opposer au texte du gouvernement, p. 1003. — M. Vancoillie demandant à ce que le ministre ou le rapporteur déclare que pour un gérant, en cas de révocation, il n'y a pas de recours devant les tribunaux si les statuts le stipulent, déclare qu'il hésite à faire la déclaration demandée par M. Vancoillie et donne l'interprétation du texte qu'il vise, p. 1003, 1004. — Art. 103<sup>er</sup>. Déclare être d'accord au sujet d'un amendement du gouvernement, p. 1004. — Art. 103<sup>er</sup>. Discussion au sujet de l'interprétation : Abandonne l'amendement de la commission consistant à ajouter le mot « versé » aux mots « capital », p. 1005. — Déclare accepter l'amendement du gouvernement modifié dans le sens indiqué par M. Cocq, m. j., p. 1005. — Déclare qu'il faut que l'on accepte l'amendement de la commission tendant à supprimer le dernier alinéa, p. 1005. — Art. 103<sup>er</sup>. Discours : Développe les motifs pour lesquels, estimant qu'il n'y a pas lieu d'aggraver les obligations imposées aux sociétés privées, il se rallie à l'amendement de MM. Vancoillie et Legrand, p. 1006. — Art. 11 : art. 1<sup>er</sup>. Fait remarquer que l'amendement du gouvernement comprend l'amendement de la commission, p. 1007. — Art. 4. Contrairement au vote émis par la Chambre et contrairement à l'avis émis par M. Cocq, m. j., fait remarquer les avantages de l'amendement de MM. Vancoillie et Legrand, qu'il estime être dans la logique de la loi, et déclare, sous réserve d'un examen plus attentif avant le second vote, être enclin à prier le Sénat d'adopter l'amendement, p. 1008. — Art. 7. Estime que le mot dont il propose la suppression n'ajoute rien au sens, p. 1008. — Art. 9. Fait remarquer que l'amendement qu'il présente tendant à la suppression des mots « de société coopérative » s'impose par suite de l'adoption de l'amendement de MM. Vancoillie et Legrand, p. 1008. — Art. 10. Propose un amendement et accepte la modification suggérée par M. Lebon à cet

## Tschoffen (suite)

amendement, p. 1008, 1009. — Art. 12. Déclare accepter la modification proposée par le gouvernement, p. 1009. — Art. 73, dont le gouvernement propose la suppression, déclare être d'accord sur cette suppression, p. 1009. — Art. 177, proposé par amendement par le gouvernement. Déclare accepter cette disposition n'est pas indispensable, p. 1009. — Art. 180, proposé par amendement par le gouvernement. Déclare accepter cette disposition, p. 1010. — Art. III, dont le gouvernement propose la suppression. Déclare être d'accord à ce sujet, p. 1010. — Art. IIIbis nouveau, proposé par amendement par le gouvernement : Déclare accepter cette disposition, p. 1010. — Art. V nouveau, présenté par amendement par le gouvernement : Demande, ne pouvant improviser un avis sur une disposition qu'il n'a pas eu le temps d'examiner et aîn qu'au second vote on puisse éventuellement l'admettre, de réserver la disposition, p. 1010. — Certaines observations ayant été faites, estime qu'il n'y a pas d'inconvénient à la réserver, p. 1010. — Demande que le second vote n'ait pas lieu avant une quinzaine de jours, afin de donner au rapporteur et à la commission le temps d'examiner les textes avant de les soumettre à nouveau au Sénat, p. 1010.

Projet de loi concernant l'incinération facultative de cadavres humains. Discussion des articles. Art. 2. Dépose, avec M. Moyersoen, un amendement tendant à remplacer les deux premiers paragraphes et donne lecture de cet amendement, p. 730. — Discussion. Discours : Défend son amendement, p. 730. — Observations : fait remarquer à M. Cocq, m. j., que l'amendement qu'il propose avec M. Moyersoen n'est pas le même que celui présenté à la Chambre par la section centrale, que M. Cocq, m. j., ait donc erreur en les identifiant l'un à l'autre, p. 730, 731.

Manifestation en l'honneur de M. le baron Descamps, vice-président du Sénat, à l'occasion de l'anniversaire de quarante années de travail sénatorial. Prononcé, au nom de M. Renkin, p. m., retenu à l'étranger, un discours à l'occasion de cette manifestation, p. 1139.

Budget métropolitain des colonies pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1302, 1303. — Discours : En réponse aux critiques de M. Dochen, déclare notamment que ce ne sont pas ses fonctionnaires qui ont communiqué le dossier en question dont parle M. Dochen, mais lui-même, ou plutôt son prédécesseur, et fait remarquer que l'on discute une question étrangère à l'objet en discussion, p. 1303-1304. — Observations, p. 1305. — Répond aux observations présentées, p. 1306 à 1308. — Observations, p. 1308.

Projet de loi relatif à la nomination des anciens magistrats coloniaux dans la magistrature de la métropole. Prie le Sénat d'aborder immédiatement l'examen de ce projet sur lequel il pense qu'il y a accord unanime, p. 1309.

Budget extraordinaire pour 1932. Crédits supplémentaires au budget ordinaire de 1931 et chemin de fer du Kivu. Par motion d'ordre, fait remarquer qu'il part pour l'Afrique le jeudi suivant 9 juillet et prie en conséquence le Sénat d'inscrire ces projets à l'ordre du jour du mardi suivant 7 juillet, p. 1325. — M. Leyniers, rapp., faisant plusieurs observations et suggérant de demander au président de la Chambre que le budget ordinaire du Congo figure en tête de l'ordre du jour de la rentrée de novembre, déclare que la démarche proposée par M. Leyniers, rapp., est déjà faite, p. 1325. — M. le baron de Dorlodot protestant contre le tour de faveur donné à ces projets, exprime son regret de voir le baron de Dorlodot ne pas comprendre que c'est l'intérêt public et les nécessités, qu'il subit et n'impose pas, qui ont amené le Sénat à accueillir sa motion, p. 1325. — Discussion générale du projet de loi relatif à l'emprunt du chemin de fer du Kivu. Observations, p. 1358. — Discours : Commence par remercier le Sénat d'avoir bien voulu accepter la mise à l'ordre du jour d'urgence de ce projet, afin de permettre qu'il soit voté avant son départ pour le Congo, remercie également l'assemblée de l'intention très ferme qu'elle a manifestée de discuter dès la rentrée parlementaire de novembre, d'une façon approfondie, le budget ordinaire du Congo et la politique des grands travaux auxquels songe le gouvernement, répond aux observations qui viennent d'être faites par le président de la commission des colonies, M. Volckaert, p. 1358 à 1360. — Déclare qu'il a déjà répondu aux dernières observations présentées par le discours qu'il a prononcé précédemment, mais tient pourtant à rappeler que ce n'est pas par un sentiment de solidarité ministérielle qu'il prie le Sénat d'adopter ce projet, mais parce que la solution qu'il propose se trouve imposée par l'état de choses du moment pour le bien de la colonie et des finances publiques, p. 1362. — M. Van Fleteren proposant le renvoi à la commission, demande que l'on passe immédiatement à la discussion des articles et au vote du projet, p. 1362. — Discussion des articles du projet relatif au chemin de fer du Kivu. Art. 2. M. Volckaert demandant à nouveau s'il ne serait pas possible d'arriver à une réduction du taux de l'intérêt, déclare qu'il a répondu précédemment à la demande de M. Volckaert et qu'il ne peut que s'en référer à ces premières observations, p. 1363.

## V

Van Belle, sénateur de Liège, secrétaire du Sénat.

Ann. — Réélu, par acclamations, secrétaire du Sénat, p. 4.

Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. Le vote sur la proposition de remise à quinzaine ayant dû être ajourné le Sénat n'étant pas en nombre et M. Vinck demandant, au moment où ce vote va être repris, si, certaines communications ayant été faites avant cette reprise de vote, cette manière de procéder était conforme au règlement, estime que le vote doit être repris dès le début de la séance et que l'article 28 du règlement est formel, p. 24. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 201.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 30, 75, 77, 78. — Discours : Ajoute quelques considérations à celles développées par M. Ronvaux, tout en marquant son accord avec lui sur l'ensemble de son programme, mais répond aux critiques de M. Digneffe en ce qui concerne les abus dans l'allocation du secours-chômage et l'insuffisance de contrôle, traite ensuite la question de l'inspection du travail et celle des maladies professionnelles, p. 89, 90. — Discussion des articles. Art. 19. Observations, p. 133.

Proposition de loi complétant les lois sur la police du roulage. Estime que le projet pourrait être inscrit à l'ordre du jour du mardi 8 décembre, p. 155. — Discussion de la proposition d'ajournement. Discours : Estime que le gouvernement se dérobe au dernier moment à une discussion sur ce projet, dont la nécessité n'est pas contestable, et convie le Sénat à rejeter la proposition d'ajournement, p. 165. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 545. — Art. 4. Observations, p. 548.

Budget des votes et moyens et budget de la dette publique pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 293.

Votes par appel nominal : Propose de joindre, pour le vote, aux budgets des sciences et arts, des voies et moyens et de dette publique, dont le président propose le vote simultané, les projets sur le contingent et sur les bons du trésor qui vont être examinés et sur lesquels le vote de l'opposition sera également négatif, p. 307.

Budget des finances pour 1932. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 492.

Interpellation de M. Vinck au sujet du refus d'approbation du budget de la province de Brabant. Observations, p. 523.

Budget des affaires étrangères et interpellation de M. Mullie relative à l'accord commercial de 1928 avec la France. Discussion générale. Observations, p. 560, 565.

Budget des travaux publics pour 1932. Discussion générale. Discours : Parle de la semaine de quarante heures à inscrire dans les cahiers des charges; de la question des ouvriers étrangers; de celle des routes, ainsi que de celle des dragages du port de Zeebrugge, p. 627, 628. — Poursuit son discours en traitant la question de l'adjudication des travaux de la route d'Eghezée à la Sambre, et termine en posant quelques questions au ministre relativement à des abus qui ont été constatés, p. 630 à 632. — Observations, p. 637, 642.

Projet de loi sur la protection morale de l'enfance. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 932.

Interpellation de M. Ronvaux au sujet du retard apporté à l'examen des dossiers et dans le paiement des pensions de vieillesse et des allocations aux estropiés. Observations, p. 999, 1002.

Déclaration du gouvernement après la reconstitution du cabinet présidé par M. Renkin, p. m., m. f. Observations, p. 1022, 1037, 1041.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues en matière administrative. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1178.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1932. Discussion générale. Propose de commencer, l'après-midi, par examiner un autre projet, afin de permettre aux membres retenus en commissions d'être présents au moment où l'on reprendra l'examen de ce budget, p. 1228.

Projet de loi modifiant la compétence des juges de paix en matière de dégâts miniers. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Déclare ne pas se rallier à l'amendement proposé et estime indispensable de voter le projet tel qu'il est transmis par la Chambre, p. 1391.

Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque nationale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1413.

Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi relative aux pensions de vieillesse. Discussion générale. Observations, p. 1513.

Projet de loi autorisant certaines opérations d'emprunt et de trésorerie. Discussion générale. Observations, p. 1552, 1553, 1570, 1571. — Proteste contre la proposition d'épuiser le débat ce même jour, estimant qu'il faut entendre les membres inscrits, et fait remarquer que, si le gouvernement a demandé l'urgence, il n'a pas insisté sur l'urgence pour « le jour même », p. 1573.

**Van Berckelaer**, sénateur d'Anvers.

- Ann.** — Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion générale. Discours : Parle des critiques formulées par certaines journaux contre les chômeurs; critique les dérogations à la loi sur la journée de huit heures; parle ensuite du scandale de l'« Algemeene Bankvereeniging » dans l'Afrique du Sud, et termine en critiquant l'attitude du « Boerenbond » en ce qui concerne l'industrie diamantaire, p. 69 à 74. — Observations, p. 103.
- Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 201.
- Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion des articles. Art. 19. S'abstient au vote sur un amendement de M. Volckaert, p. 305.
- Budget des finances et interpellation de M. Beauvain sur la question des alcools luxembourgeois. Discussion générale. Discours : Plaide la cause des ouvriers de l'industrie diamantaire en ce qui concerne les contributions; cite ensuite des procédés injustes employés par la douane belge envers un négociant en perles et diamants voyageant, en transit, par la Belgique et se rendant de Paris à Amsterdam; demande que le ministre examine ce cas particulier, qui semble devoir nuire au commerce belge, p. 479 à 481. — Discussion des articles du budget. Art. 1<sup>er</sup>. Discours : Répond à une partie du discours de M. Moyersoen, notamment en ce qui concerne la question du chômage et la diminution des salaires, p. 491.
- Projet de loi sur la protection morale de l'enfance. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 932.
- Déclaration du gouvernement après la reconstitution, le 23 mai, du cabinet présidé par M. Renkin, p. m., m. f. Observations, p. 1022, 1032, 1033.
- Budget des transports pour 1932. Discussion générale. Discours : Demande qu'on accorde des abonnements aux ouvriers diamantaires atteints par la crise, afin de leur permettre de chercher du travail; proteste ensuite contre le manque de propreté des voitures de chemin de fer, et termine en demandant qu'on perfectionne la gare de Schaerbeek, celle-ci étant dépourvue de toute indication utile aux voyageurs, p. 1085, 1086.
- Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque nationale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1413.
- Demandes de naturalisation transmises par la Chambre. Discussion sur les propositions de discussion d'urgence ou d'ajournement. Discours : Proteste contre les observations faites par M. Segers en ce qui concerne les personnes d'un certain âge qui ne demanderaient la naturalisation, selon lui, que pour obtenir la pension de vieillesse, p. 1415.
- Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi relative aux pensions de vieillesse. Discussion des articles. Art. 8. Observations au sujet de la pension des estropiés, p. 1523.

**Van Caenegem**, ministre des travaux publics, démissionnaire le 18 mai 1932.

- Ann.** — Proposition de loi relative à la police du roulage. Discussion générale. Discours : D'accord avec ses collègues de la défense nationale et de la justice, fait une déclaration au cours de laquelle il expose les motifs pour lesquels il demande l'ajournement du projet et propose la constitution d'un comité extraparlamentaire placé sous l'égide de la commission sénatoriale et qui comprendrait des délégués des départements intéressés, ainsi que la commission permanente de la circulation, p. 161, 162. — Observations, p. 163 à 165. — Fait remarquer que le premier ministre va probablement faire au Sénat la même proposition que celle qui, à la demande du gouvernement, a été adoptée à la Chambre : c'est-à-dire qu'il ne soit plus tenu de séances du matin, p. 165. — Reprise de la discussion de la proposition d'ajournement. Discours : Déclare admettre la proposition de M. Tschoffen tendant à maintenir le projet à l'ordre du jour, sous réserve d'en entretenir son collègue de la justice, p. 166. — M. Volckaert, demandant, par motion d'ordre, qu'au projet qui vient d'être ajourné soit rattachée une proposition concernant le transport des gros chariots qui, souvent mal éclairés, causent de graves accidents, fait remarquer que ceci est un argument de plus pour l'ajournement, p. 167. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Le comte de Brouchoven de Bergeyck estimant qu'il faudrait une sanction civile pour ceux qui ne seraient pas assurés, déclare que cette clause sera insérée dans le règlement général, p. 544. — Observations, p. 544 à 546. — Art. 3. Observations au sujet du permis de conduire en ce qui concerne les étrangers, p. 547. — Art. 4. Observations au sujet du degré de responsabilité du patron en ce qui concerne le permis de conduire de son chauffeur, p. 547. — Fait une déclaration interprétative en ce qui concerne cet article et fait remarquer que le gouvernement a déposé des amendements à l'article 7 et à l'article 11 en vue de prévoir simplement des peines de police pour les infractions à l'article 4, p. 548. — Nouvelles observations en ce qui concerne le degré de responsabilité des patrons propriétaires de véhicules automobiles, p. 548. — Art. 6. Observations au sujet des personnes transportées le dimanche par des camions industriels, p. 549. — Déclare

**Van Caenegem (suite)**

- que le gouvernement se rallie à l'amendement de M. le duc d'Ursel, p. 549. — Observations en ce qui concerne l'automobiliste étranger de passage en Belgique, p. 549, 550. — Art. 8. Observations, p. 553. — Art. 14. Observations, p. 555. — Art. 18. M. le baron Boël faisant diverses suggestions en réponse aux questions soulevées relativement à la manière dont il serait procédé pendant la période transitoire, estime que la solution préconisée par le baron Boël est bonne, p. 555. — Second vote des articles amendés. Art. 3. M. le comte de la Barre d'Erquelines demandant, au nom de M. Pierlot, des dispositions spéciales en faveur des invalides de guerre, déclare ne pouvoir admettre la demande tendant à ce que les invalides conduisant une voiture depuis un an obtiennent d'office le permis de conduire, mais admet l'adjonction d'un membre de la commission de prothèse de l'O. N. I. G., à la commission chargée de décerner le permis de conduire, p. 598. — Art. 4. M. Demets posant une question en ce qui concerne la responsabilité du patron, au sujet de l'état de santé de son chauffeur, déclare qu'il a donné une réponse dans le sens indiqué par M. Demets au cours de la discussion, p. 599.
- Budget des travaux publics pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 626 à 628, 632. — Discours : Répond aux observations présentées, parle notamment de la question des routes et de celles des travaux à effectuer pour prévenir les inondations, p. 635 à 638. — Observations, p. 638 à 641, 644, 645. — Répond brièvement, par voie d'interruptions, au discours de M. Volckaert, p. 645 à 647. — Discussion des articles. Art. 52. Demande une modification d'affectation en ce qui concerne le crédit pour le canal de Gand à Ostende, ce crédit serait affecté à indemniser l'entrepreneur chargé de la reconstruction du pont de Stallhille, et les travaux du canal de Bruges à Ostende seraient reportés à l'année suivante, p. 647.
- Budget extraordinaire pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 780 à 788. — Pendant ce débat, déclare, à la suite de propositions de M. le président en ce qui concerne l'ordre du jour que, vu l'importance des questions soulevées, sa réponse sera longue, p. 785. — Discours : Commence, ainsi qu'il s'y était engagé lors de la discussion du budget des travaux publics, par répondre aux questions qui relevaient du budget extraordinaire, mais qui lui avaient été adressées lors de la discussion du budget des travaux publics, puis répond aux observations présentées pendant le débat en cours, p. 813 à 818. — Répond par voie d'interruptions aux observations présentées, p. 819 à 825. — Répond brièvement à M. Vinck, p. 826.
- Fixation de l'ordre du jour : M. le président consultant le Sénat sur l'utilité de tenir séance le lendemain matin, 17 mars, fait remarquer que le budget extraordinaire n'est pas terminé et que, en présence des observations qui ont déjà été faites, sa réponse sera nécessairement assez longue, p. 785.

**Van Cauteren**, élu sénateur provincial de la Flandre orientale, le 4 février 1932, en remplacement de M. le baron de Kerchove de Denterghem, démissionnaire.

- Ann.** — Vérification de ses pouvoirs, p. 518. — Prête serment, p. 519.
- Projets de loi portant : 1<sup>o</sup> création de l'ordre des médecins; 2<sup>o</sup> institution des chambres des professionnels médicaux. Discussion générale. Discours : Tout en reconnaissant l'accord complet du corps médical belge quant à la nécessité de réprimer les abus flagrants dont le nombre va sans cesse croissant, déclare ne pas épouser entièrement l'avis du baron Delvaux de Fenffe, rapp., quant aux moyens préconisés, estime notamment que les faits délictueux peuvent tomber sous l'application de la loi sur la pratique de l'art de guérir dont on pourrait élargir le cadre, et que l'on devrait en même temps augmenter les pouvoirs des commissions médicales provinciales en leur conférant un pouvoir disciplinaire bien déterminé; développe ensuite les objections qu'il formule et termine en rendant hommage au ministre et au rapporteur dont la seule pensée a été de servir l'intérêt public et de sauvegarder la dignité du corps médical, p. 913, 914.
- Projet de loi complétant la loi relative aux chevrons de front. Discussion générale. Discours : Déclare qu'il ne déposera pas d'amendement tendant à obtenir un effet rétroactif, mais estime pourtant que le projet consacrant la reconnaissance d'un droit à effet rétroactif devrait être accordé; proteste ensuite contre les conditions trop sévères auxquelles est subordonnée l'obtention du chevron de front des prisonniers de guerre; demande que l'on se montre aussi large que possible, p. 1174, 1175.
- Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1196, 1197.

**Vancoillie**, sénateur provincial de la Flandre occidentale.

- Ann.** — Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion générale. Discours : Revient sur certaines observations faites, la semaine précédente, par M. Henricot; exprime son regret d'avoir vu diminuer le taux de l'intervention de l'Etat dans la caisse nationale pour indemnités familiales; proteste ensuite contre la suggestion de

## Vancollie (suite)

M. Henricot tendant à diminuer ces allocations en rapport avec l'index number et de supprimer l'allocation pour le premier enfant; traite encore différents points concernant les allocations fam. Des, p. 62, 63.

Budget des finances et interpellation de M. Beauduin sur la question des alcools luxembourgeois. Discussion générale. Discours : Développe certaines considérations concernant l'application des lois fiscales; parle, en terminant, de la question de la Banque nationale et s'élève contre les luttes entre les grands établissements financiers qui, avec les conventions secrètes, etc., poussent les masses vers l'extrémisme, p. 453 à 456.

Projet de loi établissant des mesures temporaires destinées à maintenir l'équilibre budgétaire. Discussion générale. Discours : Tout en déclarant que les observations qu'il a à présenter concernent plutôt la discussion des articles, annonce que, pour gagner du temps, il les expose pendant la discussion générale; se félicite des décisions prises pour les familles nombreuses, parle de la question de la réduction des traitements par les communes, ainsi que de la réduction des dépenses fibres des administrations communales; traite la question de la taxe professionnelle et demande que l'on soit indulgent dans l'application des amendes; termine en demandant un dégrèvement de taxe sur les huiles, en faveur de l'industrie du jute, p. 846, 847. — Observations, p. 848.

Projet de loi instituant des sociétés privées à responsabilité limitée. Discussion générale. Discours : Commence par rendre hommage à M. Standaard, promoteur du projet, qui a pour but de venir en aide aux commerçants et artisans de modeste condition, et surtout aux familles nombreuses héritières d'une entreprise commerciale ou industrielle; fait remarquer que ce projet est attendu avec impatience, mais que la Chambre en a modifié l'aspect initial; fait alors diverses remarques sur l'ensemble des dispositions transmises par la Chambre, appuie la proposition de M. Despret quant à la dénomination de ces sociétés, proposition qui consiste à dire : Société à responsabilité limitée; termine en suggérant, vu le grand nombre d'amendements proposés, que l'on renvoie le projet et les amendements à la commission, afin que celle-ci présente à l'assemblée un texte qui pourrait servir de base à la discussion, p. 928 à 930. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup> : Art. 103<sup>er</sup>. Propose de discuter simultanément les articles 103<sup>er</sup> et 103<sup>er</sup> et fait remarquer que le retrait de l'amendement qu'il a présenté, avec M. Legrand, est un retrait conditionnel, p. 982. — Art. 103<sup>er</sup>. Défend l'amendement qu'il propose avec M. Legrand, p. 983. — Art. 103<sup>er</sup>. Fait remarquer qu'il serait bon de réserver cet article qui devrait subir une légère modification dans le cas où l'amendement présenté par la commission à l'article 103<sup>er</sup> serait adopté, p. 984. — Art. 103<sup>er</sup>. Estime que le Sénat sera d'accord avec l'esprit de l'amendement de la commission, mais propose une solution plus radicale : la suppression de l'article 103<sup>er</sup>, p. 986. — Cet article ayant été réservé à la demande de M. Tschoffen, rapp., déclare, au moment de la reprise de la discussion, maintenir sa proposition et estime que l'on pourrait y réfléchir jusqu'au second vote, p. 1003. — Art. 103<sup>er</sup>. Demande à ce que le ministre ou le rapporteur déclare que, pour un gérant, en cas de révocation, il n'y ait pas de recours devant les tribunaux si les statuts le stipulent, p. 1003. — Art. 103<sup>er</sup>. Discussion au sujet de l'interprétation : Observations, p. 1004. — Renouvelle ses observations au sujet de l'interprétation en ce qui concerne la combinaison avec l'article 74 de la loi sur les sociétés, p. 1005. — Art. 11 : art. 1<sup>er</sup>. Fait remarquer que l'amendement de M. Tschoffen, rapp., est inutile, p. 1007. — Art. 4. Défend un amendement qu'il présente avec M. Legrand, p. 1007. — Art. 10. Fait remarquer que cet article doit être modifié pour être mis en concordance avec les dispositions modifiées antérieurement, p. 1008.

Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives aux pensions de vieillesse. Discussion générale. Discours : Défend les intérêts des classes moyennes, intérêts qu'il estime n'être pas assez respectés, et défend un amendement qu'il a présenté; termine en déclarant que si la première partie de son amendement n'est pas admise, il se verra dans l'impossibilité d'émettre un vote affirmatif sur l'ensemble du projet, p. 1506 à 1508. — Observations, p. 1511 à 1514. — Discussion des articles. Art. 4. Défend son amendement, p. 1521. — Déclare retirer son amendement, p. 1521. — Art. 5. Maintient son amendement et le défend, puis fait diverses observations au sujet de l'amendement proposé par M. Jauniaux, p. 1522. — Art. 10. Déclare retirer son amendement, p. 1525. — Art. 11. Motive sa proposition de suppression du 4<sup>e</sup> alinéa, p. 1526. — Observations, p. 1526.

## Vande Moortele, sénateur de Louvain.

Ann. — Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 47. — Discours : Traite brièvement la question du complément de pension, celle de la suppression des additions d'heures de chômage, celle des différences faites dans l'application du règlement quant au paiement des salaires; parle ensuite de

## Vande Moortele (suite)

la question de l'index, puis demande s'il est possible d'empêcher les ouvriers employés à l'administration d'aller, leur huit heures de travail terminées, travailler encore ailleurs, p. 60 à 62. — Observations, p. 72, 76.

Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 201.

Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 246, 247.

Budget des finances et interpellation de M. Beauduin sur la question des alcools luxembourgeois. Discussion générale. Observations, p. 457.

Budget de l'agriculture pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 657.

Projet de loi modifiant les tarifs douaniers ainsi que certains autres droits. Discussion générale. Observations, p. 807. — Discours : Intervient dans la discussion pour traiter la question du tabac, p. 807 à 809. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 812.

Projet de loi établissant des mesures temporaires destinées à maintenir l'équilibre budgétaire. Discussion des articles. Art. 9. Discours : Déclare, à la suite d'une conversation qu'il a eue avec M. Renkin, p. m., m. f., retirer l'amendement qu'il avait présenté, cet amendement n'ayant pas de raison d'être, les tabacs n'étant pas visés par le projet en discussion, p. 863.

Projet de loi sur la protection morale de l'enfance. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 932.

Projets de loi portant : 1<sup>o</sup> création de l'ordre des médecins; 2<sup>o</sup> institution de chambres des professions médicales. Discussion générale. Observations, p. 958.

Déclaration du gouvernement après la reconstitution, le 23 mai, du cabinet présidé par M. Renkin. Observations, p. 1034, 1042.

Budget des transports pour 1932. Discussion générale. Discours : Commence par déclarer que son intervention dans cette discussion constitue plutôt une interpellation; ajoute qu'il aurait voulu adresser celle-ci à M. Van Isacker, avant qu'il ne quitte le portefeuille des transports, ayant été fort peu satisfait de la réponse que ce dernier lui a faite à une question qu'il lui a posée au sujet d'une affiche à tendances religieuse et catholique qui a été apposée dans la gare de Louvain; déclare que son intervention vise à la fois le point de savoir si, oui ou non, les parlementaires sont en droit d'attendre une réponse du ministre des transports, en ce qui concerne l'exploitation des chemins de fer belges et de demander que tous les cultes soient soumis au même régime, p. 1075.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1932. Discussion générale. Par motion d'ordre, tout en s'excusant de n'avoir pu être présent à la séance du matin pour la discussion de ce budget, prie le ministre de donner au Sénat quelques renseignements au sujet de la décision prise par le conseil des ministres qui a été tenu la veille au soir et au cours duquel une décision aurait été prise en ce qui concerne les modifications à apporter aux indemnités de chômage, p. 1230. — Observations, p. 1230.

Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque nationale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1413.

Interpelle M. le ministre de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale au sujet de l'application des arrêtés royaux des 2 juillet et 18 août 1932. Demande l'urgence, insiste sur sa demande et fait remarquer qu'il l'a introduite par écrit, p. 1549. — Développe son interpellation, puis profite de l'occasion pour faire remarquer le grand travail qu'occasionne aux secrétaires des syndicats l'application de l'arrêté royal qui accorde aux ouvriers chômeurs, depuis au moins un mois, la faculté de conserver leur droit à la pension par le versement de 4 à 5 francs par mois et demande que les syndicats soient déchargés de tous ces travaux d'écriture qui, en vérité, sont effectués pour l'Etat, p. 1578, 1579.

## Vandewiele, sénateur d'Audenarde et Alost.

Ann. — Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Discours : Renouvelle sa demande tendant à la réouverture de l'école moyenne pour garçons à Grammont, fait la même demande pour Audenarde, puis parle de mesures à prendre en faveur de l'enseignement moyen à Renaix et à Alost, p. 226 à 228. — Observations, p. 264.

Budget des finances et interpellation de M. Beauduin sur la question des alcools luxembourgeois. Discussion générale. Discours : Fait remarquer la proportion inquiétante dans l'augmentation du nombre de chômeurs, particulièrement la situation de l'industrie textile; parle ensuite du tarif douanier franco-belge au point de vue de l'industrie textile; déclare que, des deux côtés, l'on souhaite que les gouvernements respectifs des deux pays trouvent la possibilité d'amplifier les relations commerciales réciproques; demande ensuite, notamment, que l'on agisse auprès de la Hollande qui vient d'augmenter ses droits d'entrée et termine en soulevant à nouveau la question des 500 francs à allouer aux réquisitionnés et déportés civils de la guerre, p. 442 à 444.

## Vandewiele (suite)

Budget de l'agriculture pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 757, 758.  
Budget des transports pour 1932. Discussion générale. Discours : Attire spécialement l'attention du ministre sur le trafic ferroviaire de certaines lignes intéressant particulièrement son arrondissement; demande ensuite que le ministre trouve le moyen de ne pas congédier les ouvriers sans leur donner un préavis de six mois; demande également le maintien d'un service d'autobus Grammont-Nièvre-Bruxelles et termine en demandant l'électrification de certaines lignes vers Audenarde et Courtrai, p. 1082 à 1084. — Observations, p. 1104, 1105.

## Van Dieren, sénateur de Malines et Turnhout.

**Doc.** — Proposition de loi concernant le traitement des miliciens refusant le service militaire. — Développements et proposition de loi, n° 102.

Proposition de loi relative à l'amnistie de certains délits. — Développements et proposition de loi, n° 198.

**Ann.** — Projet de loi concernant l'étude des langues modernes dans l'enseignement moyen du degré supérieur. Discussion générale. Observations, p. 11 à 13. — Propose le renvoi à la commission, p. 14. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Discours : Fait diverses observations concernant le régime spécial appliqué à Bruxelles, p. 14, 15. — Art. 5. Répète, à l'occasion de cet article, ses observations au sujet de l'agglomération bruxelloise, p. 16. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 18.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 33, 34. — Discours : Parle du chômage et estime que l'on devrait refuser les crédits pour les armements et consacrer cet argent au soulagement des ouvriers, p. 35. — Observations, p. 59, 64. — Discussion des articles réservés. Art. 19. Observations, p. 129. — Discours : Estime que le débat qui se déroule donne raison à ceux qui, depuis la guerre, se sont attachés à donner une solution à la question de l'amnistie et déclare que, si l'on veut sauver l'unité de la Belgique, sa thèse doit être suivie, p. 131-132. — Observations, p. 132, 133. — S'abstient au vote sur cet article, p. 133.

Proposition de loi relative à la police du roulage. Discussion tant au sujet du fond du projet que sur la proposition d'ajournement. Observations, p. 163 à 165.

Proposition de loi relative aux droits de l'Etat sur les objets mobiliers mis au jour dans les dépendances du domaine public. Discussion générale. Observations, p. 168.

Budget des non-valeurs et des remboursements pour 1932. S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 189.

Budget des recettes et des dépenses pour ordre pour 1932. S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 189.

Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 190. — Discours : Commence par demander au ministre si les abus dans le domaine linguistique dans l'enseignement primaire à Bruxelles ne disparaîtront pas; parle des faits dont M. Digneffe a entretenu le Sénat en ce qui concerne Gand; déclare que cette ville, en ce qui concerne la jeunesse flamande, veut devenir la force principale de la Flandre; estime que la guerre scolaire ne donnera pas de pain aux ouvriers et qu'il serait d'avis de ne reprendre le débat sur cette question que lorsque les temps seront redevenus meilleurs, p. 245 à 247. — Observations, p. 264, 280, 281, 283. — Discussion des articles. Art. 19. Observations, p. 303. — Art. 34 et 35. Estime que les crédits inscrits à ces articles et destinés à des travaux de recherches et de classement de documents relatifs à la guerre pourraient être supprimés, p. 305.

Interpellation de M. Lindekens relative au mariage des officiers. Observations, p. 253, 255 à 260. — Discours, p. 261. — A la suite d'observations de M. Segers, déclare qu'il est inutile de discuter le premier ordre du jour qu'il a présenté, car il vient d'en déposer un second, p. 261. — Demande l'appel nominal sur l'ordre du jour pur et simple qui a été opposé par M. Segers à son nouvel ordre du jour, p. 262.

annonce du décès de M. Golenvaux, sénateur coopté. Discours, p. 270.

Projet de loi fixant le contingent de l'armée pour 1932. Discussion générale. Discours : Proteste parce qu'il estime que l'armée compte 63,000 hommes au lieu de 44,000 et demande que le contingent soit réduit de dix mille hommes, p. 310.

annonce du décès de M. Spillemaekers, sénateur d'Anvers. Discours, p. 348.

Budget de la défense nationale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 357, 362, 370, 377 à 379, 381 à 383. — Discours : Commente le discours du ministre, estime que le budget en discussion n'assure nullement la défense nationale, estime que l'on a fait une grande faute en renonçant à la neutralité belge; démontre que les armements belges n'ont aucune utilité et ne constituent qu'un gaspillage d'argent; saisit cette occasion pour déclarer à nouveau que la Flandre veut l'autonomie et termine en déclarant qu'il a essayé de

## Van Dieren (suite)

démontrer que, par le budget proposé, on veut créer un nouvel état de guerre et en souhaitant qu'une voix catholique autorisée plaide devant la Haute Assemblée la cause du désarmement, p. 390 à 392. — Par motion d'ordre, proteste contre l'imexactitude d'une réponse donnée par le ministre à des observations de M. Beckers relatives à une manifestation de l'ignorance de la langue flamande, de la part d'un officier, devant le conseil de guerre d'Anvers, p. 406. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 411, 412, 414. — Observation au moment du vote sur l'ensemble, p. 422.

Interpellation de M. de Brouckere au sujet de l'activité, en Belgique de policiers dépendant de gouvernements étrangers. Observations, p. 403.

Budget du corps de la gendarmerie pour 1932. S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 423.

Budget des finances et interpellation de M. Beauduin sur la question des alcools luxembourgeois. Discussion générale. Observations, p. 439, 479. — Considérant que les conditions ont totalement changé depuis le jour où les estimations furent faites; que, en conséquence, le budget ne repose plus sur rien, propose de remettre à plus tard la discussion, p. 485. — Insiste sur sa proposition d'ajournement, p. 485, 486. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Discours : Au nom de son groupe; développe diverses observations sur la crise, sur la situation de la Banque nationale, sur le minimum exonéré; termine en déclarant que la partie flamande du pays a été lésée et qu'on doit toujours en revenir à admettre que, aussi longtemps que le Flamand ne sera pas maître chez lui, les choses ne s'amélioreront pas, p. 486 à 488. — Observations, p. 490. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 524.

Budget des affaires étrangères et interpellation de M. Mullie relative à l'accord commercial de 1928 avec la France. Discussion générale. Observations, p. 536, 558.

Projet de loi autorisant le gouvernement à emprunter deux milliards de francs pour compte commun de l'Etat et de la colonie du Congo belge. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 630.

Budget des travaux publics pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 546.

Projet de loi portant revision de la législation sur les services publics d'autobus et d'autocars. Discussion des articles. Art. 7. En tant qu'avocat, estime qu'il faut, autant que possible, ne pas retirer aux intéressés le bénéfice de la loi sur la condamnation conditionnelle, et demande, en conséquence, que le vote sur cet article soit réservé jusqu'au moment où le Sénat sera plus nombreux, p. 674. — Fait diverses observations et insiste notamment sur sa demande, qui entraînerait le rejet de l'alinéa 7, p. 674. — Insiste sur le fait qu'il demande simplement que le vote sur l'article 7 soit réservé, p. 674. — M. le président faisant remarquer que cette demande constitue un amendement et qu'elle entraîne la suppression d'un alinéa, demande, dans ce cas, à pouvoir prendre la parole sur l'article 7 dans une prochaine séance, p. 674. — Art. 14. Insiste sur les observations de M. le comte de la Barre d'Erquelinnes, en ce qui concerne les invalides, p. 676.

Interpellation de M. Barnich sur l'inexistence d'une politique des transports conforme aux contingences économiques. Discours : Critique les agissements de la Société nationale des chemins de fer belges; dénonce notamment la concurrence déloyale faite par les chemins de fer à la batellerie belge, et déclare que la Société nationale accorde délibérément des diminutions de tarif dans la partie wallonne, alors que peu de tarifs exceptionnels sont prévus en faveur du pays flamand; demande que la part qui leur revient soit accordée aux Flamands, p. 702. — Observations, p. 704 à 706.

Projet de loi concernant l'incinération facultative de cadavres humains. Discussion générale. Observations, p. 728, 729.

Budget de la justice pour 1932. Discussion générale. Discours : Traite la question de la défense sociale; demande la revision du Code pénal militaire; insiste pour obtenir l'amnistie, et termine en parlant de la situation des tribunaux, qui sont extrêmement encombrés, ainsi que de la question des nominations dans l'ordre judiciaire, p. 882, 883. — Observations, p. 891.

Projet de loi sur la protection morale de l'enfance. Discussion générale. Estime qu'on pourrait voter immédiatement un amendement présenté par M. Gravez, p. 897.

Projets de loi portant : 1° création de l'ordre des médecins; 2° institution de chambres des professions médicales. Discussion générale. Observations, p. 942 à 944, 949, 950, 955 à 957. — Discours : Parle de certaines situations qui se sont présentées dans l'ordre des avocats, afin de déclarer qu'il accepte un ordre des médecins, mais avec les garanties nécessaires; termine en souhaitant que, avant la seconde lecture, le ministre trouve un texte qui puisse donner satisfaction aux Flamands, p. 957 à 959. — Observations à l'occasion de la proposition de renvoi à la commission, p. 961.

Projet de loi instituant des sociétés privées à responsabilité limitée. Discussion des articles. Art. II. Art. 4. Observations, p. 1007. — Art. 10. Observations, p. 1009.

Déclaration du gouvernement après la reconstitution du cabinet présidé par M. Renkin, p. m., m. f., le 23 mai. Observations, p. 1014, 1024, 1028, 1029. — Par motion d'ordre, demande

## Van Dieren (suite)

qu'un ministre parlant le flamand assiste à la séance du lendemain pour la suite de la discussion; profite de l'occasion pour faire remarquer que le cabinet est tombé sur la question linguistique, p. 1030. — Reprise du débat. Discours : Commence par faire remarquer que la déclaration ministérielle ne contient rien; que le gouvernement qui vient d'être reconstitué a glissé sur une pelure flamande et que ce ne sera pas la dernière fois; développe ensuite certaines considérations sur la situation dans laquelle se trouve le cabinet, p. 1031 à 1035. — Observations, p. 1036.

Budget des transports pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1048, 1088.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues en matière administrative. Discussion générale. Observations, p. 1114, 1117 à 1119, 1132, 1133, 1136, 1137, 1145, 1146. — Discussion des articles. Art. 4, § 3. Discours : Défend l'amendement qu'il a présenté, estimant que la loi en discussion va trop loin ou pas assez loin et qu'il serait préférable de se hâter d'arriver à la séparation administrative, p. 1153, 1154. — Observations, p. 1154, 1156, 1159, 1160, 1162. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Segers, p. 1163. — Art. 5. Défend son amendement, p. 1164. — Art. 7. Défend l'amendement qu'il présente, p. 1165. — Art. 9. Défend son amendement, p. 1166. — § 2. Observations, p. 1166, 1167. — § 4. Défend un amendement qu'il présente, p. 1167. — Art. 11. Proteste contre la déclaration faite par le ministre à l'occasion d'une question de M. Lebon relative à la Cour des comptes, et fait diverses observations à ce sujet, p. 1168. — Art. 13. Discours : Examine brièvement l'article 13 et défend ses amendements, qu'il juge absolument nécessaires, p. 1169, 1170. — Art. 13bis, qu'il propose. Défend sa proposition et fait diverses observations, notamment sur la précipitation avec laquelle cette loi est examinée par le Sénat, p. 1171. — Art. 14. Observations à l'occasion d'un discours de M. Digneffe, p. 1171. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1178.

Projet de loi complétant la loi relative aux chevrons de front. Discussion générale. Observations, p. 1180.

Projet de loi portant interprétation des lois coordonnées sur la réparation des dommages de guerre. Discussion générale. Observations, p. 1283. — Discours : Déclare qu'il émettra un vote négatif, pour les mêmes motifs que ceux développés par M. le baron de Dorlodot, p. 1284. — Observations, p. 1285.

Projet de loi relatif au régime linguistique dans l'enseignement primaire et moyen. Par motion d'ordre, proteste contre les intentions exprimées officieusement et tenant à ce que le projet, qui vient d'être adopté par la Chambre, soit rapporté dès le surlendemain samedi et inscrit à l'ordre du jour du mardi suivant; demande que les membres du Sénat aient le temps d'examiner sérieusement cette importante question, p. 1294. — S'oppose à la demande de M. Rutten, rapp., tendant à fixer la discussion au lendemain et propose la fixation au surlendemain, p. 1298. — Proteste contre la fixation au lendemain matin, étant personnellement empêché d'être à ce moment au Sénat, p. 1298. — Discussion générale. Observations, p. 1328, 1336, 1337, 1339 à 1343. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Discours : Commence par user du droit dont il est généralement fait usage à l'article 1<sup>er</sup> et développe certaines considérations générales; critique la façon dont cette loi a dû être imposée, morceau par morceau, à ses adversaires, puis motive brièvement son amendement principal et son amendement subsidiaire; demande au ministre quelle sera la langue administrative dans les écoles primaires et moyennes, p. 1343 à 1345. — Proteste contre l'objection d'inconstitutionnalité développée, en opposition à son amendement, par le R. P. Rutten, p. 1345. — Art. 2. Motive sa proposition de suppression de cet article, p. 1345. — Art. 3. Motive un amendement qu'il présente, p. 1346. — Art. 5. Motive son amendement, p. 1347. — Art. 6. Motive sa proposition de suppression de cet article, p. 1347. — Art. 7. Défend le texte qu'il propose en remplacement de celui de la Chambre, p. 1348. — Art. 11. Prie le ministre de définir la portée du mot « région », p. 1349. — Art. 22. Tout en déclarant qu'il n'a pas présenté d'amendement, fait remarquer que la proportion de 20 p. c. est trop minime, p. 1350. — Art. 24. Motive sa proposition de suppression de cet article et demande, dans le cas où elle ne serait pas adoptée, que l'on procède au vote par alinéa, p. 1350. — Art. 26. Motive le texte qu'il présente en remplacement de celui transmis par la Chambre, p. 1351. — Art. 28. Fait diverses observations à son sujet, p. 1352.

Projet de loi relatif à l'émission des emprunts autorisés. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1290. — Indique ses motifs d'abstention, p. 1290.

Motion d'ordre de M. Digneffe, qui, à l'occasion des incidents d'Anvers, suggère que le bureau du Sénat prie la Chambre de hâter l'examen du projet relatif aux outrages au drapeau ou aux armes du royaume. Discours : Fait diverses observations au sujet des événements qui se sont produits à Anvers, comme au sujet des paroles prononcées par M. Digneffe, p. 1297. — Demande la parole, p. 1297. — Par motion d'ordre, proteste parce que des jeunes gens de 16 et 17 ans ont été arrêtés lors des incidents d'Anvers et sont déjà condamnés, alors que les fauteurs de désordre de Dixmude, en

## Van Dieren (suite)

1930, n'ont pas encore été condamnés, p. 1297. — A la suite d'observations que lui adresse M. le président, déclare qu'il a dit ce qu'il avait à dire, p. 1297.

Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitaux de la Société des chemins de fer au Kivu. Discussion générale. Observations, p. 1358 à 1361. — Discours : Critique la droite de s'abstenir de prendre la parole dans ce débat, puis indique les motifs pour lesquels il votera contre le projet et pour lesquels il demande que la convention ne soit pas approuvée, p. 1361, 1362.

Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque nationale. Discussion générale. Observations, p. 1388, 1389, 1395. — Discours : Déclare notamment ne pas partager l'avis de M. François tendant à faire de la Banque nationale une banque d'Etat, puis développe les arguments déjà présentés auparavant par M. Sap tendant à prouver que la convention en discussion est insuffisante et doit être modifiée, p. 1395 à 1397. — Observations, p. 1397, 1398.

Projet de loi approuvant certains arrangements entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la France. Discussion générale. Observations, p. 1529, 1530. — Discours : Commence par commenter les discours qui ont été prononcés et, tout en déclarant qu'il n'est pas un ennemi de la France, demande que l'on mette fin à la propagande intellectuelle faite en Belgique par la France, propagande destinée à combattre les Flamands et les droits belges, et prie M. Mullie, rapp., de se joindre à lui pour que l'on renonce à l'accord militaire avec la France, p. 1531.

Projet de loi autorisant le gouvernement à accorder la garantie de l'Etat à des emprunts à émettre à l'étranger par le Crédit communal de Belgique. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1533.

Annnonce du décès de MM. les sénateurs Libbrecht et G. Jansen. Discours, p. 1548.

Projet de loi autorisant certaines opérations d'emprunt et de trésorerie. Discussion générale. Observations, p. 1551, 1565. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1574.

Proposition de loi relative à l'amnistie de certains délits. Dépose cette proposition de loi, p. 1567.

Projet de loi autorisant la conclusion à l'étranger de l'emprunt à contracter par la régie des télégraphes et des téléphones. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1576.

Van Dievoet, ministre de l'agriculture, démissionnaire le 22 octobre 1932.

Ann. — Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. Au moment où la discussion sur ce projet va être ouverte, fait remarquer que, étant donné combien l'ordre du jour de la Chambre est chargé jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier, il semble impossible que le projet réglant le statut définitif soit voté par cette assemblée avant cette date; annonce donc que le gouvernement proposera la semaine suivante une prorogation de la loi temporaire et demande, en conséquence, l'ajournement du projet réglant le statut définitif, p. 18. — Certains membres marquant de l'opposition, insiste sur sa proposition et déclare qu'il ne s'agit nullement d'un ajournement *sine die*, p. 19. — Observations, p. 19. — M. Segers proposant l'ajournement à quinzaine, prie le Sénat d'admettre la proposition de M. Segers, p. 20. — Fait encore des observations, p. 20, 21. — M. Volckaert rappelant, à l'occasion du dépôt du projet de loi prorogeant la loi temporaire, la décision prise d'aborder le statut définitif, déclare qu'il sera à la disposition du Sénat le mardi suivant, à 2 heures, pour discuter le projet définitif ou le projet temporaire, comme il plaira au Sénat, p. 97. — Discussion générale. Observations, p. 114. — Discussion tant au sujet de la suite du débat qu'au sujet de la proposition de renvoi à la commission. Observations, p. 118, 119. — Reprise de la discussion générale. Discours : Commence par déclarer qu'il renonce à présenter des amendements, estimant ceux-ci inutiles, mais attire néanmoins l'attention du Sénat sur deux points : 1<sup>o</sup> le système tendant à rendre la demande d'autorisation obligatoire; 2<sup>o</sup> les peines excessives; estime que l'on devrait bâtir la nouvelle loi sur les mêmes principes que ceux de la loi de cadenas, cette loi ayant donné de bons résultats, p. 120, 121. — Discours : Fait remarquer que les amendements présentés par le gouvernement, amendements qui ont été distribués le matin même aux sénateurs, doivent être considérés comme un seul amendement, le principe nouveau de l'article 1<sup>er</sup> ayant entraîné la mise en concordance des autres articles; déclare qu'il n'y a qu'une seule idée : l'autorisation d'exploiter qui faisait la base du projet en discussion étant, par l'amendement, remplacée par le principe qui était à la base du projet temporaire, c'est-à-dire le droit pour le ministre de l'agriculture de s'opposer aux coupes anormales et excessives; termine en estimant que la loi temporaire ayant donné satisfaction, il ne faut pas s'arrêter aux scrupules du comité de législation, p. 146, 147. — Observations, p. 147, 149, 152. — Discours : Commence par expliquer l'attitude du gouvernement à l'égard des différentes questions qui ont été posées, puis déclare se rallier à l'amendement de M. Pierlot, mais estime qu'avant le second vote il faudra que le délai d'appel soit examiné, et accepte

## Van Dievoet (suite)

à la demande du baron Delvaux de Fenffe, la suppression du § 3 de son amendement en ce qui concerne l'affichage, p. 153. — Discours : Prie le baron Descamps de présenter un texte en ce qui concerne l'arbitrage qu'il propose en émettant le doute qu'un arbitrage soit possible en la matière soumise à ce moment au Sénat, p. 154. — Au moment de la discussion des articles, la remise étant proposée, suggère, tout en déclarant qu'il ne connaît pas le règlement du Sénat, que, afin de simplifier la situation, que la commission propose un texte qui servirait alors de base à la discussion, p. 154. — Au moment de la reprise de la discussion, déclare être d'accord avec le président, qui estime que les amendements présentés par le gouvernement ne sont pas maintenus, ayant été incorporés dans le nouveau texte de la commission, p. 194. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 194. — Discours : Estime que, malgré certaines observations d'ordre plutôt théorique, on semble d'accord pour le texte nouveau et transactionnel soumis à l'assemblée; déclare qu'il est prêt à réexaminer la question si le système de la loi de cadenas qui va être mis définitivement en application se révélait insuffisant; déclare ensuite que, s'il a bien compris la portée du discours de M. Clesse, celui-ci impliquerait le désir d'arriver à la socialisation complète des bois et forêts et que c'est là la raison pour laquelle le ministre de l'agriculture n'ose pas suivre jusqu'au bout M. Clesse; termine en attirant l'attention de l'assemblée sur le dernier article de la loi, qui décrète sa mise en vigueur dès le lendemain de sa publication au *Moniteur*; fait remarquer qu'il a proposé cet article afin de faire aboutir, selon le désir du Sénat, une loi définitive en temps utile, p. 196, 197.

Projet de loi prorogeant la loi autorisant le gouvernement à s'opposer à l'exploitation excessive de certains bois et de certains forêts appartenant à des particuliers. Dépose ce projet, puis, à la suite de diverses observations, déclare qu'il sera à la disposition du Sénat le mardi suivant pour discuter soit la prorogation, soit le statut définitif, selon qu'il plaira au Sénat, p. 97. — A la suite du dépôt du rapport sur le statut définitif, une discussion se produit au sujet de l'opportunité de poursuivre la discussion du projet relatif au statut définitif, du renvoi de ce projet à la commission et du vote éventuel du projet de prorogation. Fait diverses observations à cette occasion, p. 118, 119. — V. plus haut le projet sur le statut définitif.

Budget de l'agriculture pour 1932. Discussion générale. Déclare que, ainsi que le président l'annonce, il est attendu à la Chambre pour la discussion du projet sur les douanes et annonce que son collègue des colonies, M. Crokaert, veut bien le remplacer; demande si le Sénat consent à continuer la discussion dans ces conditions, p. 660. — Reprise de la discussion. Observations : Fait remarquer à M. Jabon que la question des frontaliers, visée par lui dans une partie de son discours, ne concerne pas le département de l'agriculture, mais bien celui des affaires étrangères, p. 693. — Observations, p. 710 à 712, 714 à 716, 718, 720, 736, 743, 744, 746, 748 à 753, 760 à 762. — Discours : Fait ressortir les difficultés de l'heure, déclare que le programme doit être double ainsi que cela a été signalé par certains des orateurs qui ont pris la parole dans cette discussion, les mesures à prendre intéressant aussi bien le département des affaires étrangères que celui de l'agriculture, puis répond aux observations présentées, notamment assez longuement à celles de M. Dierckx, p. 762 à 768. — Observations, p. 769. — A la suite du discours de M. Dierckx, déclare qu'il n'a compris les véritables intentions de ce dernier que par ses dernières observations et déclare que d'une part, la proposition qu'il a faite n'est pas constitutionnelle, la Constitution ne permettant pas la substitution de la gestion administrative d'une commission à la responsabilité ministérielle; que, d'autre part, il ne pourrait pas, comme ministre de l'agriculture, trouver de sa dignité que des injonctions pareilles lui soient faites par une commission, p. 769, 770. — Reprise de l'ensemble de la discussion. — Discours : Déclare, en réponse à M. du Four, que la question du curage des cours d'eau est à ce moment soumise à une commission de la Chambre, commission présidée par M. le baron de Kerchove d'Exaerde, p. 771. — Observations, p. 771, 772. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 775. — Art. 22. Observations, p. 776. — Discours : Fait remarquer l'utilité et l'importance de la question de l'élevage des animaux domestiques à laquelle se rapporte le crédit critiqué par M. Dierckx et conclut qu'aucun de ceux qui s'intéressent à l'agriculture ne peut trouver ce crédit (qui n'a été pérequaté qu'en 1929) exagéré; compte donc que le Sénat, y compris M. Dierckx, y donnera son adhésion, p. 776, 777. — Art. 46. Discours : Fait remarquer que, bien que M. Van Roosbroeck ne fût pas présent, il a répondu la veille à ses questions, puis répond aux nouvelles observations de M. Dierckx, p. 777, 778. — Art. 51. Déclare qu'il s'agit précisément de champs d'expérience libres dans la réduction de crédit critiquée par M. Dierckx et estime que celui-ci devrait au contraire le féliciter, p. 778. — Art. 68. Répond à la question de M. Lippens au sujet de l'école d'horticulture de Gand, p. 779. — Art. 85. Répond à M. Mullie et déclare que si, comme ministre de l'agriculture, il ne peut s'occuper de l'industrie du lin, ce soin appartenant au ministre de l'industrie et du travail, ainsi qu'il l'a déclaré

## Van Dievoet (suite)

dans son discours, il peut, en ce qui concerne les classes moyennes, faire quelque chose au sujet du crédit, si toutefois les sommes nécessaires sont mises à sa disposition, p. 779. Rapport concernant le Fonds des communes de l'année 1930. Dépose ce rapport, p. 771.

Projet de loi modifiant les tarifs douaniers, ainsi que certains autres droits. Fait remarquer qu'il est désirable que le projet soit voté avant les vacances de Pâques et prie le Sénat de l'inscrire à son ordre du jour du surlendemain, p. 771. — Discussion générale. Observations, p. 800 à 802. — Discours : Commence par faire remarquer que le projet en discussion n'a pas seulement un but économique, mais a également un but fiscal; qu'il ne concerne pas exclusivement l'agriculture, qu'il a été présenté par le ministre des finances et par le ministre de l'agriculture, que M. Renkin, p. m., retenu à la Chambre l'a chargé de défendre ce projet devant la haute assemblée, que l'opinion qu'il exprimera ne sera pas seulement l'avis du ministre de l'agriculture, mais sera correspondante à l'attitude adoptée par le gouvernement sur les différentes questions visées par le projet; défend ensuite le projet et répond notamment au discours de M. Huisman Van den Nest, p. 806, 807. — Observations, p. 808. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Discours : Commence par déclarer qu'il ne reviendra pas, à la suite du discours de M. François, sur les considérations générales qu'il a émises à la séance du matin lors de son précédent discours, mais répond au discours de M. Van de Moortele en ce qui concerne les tabacs, p. 812.

Déclaration du gouvernement après la reconstitution, le 23 mai, du cabinet présidé par M. Renkin. Discours : A la demande de M. Renkin, p. m., et au nom du gouvernement, donne une brève réponse aux orateurs qui ont traité la question agricole; déclare que le gouvernement n'a pas encore arrêté le texte définitif des projets, mais que, la question étant déjà très avancée, le gouvernement tâchera d'aboutir avant les vacances, p. 1046.

Projet de loi portant certaines mesures de soutien en faveur de la culture des céréales. Dépose ce projet de loi, p. 1290. Projet de loi temporaire relatif à la réduction de certains fermages. Dépose ce projet de loi, p. 1296.

Projet de loi mouvant la compétence des juges de paix en matière de dégâts miniers. Discours : En l'absence du ministre compétent, indique le but du projet et insiste pour qu'on le vote; estime que l'on pourrait peut-être diminuer le taux de la compétence, mais demande que l'on accepte le principe, p. 1370. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Tout en déclarant qu'il n'est pas d'usage de faire état de conversations particulières, estime qu'il peut dire que les députés des régions minières avec lesquels il s'est entretenu n'ont pas trouvé d'inconvénient à adopter les modifications proposées; que, d'autre part, M. le président de la Chambre a bien voulu lui dire que, si le projet était modifié au Sénat par suite d'un accord entre les divers groupes, le projet pourrait encore être voté à la Chambre avant les vacances à condition qu'une nouvelle discussion ne se produise pas, p. 1391.

## Van Fleteren, sénateur de Termonde et Saint-Nicolas.

Doc. — Proposition de loi prorogeant certaines dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer (cosign.), n° 13.

Ann. — Projet de loi concernant l'étude des langues modernes dans l'enseignement moyen du degré supérieur. Discussion générale. Observations, p. 14.

Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts. Statut définitif. Observations à l'occasion de l'annonce faite par M. Van Dievoet, m. a., d'une demande de prorogation des lois de cadenas existantes, p. 18-19. — Demande que le projet relatif au statut définitif ne soit pas ajourné, p. 19. — Déclare maintenir sa proposition de passer immédiatement à la discussion de ce projet, p. 19. — Observations tant au sujet des propositions en présence qu'au sujet de la demande d'appel nominal sur la proposition du gouvernement, p. 19. — Fait encore des observations, p. 20, 21. — Demande l'appel nominal sur la proposition de M. Segers tendant à la remise à quinzaine, p. 21. — Discussion générale. Observations au sujet de la suite de la discussion, p. 118. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 201.

Interpellations : Inscription à l'ordre du jour. Par motion d'ordre, fait remarquer qu'un libellé d'interpellation, assez long et mentionnant les noms de certaines personnes, figure pendant un temps indéterminé à l'ordre du jour; suggère de ne l'inscrire qu'au moment où la discussion de l'interpellation sera fixée, p. 24.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 28, 30, 45, 65, 76, 78. — Discussion des articles réservés. Art. 19. Observations, p. 129, 132, 133.

Projet de loi prorogeant la loi de cadenas pour la protection des bois et forêts. Discussion au sujet : de l'opportunité de poursuivre la discussion du projet relatif au statut définitif, du renvoi de ce projet à la commission et du vote éventuel de la loi de prorogation. Observations, p. 118. — V. plus haut le statut définitif.

## Van Fleteren (suite)

- Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Discours : Proteste contre un fait d'intolérance catholique qui s'est produit à l'école moyenne de l'Etat à Termonde, p. 224. — Observations, p. 232, 236, 240, 242 à 244. — Observations à l'occasion d'un fait personnel de M. Volckaert au sujet d'un discours qui vient d'être prononcé par M. Segers, p. 245. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 262, 265, 282 à 284, 300.
- Budget des dotations pour 1932. — Observation au moment du développement des motifs d'abstention de MM. le duc d'Ursel et Demets, p. 228.
- Interpellation de M. Lindekens relative au mariage des officiers. Observations, p. 256.
- Proposition de loi prorogeant certaines dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. Appuie cette proposition de loi qui vient d'être déposée par M. Van Roosbroeck, et demande l'urgence, p. 69. — M. le président faisant remarquer qu'il faut tout d'abord que la proposition soit prise en considération, insiste pour que cette formalité soit remplie d'urgence et que l'on procède à l'examen en commission, p. 69. — Discussion générale. Observations, p. 274. — Discours : Pour ne pas allonger le débat, annonce qu'il fera parvenir au ministre un tableau prouvant que, pour l'arrondissement de Saint-Nicolas, 26 communes sur 28 sont déficitaires en ce qui concerne les habitations, p. 275.
- Proposition de loi relative à la police du roulage. Discussion tant au sujet du fond du projet que sur la proposition d'ajournement. Observations, p. 164. — Observations au sujet de l'éventualité de séances du matin, p. 165. — Reprise de la discussion. Discours : Demande, vu les nombreux amendements présentés, que l'on renvoie le projet à la commission, mais que le délai de fixation à deux mois soit le délai maximum, p. 166, 167. — Discussion générale. Observations, p. 513.
- Budget de la défense nationale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 367, 368, 374, 375, 377, 379, 380, 387, 388, 391, 392. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 409, 411, 413.
- Budget des finances et interpellation de M. Beauvain sur la question des alcools luxembourgeois. Discussion générale. Observations, p. 457 à 459, 475. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 495.
- Budget des affaires étrangères et interpellation de M. Mullie relative à l'accord commercial de 1928 avec la France. Discussion générale. Observations, p. 537, 563, 564, 567. — Appuie les observations de M. Volckaert au sujet de la suite du débat, p. 568. — Discussion des articles du budget. Art. 16. Observations, p. 569.
- Budget des travaux publics pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 634.
- Proposition de loi interprétative de l'arrêté royal du 25 novembre 1815. (Tableaux de Tournai.) Discussion générale. Observations, p. 580, 584. — Discours : Suggère, M. Asou ayant trouvé une certaine satisfaction dans la déclaration ministérielle, que l'on suspende le vote pour donner aux deux parties la possibilité d'arriver à une solution et ne pas provoquer, dans les circonstances graves de l'heure, un conflit entre le parlement et le gouvernement, p. 584-585. — Observations, p. 585. — A la suite d'observations de M. Huisman Van den Nest, qui estime sa proposition prématurée, fait remarquer que la discussion va être terminée et qu'il a fait sa proposition à ce moment afin que le Sénat soit encore en nombre, p. 585. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 592, 593.
- Projet de loi concernant l'incinération facultative de cadavres humains. Observation au sujet de la fixation, p. 660. — Discussion générale. Observations, p. 724, 729. — Discussion des articles. Art. 2. Observations, p. 730, 731.
- Budget de l'agriculture pour 1932. Discussion générale. Suggère la limitation du temps de parole, p. 694. — M. le président, estimant que l'on ne peut prendre de décision à ce moment et que cette question devra être réglée quand le budget sera repris, déclare être d'accord, p. 694. — Reprise de la discussion. Observations, p. 756, 761, 762. — Observations au sujet d'un incident entre MM. Dierckx et Van Dievoet, m. a., p. 769, 770. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 774. — Discours : Fait diverses observations au sujet du retrait par M. Dierckx de ses amendements, p. 775.
- Fixation de l'ordre du jour : Demande, à la suite d'observations de M<sup>me</sup> Spaak, si, réglementairement, le bureau peut prendre sur lui de décommander la réunion de commission annoncée pour le lendemain matin, si une séance publique du matin est envisagée, p. 785. — A la suite d'une protestation de M. le vicomte Berryer contre la remise de la séance de la commission, fait remarquer que M<sup>me</sup> Spaak désirerait assister à la discussion du projet relatif au tarif des douanes sur lequel elle était inscrite, que, d'autre part, elle s'intéresse aux travaux de la commission de l'intérieur, qu'elle a donc demandé d'abord la remise du projet concernant les douanes, que ceci ne pouvant être fait, elle a demandé la remise de la réunion de la commission, p. 813. — Fait encore des observations, p. 813.

## Van Fleteren (suite)

- Projet de loi modifiant les tarifs douaniers ainsi que certains autres droits. Discussion générale. Observations, p. 806.
- Projet de loi établissant des mesures temporaires destinées à maintenir l'équilibre budgétaire. Discussion générale. Observations, p. 860, 861.
- Budget de la justice pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 875 à 877, 886.
- Projet de loi relatif à la protection morale de l'enfance. Discussion générale. Discours : Défend un amendement qu'il présente afin d'éviter les abus de la loi en ce qui concerne les reproductions d'œuvres d'art publiques, p. 895-896. — Observations, p. 896, 897. — Discussion de l'article unique. Annonce que, en présence des observations de M. Huisman Van den Nest et, dans le cas où M. Cocq, m. j., déclarerait qu'il est d'accord au sujet du but de l'amendement, il retirerait son amendement, p. 897. — M. Cocq, m. j., déclarant qu'il considère comme impossible que la reproduction d'une œuvre d'art aux environs d'une école entraîne des poursuites, mais qu'il ne peut prévoir les cas qui peuvent se présenter, estime que, dans ce cas, il doit maintenir son amendement, p. 897. —
- Projet de loi portant : 1<sup>o</sup> création de l'ordre des médecins; 2<sup>o</sup> institution de chambres des professions médicales. Discussion générale. Observations, p. 923, 939, 943, 944, 946, 947. — Discours : Développe les motifs pour lesquels il prie ses amis de voter contre l'article 1<sup>er</sup>, mais, si les amendements présentés leur donnent tous leurs apaisements, les prie de réexaminer le projet et de se mettre d'accord sur l'attitude que prendrait à son sujet le groupe socialiste, p. 960. — Observations à l'occasion de la proposition de renvoi à la commission, p. 961. — Au moment où la discussion est reprise, par motion d'ordre, propose, au nom de la commission de l'intérieur, de déclarer close la discussion générale, quitte à réserver à M. Gravez, qui en a fait la demande expresse, l'autorisation de développer quelques considérations générales à l'occasion de l'article 1<sup>er</sup>, déclare qu'il est d'accord avec le rapporteur pour prier le président d'admettre cette proposition de clôture, p. 1246. — Renouvelle formellement sa proposition de clôture, p. 1247. — Discussion des articles du projet portant création de l'ordre des médecins. Art. 4. Estime que la discussion qui vient de se produire est du travail préliminaire en commission et propose, par motion d'ordre, que la commission se réunisse d'urgence et que ceux qui s'intéressent plus spécialement au projet soient présents à cette réunion, p. 1262.
- Projet de loi instituant des sociétés privées à responsabilité limitée. Discussion générale. Observations, p. 936. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 978, 979. — Appuie la proposition de la commission en ce qui concerne l'intitulé du projet, p. 979. — Observations, p. 979.
- Budget des postes, télégraphes et téléphones pour 1932. Discussion générale. Discours : Fait des observations au sujet du transfert du service des colis postaux, p. 967.
- Déclaration du gouvernement après la reconstitution du cabinet présidé par M. Renkin, le 23 mai. Observations, p. 1013, 1014. — M. le président lui faisant observer que la discussion n'est pas commencée, déclare n'avoir fait qu'une réflexion à haute voix, p. 1014. — Reprise de la discussion. Observations, p. 1019, 1022, 1023, 1028 à 1030, 1032, 1033 à 1037, 1046.
- Budget des transports pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1053.
- Projet de loi tendant à obtenir un régime définitif de tarification uniforme sur tous les chemins de fer belges. Observations au sujet de la fixation de la discussion, p. 1085.
- Proposition de loi concernant le traitement des miliciens refusant le service militaire. Discussion sur la prise en considération : Au nom du groupe socialiste, fait une déclaration analogue à celle du ministre de la défense nationale et déclare que son groupe ne veut pas s'opposer à la prise en considération, mais se réserve d'examiner la proposition lorsqu'elle sera discutée à fond, p. 1108.
- Travaux du Sénat : Par motion d'ordre, attire l'attention sur les conditions difficiles dans lesquelles se fait le travail des commissions, celles-ci siégeant aux mêmes heures que celles consacrées aux séances publiques; cite l'exemple qui vient de se produire : une commission qui siégeait depuis une demi-heure a été appelée pour participer à un vote et le ministre, qui y assistait, pria d'assister au débat qui va s'ouvrir, p. 1112. — Suggère de prendre un jour, où la séance ne commencerait qu'à 3 heures, pour permettre aux commissions de se réunir à 2 heures, p. 1113.
- Projet de loi relatif à l'emploi des langues en matière administrative. Discussion générale. Observations, p. 1116 à 1118, 1131, 1132, 1144. — Par motion d'ordre, propose de limiter le temps de parole à dix minutes pour la discussion des articles et annonce qu'il fait cette proposition après avoir consulté un auteur d'amendement, qui s'est rallié à sa proposition, p. 1147. — Insiste sur sa proposition, p. 1147. — Discussion des articles. Art. 4, § 3. Observations, p. 1162.
- Projet de loi approuvant la convention pour le règlement des créances commerciales entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Hongrie. Discussion générale. Observations, p. 1234, 1235, 1251.

## Van Fleteren (suite)

- Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1239 à 1242. — Observations au sujet de l'amendement de M<sup>me</sup> Spaak et de l'Œuvre nationale de l'enfance, p. 1242.
- Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1932. Discussion générale. Discours : Proteste contre le vote de crédits provisoires et demande, aucun membre du gouvernement n'étant à son poste, que la discussion en soit ajournée, p. 1244. — Propose de suspendre la séance jusqu'à l'arrivée d'un membre du gouvernement, p. 1244.
- Proposition de loi autorisant la Compagnie intercommunale des eaux à remplacer par des griffes les signatures devant figurer sur les titres de ses emprunts. Discussion générale. Observations, p. 1282, 1283.
- Projet de loi relatif à l'émission des emprunts autorisés. Observations au sujet des motifs d'abstention invoqués par M. Van Dieren, p. 1290.
- Motion d'ordre de M. Digneffe qui suggère, à la suite des incidents d'Anvers, que le bureau du Sénat prie la Chambre de voter sans retard le projet relatif aux outrages au drapeau ou aux armes du royaume : Attire l'attention du Sénat sur cette demande, estimant que le Sénat n'est pas qualifié pour demander à la Chambre de régler ses travaux de telle ou telle manière, p. 1297.
- Projet de loi relatif au régime linguistique dans l'enseignement primaire et moyen. Discussion générale. Appuie une demande de M. Van Dieren tendant, en opposition à une demande du R. P. Rutten, à ne fixer la discussion qu'au surlendemain, p. 1298. — Observations, p. 1320, 1321, 1327. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 1344.
- Budget métropolitain des colonies pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1307.
- Mesures en faveur de l'agriculture : Motion d'ordre de M. Hénault relative à l'examen des mesures à prendre en faveur des agriculteurs. Observations. Proteste contre l'éventualité de l'augmentation du prix du pain, p. 1323. — Au moment où le Sénat tient, en septembre, des séances extraordinaires pour l'examen de projets financiers, demande, par motion d'ordre, que le projet de loi temporaire relatif à la réduction de certains fermages soit porté à l'ordre du jour, p. 1350.
- I. N. R. Désignation de membres du comité de gestion : Incident au sujet des candidats présentés. Observations, p. 1326.
- Projet de loi tendant à l'érection en commune du hameau de Weywertz. Incident au sujet du vote, le projet ayant été rejeté par parité de voix et M. le baron van Zuylem déclarant avoir émis un vote affirmatif, vote qui ne fut pas acté. Fait diverses observations au sujet de cet incident, estime que le vote doit rester acquis et demande la clôture, p. 1333.
- Projet de loi accordant la garantie de la colonie à des capitaux de la Société des chemins de fer au Kivu. Discussion générale. Observations, p. 1357, 1359, 1361, 1362. — Avant que l'on ne passe au vote, demande si le ministre ne consentirait pas à ce que le projet soit renvoyé à la commission pour revoir la question de la garantie d'intérêt, p. 1362. — Estime que sa demande peut être admise, considérant personnellement que l'on est en présence d'un projet nouveau, p. 1362.
- Projet de loi modifiant la compétence des juges de paix en matière de dégâts miniers. Observations au sujet de la décision à prendre concernant le renvoi à la commission, p. 1372. — Discussion des articles. L'article 1<sup>er</sup> amendé ayant été adopté par assis et levé, demande par combien de voix cette disposition a été adoptée, p. 1392. — Déclare que ce n'est pas par méfiance qu'il a demandé ce renseignement, mais dans le but, si l'écart de voix avait été très réduit, de demander l'appel nominal, p. 1392.
- Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque Nationale. Discussion générale. Observations, p. 1397, 1398. — Déclare appuyer la proposition de renvoi à la commission faite par le baron de Dorlodot, p. 1398. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1413.
- Fixation de l'ordre du jour des dernières séances de la session : Observations, p. 1402.
- Projet de loi concernant l'exception de jeu en matière d'opérations de bourse. — Au moment où la discussion va être abordée, annonce qu'il a demandé la parole pour une motion d'ordre et qu'il compte terminer ses observations par une proposition d'ajournement, mais estime qu'il ne peut la développer immédiatement vu le peu de membres présents, p. 1405. — Persiste à ne pas vouloir présenter sa motion, p. 1405. — Déclare que, si M. le président estime que l'assemblée est assez nombreuse, il le prie de lui accorder la parole pour développer sa proposition d'ajournement, p. 1405. — Développe, par motion d'ordre, les motifs pour lesquels il demande que la discussion de ce projet soit ajournée et qu'il soit renvoyé à la commission, p. 1405. — Observations, p. 1406, 1407. — Maintient sa proposition et demande l'appel nominal, p. 1407. — Demande que le vote sur ce projet soit séparé du vote d'autres projets qui ont été groupés, p. 1454.
- Demandes de naturalisation transmises par la Chambre : Discussion sur les propositions, d'examen d'urgence ou d'ajournement. Observations, p. 1415.

## Van Fleteren (suite)

- Projet de loi approuvant certains arrangements entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la France. Discussion générale. Observations, p. 1531.
- Mesures extraordinaires à prendre en faveur des chômeurs, en ce qui concerne les loyers : Par motion d'ordre, fait remarquer l'intérêt que présente cette question et prie le gouvernement de saisir le Sénat d'un projet de loi dès la rentrée de novembre, p. 1550.
- Projet de loi autorisant certaines opérations d'emprunt et de trésorerie. Discussion générale. Observations, p. 1552, 1553, 1564 à 1566, 1570, 1571. — Observations au sujet de la suite du débat, p. 1573. — Observation à l'occasion d'une demande de M. Vinck tendant à ce que les sénateurs veuillent bien rester en séance après le vote des projets financiers, p. 1573.
- Projet de loi autorisant la conclusion à l'étranger de l'emprunt à contracter par la régie des télégraphes et des téléphones. M. le baron de Dorlodot protestant parce que la parole ne lui a pas été donnée au moment de la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, et M. le président déclarant que M. de Dorlodot pouvait présenter ses observations à l'occasion de son abstention, fait des observations au sujet de cette réponse, p. 1576.

## Van Hoestenbergh, sénateur de Bruges.

- Doc. — Projet de loi relatif à l'emploi des langues en matière administrative. — Rapport, n° 100.
- Projet de loi portant agrandissement de la ville de Bruges. — Rapport, n° 127.
- Ann. — Budget des travaux publics pour 1932. Discussion générale. Discours : Attire l'attention du ministre sur la situation du port de Zeebrugge, p. 632. — Observations, p. 633.
- Budget extraordinaire pour 1932. Discussion générale. Discours : Défend les intérêts et rappelle l'importance du port de Zeebrugge, p. 825.
- Projet de loi relatif à l'emploi des langues en matière administrative. Discussion générale. Discours : Fait un exposé sommaire des principales dispositions de ce projet, afin de passer en revue et de mettre en relief les différents régimes linguistiques qui sont instaurés par la loi nouvelle, ainsi que les amendements proposés à ces dispositions, p. 1113 à 1115. — Observations, p. 1116. — Discours : Tout en annonçant que le discours qui vient d'être prononcé par M. Lebon lui permet d'être bref, relève à son tour deux des critiques développées par M. Arm. Huysmans, notamment en ce qui concerne l'appréciation émise par celui-ci tendant à affirmer que le projet en discussion nuira à l'unité du pays et tend à la flamandisation de Bruxelles, p. 1137. — Discussion des articles. Art. 2, § 1<sup>er</sup>. Déclare que le mot « ou » (que MM. Arm. Huysmans et Dierckx proposent de remplacer par le mot « et ») à, dans le texte, la même signification que le mot « et », p. 1148. — Observations, p. 1148. — § 4. Défend le texte transmis par la Chambre, p. 1149. — § 5. Discours : Combat l'amendement de MM. Arm. Huysmans et Dierckx et défend le texte transmis par la Chambre, p. 1150. — Art. 4, § 1<sup>er</sup>. Discours : Combat l'amendement de MM. Dierckx et Arm. Huysmans, p. 1152. — § 3. Discours : Défend le texte du projet, étant défenseur de l'unité du pays, p. 1154. — Développe les motifs pour lesquels il ne pourra admettre l'amendement de MM. Dierckx et Arm. Huysmans et pour lesquels il préfère le texte présenté par le gouvernement et transmis par la Chambre, p. 1155, 1156. — Discours : Commente l'amendement de M. Segers; déclare que, pour ce qui concerne le principe, il se rangerait volontiers aux côtés de M. Segers comme aux côtés de MM. Arm. Huysmans et Dierckx, mais que, pour les motifs qu'il a développés la veille, il votera contre les amendements qu'ils ont proposés; termine en estimant que la loi fait ce qu'elle peut, que c'est aux fonctionnaires eux-mêmes de faire le reste, p. 1159, 1160. — Art. 5. Indique les motifs pour lesquels il estime que l'amendement de M. Van Dieren est inutile, p. 1164. — Art. 6. Prie le Sénat de ne pas admettre l'amendement de MM. Arm. Huysmans et Dierckx, et indique les motifs de son opposition, p. 1165. — Art. 7. Combat l'amendement de M. Van Dieren, p. 1165. — Art. 9. Tout en reconnaissant que l'amendement proposé par MM. Huysmans et Dierckx constitue une rectification de texte qui rendrait celui-ci infiniment plus correct, estime que, comme il ne peut exister de confusion par suite du texte proposé, il convie le Sénat à ne pas admettre l'amendement, p. 1166. — Indique les motifs pour lesquels l'amendement de M. Van Dieren au § 1<sup>er</sup> ne doit pas être admis, p. 1166. — § 2. Indique les motifs pour lesquels il estime que l'amendement de MM. Arm. Huysmans et Dierckx ne doit pas être accepté, p. 1167. — § 4. Indique les motifs pour lesquels il estime l'amendement de M. Van Dieren inutile, p. 1167. — Art. 13. Discours : Se déclare d'accord avec M. Van Dieren quant à la nécessité de voir la loi rigoureusement appliquée, mais estime que les sanctions prévues dans le projet sont suffisantes, p. 1170. — Art. 14. Proteste contre le discours prononcé par M. Digneffe pour motiver son vote, et tient à déclarer que les Flamands qui vont voter cette loi sont d'aussi bons Belges que M. Digneffe lui-même, p. 1171.
- Projet de loi portant agrandissement de la ville de Bruges. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1230.

**Van Isacker**, ministre des transports, démissionnaire de ces fonctions le 23 mai 1932.

**Ann.** — Projet de loi relatif à l'admission et à la réintégration des combattants, invalides, etc., dans les emplois publics. Discussion générale. Discours et observations : Déclare notamment qu'il examinera les observations formulées par M. De Bruyn et qu'il y répondra au moment de la discussion de son budget, p. 290, 291.

Proposition de loi instituant un fonds national de la mutualité. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Déclare, au nom de M. Heyman, m. i. t. p. s., indisposé, que celui-ci n'accepte pas cet article, p. 624.

Projet de loi portant révision de la législation sur les services publics d'autobus et d'autocars. Demande au Sénat s'il ne lui conviendrait pas d'aborder immédiatement l'examen de ce projet, qui devrait être voté avant les vacances de Pâques, p. 667.

Discussion générale. Discours : Répond à M. Digneffe et précise la portée de l'article 6 visé par ce dernier, p. 669.

Observations, p. 670. — Répond à M. le chevalier Dessain, p. 671. — Discussion des articles. Art. 6. Répond à M. Legrand en ce qui concerne les concessions accordées sans adjudication et estime qu'il convient d'envisager en premier l'intérêt public, avant celui des exploitants, p. 673. — Art. 7. Répond à la question posée par M. le comte de la Barre d'Erquelinnes, rapp., au sujet des alinéas auxquels s'applique la condamnation conditionnelle, p. 674. — Déclare, en réponse à M. le baron de Dorsodot, qu'il tiendra compte des situations spéciales, la loi permettant des autorisations provisoires à accorder par le ministre, mais insiste pour que le Sénat ne suive pas M. Van Dieren et adopte le texte qui lui est soumis, p. 674. — Fait des observations au sujet de la demande de M. Van Dieren tendant à ce que le vote soit réservé, p. 674.

Interpellation de M. Barnich sur l'inexistence, alors que le pays traverse une crise grave, d'une politique des transports, conforme aux contingences économiques. Observations, p. 697, 699 à 701. — Discours : Répond à l'interpellation, p. 702 à 706. — Observations, p. 707.

**Van Mierlo**, sénateur provincial d'Anvers.

**Ann.** — Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion des articles. Art. 19. S'abstient au vote sur cet article, p. 133.

**Van Overbergh**, sénateur provincial du Brabant.

**Doc.** — Budget des finances pour 1932. — Rapport, n° 42.

Budget des recettes et des dépenses non permanentes affectées aux réparations des dommages de guerre pour l'exercice 1932. Rapport, n° 99.

**Ann.** — Projet de loi concernant l'étude des langues modernes dans l'enseignement moyen du degré supérieur. Discussion générale. Observations, p. 13.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 33, 41, 44, 59, 79, 96, 97, 99, 103.

Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 234, 235, 243, 264, 265.

Interpellation de M. Lindekens relative au mariage des officiers. Observations, p. 256, 257.

Budget des voies et moyens pour 1932 et budget de la dette publique pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 294, 295.

Budget des finances pour 1932 et interpellation de M. Beauvain sur la question des alcools luxembourgeois. Dépose le rapport sur ce budget, p. 351. — Discussion générale. Discours : Estimant que le devoir du parlement à ce moment de crise n'est pas d'insister sur la critique des fautes passées, mais d'aider un gouvernement de bonne volonté à sortir de cette crise, invite donc le parlement à le suivre dans l'examen des cinq grandes questions dont il va lui parler, à savoir : la devise belge, la circulation fiduciaire, le budget, la trésorerie et la rente; développe ces différentes questions et termine en faisant remarquer qu'il ne peut y avoir en Belgique place pour autre chose qu'une confiance réfléchie, p. 424 à 427. — Observations, p. 439, 440, 447, 457, 461, 462, 464, 465, 469 à 472, 474 à 477, 481. — Discussion des articles du budget des finances. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 487, 488.

Budget de la défense nationale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 376. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 408 à 414.

Proposition de loi interprétative de l'arrêté royal du 25 novembre 1915. — Discussion générale. Observations, p. 528, 586. — Demande l'avis du gouvernement au sujet du moment où il serait opportun de reprendre cette discussion et de la solution à intervenir dans ce conflit, p. 596.

Budget des affaires étrangères et interpellation de M. Mullie relative à l'accord commercial de 1928 avec la France. Discussion générale. Observations, p. 534, 538, 540, 542, 567.

**Van Overbergh (suite)**

— Une discussion ayant surgi au sujet de la suite du débat, déclare être d'accord pour que la discussion soit poursuivie ce même jour, p. 568.

Proposition de loi relative à la police du roulage. Vote en seconde lecture Art. 8. Observations, p. 600. — Discussion au sujet de la définition des termes « en état d'ivresse ». Observations, p. 601.

Proposition de loi instituant un fonds national de la mutualité. Discussion générale. Observations, p. 612.

Budget des travaux publics pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 632, 638, 639.

Budget de l'agriculture pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 657 à 659, 744, 746, 747, 758, 759, 763, 766.

Interpellation de M. Dochen sur la situation difficile créée aux communes par une circulaire ministérielle du 18 février écoulé. Demande à connaître l'opinion du gouvernement au sujet de l'ordre du jour présenté par MM. Dochen et consorts, p. 687.

Projet de loi relatif à l'incinération facultative de cadavres humains. Discussion générale. Observations, p. 726. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Demande l'appel nominal sur cet article, p. 729. — Art. 2. Demande l'appel nominal sur l'amendement de MM. Tschoffen et Moyersoen, p. 731.

Budget extraordinaire pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 815 à 817, 821.

Projet de loi établissant des mesures temporaires destinées à maintenir l'équilibre budgétaire. Discussion générale. Observations, p. 846, 847.

Budget de la justice pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 892.

Projet de loi instituant des sociétés privées à responsabilité limitée. Discussion générale. Observations à l'occasion d'une proposition de renvoi à la commission, p. 931. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 924.

Projets de loi portant : 1<sup>o</sup> création de l'ordre des médecins; 2<sup>o</sup> institution de chambres des professions médicales. Discussion générale. Observations, p. 954, 959.

Interpellation de M. Ronvaux au sujet du retard apporté dans l'examen des dossiers et dans le paiement des pensions de vieillesse et des allocations aux estropiés. Observations, p. 995 à 997, 1000 à 1002.

Déclaration du gouvernement après la reconstitution du cabinet présidé par M. Renkin, le 23 mai. Discours : Développe les motifs pour lesquels il engage ses amis à voter la confiance au gouvernement, celui-ci s'étant engagé notamment à faire aboutir rapidement les réformes linguistiques, à ne pas toucher à la base ni à la structure essentielle de la législation sociale et à pratiquer une bonne politique financière; à ces directives financières, en ajoute trois : règlement du conflit avec la Banque nationale, émission rapide de la deuxième tranche de l'emprunt de deux milliards et enfin aucune inflation, sous aucun prétexte; s'élève ensuite contre la campagne de pessimisme, p. 1018 à 1021. — Rectification, p. 1046. — Observations, p. 1028, 1031, 1037, 1040, 1041. — Par motion d'ordre fait deux rectifications au discours qu'il a prononcé (p. 1019 et 1020) : déficit du moratoire Hoover et bons de la Reichsbahn, p. 1065.

Budget des recettes et des dépenses non permanentes affectées aux réparations des dommages de guerre pour l'exercice 1932. Dépose le rapport sur ce budget, p. 1015.

Budget des transports pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1053, 1067 à 1069.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues en matière administrative. Discussion générale. Observations, p. 1117, 1136 à 1138, 1145, 1146. — Discussion des articles. Art. 2, § 1<sup>er</sup>. Observations : rappelle que l'amendement de MM. Huysmans et Dierckx a déjà été rejeté en commission, p. 1148. — Art. 3, § 1<sup>er</sup>. Observations, p. 1152. — § 3. Observations, p. 1159, 1162. — Art. 13. Observations, p. 1170.

Projets de loi relatifs à des conventions internationales avec la Hongrie et la Lituanie. M. le président proposant d'inscrire ces projets à l'ordre du jour de la semaine du 21-23 juin, estime que l'on ne peut s'occuper de ces projets en l'absence du ministre des finances, retenu à Lausanne, p. 1172.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1205, 1207, 1209, 1239, 1240.

Projet de loi approuvant la convention pour le règlement, par voie de compensation, des créances commerciales entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Hongrie. Observations, p. 1251.

Projet de loi modifiant la compétence des juges de paix en matière de dégâts miniers. Observations au sujet de la procédure à suivre, p. 1289.

Budget métropolitain des colonies pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1305 à 1308.

Projet de loi relatif au régime linguistique dans l'enseignement primaire et moyen. Discussion générale. Observations, p. 1329, 1341 à 1343. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 1345.

Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque Nationale. Discussion générale. Observations, p. 1389, 1395, 1410.

## Van Overbergh (suite)

- Demandes de naturalisation transmises par la Chambre : Discussion sur les propositions de discussion d'urgence ou d'ajournement. Observations, p. 1414. — M. Volckaert demandant l'appel nominal sur la proposition d'ajournement faite par M. Segers, fait des observations à ce sujet, p. 1415.
- Projet de loi approuvant certains arrangements entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la France. Appuie, vu l'importance du projet, la demande de M. Mullie, rapp., qui insiste pour que la discussion soit ajournée jusqu'au moment où le ministre des affaires étrangères pourra être présent, p. 1418. — Discussion générale. Observations, p. 1529.
- Budget des recettes et dépenses afférentes aux dommages de guerre pour 1932. Discussion générale. Discours : Commence, en sa qualité de rapporteur, par indiquer la situation exacte en ce qui concerne la liquidation des affaires concernant les dommages de guerre, suggère notamment d'instituer des commissions civiles d'invalidité, analogues à celles qui fonctionnent au département de la défense nationale pour les combattants; commente la situation causée par l'attitude de l'Allemagne, demande si l'Angleterre a consenti à la Belgique la même faveur qu'elle vient d'accorder à la France : le renoncement à l'annuité des dettes de guerre pendant le deuxième moratoire; développe ensuite des considérations sur la situation dans laquelle l'on se trouve, sur les dédommagements dus à la Belgique, et termine en déclarant qu'il faut se grouper afin d'arriver à un résultat satisfaisant pour les finances du pays, p. 1450 à 1453. — Observations, p. 1458.
- Projet de loi modifiant les lois relatives à l'impôt sur les revenus ainsi que celles relatives à la propriété industrielle. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 1435.
- Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi relative aux pensions de vieillesse. Discussion générale. Observations, p. 1508, 1511 à 1513.
- Projet de loi autorisant certaines opérations d'emprunt et de trésorerie. Discussion générale. Observations, p. 1553, 1568, 1571.

## Van Roosbroeck, sénateur de Malines et Turnhout, secrétaire du Sénat.

- Doc.* — Proposition de loi prorogeant certaines dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — Développements et proposition de loi, n° 13.
- Ann.* — Réélu, par acclamations, secrétaire du Sénat, p. 4.
- Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. Observations à l'occasion d'une proposition d'ajournement faite par M. Van Dievoet, m. a., p. 19. — Appuie, au nom de son groupe, la proposition de M. Van Fleteren tendant à passer immédiatement à la discussion, p. 19. — Observations, p. 20. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 201.
- Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 44, 56, 58. — Discours : De nombreuses observations ayant déjà été présentées, se contente de demander si les propositions de loi qu'il a présentées sur le paiement des salaires et sur les règlements d'atelier ne pourraient pas aboutir; traite ensuite la question des accidents du travail et celle des conseils de prud'hommes, p. 63 à 66. — Observations au sujet de la suite du débat, p. 66. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 104. — Demande que, bien que M. Quinchon et lui-même soient inscrits avant le R. P. Rutten, la parole soit accordée immédiatement à ce dernier, sa déclaration pouvant avoir une grande importance en ce qui concerne l'attitude que prendra le parti socialiste, p. 105. — Discussion des articles. Art. 19. Observations en réponse à M. Renkin, p. m., p. 133.
- Proposition de loi prorogeant certaines dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. Dépose cette proposition de loi, p. 69. — La proposition de loi étant prise en considération, insiste pour l'urgence et demande qu'elle soit examinée le lendemain par la commission de la justice, p. 110. — Marque son accord au sujet de la fixation au mardi suivant, p. 233. — Discussion générale. Discours : Développe les motifs pour lesquels il a présenté sa proposition de loi, déplore qu'elle n'ait pas été acceptée par la commission et le gouvernement; exprime des craintes en ce qui concerne la manière dont la prorogation par arrêté royal (ainsi que le décide le texte de la commission) sera appliquée et critique l'enquête qui a été faite par la commission; termine en priant le Sénat de ne pas admettre l'amendement présenté par M. Moyersoet et comme l'assemblée à voter, faute de mieux, le texte de la commission, p. 271 à 273. — Observations, p. 274.
- Budget des sciences et des arts pour 1932. — Discussion générale. Discours : Critique le subside accordé pour la participation belge aux olympiades de Los Angeles et demande que ce subside soit réparti entre toutes les fédérations sportives belges, p. 233-234. — Discussion des articles. Art. 151. Appuie un amendement de M. Huisman Van den Nest en faveur des sociétés de gymnastique, p. 306.
- Projet de loi fixant le contingent de l'armée pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 309.

## Van Roosbroeck (suite)

- Projet de loi relatif à la mobilisation des certificats représentatifs de bons de la Reichsbahn et à l'émission de bons du trésor. Discussion générale. Observations, p. 312.
- Budget des finances et interpellation de M. Beauduin sur la question des alcools luxembourgeois. Discussion générale. Observations, p. 475.
- Budget de l'agriculture pour 1932. Discussion générale. Discours : commence par déclarer qu'il ne se considère pas comme tout à fait qualifié pour prendre la parole dans cette discussion, n'étant pas agriculteur, mais que la crise économique mondiale l'a incité à le faire et traite en premier lieu la politique générale de l'agriculture, puis certaines questions de détails, notamment celle de l'enseignement agricole libre, puis suggère d'appliquer le ducroire au crédit agricole; termine en rappelant que les ouvriers agricoles ne sont pas toujours sur un pied d'égalité avec les ouvriers industriels; rappelle également qu'il avait déposé des propositions de loi destinées à réparer cette inégalité mais, connaissant le sort réservé aux propositions d'initiative parlementaire, surtout lorsqu'elles émanent de membres de l'opposition, se borne à demander que l'on réalise pour les ouvriers de la campagne ce que l'on a réalisé pour les ouvriers des villes, p. 710 à 713. — Discussion des articles. Art. 46. Discours : Prie le ministre de lui donner des explications au sujet du libellé du littéra A (allocations de retraite), puis, tout en déclarant ne pas être hostile à l'enseignement agricole libre, estime que l'on fait trop peu pour l'école officielle, p. 776, 777. — Observations, p. 777, 778.
- Projet de loi concernant l'incinération facultative de cadavres humains. Discussion générale. Observations, p. 729. — Observations, au moment du vote sur l'ensemble du projet, p. 733.
- Budget de la justice pour 1932. Discussion générale. Discours : proteste contre l'arrêté royal pris par M. Cocq, m. j., le 28 janvier 1932, en exécution de la dernière loi sur les loyers, p. 874, 875. — Discours : Répond brièvement au discours du chevalier Dessain, en ce qui concerne l'incident soulevé au sujet de la loi sur les loyers, p. 887, 888. — Observations, p. 890.
- Projet de loi sur la protection morale de l'enfance. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 932.
- Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1932. Discussion générale. Discours : Fait diverses observations au sujet de la teneur d'un arrêté royal relatif aux chômeurs, arrêté dont le texte a été publié dans certains journaux, p. 1237. — Observations, p. 1239 à 1241.
- Projet de loi approuvant la convention avec la Hongrie pour le règlement des créances commerciales. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1252.
- Projet de loi portant interprétation des lois coordonnées sur les dommages de guerre. Discussion générale. Observations, p. 1284.
- Motion d'ordre de M. Hénault relative à l'examen des mesures à prendre en faveur des agriculteurs. Observations, p. 1323, 1324.
- I. N. R. Désignation de membres du comité de gestion. Incident au sujet des candidats présentés. Observations, p. 1326.
- Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque Nationale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1413.
- Projet de loi autorisant certaines opérations d'emprunt et de trésorerie. Discussion générale. Observations, p. 1553, 1565, 1568.

## Van Stappen sénateur de Termonde et Saint-Nicolas.

- Ann.* — Budget des travaux publics pour 1932. Discussion générale. Discours : Attire l'attention du ministre sur la nécessité de la reconstruction du pont sur l'Escaut à Termonde, sur la situation de la Durme, situation qui pourrait devenir calamiteuse et amener de nouvelles inondations, p. 633.
- Projet de loi apportant des modifications à la classification des communes. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Discours : Défend, à l'occasion de cet article, un amendement qu'il a présenté avec M. Van Cauteeren tendant à accorder à nouveau une situation privilégiée à la ville de Termonde et à un certain nombre de communes, du fait qu'elles ont été sinistrées pendant la guerre, p. 1432. — Observations, p. 1432. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1454.
- annonce du décès de MM. les sénateurs Libbrecht et G. Jansen : Discours, p. 1547, 1548.

## Van Vlaenderen, sénateur de Furnes-Dixmude-Ostende.

- Doc.* — Proposition de loi destinée à venir en aide aux producteurs de froment (cosign.), n° 137.
- Ann.* — Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 201.
- Projet de loi sur la protection morale de l'enfance. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 932.
- Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque nationale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1413.

van Zuylen (baron) sénateur de Liège.

**Doc.** — Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts appartenant à des particuliers. Troisième rapport complémentaire, n° 23.

Projet de loi approuvant la convention entre la Belgique et les Pays-Bas, relative à l'assimilation de leurs sujets quant à l'application de la législation des deux pays, en ce qui concerne l'assurance invalidité-vieillesse, et quant à la réglementation des suites résultant, pour ces sujets, du fonctionnement des législations des deux pays, l'une à côté de l'autre, signée à La Haye, le 16 octobre 1931. Rapport, n° 157.

Projet de loi autorisant le gouvernement à fixer la mise en vigueur de certaines dispositions des conventions sur les doubles impositions, signées avec la France, le 16 mai 1931, et avec l'Italie, le 11 juillet 1931, à une date antérieure à celles prévues aux articles 17 de ces conventions. Rapport, n° 168.

Projet de loi approuvant l'arrangement signé à Bruxelles, le 20 novembre 1931, entre la Belgique et la France, sur la réparation des dommages de guerre subis par les habitants ou causés sur les territoires des régions rattachées aux deux pays en vertu du traité de Versailles du 28 juin 1919. Rapport, n° 169.

**Ann.** — Projet de loi relatif à la protection des bois et des forêts : statut définitif. M. Van Dievoet, m. a., demandant l'ajournement de ce projet, demande, en sa qualité de rapporteur, et tout en admettant les motifs qui guident la proposition du ministre, que le projet soit examiné par le Sénat avant la fin de l'année, p. 19. — Discussion générale. Discours : Fait l'exposé du projet et commence par rappeler que la propriété forestière est de nature spéciale, qu'elle est d'utilité publique et intéresse, au premier chef, le pays, tant au point de vue de la défense nationale qu'au point de vue de l'hygiène, de l'hydrologie et de l'esthétique; rappelle ensuite et les dévastations de l'ennemi et les autres motifs qui ont amené le directeur général des eaux et forêts Crahay et le ministre de l'agriculture, feu le regretté baron Ruzette, à faire voter et promulguer en 1921 la première loi de cadenas, puis termine son exposé en priant le Sénat de voter le projet tel qu'il lui est soumis par la commission de l'agriculture, p. 110 à 114. — Observations, p. 114. — Discussion, tant au sujet de la suite du débat qu'au sujet de la proposition de renvoi à la commission. Observations, p. 118, 119. — Reprise de la discussion générale. Discours : Défend le texte en discussion et fait remarquer que ce qui a fait écarter le principe de la loi de cadenas c'est que l'intervention du ministre pouvait être tardive; estime que les pénalités prévues sont nécessaires, p. 122. — Discours : La commission ne s'étant plus réunie depuis le dépôt, par le ministre, de ses nouveaux amendements, combat, en son nom personnel, ces amendements qui ne font que transformer en loi définitive la loi de cadenas et cite des exemples où, malgré la vigilance de l'administration forestière, l'opposition ministérielle est arrivée trop tard; termine en souhaitant que, en fin de compte, les opposants au projet de la commission reconnaîtront son bien-fondé et l'admettront, p. 147-148. — Observations, p. 151. — Dépose le troisième rapport complémentaire sur ce projet de loi, p. 169. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Discours : Estime que le nouveau texte soumis au Sénat est un texte transactionnel; déclare qu'il a longuement défendu devant le Sénat le système de l'autorisation et qu'il n'a rien à ajouter à ce qu'il a dit précédemment; que, pourtant, la commission a adopté le nouveau texte par 8 voix contre 2 et que celle-ci prie le Sénat d'admettre le texte nouveau qui lui est soumis, puis répond aux observations de M. Clesse concernant le boisement des terroirs des charbonnages, p. 196. — Art. 3. Demande, au nom de la commission, que, au § A de cet article, le ministre fasse une déclaration pour affirmer que le droit d'opposition pourra s'appliquer aux bois feuillus d'une contenance de dix hectares au moins, p. 199.

Projet de loi autorisant le gouvernement à s'opposer à l'exploitation excessive de certains bois et de certaines forêts appartenant à des particuliers (Prorogation de la loi de cadenas). Discussion tant au sujet de l'opportunité de poursuivre la discussion du projet relatif au statut définitif qu'en ce qui concerne le renvoi de ce projet à la commission et le vote éventuel de la loi de prorogation. Observations, p. 118, 119.

Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 240.

Interpellation de M. Lindekens sur le mariage des officiers. Observations, p. 258.

Budget de l'agriculture pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 721. — Discours : Se félicite de ce que le budget de l'agriculture n'ait subi aucune réduction, estimant que, en temps de crise, la production doit être pratiquement encouragée, puis prie le ministre de réclamer pour l'administration forestière une somme importante sur les crédits de chômage, afin d'occuper les chômeurs des régions forestières à différents travaux forestiers; signale bon nombre de travaux qu'il serait utile d'entreprendre ou d'accélérer;

van Zuylen (baron) (suite)

parle de l'augmentation de l'impôt foncier, de la sylviculture, et proteste contre l'invasion du bois russe; demande que l'on utilise le produit belge, p. 736 à 738.

Projet de loi modifiant les tarifs douaniers ainsi que certains autres droits. Discussion générale. Observations, p. 803, 805.

Budget extraordinaire pour 1932. Discussion générale. Discours : Renouvelle, à l'occasion du budget extraordinaire, la demande qu'il a faite à l'occasion du budget de l'agriculture et qui tend à obtenir l'affectation, sur les crédits de chômage, d'une somme de 6 à 7 millions pour occuper les chômeurs dans les régions boisées du pays, puis insiste sur la nécessité d'employer des bois de provenance belge; termine en signalant le mauvais état du pont d'Argenteau, p. 819.

Déclaration du gouvernement après la reconstitution du cabinet présidé par M. Renkin. Observations, p. 1040.

Budget des transports pour 1932. Discussion générale. Discours : Prie le ministre, qui est du reste le représentant d'une des régions les plus boisées de la Belgique, de s'employer dans toute la mesure possible à atténuer la crise qui atteint les bois indigènes; proteste contre l'emploi de bois étranger par la Société nationale et contre le coût des transports; demande que l'on s'occupe également de la question du charbon, l'Allemagne faisant une sérieuse concurrence aux charbons belges, cette nation ayant abaissé les tarifs de transport des combustibles; estime que le ministère des affaires étrangères devrait être saisi de cette affaire et souhaite qu'il obtienne satisfaction, p. 1076-1077.

Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1932. Discussion générale. Discours : Se fait l'écho du cri d'alarme poussé par le « Touring Club » en ce qui concerne la vallée de l'Amblève, qui serait à nouveau menacée dans sa beauté par des sociétés productrices d'énergie électrique; demande instamment que ce site magnifique soit épargné; traite ensuite la question des bois communaux et appuie les considérations émises au sujet des provinces et des communes par le rapporteur; demande, en terminant, que l'on prenne des mesures de sauvegarde contre l'envahissement des bois soviétiques, p. 1204 à 1206.

Budget métropolitain des colonies pour 1932. Discussion générale. Discours : Attire l'attention sur la nécessité de doter le Congo de règlements forestiers bien compris; estimant que des mesures doivent être prises pour préserver, pour l'avenir, le domaine forestier du Congo, p. 1301.

Projet de loi tendant à l'érection en commune du hameau de Weywertz. Par motion d'ordre, exprime sa surprise d'avoir, la veille au soir, constaté que son nom n'était pas mentionné comme ayant pris part au vote sur cet objet; ce projet ayant été rejeté par parité de voix, demande si, dans ces conditions, cette proposition de loi, qui a été acceptée par la Chambre, ne devrait pas être également acceptée par le Sénat, le vote qu'il a émis étant affirmatif, p. 1333. — A la suite du discours de M. Huisman Van den Nest, secrétaire, fait diverses observations sur le point de savoir comment on pourra avoir la certitude que les votes émis sont acquis, p. 1333.

Projet de loi approuvant l'arrangement signé à Bruxelles, le 20 novembre 1931, entre la Belgique et la France, sur la réparation des dommages de guerre subis par les habitants ou causés sur les territoires des régions rattachées aux deux pays en vertu du traité de Versailles du 28 juin 1919. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1357.

Projet de loi autorisant le gouvernement à fixer la mise en vigueur de certaines dispositions des conventions sur les doubles impositions, signées avec la France, le 16 mai 1931, et avec l'Italie, le 11 juillet 1931, à une date antérieure à celles prévues aux articles 17 de ces conventions. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1357.

Projet de loi relatif au régime linguistique de l'enseignement primaire et moyen. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1367.

Verbrugge, sénateur de Bruges.

**Ann.** — Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 201.

Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque nationale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1413.

Vercammen, sénateur de Gand-Ecclou.

**Ann.** — Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque nationale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1413.

Verheyden, sénateur de Louvain.

**Ann.** — Interpellation de M. Dochen sur la situation difficile créée aux communes par une circulaire ministérielle du 18 février 1932. Discours : Insiste, avec M. Dochen, pour que le ministre répartisse sur un certain nombre d'années le paiement des arriérés réclamés, p. 682.

## Verheyden (suite)

Budget de l'agriculture pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 714. — Discours : Tout en estimant que tout a été dit, fait cependant remarquer que, de toutes les industries, l'agriculture est la plus éprouvée; insiste pour qu'on lui évite le désastre; parle ensuite du curage des rivières, des waterings, de la sélection des produits et suggère le contingentement des produits de luxe, dont on peut, en grande partie, se passer; termine en déclarant que tout ce que le ministre fera pour la grande comme pour la petite culture sera admis par tous les cultivateurs belges, p. 742. — Observations, p. 747.

## Termeylen, sénateur coopté.

**Ann.** — Projet de loi concernant l'étude des langues modernes dans l'enseignement moyen du degré supérieur. Discussion des articles. Art. 3. Défend un amendement qu'il présente; estime avoir l'avantage d'introduire une garantie contre tout arbitraire de la part de l'administration, puis répond brièvement à des observations faites par MM. Lindekens et Dierckx, p. 15, 16. — Déclare maintenir son amendement, p. 16.

Budget des sciences et des arts pour 1932. Fait personnel en réponse aux affirmations apportées au cours de la discussion de ce budget par M. Digneffe, en ce qui concerne certains incidents qui se sont produits à l'université de Gand, p. 351, 352. — Déclare que, ainsi que M. Digneffe l'a fait, il s'adresse, non pas seulement à M. le ministre des sciences et des arts, mais à l'assemblée pour répondre aux allégations de M. Digneffe et qu'il refuse à ajouter un mot en réponse aux faits qu'il n'a pas touchés en développant son fait personnel et auxquels M. Digneffe a fait allusion, p. 352.

Proposition de loi interprétative de l'arrêté royal du 25 novembre 1815 (tableaux de Tournai). Discussion générale. Discours : Déclare que, n'étant pas juriste, il va simplement exposer son point de vue; engage les Tournaisiens à considérer que leur proposition de loi peut avoir des conséquences graves, puis, tout en n'étant pas partisan de la centralisation, estime qu'il est préférable que les deux œuvres visées, qui sont parmi les plus remarquables de Rubens et de Jordans, soient admirées par des milliers de personnes à Bruxelles, plutôt que par un nombre plus restreint à Tournai, et suggère que, en compensation des tableaux réclamés, le ministre offre à Tournai, outre la décoration de son musée, un lot plus important d'œuvres que celui qui a été précédemment offert par M. Vauthier. m. s. a., p. 584.

Budget de la justice pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 875.

Projet de loi sur la protection morale de l'enfance. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 932.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues en matière administrative. Discussion générale. Discours : En quelques mots, engage le Sénat, et en particulier ses amis de la gauche socialiste, à admettre le projet tel qu'il est admis par la Chambre, en repoussant tous les amendements qui y sont présentés; estime qu'il est même un peu choquant de prolonger les débats sur des détails qui ne se rapportent pas à des points essentiels de l'organisation du statut linguistique, p. 1130. — Observations, p. 1131. — Discussion des articles. Art. 4, § 3. Discours : Réfute certaines paroles prononcées par M. Segers, notamment celles où M. Segers a cité l'avis qu'il lui attribue, et déclare en terminant qu'il se refuse à voter l'amendement présenté par M. Segers, quel que soit l'avantage qu'il puisse y voir, p. 1162.

Projet de loi relatif au régime linguistique dans l'enseignement primaire et moyen. Discussion générale. Discours : Commente et critique le discours prononcé par M. Segers et termine en faisant remarquer que, contrairement à ce qui s'est passé à la Chambre, le parti socialiste flamand n'a pas présenté d'amendements, qu'il n'aura donc aucune raison de s'abstenir au vote et que du reste le projet en discussion étant, en somme, le projet primitif élaboré par le Sénat, il estime que cette assemblée ne peut se déjuger et qu'il est au surplus grand temps que l'on termine la question du régime linguistique dans l'enseignement pour passer à des questions infiniment plus urgentes, p. 1336 à 1338. — Observations, p. 1338, 1339. — Discussion des articles. Art. 10. Profite de cet article pour déclarer que, selon lui, le bon enseignement du français ne dépend pas tant du nombre d'heures de cours que de la méthode et de la qualité du professeur, estime qu'il y a des mesures à prendre en ce qui concerne la formation de ces professeurs, p. 1348.

## Vinck, sénateur provincial du Brabant, questeur du Sénat.

**Doc.** — Proposition de loi prorogeant certaines dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer (cosign.), n° 13. Dotation sénatoriale pour 1932. — Rapport, n° 24.

**Ann.** — Fixation de l'ordre du jour : Observations au sujet du moment où les commissions pourront se réunir, p. 6.

Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. Au moment où va être repris le vote sur la proposition de remise à quinzaine. demande. certaines communications

## Vinck (suite)

ayant été faites avant cette reprise, si, au point de vue du règlement, cette manière de procéder peut être admise ou bien si le vote interrompu parce que le Sénat n'est pas en nombre doit être repris dès l'ouverture de la séance, p. 24. — Discussion générale. Observations, p. 120. Discours : Estime que faire dépendre le délit du fait que l'administration ait, oui ou non, informé les intéressés, lui semble consacrer un principe juridique qui serait une hérésie, p. 121. — Observations, p. 121, 146. — Discours : Attire l'attention du Sénat sur l'utilité du projet élaboré par la commission sur le but poursuivi par le conseil supérieur des forêts, combat donc les amendements du ministre et termine en souhaitant, vu l'importance considérable de l'objet en discussion, que l'assemblée se rallie au projet présenté par la commission d'accord avec la commission supérieure des forêts et d'accord avec le comité de législation, p. 148-149. — Observations, p. 150, 152 à 154. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Propose d'ajourner à la semaine suivante le vote sur cet article, p. 154. — Insiste pour que l'examen du projet soit repris le mercredi en séance publique, p. 154. — Reprise de la discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 196, 197. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 201.

Proposition de loi prorogeant certaines dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. Observations à l'occasion d'une demande d'urgence, p. 110. — Discussion générale. Observations, p. 273, 274. — Discours : Réfute le discours de M. Moyersoen en ce qui concerne son affirmation que l'existence de la loi de cadenas a entravé la construction de logements pour la dernière catégorie de locataires, puis appuie les observations présentées par M. Van Roosbroeck, p. 274, 275. — Observations, p. 275. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Déclare que M. Ligy, rapp., a parfaitement exprimé ce qu'il comptait dire lui-même au sujet de l'ensemble de la loi, p. 277.

Fixation de l'ordre du jour : Observations. Propose de tenir une séance du matin le 8 décembre, p. 155.

Budget des dotations pour 1932. Au moment où la discussion de ce budget va être abordée, propose au Sénat de ne pas se constituer en comité secret pour l'examen de son budget et de passer immédiatement à l'examen du budget des dotations, attire l'attention de l'assemblée sur le fait que la question de la Chambre a fait parvenir au Sénat une proposition d'amendement tendant à majorer l'article 3. (Dotation de la Chambre des représentants), p. 201.

Proposition de loi relative à la police du roulage. Discussion au sujet de la proposition d'ajournement. Observations, p. 165 à 167.

Interpellation de M. Lindekens relative au mariage des officiers. Observations, p. 256, 257, 259. — Discours, p. 259-260.

Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Observations au sujet de la suite de cette discussion, p. 280.

Projet de loi relatif à la mobilisation des certificats représentatifs de bons de la Reichsbahn et à l'émission de bons du trésor. Discussion générale. Discours : Tout en ne récriminant pas contre la personne du ministre, exprime sa stupéfaction de voir recourir à l'émission de bons du trésor et développe les motifs pour lesquels il estime que c'est le régime capitaliste qui a amené la situation existante, p. 311. — Observations, p. 312.

Vacances du nouvel-an : Au cours de la séance du 23 décembre, propose au Sénat de se séparer ce jour-là jusqu'au 12 janvier, p. 314. — Observations, p. 314.

Budget de la défense nationale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 367. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 407.

Interpelle M. le ministre de l'intérieur et de l'hygiène au sujet du refus d'approbation du budget de la province de Brabant. Développe son interpellation et termine en estimant que les administrations publiques doivent, au lieu de diminuer leur programme de travaux, les augmenter, afin de suppléer, à ce moment de crise, à l'insuffisance des initiatives privées, p. 521, 522. — Discours : Répond à celui du ministre et termine en le priant d'examiner avec bienveillance toute solution qui pourrait être efficace, p. 522, 523. — Observations, p. 523.

Interpellation de M. Dochen sur la situation difficile créée aux communes par une circulaire ministérielle du 18 février 1932. Discours : Estime que la circulaire en question donnera vraisemblablement lieu à une autre interpellation, cette circulaire constituant une atteinte à l'autonomie communale et estime que le gouvernement ne peut plus se permettre de pareilles atteintes aux droits des communes, p. 682. — Observations, p. 683.

Projet de loi concernant l'incinération facultative de cadavres humains. Discussion générale. Observations, p. 726. — Déclare renoncer à la parole, p. 729. — Discussion des articles. Art. 2. Observations, p. 731.

Budget de l'agriculture pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 748. — Observations au sujet d'un incident entre MM. Dierckx et Van Dievoet, p. 769, 770. — Discours : Estime que la politique suivie par le gouvernement pour parer à la crise est complètement inopérante, que la seule politique qui puisse avoir un effet utile doit avoir pour base l'augmentation de la part que les travailleurs de toutes les catégories ont

## Vinck (suite)

- dans les bénéfiques, dans les plus-values qu'ils ont eux-mêmes créées; critique, en terminant, la hausse de droits d'entrée, p. 771, 772. — Discussion des articles. Art. 22. Observations, p. 776.
- Budget extraordinaire pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 824. — Discours : Attire brièvement, mais particulièrement, l'attention du ministre sur une question qu'il considère comme très grave, c'est-à-dire sur la nécessité de sauvegarder l'intérêt public en matière d'utilisation de la voirie de l'Etat par les entreprises de gaz surpressé, notamment les canalisations du « Distrigaz »; suggère qu'on fasse bénéficier les localités sur le territoire desquelles passent ces canalisations de certains avantages en ce qui concerne la vente des produits transportés, puis parle des contrats passés avec les sociétés productrices de gaz, p. 825-826. — Observations, p. 826.
- Projet de loi établissant des mesures temporaires destinées à maintenir l'équilibre budgétaire. Discussion générale. Observations, p. 859.
- Projets de loi portant : 1° création de l'ordre des médecins; 2° institution de chambres des professions médicales. Discussion générale. Observations, p. 922, 923. — Observations au sujet de la suite de la discussion, p. 926. — Reprise de la discussion. Observations, p. 939. — Discours : Développe les motifs pour lesquels il estime que, tout en affirmant par quelques articles de loi les principes généraux destinés à éviter toutes les erreurs fondamentales, il serait sage de laisser, comme au Barreau, la jurisprudence se créer lentement et les traditions s'affirmer par le temps et l'expérience, puis demande notamment une réponse précise du rapporteur et du ministre en ce qui concerne l'action directe ou indirecte des syndicats; attire l'attention sur la question générale de l'intérêt supérieur de la société, question au sujet de laquelle il fait diverses observations, p. 948 à 950. — Observations, p. 960. — Tout en prévoyant les observations que va faire M. le président au sujet du dépôt tardif de nombreux amendements, propose, vu l'importance du projet et le grand nombre de nouveaux amendements déjà déposés ou annoncés, de renvoyer le projet à l'examen de la commission, p. 961. — M. Beauduin demandant si la discussion générale est déclarée close, malgré le renvoi à la commission, estime que cette discussion ne doit, en tout cas, pas être prématurément déclarée close, le rapporteur devant certainement être autorisé à exposer à l'assemblée pourquoi, en commission, on se sera rallié à certaines solutions, p. 961. — Observation à l'occasion d'une proposition tendant à la clôture de la discussion générale, p. 1247. — Discussion des articles du projet portant création de l'ordre des médecins. Art. 3. Observations, p. 1257 à 1259. — Art. 4, § 1<sup>er</sup>. Observations au sujet de l'interprétation, p. 1260. — Nouvelles observations sur l'ensemble de l'article, p. 1260 à 1262. — Art. 5. Observations, p. 1263. — Art. 7. Estime qu'il faut prévoir à cet article l'adjonction d'un magistrat, p. 1264. — Fait encore des observations, p. 1264. — Art. 8. Discours : Fait remarquer qu'il semble que la compétence des comités provinciaux soit plus étendue que celle du conseil de l'ordre, p. 1265, 1266. — Observations, p. 1265 à 1267. — Estime que l'on doit ajouter aux textes de l'alinéa 1<sup>er</sup> la mention : « ainsi qu'à toutes les questions intéressant la profession médicale », p. 1271. — Art. 9. Appuie l'amendement de M. Dierckx, p. 1268. — Art. 13. Observations, p. 1269, 1270. — Renonce à la parole, p. 1271. — Appuie la demande de M. Gravez, qui insiste pour que le conseil de l'ordre délibère à huis clos, p. 1271. — Art. 13bis. Développe des arguments à l'appui de cet article, p. 1272.
- Projet de loi sur la protection morale de l'enfance. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 932.
- Budget des postes, télégraphes et téléphones pour 1932. Discussion générale. Discours : S'associe aux observations présentées par le duc d'Ursel en ce qui concerne les timbres-poste; traite ensuite la question des lettres exprès pour l'intérieur du pays ainsi que celles en service international; demande que ces services soient réorganisés et termine en demandant que l'on organise un service de levée des boîtes postales dans chaque quartier vers 11 heures du soir, p. 974, 975.
- Projet de loi relatif à l'emploi des langues en matière administrative. Discussion des articles. Art. 2, § 5. Discours : Tout en admettant le bien-fondé de certaines observations qui viennent d'être faites par M. Huysmans, estime qu'il est pourtant préférable de ne pas renvoyer le projet à la Chambre et annonce que le groupe socialiste n'admettra pas l'amendement, voulant éviter de retarder le vote du projet, p. 1150.
- Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1932. Discussion générale. Discours : Commence par féliciter le rapporteur sur la sincérité de son rapport, estime que l'on devrait organiser l'activité communale d'une façon plus méthodique, mais estime également que le ministère de l'intérieur et de l'hygiène n'est pas outillé pour arriver à ce résultat; préconise certains moyens pour animer les activités communales et provinciales; parle ensuite du crédit communal et termine en attirant l'attention sur la nécessité d'encourager les travaux sanitaires, p. 1197 à 1200. — Observations, p. 1207, 1209, 1211, 1212.

## Vinck (suite)

- Proposition de loi étendant aux sociétés coopératives certaines dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Discussion générale. Discours : Estime que, si le texte proposé par le rapporteur ne donne pas pleine satisfaction, il semble pourtant nécessaire de rédiger le texte de façon que l'incessibilité des parts d'associés soit proclamée par la loi; demande, comme le ministre, que la discussion des articles soit remise à la semaine suivante, p. 1293. — Observations, p. 1294.
- I. N. R. Désignation de membres du comité de gestion : Incident au sujet des candidats présentés. Observations, p. 1326.
- Projet de loi modifiant la compétence des juges de paix en matière de dégâts miniers. Appuie la demande de remise de la discussion, p. 1289. — Discours : Développe les motifs pour lesquels il demande que le projet soit admis par le Sénat tel qu'il est transmis par la Chambre, cette assemblée l'ayant sérieusement étudié, p. 1371.
- Interpelle le premier ministre sur l'erreur commise par le gouvernement en arrêtant les travaux qui peuvent diminuer le chômage et sur la nécessité d'échapper à l'influence des grandes banques, qui pratiquent et prêchent le chômage, le malthusianisme des capitaux provenant de l'épargne nationale. Observations au sujet de la fixation, p. 1356.
- Projet de loi concernant l'exception de jeu en matière d'opérations de bourse. Insiste pour l'ajournement, estimant que le nouveau texte proposé demande une discussion approfondie, p. 1406.
- Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque nationale. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1413.
- Demandes de naturalisation transmises par la Chambre. Discussion sur les propositions de discussion d'urgence, faite par M. Volckaert, ou de remise au mois de septembre, faite par M. Segers. Discours : Prie le Sénat de ne pas suivre M. Segers et développe des arguments afin d'obtenir le vote immédiat, p. 1414, 1415.
- Projet de loi autorisant le gouvernement à accorder la garantie de l'Etat à des emprunts à émettre à l'étranger par le Crédit communal de Belgique. Déclare être d'accord au sujet de l'urgence, p. 1530. — Discussion générale. Discours : S'associe d'une façon complète aux paroles qui viennent d'être prononcées par M. le chevalier Dessain, estimant que le gouvernement pourrait éventuellement profiter de l'offre faite dans le cas où il se trouverait dans l'obligation de contracter un emprunt à l'étranger, p. 1532.
- Au nom de son groupe, s'associe à l'hommage et aux remerciements adressés à M. le président Magnette par M. Segers, p. 1543.
- Projet de loi autorisant certaines opérations d'emprunt et de trésorerie. Discussion générale. Observations, p. 1552, 1556. — Discours : Estime que, dans la situation où l'on se trouve, il faut qu'il soit question d'autres remèdes que du remède empirique et dangereux des bons du trésor, qu'il faut donc résoudre la vraie cause du mal : l'arrêt de l'activité économique, et défend à cet effet la classe ouvrière, à laquelle il demande que l'on donne du travail plutôt que des allocations de chômage, p. 1562, 1563. — Déclare être d'accord pour que le débat soit terminé ce même jour et propose même de prolonger la séance jusqu'à épuisement de l'ordre du jour, p. 1573. — A l'occasion d'un court échange de vues au sujet de l'ordre du jour, pendant la séance du 13 septembre, exprime le vœu que la plupart des sénateurs ne quittent pas la salle après le vote des projets financiers, p. 1573.
- Interpellation de M. Vande Moortele au sujet de l'application de certains arrêtés royaux relatifs au chômage. Discours, p. 1581.
- Volckaert**, sénateur de Mons et Soignies, questeur du Sénat.
- Doc.* — Proposition de loi interprétative de l'arrêté royal du 25 novembre 1815 (cosign.), n° 9.
- Proposition de loi prorogeant certaines dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer (cosign.), n° 13.
- Dotation sénatoriale pour 1932. — Rapport, n° 24.
- Projet de loi approuvant le traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation, signé à Bucarest, le 8 juillet 1930, entre la Belgique et la Roumanie. — Rapport, n° 47.
- Projet de loi approuvant la convention additionnelle à la convention du 6 juillet 1912 relative à l'assurance contre les accidents du travail, signée à Bruxelles le 16 juillet 1931, entre la Belgique et le Reich allemand. — Rapport, n° 118.
- Ann.* — Fixation de l'ordre du jour : Fait des observations au sujet du moment où les commissions pourront se réunir pour constituer leurs bureaux, ainsi qu'au sujet de la présence des ministres compétents pour la fixation de l'examen de certains petits projets, p. 6.
- Projet de loi relatif à la protection des bois et forêts : statut définitif. M. Van Dievoet, m. a., demandant l'ajournement de ce projet, déclare ne pouvoir se rallier à la proposition du ministre et développe les motifs de son opposition, p. 18, 19. — Demande l'appel nominal sur la proposition du gouvernement, p. 19. — Fait encore des observations tant au sujet des propositions en présence qu'au sujet de sa demande d'appel

## Volckaert (suite)

nominal, p. 19, 20. — Observations au moment où le président constate que le Sénat n'est plus en nombre pour le vote sur la proposition de remise à quinzaine, p. 21. — A l'occasion du dépôt, par M. Van Dievoet, m. a., du projet de loi prorogeant la loi temporaire, rappelle la décision prise d'aborder le projet définitif la semaine suivante, p. 97. — M. Van Dievoet, m. a., ayant déclaré qu'il serait à la disposition du Sénat le mardi suivant pour discuter tel des deux projets qu'il lui conviendrait d'aborder, déclare que ce sera le projet de statut définitif, selon la décision prise précédemment par le Sénat, p. 97. — Discussion générale. Observations, p. 116, 117. — Observations au sujet de la suite de la discussion comme au sujet de la proposition de renvoi à la commission, p. 118 à 120. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 148. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 196. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 204. — Demande, le ministre ayant exprimé l'espoir que le statut définitif serait adopté par la Chambre avant le 1<sup>er</sup> janvier, que la loi de cadenas soit reportée à la fin de l'ordre du jour, p. 201.

Budget de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale pour 1932. M. Houtart, m. f., ayant annoncé, au moment de l'ouverture de la discussion, que M. Heyman, m. i. t. p. s., retenu à la Chambre, se prait de le remplacer pour la discussion de ce budget, estime que M. Heyman, m. i. t. p. s., ne peut, en tout cas, rien faire sans l'autorisation du ministre des finances, p. 24. — Discussion générale. Observations, p. 77, 78, 89, 95, 96, 98, 99, 102, 104, 106. — A la suite d'observations de M. le président, déclare que le groupe socialiste est d'accord pour remettre au mardi l'examen de l'amendement de M. Demets (art. 19) et demande que la déclaration annoncée par le ministre soit résumée le plus possible, afin de permettre la discussion plus intéressante du projet sur les bois et forêts, p. 107. — Discussion de articles réservés. Art. 19. Observations, p. 129, 132. — Art. 79. Pose une question au ministre en ce qui concerne les allocations familiales et le crédit pour ces allocations, p. 124.

Projet de loi autorisant le gouvernement à s'opposer à l'exploitation excessive de certains bois et de certaines forêts appartenant à des particuliers (prorogation de la loi de cadenas). Ce projet venant d'être déposé, déclare qu'il doit rester entendu que le Sénat discutera le mardi suivant, ainsi qu'il en a été décidé, le projet relatif au statut définitif, p. 97. — Au moment du dépôt du rapport, estime qu'il est inadmissible qu'on discute ce projet de prorogation alors que la discussion du statut définitif est en cours, p. 112. — Observations tant au sujet de l'opportunité de poursuivre la discussion du projet relatif au statut définitif qu'en ce qui concerne le renvoi de ce projet à la commission et de l'utilité de voter la loi de prorogation, p. 118 à 120.

Conseil colonial : nomination d'un délégué. Par motion d'ordre, demande que, à l'avenir, le renouvellement des délégués du Sénat figure à l'ordre du jour et que, avant la date fixée par le Sénat pour la désignation au conseil colonial, le bureau se réunisse en vue d'examiner la situation; rappelle les déclarations faites par MM. Digneffe et Dierckx à la fin de la session précédente, en ce qui concerne la désignation d'un délégué socialiste à ce conseil, p. 123. — Fait encore des observations au sujet de la date de la réunion des présidents de groupe, p. 123.

Naturalisations : M. le président/proposant de fixer au mercredi 9 décembre le scrutin pour la prise en considération des demandes de naturalisation transmises par la Chambre, fait quelques observations à ce sujet; rappelle que certaines demandes ont été soumises à un examen complémentaire et demande que la commission fasse diligence pour que toutes les demandes introduites reçoivent en même temps leur solution, p. 135. — Les feuillets de naturalisation étant soumis à la prise en considération, fait diverses observations au sujet des feuillets 21 et 22, dont la commission propose le rejet, estimant que le gouvernement, d'abord, puis la Chambre, ne devraient pas laisser passer les demandes de naturalisation qui ne sont pas légalement recevables, p. 187. — Observations au sujet de la procédure à suivre pour le vote, p. 188.

Proposition de loi relative à la police du roulage. Proposition d'ajournement. Observations, p. 161 à 164. — Observations au sujet de l'éventualité de séances du matin, p. 165. — Reprise de la discussion de la proposition d'ajournement. Observations, p. 166. — Par motion d'ordre, demande qu'au projet qui vient d'être ajourné soit rattaché une proposition concernant le transport des gros chariots, qui sont souvent mal éclairés et causent de graves accidents, p. 167. — Discussion générale. Observations, p. 510. — Discours : Se félicite en pensant que le projet va être voté par le Sénat et rappelle que plus de vingt-cinq ans auparavant une proposition sur le roulage avait été présentée par M. Magette; qu'elle avait fait l'objet d'un rapport de M. Braun, puis était devenue caduque par suite d'une dissolution; défend particulièrement la question de l'assurance obligatoire; cite des exemples à l'appui de ses observations et termine en se joignant aux membres de la commission pour que le projet soit voté au plus tôt par les deux Chambres, p. 513. — Observations, p. 514. — Discussion

## Volckaert (suite)

des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 545, 546. — Art. 6. Soulève la question des personnes transportées le dimanche par des camions industriels, au point de vue de l'assurance, p. 549. — Observations en ce qui concerne l'automobiliste étranger de passage en Belgique, p. 550. — Art. 8. Observations concernant les excès de vitesse et l'état d'ivresse, p. 553. — Art. 14. Observations au sujet de la surveillance des routes, p. 555. — Vote en seconde lecture. Art. 8. Discussion au sujet de la définition des termes « en état d'ivresse ». Observations et discours, p. 600 à 603.

Projet de loi relatif à l'applicabilité des dispositions de la législation coloniale réglant la matière du contrat d'emploi. Discussion générale : Déclare que la commission de la justice et la commission des colonies ont été unanimes pour admettre ce projet; estime qu'il ne donnera pas lieu à discussion et engage le Sénat à le voter, p. 170.

Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 234 à 236, 237, 242 à 244. — Fait personnel : Proteste parce qu'il estime que M. Segers a fait état d'une conversation particulière qu'il a eue avec lui la veille, pour pouvoir prononcer le discours qu'il vient de faire, p. 245. — Observations au sujet de la suite de la discussion, p. 280. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 283. — Discussion des articles. Art. 19. Défend un amendement qu'il présente, p. 302, 303. — Observations : Fait notamment remarquer qu'une note citée par M. Segers comme émanant de la Ligue des familles nombreuses n'émane pas de cette ligue, puis réfute l'exposé par chiffres fait par le ministre, p. 303. — Demande l'appel nominal sur son amendement, p. 304. — Fait personnel de M. Vermeylen au sujet d'une affirmation produite par M. Digneffe en ce qui concerne des incidents qui se sont produits à l'université de Gand. Observations, p. 352.

Interpellation de M. Lindekens relative au mariage des officiers. Observations, p. 256, 257.

Proposition de loi prorogeant certaines dispositions relatives aux baux à loyer. Discussion générale. Observations, p. 274.

Projet de loi fixant le contingent de l'armée pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 309.

Vacances du nouvel-an : M. Vinck proposant de décider que le Sénat se réunira le 12 janvier, estime que la date de rentrée doit dépendre du travail fait en commission et qu'il vaudrait mieux laisser au bureau le soin de juger de la situation et de convoquer la Haute Assemblée soit le 12, soit le 19 janvier, p. 314.

Vérification complémentaire des pouvoirs de M. Cools, A., sénateur suppléant d'Anvers, appelé à remplacer M. Spillemaekers, décédé. Dépose le rapport sur cette vérification de pouvoirs et donne lecture de son rapport, p. 349.

Budget de la défense nationale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 367. — Discours : Appuie le discours prononcé par M. de Brouckere, parle ensuite des nombreuses économies qui pourraient être réalisées en ce qui concerne le budget de la défense nationale; parle de la situation de l'hôpital militaire de Bruxelles et de la nécessité d'y porter remède et termine en demandant que la fabrication des instruments de guerre, les armes, les munitions, soit réservée à l'Etat, p. 371 à 374. — Observations, p. 375, 377, 378, 382, 383, 386, 387, 395. — Discours : Commence par constater que le ministre a une singulière conception de la discussion de son budget, car il estime que celui-ci a répondu beaucoup plus à la presse qu'aux discours des sénateurs; critique le dépôt tardif, par le ministre, de toute une série d'amendements; termine en parlant de l'aviation et de l'état des locaux du département de la défense nationale ainsi que de la situation de l'hôpital militaire, p. 397, 398. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 407, 408, 412, 413.

Projet de loi approuvant le traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation, signé à Bucarest, le 8 juillet 1930, entre la Belgique et la Roumanie. — Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 386.

Interpellation de M. de Brouckere au sujet de l'activité, en Belgique, de policiers dépendant de gouvernements étrangers. Observations, p. 404.

Budget des finances et interpellation de M. Beauduin sur la question des alcools luxembourgeois. Discussion générale. Observations, p. 457 à 459, 461, 469, 472 à 475, 481. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Observations, p. 487. — Discours : Commente le discours prononcé par M. Despret, traite notamment la question du secours-chômage, celle de la réduction des traitements et déclare que, selon lui, ce système est destiné à amener la baisse des salaires dans l'industrie privée; affirme que, si on déclare la guerre à la classe ouvrière, celle-ci saura répondre, p. 491 à 493.

Motion d'ordre de M. Lafontaine au sujet d'une adresse qu'il propose d'envoyer à la délégation belge à la conférence du désarmement : M. le président déclarant que cette adresse doit être soumise à une commission à nommer au sein du Sénat, propose M<sup>me</sup> Spaak comme mandataire du groupe socialiste, p. 461.

Interpellation de M. Vinck au sujet du refus d'approbation du budget de la province de Brabant. Observations, p. 522; 523.

## Volckaert (suite)

- Budget des affaires étrangères et interpellation de M. Mullie relative à l'accord commercial de 1928 avec la France. Discussion générale. Observations, p. 558, 562, 563, 565, 567. — Discussion au sujet de la suite du débat : Estime qu'il avait été entendu, le ministre devant repartir le plus promptement possible pour Genève, que l'on terminerait le budget des affaires étrangères ce jour-là, et que les intérêts du pays doivent passer avant les convenances personnelles des sénateurs; déclare donc, quant à lui, être prêt à rester en séance aussi longtemps qu'il le faudra, p. 568. — Discussion des articles du budget. Art. 16. Observations, p. 569.
- Proposition de loi interprétative de l'arrêté royal du 25 novembre 1815. (Tableaux de Tournai.) Discussion générale. Observations, p. 578. — Discours : Emet l'opinion que plus on discutera la question au point de vue juridique, moins on se comprendra; développe les motifs pour lesquels il estime personnellement que l'on doit rendre les tableaux à Tournai; termine en déclarant que, à son avis, le musée de Tournai peut amener en Belgique de nombreux visiteurs des départements du Nord et du Pas-de-Calais, p. 596. — M. Petitjean, m. s. a., proposant la remise à quinzaine, demande si une remise aussi lointaine ne risque pas de faire recommencer la discussion, p. 596. — Observations, p. 597.
- Projet de loi instituant des sociétés privées à responsabilité limitée. Observation au sujet de la fixation de la discussion, p. 581.
- Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et des téléphones pour l'exercice 1932-1933. Discussion générale. Observations, p. 594.
- Proposition de loi instituant un fonds national de la mutualité. Discussion générale. Observations, p. 613.
- Budget des travaux publics pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 644. — Discours : Signale la situation faite aux habitants de Strépy-Bracquegnies par l'absence de passage sur le canal du Centre; parle du conflit entre l'administration des vicinaux et celle des ponts et chaussées en ce qui concerne les remèdes à apporter à cette situation; parle ensuite d'une adjudication pour une question de pavage à laquelle il a été procédé dans un village de l'arrondissement de Louvain, et de l'attitude étrange de l'administration des ponts et chaussées en cette circonstance, p. 645 à 647.
- Budget de l'agriculture pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 657, 658. — Observations au sujet de la suite du débat, p. 660.
- Projet de loi concernant l'incinération facultative des cadavres humains. Déclare que le groupe socialiste est d'accord avec M. Asou qui demande la fixation de la discussion au jeudi suivant, p. 660, 661.
- Projet de loi portant révision de la législation sur les services publics d'autobus et d'autocars. Discussion générale. Discours : Insiste sur quelques points spéciaux, notamment sur l'assurance obligatoire pour les autobus, celui de l'entretien permanent du matériel, puis demande que le cahier des charges fixe des clauses de déchéance, p. 669, 670. — Discussion des articles. Art. 7. Observations au sujet de la demande de M. Van Dieren tendant à réserver le vote sur l'article, p. 674. — Fait remarquer que l'adoption d'un amendement entraînerait le renvoi à la Chambre et demande que l'on termine immédiatement l'examen des articles, p. 674.
- Interpellation de M. Dochen sur la situation difficile créée aux communes par une circulaire ministérielle du 18 février 1932. Observations, p. 683.
- Annonce du décès de M. Martens, sénateur provincial de la Flandre occidentale. Discours, p. 912.
- Projet de loi sur la protection morale de l'enfance. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 932.
- Déclaration du gouvernement après la reconstitution, le 23 mai, du cabinet présidé par M. Renkin. Observations, p. 1013, 1018, 1021, 1022, 1025, 1026, 1028 à 1030. — Observations au sujet de la suite de la discussion, p. 1030. — Reprise du débat. Observations, p. 1035 à 1038, 1043.
- Budget des transports pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1050, 1053, 1068, 1069, 1080, 1081. — Propose de limiter le temps de parole à une demi-heure, p. 1082. — Reprise de la discussion générale. Discours : Demande que l'on perfectionne les moyens de communication entre Bruxelles et la banlieue, ceux-ci étant très défectueux aux environs de Bruxelles en comparaison de ceux reliant la capitale d'autres pays à leurs environs; parle ensuite de la propagande touristique belge, qu'il estime être à peu près inexistante à l'étranger, p. 1086. — Observations, p. 1104 à 1108, 1110.
- Projet de loi tendant à obtenir un régime définitif de tarification uniforme sur tous les chemins de fer belges. Observations au sujet de la fixation de la discussion, p. 1085.
- Travaux du Sénat : A l'occasion d'une motion de M. Van Fleteren au sujet des difficultés qui se présentent lorsque les séances publiques et les séances de commissions coïncident, fait remarquer le peu de sénateurs présents à la séance en cours, séance dont l'ordre du jour comportait des votes et des discussions intéressantes; signale le peu d'assiduité que

## Volckaert (suite)

- montrent depuis quelque temps les membres de la Haute Assemblée à assister aussi bien aux séances publiques qu'aux réunions de commissions et insiste pour que le bureau examine très sérieusement les mesures à prendre pour que les membres du Sénat prennent plus régulièrement part à ses travaux, p. 1113.
- Projet de loi autorisant le gouvernement à majorer dans certains cas et dans certaines limites le taux de la taxe de transmission à l'importation. M. Mullie, rapp., demandant l'urgence, fait remarquer que le rapport n'est pas imprimé et estime qu'il est important que ce document soit soumis aux sénateurs avant l'examen du projet, p. 1135.
- Projet de loi relatif à l'emploi des langues en matière administrative. Discussion générale. — Observations, p. 1145. — Observations au sujet de a proposition tendant à limiter le temps de parole, p. 1147. — Discussion des articles. Art. 4, § 3. Observations, p. 1162.
- Projet de loi approuvant la convention additionnelle à la convention du 6 juillet 1912 relative à l'assurance contre les accidents du travail, signée à Bruxelles, le 16 juillet 1931, entre la Belgique et le Reich allemand. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1178.
- Budget de l'intérieur et de l'hygiène pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1207 à 1211, 1237, 1238.
- Projet de loi approuvant la convention pour le règlement des créances commerciales entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Hongrie. Discussion générale. Observations, p. 1232, 1234. — Demande le renvoi du projet à la commission et expose les motifs de sa demande, p. 1251.
- Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de 1932. Discussion générale. Discours : Proteste contre l'absence du rapporteur, estime que celui-ci fait erreur en disant, dans son rapport, que le retard du vote des budgets doit être attribué au parlement, alors que ce dernier n'en est nullement responsable, p. 1244.
- Projet de loi modifiant la compétence des juges de paix en matière de dégâts miniers. Demande, un assez grand nombre de sénateurs étant indécis sur le vote qu'ils ont à émettre, que le vote soit remis afin de leur donner le temps de relire les observations présentées avant de se prononcer, p. 1289. — Par motion d'ordre, ce projet venant en ordre utile, fait remarquer qu'un amendement assez important est proposé par la commission; propose la remise au mardi suivant, afin de trouver un terrain d'entente et de pouvoir ainsi écourter le débat, p. 1299, 1300. — Discours : Déclare qu'il était hésitant, mais que, s'étant informé auprès de personnes compétentes, il prie le Sénat de voter le projet sans plus de retard, p. 1370. — Fait remarquer que la proposition de M. Jos. De Clercq, tendant à une modification de la loi, exigerait le renvoi à la Chambre, p. 1371. — Observations au sujet de la décision à prendre en ce qui concerne la proposition de renvoi, p. 1372. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Rappelle que le groupe socialiste avait décidé d'adopter le texte transmis par la Chambre; déclare cependant que, si le ministre ou le rapporteur peuvent confirmer qu'un accord est intervenu avec MM. Brunet et Falony à la Chambre, le groupe socialiste examinerait s'il peut admettre le texte amendé, p. 1391.
- Projet de loi relatif au régime linguistique dans l'enseignement primaire et moyen. Appuie la protestation de M. Van Dieren contre la procédure trop rapide pour la mise en discussion de ce projet, p. 1294. — Observations au sujet de la fixation, p. 1298. — Discussion générale. Observations, p. 1320, 1321.
- Proposition de loi étendant aux sociétés coopératives certaines dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. M. le président attirant l'attention sur un amendement (art. 2bis) qui vient d'être déposé par le gouvernement et demandant si le Sénat entend aborder immédiatement l'examen des articles, estime que, l'amendement venant seulement d'être distribué, il serait peut-être difficile de statuer sur un texte qu'il n'a pas été possible d'étudier, p. 1300.
- Budget métropolitain de la colonie pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 1303, 1304. — Discours : Exprime le regret de ce que le budget vienne devant le Sénat à une époque aussi tardive et que l'on ne puisse examiner en même temps la question coloniale dans son entièreté; attire l'attention sur la gabegie qui existe au Congo et demande s'il ne serait pas possible d'y établir le contrôle du parlement, p. 1304 à 1306. — Observations, p. 1306, 1307.
- Motion d'ordre de M. Hénault relative à l'examen des mesures à prendre pour venir en aide aux agriculteurs. Observations, p. 1322, 1323. — Insiste pour que la commission ne soit convoquée que pour le mardi suivant, p. 1324.
- I. N. R. Désignation de membres du comité de gestion : Incident au sujet des candidats présentés. Observations, p. 1326.
- Budget extraordinaire de la colonie pour 1932. Crédits supplémentaires au budget ordinaire de 1931 et emprunt du chemin de fer du Kivu. M. Tschoffen, m. c., demandant l'examen d'urgence, rappelle les observations qu'il a déjà faites la veille pendant l'examen du budget métropolitain, au sujet de la façon dont on discutait le budget des colonies, mais

## Volckaert (suite)

annonce qu'il a déjà fait droit à la demande du ministre, qu'il ne rend pas responsable de la situation existante, et qu'il a convoqué la commission des colonies pour le lendemain, p. 1325.

Projet de loi relatif à la garantie de la colonie à des capitaux de la Société des chemins de fer au Kivu. M. Lippens demandant l'urgence, déclare ne pas s'y opposer, mais proteste contre l'obligation dans laquelle se trouve le Sénat d'examiner les projets coloniaux dans de telles conditions, p. 1357. — Discussion générale de ce projet. Discours : Attire l'attention du Sénat sur les faits qui démontrent avec quelle légèreté ont été entrepris au Congo des travaux qui entraînent une charge considérable pour la colonie, p. 1357, 1358. — Observations, p. 1359 à 1361. — Discussion des articles. Art. 2. Demande à nouveau s'il ne serait pas possible d'arriver à une réduction du taux de l'intérêt par l'un ou l'autre moyen qu'il indique, p. 1363. — Fait des observations à la suite de l'adoption de cet article, p. 1363.

Projet de loi contenant le budget extraordinaire pour l'exercice 1932 et allouant des crédits supplémentaires aux budgets extraordinaires pour 1929 et 1930. Discussion générale. Discours : En sa qualité de président de la commission des colonies, confirme la déclaration qui vient d'être faite par le rapporteur au sujet de la remise de la discussion des questions coloniales à la rentrée de novembre, p. 1363.

Projet de loi tendant à l'érection en commune du hameau de Weywertz. Incident au sujet du vote, le projet ayant été rejeté par parité de voix, et M. le baron van Zuylen déclarant avoir émis un vote affirmatif qui ne fut pas acté. Fait diverses observations au sujet de cet incident, mais estime que le vote doit rester acquis, p. 1333. — Demande la clôture, p. 1333.

Projet de loi relatif à une convention entre le gouvernement et la Banque Nationale. Discussion générale. Observations, p. 1394. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1413.

Projet de loi relatif à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions. L'heure fixée pour le vote sur l'ensemble de ce projet étant arrivée, propose, par motion d'ordre, ce projet n'ayant donné lieu à aucune observation, de réserver ce vote pour le moment où l'on pourra voter d'autres projets qui n'ont pas donné lieu à discussion, p. 1413.

Par motion d'ordre, demande que l'on procède, pendant la séance en cours (jeudi 14 juillet), à la discussion sur la prise en considération des demandes de naturalisation transmises par la Chambre, p. 1413. — Attire l'attention du Sénat sur la manière dont travaille la commission des naturalisations et propose de modifier le règlement, puis insiste sur l'urgence des demandes qui viennent d'être transmises, p. 1413-1414. — Observations, p. 1415. — Demande le vote, par appel nominal, sur la proposition de M. Segers tendant à la remise au mois de novembre, p. 1415.

Projet de loi autorisant certaines opérations d'emprunt et de trésorerie. Discussion générale. Observations, p. 1552, 1565, 1566, 1568 à 1572.

Par motion d'ordre, prie le ministre de confirmer devant le Sénat la déclaration qu'il a faite à la Chambre tendant à affirmer que toutes les pensions de vieillesse seront payées pour le lendemain 15 septembre, annonce qu'il vient de recevoir une communication signée par un millier de vieux pensionnés de Jolimont, qui demandent, dans le cas où tout ne pourrait être réglé le lendemain, s'il ne serait pas possible, en attendant que le travail de révision soit terminé, de payer les pensions sur le régime ancien; attire l'attention sur les situations poignantes qui se présentent par suite du retard de paiement et prie le premier ministre de ne pas empêcher M. Heyman, m. i. t. p. s. de répondre à sa motion, p. 1567. — Observations, p. 1567. — A la suite d'une déclaration de M. Heyman, m. i. t. p. s., fait diverses observations et fait notamment remarquer que son but a été simplement de hâter la liquidation des pensions de vieillesse, p. 1578.

## W

Waucquez, sénateur de Bruxelles.

Doc. — Projet relatif à l'intervention de l'Etat dans le renouvellement de voitures à voyageurs de la Société nationale des Chemins de fer belges. — Rapport n° 38.

Budget des transports pour 1932. — Rapport n° 95.

Projet de loi établissant un régime définitif de tarification uniforme sur tous les chemins de fer belges. — Rapport, n° 106.

Ann. — Budget des sciences et des arts pour 1932. Discussion générale. Observations à l'occasion d'un fait personnel de M. Volckaert au sujet du discours qui vient d'être prononcé par M. Segers, p. 245.

Vacances du nouvel-an : Observations au sujet de la date de la rentrée, p. 314.

Interpellation de M. Lindekens relative au mariage des officiers. Observations, p. 258.

Projet de loi relatif à l'intervention de l'Etat dans le renouvellement de voitures à voyageurs de la Société nationale des chemins de fer belges. Dépose le rapport sur ce projet de loi et donne lecture de son rapport qui conclut à l'adoption du projet, p. 313.

Budget de la défense nationale pour 1932. Discussion générale. Observations, p. 383. — Discours : Tout en renonçant à la prétention d'une documentation personnelle, évoque les conditions de fait dans lesquelles se pose, au moment présent, pour la Belgique, le problème de sa sécurité; termine en citant certains exemples qui prouvent que, sous le commandement du Roi, l'armée de 1914 a sauvé la Belgique qui n'aurait pas été sauvée sans elle, p. 392 à 394.

Budget des finances et interpellation de M. Beauduin sur la question des alcools luxembourgeois. Discussion générale. Observations, p. 474.

Budget des postes, télégraphes et téléphones pour 1932. Discussion générale. Discours : Traite particulièrement la question du service des colis postaux, p. 966. — Observations, p. 966, 967.

Budget des transports pour 1932. Dépose le rapport sur ce budget, p. 982. — Discussion générale. Discours : Commence par déclarer, réserves faites sur le choix du rapporteur, que le rapport sur ce budget important constitue une lourde charge; déclare que, au point de vue documentaire et statistique, le rapport apporte une modeste contribution aux renseignements généraux que l'on possédait déjà; remercie les fonctionnaires avec lesquels il a travaillé qui n'ont eu, en le renseignant, que le souci de l'intérêt public; rend hommage à l'ancien ministre, M. Van Isacker, déclare qu'il conserve le souvenir de la conscience qu'il mettait à l'accomplissement de sa tâche, puis annonce qu'il va limiter ses observations à la question du chemin de fer; parle notamment de la question de la jonction Nord-Midi; fait remarquer que M. Renkin, p. m., a tenu l'engagement pris par M. Jaspard de signer à M. Max un avenant temporaire et révocable pour l'achèvement des travaux de la voirie de Bruxelles en stipulant que les plans seraient dressés par le ministère des transports et fait remarquer que le service spécial de la jonction a ainsi pu apporter un plan de gare centrale électrifiée qui tient compte de toutes choses; termine en déclarant qu'il est guidé dans ses appréciations par une question d'ordre moral : l'interpénétration des deux races du pays et la volonté de maintenir la Belgique comme carrefour de l'Europe et de faire de Bruxelles le cœur du pays, p. 1048 à 1055. — Observations, p. 1063. — Proteste contre les innombrables interruptions, p. 1082. — Reprise de la discussion : Observations, p. 1092, 1093. — Discours : Répond brièvement au discours de M. Huismans Van den Nest en ce qui concerne la jonction Nord-Midi, p. 1099-1100. — Observations, p. 1106, 1109, 1110.

Projet de loi tendant à établir un régime définitif de tarification uniforme sur tous les chemins de fer belges. Dépose le rapport sur ce projet de loi, en fait remarquer l'urgence et demande un tour de faveur, le mardi suivant, estimant qu'il ne donnera pas lieu à discussion, p. 1085.